



Algérie

Guerre de libération nationale

Dossier préparé par

Amar NEGADI,
Djemaa DJOGHLAL
&
AuresChaouia

Guerre de Libération

(53^e anniversaire de Novembre 54)

Sommaire :

1 / Présentation

2 / Proclamation/Appel du 1^{er} Novembre 1954

3 / Préparation du 1^{er} Novembre 1954 par Mohamed Boudiaf.

4 / M. Harbi à propos du CRUA et du 1^{er} Novembre 54

5 / Documents du FLN, de la Fédération de France du FLN, de l'AGTA, etc.

a) «tracts»

b) série «brochures»

6 / Articles de presse sur le 1^{er} Novembre 1954

7 / Bibliographie sommaire commentée

1 / Présentation

(Par Ammar NEGADI)

A l'occasion du 53^e anniversaire de la guerre de libération, nous avons trouvé quelques «archives», qu'il nous a paru utile de rassembler avec quelques articles de presse, le tout complété par des commentaires et une bibliographie sélective dus à Djemaa que l'on trouvera en fin du document... (Ces documents sont donnés sous forme de fac-similé et de «ressaisie» avec mise en forme pour en faciliter la lecture)

Depuis 1962, bien des générations, par un enseignement dévoyé d'une histoire tronquée, par le manque de publications, par l'absence de témoignages et, surtout, par «un matraquage» s'apparentant à de «l'intox», ils ne savent plus qui croire, quoi comprendre et encore moins démêler le vrai du faux. Et l'on comprend qu'il leur est difficile de débusquer les mensonges volontairement entretenus sur cette période.

Certes, depuis quelques années, des ouvrages sur ce sujet paraissent, mais insuffisamment ... s'agissant des archives... si elles s'ouvrent quelque peu du côté français, elles demeurent «fermées» du côté algérien ! Quant aux Algériens, ceux qui «savent», ils se taisent, vieillissent et bientôt emporteront leurs secrets dans la tombe ! Paradoxalement, au moment où, avec le temps, l'on espérait une ouverture allant dans le souhait des générations nouvelles... au contraire, il y a actuellement une grande tendance à la «fermeture» et une nette volonté de brouiller (d'obscurcir même) encore davantage cette période...

Quelques exemples :

* cette volonté acharnée d'occulter la trahison du MNA et le tapage nauséabond fait autour de la réhabilitation de son chef : **Messali Hadj**, traître selon Boudiaf (et tel qu'il fut jugé par le FLN) ;

* par un retour au «régionalisme le plus négatif» d'un président-mégot qui voudrait nous faire accroire que l'«ouest» et la wilaya V étaient le fer de lance de la résistance...(suffit de voir ce qui se dit et se publie depuis son retour au pouvoir) ;

* passer sous silence les purges et autres assassinats internes au FLN-ALN ;

* la Wilaya I, étêtée, brisée, pour être finalement marginalisée ; devenue simple «réserve de beni oui-oui» ;

* réduire, sinon carrément occulter, le rôle de la Fédération de France du FLN (qui fut dans les faits une

7^eme wilaya !). Rappelons qu'à ce propos, les militants de l'émigration tenus à l'écart de l'édification de l'Algérie indépendante ; alors que les cotisations des quelque 300 000 Algériens vivant alors en France atteignaient, en 1959, 5 milliards d'AF, et 6 milliards en 1960, ce qui représentait, paraît-il, en 1961, 80% des ressources financières du GPRA. (A. Haroun : «*La 7e Wilaya...*», Paris, Seuil, 1986) ;

* l'acharnement de certains auteurs, cercles intellectuels et autres faiseurs d'opinion (surtout français mais aidés en cela par quelques «supplétifs» opportunistes algériens) à minimiser les affrontements et «gommer» les différences entre Algériens et Européens avec cette sérénade que l'on nous serine sur «*la bonne entente, l'harmonie entre des communautés fraternelles...*» «*Tout le monde était beau, tout le monde était gentil*» (n'en déplaise à Jacques Simon, Benjamin Stora, Guy Pervillé, M. Harbi, et consort), etc. Il ne faut pas nous faire prendre des vessies pour des lanternes !

Mais on ne peut faire dire à l'Histoire tout et son contraire ! L'Histoire n'est pas une prostituée à qui on achète ses charmes !... Arrondir les angles pourquoi pas, mais verser dans le «révisionnisme», non !

* Et que dire du «*rôle positif de la colonisation*» ou tout simplement cette toute petite querelle algéro-algérienne sur les «22» et les «6» que certains appellent «5+1», etc. En effet, s'agissant du «6ème», Krim Belkacem, messaliste invétéré, mais patriote incontestable, maquisard dès 1947, mais qui ne rejoint le FLN qu'à l'extrême limite d'août 1954... (v. ci-dessous le texte de Boudiaf, page 19-20 et le texte de M. Harbi).

Ainsi, grâce à cet ensemble, de documents : allant du témoignage d'un homme-clé de l'époque, Mohamed Boudiaf (complété par un extrait de M. Harbi à ce sujet, pour ce qu'il apporte de précisions), en passant par la reproduction de quelques documents sur cette période destinés à l'extérieur et propagés par la Fédération de France du FLN (un lot d'«archives» récupérées dans la collection Djemaa) et, enfin, suivi de quelques articles de presse, n'engageants que leurs auteurs, nous espérons apporter une modeste contribution et «matières brutes» autant pour l'information qu'à la réflexion de nos jeunes lecteurs.

Dans ces tracts, interviews, déclarations, communiqués, etc., au-delà du style et de la sémantique propres à l'époque et au contexte, et malgré l'aspect de propagande manifeste (ce qui est de bonne guerre et qui va de soi) dans une guerre tout à la fois autant militaire

que psychologique, ce qui s'y dégage surtout, c'est cette **FOI et cette conviction inébranlables des nationalistes algériens en leur combat et dans la victoire du peuple algérien.**

Cette confiance, cette fierté qu'avaient les Algériens, et que l'on ressent à la lecture des ces documents... Tout cela : **foi, conviction, confiance et fierté** semblent avoir désertées les Algériens d'aujourd'hui...

Egalement, de ce peu d'«archives», se dégage surtout une action tout azimut, inlassable, du FLN en direction de la communauté algérienne bien sûr, mais aussi des Français, ceux qu'il considère comme démocrates (libéraux, syndicalistes, enseignants...), la presse internationale, l'O.N.U. les pays afro-asiatiques, les Juifs (à qui il tend désespérément la main...); comme la dénonciation de la guerre, de la torture, des camps de déportation... jusqu'aux actes criminels visant la communauté algérienne en France perpétrés bien après le cessez-le-feu... (v. doc. 22 et 23 ci-dessous).

Et cela finit par payer : la France se trouvera de plus en plus isolée dans le monde, à l'ONU, mais également au sein de l'OTAN et, y compris, parmi ses voisins européens (considérés comme alliés «naturels») qui n'approuvent plus sa politique faite de diktats, d'exigence et d'arrogance (notamment celle du Premier Ministre d'alors : Michel Debré qui fut longtemps pro - «Algérie-française»).

Quant à de Gaulle qui, au départ, n'avait aucune «*politique algérienne*», contrairement à ce que prétendent certains. Mais qui, à l'épreuve des faits, va s'en forger une de *politique algérienne* : de formules en formules (du «*Je vous ai compris*» à «*La France de Dunkerque à Tamanghasset*» ; de visites de popotes en propositions aussi abracadabrantes les unes que le autres, comme la recherche d'une *3ème force...*, ... *la paix des braves*, etc.). Et de guerre lasse, et pour l'intérêt de son pays, il finira par admettre, contraint diront certains, des négociations directes avec le seul FLN !

Commentaires sur les documents présentés :

2 / Proclamation / Appel du 1^{er} Novembre 1954

Ce texte bref, daté du 31 octobre 1954 et diffusé le 1^{er} Novembre de la même année, a fait l'objet de multiples reproductions dont aucune ne respecte l'original et chacune diffère de l'autre... Finalement nous avons choisi la version de Mohamed Harbi. En **gras**, nous avons mis les termes qui nous paraissent contradictoires et lourds de conséquences. Conséquences et ambiguïtés dont les Algériens en payent encore le prix aujourd'hui. Et, enfin, entre parenthèse, figurent les modifications au texte telles que

fournies par Mohamed Harbi, reproduites entre parenthèse (...).

Déclaration brève, claire, concise... mais combien ambiguë, car dès le départ, ça commence mal et ça promet déjà pas mal de manipulations et sous-entendus. En effet avec l'Islam et l'arabo-musulman ; on voit où cela mène... D'ailleurs les faits le démontreront. Boudiaf, lui-même (v. p. 22 ci-dessous), reconnaîtra plus tard l'insuffisance et l'ambiguïté de cette proclamation.

Etait-ce juste un slogan pour ne pas effaroucher les gens... ?

Cinquante ans plus tard, la corruption court toujours et gangrène plus que jamais le pays !

C'est quoi un cadre naturel arabo-musulman ? Et en a-t-on limité les contours, pourtours et autres tours de c... ?

Cette déclaration servira même l'exigence de la mouvance islamiste vis-à-vis du pouvoir algérien actuel.

Comment peut-on - au regard de l'histoire coloniale, ses moyens, ses méthodes, etc. - prouver *l'acquisition honnête* de tel ou tel bien ? Surtout s'il s'agit de biens anciens ou très anciens, souvent immenses... transmis ou revendus «honnêtement» au regard es lois coloniales... ?

A noter que les premiers **mots de passe** utilisés cette nuit-là, 31 octobre - 1^{er} novembre 1954, dans les Aurès, furent : **Okba** et **Abdelkader** ... !

Document 02

Ce bilan est, selon nous, trop exagéré, pas même digne d'une mauvaise propagande... et sans donner les détails qu'il cite, nous en présentons la synthèse telle quelle est donnée par le tract.

Document 07

Celui qui se voulut Muphti, Moïse et Marx à la fois, se révéla n'être que Messali : un mégalo à l'ego démesuré, à l'ambition aveugle et finissant dans la peau d'un «traître».

Voici un tract dans le plus pur style du **moi-Je... moi-Je !** Emanant de Messali... rien d'étonnant ! Complètement délirant, déphasé par rapport à l'histoire, aux événements, à la réalité ; bref, hors sujet... Uniquement obnubilé par sa «petite» personne, délire d'un populo-démagogue obsédé par le culte de soi.

Nous ne reproduisons pas la version arabe de ce tract.

Notre scanner, pas assez moderne ou pas assez stupide, «refuse» de reconnaître ces caractères vermicelles.

Document 09

Ce document adressé à Monsieur et Madame Krouchtchev, à l'occasion de leur voyage en France (mars 1960), aurait-il, entre autres, aidé à l'accord, jusqu'ici inconnu, souscrit à Prague le 19 novembre 1960 entre Waldeck-Rochet et deux ministres du GPRA et contribué au rapprochement PCF-FLN ? (A. Haroun : *La 7è wilaya...*, op. cité). Et faut-il rappeler que Khrouchtchev avait annoncé le 8 octobre Lake Success la reconnaissance de facto du Gouvernement provisoire algérien et que la Conférence des 81 partis communistes ouverte le 10 novembre, vit l'URSS brandir le drapeau de anticolonialisme en direction du monde arabe et africain.

Document 21

Cette partie (historique) - comme une bonne partie du document 21 - est une compilation d'ouvrages «historiques» par quelqu'un qui n'est pas «historien» mais qui a surtout oublié le sens critique et la juste mesure : pour exemple le fatras d'inepties sur l'ancienneté, l'importance et le rôle des Juifs en AFN, la judéité de la Kahina, etc. A moins que ce ne soit pure «propagande», on attrape pas les mouches avec du vinaigre ! Quant aux «Juifs» qui s'engagèrent pour la cause algérienne, ils le firent par conviction, et à titre personnel, mais jamais au nom d'une communauté quelconque...

Documents 22-23

Un bilan bref, mais détaillé, sur le déchaînement de la police française qui se sert des harkis et des messalistes pour se venger des Algériens dont elle a du mal à admettre l'indépendance annoncée.

Document 24

Document émanant du PCA... dans le plus pur style de propagande excessive, inefficace, démagogique, comme seuls savent en faire les mal-informés et irresponsables qui veulent davantage «prouver» qu'ils n'ont faits... Mais passons, mieux vaut prendre le train en marche que pas du tout ! A noter tout de même cette expression dans ce tract : «*force tranquille*»... formule qui sera vendue par des publicistes, 23 ans plus tard, à François Mitterrand !

Enfin, s'agissant des articles de presse, celui de Philippe Minay (Le Monde 24-30/11/1955), dépeint assez bien la situation à l'époque des faits... et nous paraît assez éloquent quant à la vision globale : politique, sociale, économique.

A. Negadi

2 / Proclamation / Appel du 1^{er} Novembre 1954

PROCLAMATION du FLN (1er Novembre 1954)

Alger, le 31 octobre 1954,

(Peuple algérien,
Militants de la cause nationale).

(A) vous qui êtes appelés à nous juger, le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement, notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure l'indépendance nationale dans le cadre nord-africain. Notre désir aussi est de vous (épargner) éviter la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents : administratifs et autres politiciailleurs véreux.

Nous considérons avant tout qu'après des décennies de lutte, le Mouvement National a atteint sa phase finale de réalisation. En effet, le but d'un mouvement révolutionnaire étant de créer (toutes) les conditions (favorables pour le déclenchement) d'une action libératrice. Nous estimons que, sous ses aspects internes, le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action et, sous (ses) les aspects (externes) extérieurs, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères (arabes et musulmans) arabo-musulmans.

Les événements du Maroc et de Tunisie sont à ce sujet significatifs et marquent profondément le processus de lutte de libération de l'Afrique du Nord. A noter dans ce domaine que nous avons depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

Aujourd'hui, les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie, et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi que notre Mouvement national, terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien (indispensable) de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne. L'heure est grave !

Devant cette situation, qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé des luttes de personnes et d'influence, pour le lancer aux côtés des frères Marocains et Tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.

Nous tenons, à cet effet, à préciser que nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personnes et de prestige, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée contre le colonialisme, seul ennemi (obstiné) et aveugle qui (s'est) a toujours refusé (à) d'accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifique.

Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de :

Front de Libération Nationale

Se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

Pour préciser, nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique :

BUT : l'indépendance nationale par :

1 - La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des **principes islamiques** ;

2 - Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races (et) ni de confessions.

OBJECTIFS INTERIEURS :

1 - Assainissement politique par la remise du mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie et par-là, l'anéantissement de tous les vestiges de

corruption et de réformisme, causes de notre régression actuelle ;

2 - Rassemblement et organisation de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

OBJECTIFS EXTERIEURS :

1 - Internationalisation du problème algérien ;

2 - Réalisation de l'unité nord-africaine dans son cadre naturel **arabo-musulman** ;

3 - Dans le cadre de la Charte des Nations unies, affirmation de notre sympathie à l'égard de toutes les nations qui appuieraient notre action libératrice.

MOYENS DE LUTTE.

Conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

Pour parvenir à ces fins, le Front de Libération Nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément : une action intérieure tant sur le plan politique que de l'action propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels.

C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et de toutes les ressources nationales. Il est vrai, la lutte sera longue, mais l'issue est certaine.

En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir réel de paix, limiter les pertes en vies humaines et (des) les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises si ces dernières sont animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes :

1 - L'ouverture de négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de (la) reconnaissance de la souveraineté algérienne une et indivisible ;

2 - La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes les mesures d'exception et l'arrêt de toutes poursuites contre les forces combattantes.

3 - La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une terre française (en déni) au mépris de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien ;

EN CONTREPARTIE :

1 - Les intérêts français, culturels et économiques, **honnêtement acquis**, seront respectés ainsi que les personnes et les familles ;

2 - Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité d'origine et seront de ce fait, considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne et, dans ce cas, seront considérés comme tels en droits et en devoirs ;

3 - Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

Algérien ! Nous t'invitons à méditer notre Charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté. Le Front de Libération Nationale est ton front, sa victoire est la tienne.

Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, (forts de ton soutien) nous donnons le meilleur de nous-mêmes à la patrie.

(Le Secrétariat)

3 / Préparation du 1^{er} Novembre 1954

(Par Mohamed Boudiaf)

Mohamed BOUDIAF : «*La préparation du 1^{er} Novembre*», Collection EL JARIDA, Paris, 4^e tri. 1976
Nous ne reproduisons que la partie concernant la «*Préparation du 1^{er} Novembre 1954*» pp. 1-48

INTRODUCTION

Voici maintenant vingt-deux ans qu'un petit groupe de militants issus de l'O.S. (1) prenait la responsabilité de déclencher la lutte armée en vue de libérer le pays. Que nous réservait l'avenir ? La vie ou la mort ? Peu importe, seule nous animait la certitude qu'au bout du chemin il y aurait une Algérie libre et heureuse. A ce moment-là, il s'agissait avant tout de tracer une voie qui permette de sortir de l'immobilisme dans lequel s'était enlisé le mouvement national, d'ouvrir une brèche à

travers laquelle les énergies populaires pouvaient s'engager résolument dans la lutte.

Minoritaire et recueillant l'hostilité de toutes les formations politiques, notre action paraissait condamnée. Mais l'accueil enthousiaste des masses et leur adhésion rapide donnèrent au mouvement une assise populaire grandissante. Malheureusement, ce courant tumultueux entraîna aussi de nombreux ralliements qui, au fur et à mesure, firent perdre au mouvement son caractère homogène du début. Seuls les énormes sacrifices consentis par les masses permirent d'atteindre l'indépendance malgré les calculs et les arrière-pensées de ceux qui s'étaient emparé des organes dirigeants du F.L.N. et de l'A.L.N.

Quinze ans après, les objectifs du 1^{er} novembre pour lesquels tant d'Algériens sont morts ne sont toujours pas atteints.

Dès la fin de la guerre et au moment où nos masses fêtaient dans l'allégresse ce qu'elles croyaient être la fin de leurs malheurs, une conjuration hétéroclite sans lien avec les luttes passées, bafouant l'esprit militant, provoquant la confusion et profitant du vide politique laissé par les centaines de militants morts au combat a pris par la force un pouvoir qu'elle garde jalousement en imposant au peuple algérien une dictature féroce. Sous couvert d'une soi-disant révolution socialiste à laquelle personne ne croit, une minorité qui a amassé de grosses fortunes vit dans l'opulence et le luxe, dilapidant les deniers publics en opérations de prestige, hypothéquant l'avenir du pays par un endettement colossal, brisant toute velléité d'opposition, pourchassant même à l'étranger les ex-responsables qu'elle élimine froidement.

Le peuple, pour sa part, est réduit à se battre pour le pain quotidien, souffrant de toutes les privations, manquant des droits les plus élémentaires. La référence à un «socialisme spécifique» a servi aux régimes de Ben Bella et de Boumedienne à faire patienter des masses avides de changement et à justifier la création d'un système totalitaire et dictatorial de parti unique dont le but est d'étouffer les revendications populaires et de rejeter les règles démocratiques au nom des mêmes principes que l'on trouvait autrefois chez les colons et qui sont aujourd'hui dans la bouche des dirigeants algériens : «Le peuple n'est pas mûr pour se diriger tout seul».

Il existe, cependant, des fractions de l'opinion internationale, et particulièrement au sein de la gauche qui, se fondant sur la propagande du pouvoir algérien, s'illusionnent sur ses «réalisations» économiques et son «engagement progressiste». Leurs campagnes de soutien ajoutent à la confusion et en fin de compte couvrent les activités anti-populaires de la nouvelle bourgeoisie algérienne. A ceux-là je ne peux mieux expliquer la réalité de l'Algérie qu'en citant «l'appel pour imposer la démocratie», diffusé par le P.R.S. le 1^{er} novembre 1975 : «Tous les thèmes de propagande — révolution industrielle, révolution agraire, etc. — n'ont d'autre objectif que la mise en place d'usines qui facilitent le pompage des matières énergétiques et des richesses de notre pays au profit des pays développés et de la minorité de bourgeois qui dirigent le pays. Ainsi, le produit de l'exportation du gaz ne parviendra certainement pas à rembourser les dépenses nécessaires à son exploitation. En auront profité les fournisseurs de matériels, les banques, les bureaux d'études, les affairistes et les responsables algériens. Quant à l'Algérie, vidée de son gaz, elle n'en sera que plus appauvrie.

L'agriculture, base de l'alimentation de la population, moyen de subsistance de la paysannerie, a été abandonnée, détruite, sabotée, dévalorisée, discréditée

par une politique qui met en avant l'industrie, la technique, la rentabilité financière. Cela a eu pour conséquence la chute catastrophique de la production agricole qui rend notre pays de plus en plus dépendant de l'étranger (surtout des Américains) pour son approvisionnement en produits de consommation alimentaire. Ainsi, le peuple algérien finance une politique qui ne lui apporte ni les produits, ni les emplois dont il a besoin, mais qui enrichit les riches en perpétuant son exploitation et sa dépendance.»

Depuis, la situation s'est encore aggravée. A la faillite économique est venue s'ajouter la crise politique du régime. Elle a éclaté ouvertement entre les clans du pouvoir sapant l'autorité de l'Etat, développant le laisser-aller et l'irresponsabilité, encourageant les intrigues et les manœuvres, créant un terrain favorable aux visées étrangères.

Isolée à l'intérieur et à l'extérieur la clique de Boumedienne cherche son salut dans la fuite en avant. Sa politique aventuriste nous a déjà conduits au bord d'une guerre fratricide. Sa dernière manœuvre a été d'essayer de détourner le mécontentement populaire pour s'en servir contre ses adversaires. C'est là le sens du débat sur la «charte nationale» dont le but a été de fournir à la colère du peuple des boucs émissaires en la personne des cadres moyens et inférieurs sous couvert de dénonciation de la bureaucratie. Mais le cadre préfabriqué de ce débat n'a pu résister à l'explosion de la soif de démocratie et de changement des Algériens, qui malgré la manipulation et les intimidations ont souvent mis en cause le régime lui-même.

La critique se développe, le mécontentement prend consistance y compris au sein des appareils de l'Etat. Au malaise de l'armée qui couve depuis le début de l'affaire du Sahara occidental, est venu s'ajouter celui des cadres de l'administration et des sociétés nationales écœurés par l'attitude des dirigeants.

Au niveau des masses populaires les luttes contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, les pénuries, le manque de logements, etc. se multiplient tandis que les revendications se précisent chaque jour davantage.

C'est pourquoi il apparaît que les prochains mois seront décisifs. Une issue à la crise actuelle doit être trouvée si l'on ne veut pas que le sort du pays et de la nation soit irrémédiablement compromis. A cet égard, on parle beaucoup de l'opposition et notamment des opposants de l'extérieur.

S'il est vrai que l'opinion algérienne attend une initiative de leur part, il n'en est pas moins vrai que l'on doit d'abord déterminer quelle initiative prendre ? Avec qui ? Et pourquoi ? A mon avis, le plus important dans une situation pareille, c'est de dépasser le stade des vœux et des espoirs pour s'atteler à faire progresser les idées et à ouvrir des perspectives pour libérer l'initiative

populaire. Ce n'est pas de réaliser un regroupement factice et sans principes dont le seul but serait d'apparaître comme une solution de rechange.

Pour notre part, nous nous prononçons très clairement contre toute solution de droite qui sous prétexte de mettre fin à la corruption et à l'inefficacité instaurerait un régime encore plus totalitaire, encore plus dictatorial. La seule issue valable est une issue de gauche, c'est-à-dire :

— une issue qui garantisse aux masses populaires l'exercice de leurs droits et libertés fondamentaux : liberté d'expression, d'organisation, droit de grève et liberté syndicale.

— une issue démocratique qui permettrait à tous les Algériens de débattre publiquement des choix fondamentaux qui engagent l'avenir du pays ;

— une issue qui mettrait fin à la dégradation de l'économie algérienne en la libérant des carcans bureaucratiques et de l'emprise impérialiste et en faisant appel aux énergies créatrices de tous les travailleurs ;

— une issue qui s'attaque aux inégalités grandissantes, à l'injustice sociale et qui assure une élévation du niveau de vie pour la majorité en éliminant les privilèges d'une minorité ;

— une issue qui apporte des solutions aux problèmes lancinants du chômage, des pénuries alimentaires, de la santé, du logement et de l'éducation ;

— une issue qui revalorise l'esprit patriotique, le militantisme, qui responsabilise le citoyen en développant sa conscience politique ;

— une issue qui redonne à l'Algérie son crédit sur le plan international en mettant fin à la démagogie et aux méthodes de gangsters.

C'est à une telle solution que nous nous sommes attelés, convaincus que nous ne sommes pas les seuls à oeuvrer dans cette voie. C'est pour cette raison que nous multiplions les appels pour un large rassemblement des forces révolutionnaires et démocratiques en vue de développer un rapport de force favorable.

Pour terminer je voudrais dire bien clairement que mon action présente n'est pas motivée par des ambitions ou des intérêts personnels. Si tel était le cas, j'aurais pu satisfaire les uns et les autres dès 1962. Mon action, de même que celle de mes camarades, n'a pas d'autre objectif que la réalisation d'un certain idéal pour l'Algérie.

C'est cette obstination à vouloir une Algérie différente de celle que nous propose Boumedienne, une Algérie ayant assuré le pain et la dignité à tous ses enfants, une Algérie socialiste, qui m'a valu d'être kidnappé et emprisonné par Ben Bella moins d'un an après l'indépendance, puis condamné à mort et contraint à un douloureux exil.

C'est cette obstination qui me vaut aujourd'hui les calomnies par lesquelles on essaie de me salir et qui, à

travers ma personne, visent le parti auquel j'appartiens. Faut-il donc que notre action soit gênante pour que Boumedienne paie des mercenaires de la plume (2) qui essaient en vain de porter atteinte à mon honneur et à mon passé ? Ceux-là font une bien sale besogne, une besogne dont aucun Algérien digne de ce nom n'a voulu se charger. Il a fallu trouver des individus dont la haine et le paternalisme méprisant à l'égard des Algériens rejaillit y compris sur ceux qu'ils veulent servir et dont en fin de compte ils donnent une image peu flatteuse.

Je n'aurais pas été la cible d'attaques de bas étage, si comme beaucoup de responsables j'étais devenu un trafiquant ou un affairiste, me livrant à la vie facile, au luxe et à la débauche. Ainsi vont les choses dans un système où les valeurs patriotiques et morales sont foulées aux pieds, où le militantisme passé devient une monnaie d'échange, où l'honnêteté et l'attachement aux principes dérangent et donnent mauvaise conscience.

Les calomnies d'où qu'elles viennent ne font que me renforcer dans ma détermination et ne peuvent me détourner de la voie que j'ai choisie. Car cette voie, c'est celle du 1^{er} novembre, celle de ceux pour qui militer signifie sacrifices, décision, courage, identification totale aux intérêts de la patrie.

C'est cet idéal patriotique qui nous a fait opter pour le socialisme. Car nos choix socialistes nous sont dictés en fin de compte par un dépassement de notre nationalisme qui aboutit à une solidarité avec tous ceux qui luttent, hier le peuple vietnamien, aujourd'hui le peuple palestinien.

Ce qui me fera agir jusqu'à mon dernier souffle, c'est la fidélité à mes compagnons de la première heure qui sont morts pour une Algérie meilleure. C'est mon attachement aux jeunes générations de militants formées dans le cadre du P.R.S. qui, déjà fermement, ont repris le flambeau et continuent le combat.

Etre toujours à sa place au milieu des exploités et des opprimés, lutter sans répit et de toutes ses forces pour que les choses changent réellement, voilà, me semble-t-il, ce que c'est qu'être révolutionnaire et socialiste aujourd'hui.

1er Novembre 1976
Mohamed BOUDIAF

(1) Organisation Spéciale : organisation paramilitaire créée en 1947.

(2) A. Francos et J.-P. Sérénis : «Un Algérien nommé Boumédiène».

LA PREPARATION DU 1^{ER} NOVEMBRE

Répondant aux désirs des militants du parti et certainement à celui de tous les Algériens épris de vérité, la commémoration du 20^{ème} anniversaire du 1^{er} novembre 1954 sera pour moi l'occasion de reprendre l'histoire de cette époque, des contacts, des discussions, des démarches, de l'organisation, en un mot des circonstances réelles dans lesquelles est née l'insurrection algérienne.

Bon nombre de personnes étrangères à ces événements ont écrit et continuent de le faire en déformant par intérêt ou par ignorance les faits, attribuant à des gens des rôles qu'ils n'ont pas joués, idéalisant certaines situations, et passant d'autres sous silence, refaisant l'histoire après coup. Le résultat le plus clair de ces manipulations est d'entraîner une méconnaissance d'un passé pourtant récent chez les millions de jeunes Algériens qui n'ont pas vécu cette période et qui sont pourtant avides d'en savoir les moindres détails.

Mon propos va donc s'attacher à reconstituer le déroulement des événements de l'année 1954 en m'efforçant de rétablir la vérité historique et de relever les erreurs les plus fréquemment commises. Je suis personnellement convaincu que cette histoire reste à écrire ; ce qui sera dit ci-après ne peut être que le survol rapide d'un bouillonnement révolutionnaire impétueux qui a su transformer une crise grave du mouvement national en un processus de lutte armée dont l'aboutissement fut la libération de l'Algérie d'une colonisation séculaire.

Pour bien comprendre les événements de l'année 1954, il est indispensable de faire un retour en arrière pour bien situer les raisons profondes de l'élan révolutionnaire qui a été à la base de la préparation rapide et du succès du déclenchement de la guerre de libération nationale. Je ne crois pas qu'il suffit, comme le font certains, de mettre en valeur le rôle de quelques «chefs historiques» et de ramener l'histoire à des individus pour saisir ce qui s'est passé. Les hommes du 1^{er} novembre, s'ils eurent un mérite, ce fut précisément celui d'être parvenus à exprimer et à mettre en œuvre ce qu'une grande masse d'Algériens pensaient et souhaitaient. Eux-mêmes furent le produit de circonstances, de luttes politiques et il est dangereux de pratiquer le culte des héros (même s'ils sont morts) car c'est là le meilleur moyen de nier le rôle du peuple. Il paraît très intéressant de suivre pas à pas l'évolution du nationalisme algérien et, en particulier, du parti qui en fut le plus représentatif, le P.P.A. Mais cela dépasserait largement le cadre de cet écrit. Aussi, je me contenterai de dire quelques mots des événements qui, à mon sens, ont joué un rôle dans la maturation du processus insurrectionnel.

Mai 1945 et ses conséquences

Je veux parler d'abord des *événements de mai 1945* qui, en ensablant le Constantinois, ont fait la preuve irréfutable que le colonialisme ne pouvait être combattu que par des moyens révolutionnaires.

Pour les militants de ma génération, le 8 mai 1945 fut le point de départ d'une prise de conscience et d'une rupture :

— *Prise de conscience* de la nécessité de rechercher au-delà de la simple revendication de l'indépendance la voie à suivre et les moyens à employer pour y parvenir. Il faut dire que, jusqu'à cette époque, le débat dans le mouvement nationaliste se situait surtout autour du thème même de l'indépendance, de sa possibilité, de l'affirmation de la personnalité algérienne contre la politique d'assimilation. Pour la stratégie à suivre, rien n'était défini, si ce n'est la référence aux grands principes démocratiques et humanitaires. Avec la Charte de l'Atlantique, qui reconnaissait «le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», les dirigeants des mouvements finirent par penser que l'émancipation de l'Algérie pourrait être obtenue par des moyens pacifiques. Cette conception idyllique vola en éclats lorsque les événements de mai 1945, avec leurs milliers de morts, ramenèrent brutalement les Algériens à la réalité.

— *Rupture* avec les anciennes conceptions de la lutte et de l'organisation. Avant la deuxième guerre mondiale, l'organisation du P.P.A. se limitait à un mouvement de sympathisants acquis à l'idée de l'indépendance. Les cadres citadins du mouvement qui avaient du mal à sortir d'Alger n'étaient pas parvenus à en étoffer la structure, malgré la grande réceptivité des masses aux mots d'ordre simples qu'ils diffusaient. Vers la fin de la guerre, le mouvement créé autour du « Manifeste du Peuple Algérien », les A.M.L. (Amis du Manifeste de la Liberté) avait en quelques mois recueilli des centaines de milliers d'adhésions.

Lancé par des notables issus de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie instruite (Abbas et les élus des délégations financières), le Manifeste avait, grâce à un «Additif» de dernière heure, recueilli le soutien du P.P.A. Parce que sa base était plus populaire, ce dernier joua un rôle moteur dans le mouvement, tout en cherchant à en durcir les positions. Et comme les activités de propagande des A.M.L. rassemblaient beaucoup de monde, cela permettait aux militants du P.P.A. d'établir de nombreux contacts. Aussi, au congrès des A.M.L. de 1945 (mars), il apparut nettement que la tendance P.P.A. était majoritaire et la revendication de l'indépendance s'y affirma avec force.

En fait, l'effervescence populaire était à son comble. Le mécontentement et le sentiment anticolonialiste puisaient leur force dans la situation effroyable que connaissait la grande majorité des Algériens abandonnés à la famine et à la maladie. Les autorités coloniales décidées à reprendre la situation en main, cherchaient

l'occasion de frapper un grand coup. Elles la trouvèrent dans les défilés organisés à l'occasion de la victoire auxquels les mouvements nationalistes participèrent avec des drapeaux algériens pour montrer leur volonté d'accéder à l'indépendance. Il est faux de prétendre qu'ils voulaient organiser un soulèvement. J'ai eu plus tard l'occasion d'en discuter avec le responsable du parti de Sétif, Maïza, il n'avait aucune directive et ne savait quoi répondre aux militants qui vinrent lui en demander après le début des incidents dans la région. Ce sont des provocations policières qui ont mis le feu aux poudres. Le scénario fut le même un peu partout. Dès que les drapeaux étaient sortis, la police tirait sur le porteur. La foule réagissait. Mais c'est à Sétif que les réactions furent les plus violentes, car la manifestation tourna à l'émeute, de nombreux paysans se joignant au mouvement et se soulevant spontanément'. Pendant plusieurs jours, des fermes furent attaquées. Une centaine d'Européens furent tués entre le 8 et le 13 mai. La répression fut d'une violence inouïe. Les légionnaires et les tirailleurs sénégalais se distinguèrent particulièrement. Des mechtas entières furent rasées, les douars bombardés par l'aviation et la marine, tandis que les milices de colons se livraient à des massacres atroces. Enfin, les arrestations se comptaient par milliers.

Cette offensive du colonialisme a eu pour effet de clarifier les choses. Les A.M.L. se disloquèrent. Chaque mouvement constitutif prenant ses distances et suivant une évolution autonome :

— Abbas et ses amis fondèrent l'U.D.M.A. (Union Démocratique du Manifeste Algérien) qui rassemblait des notables issus des professions libérales, de la grosse bourgeoisie, des élus, etc. Tout en se prononçant pour l'autonomie de l'Algérie, l'U.D.M.A. se situait à l'intérieur du système colonial, plus proche des courants assimilationnistes d'avant guerre que des nationalistes proprement dits. Elle ne cherchait d'ailleurs pas à organiser les masses, son objectif était surtout la constitution d'une clientèle électorale.

— Les Oulamas qui, bien qu'étant une organisation à caractère religieux et culturel, ne pouvaient s'empêcher de jouer un rôle politique. Leur attitude était ambiguë. Défenseurs acharnés de la personnalité musulmane en Algérie, ils étaient beaucoup moins chauds lorsqu'il s'agissait de se prononcer sur l'indépendance totale. Selon eux, celle-ci ne pouvait être envisagée dans l'immédiat tant que les grandes masses restaient plongées dans l'ignorance. Implantés dans les Médersa et les Mosquées, ils exerçaient une influence certaine sur la population, au moins dans les villes. Ils réservaient leurs coups surtout au P.P.A., calquant leurs positions sur celles de leurs amis U.D.M.A.

— Le P.P.A. était désormais le mouvement sur lequel reposaient les espoirs de l'Algérie. La répression de 1945 avait amené une épuration du mouvement. Pas mal d'anciens responsables rejoignirent l'U.D.M.A. ou

cessèrent toute activité. Parallèlement, l'arrivée au sein du parti de nombreux jeunes gèna qui revenaient de la guerre, pour la plupart originaires des villes et villages de l'intérieur, bouscula le cadre traditionnel d'origine citadine et algéroise et fit apparaître des tendances plus dures qui pensaient à mettre en place une organisation plus solide, mieux charpentée et dotée d'une stratégie révolutionnaire.

Là création du M.T.L.D...

Et c'est précisément à ce moment, en 1946, que Messali, à son retour d'exil, se prononça pour la participation du P.P.A. aux élections. Influencé sans doute par les délégués arabes à l'O.N.U. qu'il avait rencontrés à Paris, il développa l'idée que le parti, pour élargir son audience, devait entrer dans une phase de légalité, s'ouvrir sur les intellectuels, rechercher le soutien des milieux français libéraux. Inutile de préciser que beaucoup de militants étaient hostiles à cette nouvelle orientation, mais ils ne purent la combattre car le parti était bâti autour du personnage de Messali et personne ne pouvait s'opposer à sa volonté. Or, Messali, frappé par le succès de l'U.D.M.A. aux élections du 2 juin 1946, tenait absolument à ce que le P.P.A. participe aux élections législatives. Il prit cependant soin de présenter cette participation comme un simple moyen de toucher les masses et qui n'impliquait pas l'abandon de la ligne révolutionnaire du parti, thème qu'il développa largement au cours de la campagne électorale, allant jusqu'à affirmer que les élus du parti n'iraient pas au Palais Bourbon. Ce qui ne fut qu'une promesse sans lendemain puisque les cinq élus siégèrent jusqu'en 1951, terme de la législature.

Le passage à cette politique électoraliste eut des conséquences déterminantes sur tes/positions du parti. Les militants durent changer leur mentalité et leurs méthodes de travail. Ils furent obligés de sortir de la clandestinité pour mener des actions légales, tenir des meetings, combattre les candidats des autres partis et même se présenter comme candidats. Cela ne manqua pas de troubler bon nombre d'entre eux, partisans d'une ligne dure, qui exigèrent de la direction la tenue d'un congrès.

Celui-ci se tint clandestinement début 1947 en présence de Messali. Au terme de trois jours de discussions violentes, il entérina la voie électoraliste appliquée par le parti, créant à cet effet une organisation légale ; le M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques). En contrepartie, il décida de mettre en place une Organisation Spéciale (l'O.S.) de caractère para-militaire dont l'objectif était de préparer à terme l'action armée. Bien que résultant d'un compromis et répondant au souci de la direction de ne pas se couper de l'aile dure du mouvement, la création de l'O.S. n'en demeure pas moins un événement capital. De plus, elle constituait aux yeux des militants une garantie contre les déviations qui pourraient atteindre le parti.

A partir de là, Messali et la direction du parti ayant les coudées franches, poursuivirent leur politique électoraliste avec un succès inégal. Echec relatif aux élections législatives de 1946 compensé, il est vrai, par un succès aux élections municipales d'octobre 1947 pour lesquelles le parti obtint 80 % des voix. Ce succès amena l'autorité coloniale à sévir et à truquer les élections. Aussi, en 1948, lors du vote pour l'assemblée algérienne, la répression s'abattit sur l'organisation légale. Les candidats étaient arrêtés, les militants pourchassés, tandis que des députés, régulièrement élus, étaient recherchés par la police. Cette réaction montra clairement à tous les limites de l'action légale et dissipa les illusions que pouvaient encore entretenir certains militants sur les possibilités de lutte à l'intérieur du système colonial. Persister dans cette voie relevait désormais, non plus de l'erreur politique, mais de la trahison délibérée. La suite des événements n'allait pas tarder à nous le démontrer.

... et de l'O.S.

Mais revenons à l'O.S. dont l'installation fut réalisée durant cette période 1947-1948. Ses militants furent choisis au sein de l'organisation politique clandestine du P.P.A. sur la base de critères tels que : conviction, courage physique, discrétion, clandestinité, etc. En principe, ces choix devaient faire de l'O.S. une organisation rigoureusement sélective complètement autonome du reste du parti et dont le but aurait été de former des cadres, en vue du déclenchement du processus révolutionnaire. En fait, il faut reconnaître que les nombreux marchandages qui présidèrent au dégageant des éléments de l'O.S. pesèrent lourdement sur une naissance difficile. En effet, les responsables de l'organisation politique étaient réticents à l'idée de se séparer de leurs meilleurs militants.

Six mois après, la mise en place était quand même chose faite et, au printemps 1948, l'O.S. commença à voler de ses propres ailes. La direction était confiée à un état-major national constitué d'un coordinateur, Mohamed Belouizdad d'un responsable militaire Belhadj Djilali, d'un responsable politique, Hocine Aït Ahmed et de responsables départementaux : Oranie, Ben Bella ; Algérois, Maroc Mohamed ; Alger-ville et Mitidja, Reguimi Djilali ; Kabylie, Aït Ahmed et Constantinois, Mohamed Boudiaf. Mohamed Belouizdad assurait la liaison avec le bureau politique du P.P.A. dont il était membre.

Sur le plan territorial, l'Algérie fut découpée en cinq départements : Oranie, Algérois, non compris Alger-ville et la Mitidja qui formaient un département, la Kabylie et le Constantinois. Chaque département ou unité militaire était lui-même divisé en zones qui se composaient de régions qui, à leur tour, englobaient des localités.

Sur le plan organisationnel, la structure de base était le demi-groupe constitué de deux militants et d'un chef de

demi-groupe. Ensuite, deux demi-groupes formaient un groupe ; soit $3 + 3 + 1$ chef de groupe = 7 militants. Au-dessus du groupe, on trouvait la section, composée de deux groupes et coiffée par un chef de section, soit en tout 15 personnes.

La section était le niveau le plus élevé de la structure organique : au-dessus, il y avait la localité. Si par hasard, une localité possédait des effectifs supérieurs à 15 militants, il fallait créer une autre section. Ces structures étaient rigoureusement cloisonnées entre elles : chaque demi-groupe menant une activité séparée et n'ayant aucune liaison avec les autres demi-groupes.

L'O.S. constituait une organisation fermée, aux effectifs bloqués et dont le volume oscilla entre 1 000 et 1 500 militants, avec une stabilisation autour du millier à la fin de la période d'installation.

Examinons maintenant la *formation* qui était dispensée aux militants. Il y avait ce qu'on appelait l'éducation militante et qui était beaucoup plus morale que politique. Elle comprenait des cours sur les qualités du militant révolutionnaire, ses droits, ses devoirs, son rôle, l'esprit de sacrifice, l'initiative, l'anonymat de l'effort, le comportement militant face à la police, etc. A côté de cela, les militants recevaient une formation militaire basée sur deux brochures d'une douzaine de leçons chacune et dont l'enseignement allait depuis la leçon de tir, les missions individuelles, jusqu'à l'organisation d'une zone de guérilla. Ces cours théoriques étaient enrichis par l'usage et le maniement d'armes individuelles, par des manœuvres sur le terrain, des exercices d'alerte et quelques rudiments sur les explosifs et la fabrication de bombes.

En conclusion, un militant de l'O.S., cette formation acquise, devait être capable d'organiser et de diriger une action de guérilla.

Dégagés des tâches d'agitation, de propagande, de recrutement, de collecte de fonds, etc., les militants de l'O.S., dans leur ensemble, après un an et demi de travail continu, avaient atteint un niveau de formation élevé comparativement à ceux qui étaient restés dans l'organisation politique.

A la fin de 1949, l'O.S. avait terminé son instruction et déjà, un peu partout, une certaine impatience se manifestait. La base voulait passer à une autre étape. La direction du parti fut informée de ces difficultés et des dangers qu'une telle incertitude sur les tâches futures de l'O.S. faisait courir à la sécurité même de l'organisation dont le secret avait pourtant, jusque là, été relativement bien gardé. Mais, comme toujours, les réponses du sommet demeuraient évasives et aucune solution ne venait. Le malaise se généralisa, le cloisonnement devenait de plus en plus difficile à préserver et la mobilisation des militants ne pouvait plus être maintenue si aucune tâche, aucune activité n'étaient fixées.

L'inévitable arriva. En mars 1950 une répression féroce s'abattit sur l'O.S., démantelant ses structures, amenant l'arrestation de centaines de militants et contraignant à l'inactivité tous ceux qui avaient échappé à l'emprisonnement. Un incident mineur dans la région de Tébessa fut à l'origine de la vague d'arrestations. Voici les faits tels qu'ils me furent rapportés par Ben M'Hidi (qui m'avait succédé à la tête du département de Constantine). Un cadre de la région nommé Rehiem soupçonné de fournir des renseignements à la police fut exclu du parti. Ben M'Hidi fut chargé de l'enquête. Un commando fut dépêché sur place. Cédant à l'énervement, le chauffeur du commando se laissa aller à des menaces. Cette maladresse, fut fatale, Rehiem s'enfuit et dénonça les membres du commando à la police qui les arrêta. Ce fut là le point de départ de la vague répressive qui déferla sur toute l'organisation de l'O.S.

Avec du recul, on peut se demander comment l'O.S. n'a pu mieux résister à l'offensive coloniale, même si les méthodes employées par la police furent violentes : tortures systématiques, etc. Au début, le cloisonnement était respecté : les contrôles de responsables se faisaient avec des cagoules afin de préserver leur anonymat ; les groupes n'avaient pas de liaison entre eux. Mais le meilleur des cloisonnements ne peut durer qu'un temps. Il est certain que la police coloniale avait recueilli un certain nombre d'informations. Et plus le temps passait, plus elle parvenait à faire des recoupements. En septembre 1949, je venais d'être muté au département d'Alger. Je me souviens que cette question me préoccupait énormément : nous recrutions des gens, nous leur donnions des armes et une formation militaire. Ces gens-là pouvaient être arrêtés, torturés et parler ; quelle devait être notre réaction en tant que responsables ? Je posai la question au comité d'organisation. En cas de répression policière, que doit-on faire ? Est-ce que le parti prévoit quelque chose dans ce cas-là ? Je n'ai jamais eu de réponse.

Lorsque les arrestations commencèrent à Tébessa, les responsables vinrent alerter le parti et demandèrent des directives. On leur répondit : «Brûlez les papiers, mettez le matériel à l'abri et attendez.» Mais la passivité de la direction du parti ne s'arrêta pas là. Cette dernière, petite-bourgeoise et bureaucratique, opta alors pour une voie capitularde, tout en évitant de se désolidariser de façon voyante des militants arrêtés. Ce fut là la fameuse thèse du complot élaborée par le comité central qui consistait à reconnaître que les militants arrêtés appartenaient bien au parti, tout en niant l'existence d'une organisation spéciale disposant d'armes et d'accuser la police d'avoir monté un complot de toutes pièces.

Si cette position ne visait qu'à maquiller la vérité en vue de sauver le plus de militants possible de condamnations très lourdes, la chose aurait été plus ou moins admissible. Malheureusement, ce n'était pas le cas. Pour, la direction du parti, prise de panique, il s'agissait

avant tout de dégager sa responsabilité afin de ne pas être impliquée dans cette affaire. C'était tout simplement l'expression d'un état d'esprit et un choix délibéré de la direction, Messali compris.

Pour ceux de l'O.S. qui échappèrent à la répression (au niveau de l'état-major, avaient été arrêtés : Ben Bella, Reguimi, Youssefi et Bel Hadj ; trois responsables départementaux : Ben Saïd pour l'Oranais, Boudiaf pour l'Algérois et Ben M'Hidi pour le Constantinois avaient échappé aux recherches, de même qu'un certain nombre de responsables régionaux et locaux dont Ben Boulaïd qui prit le maquis quelque temps, Bitat, Didouche, Ben Tobbal, etc.) Je lâchage et la défection de la direction ne faisaient plus de doute. Cependant, nous voulions encore espérer et, lorsque le parti nous demanda de lui faire un rapport sur la situation, nous lui proposâmes :

- 1) De reconstituer l'O.S. avec une nouvelle conception ;
- 2) De réviser la ligne politique du parti dans le sens de la préparation d'une action armée et de s'appuyer davantage à cet effet sur les régions montagneuses : Aurès, Kabylie, Ouarsenis, en vue d'y implanter des maquis ;
- 3) De former des cadres militaires. Nous préconisons en particulier l'envoi d'éléments recherchés à l'étranger, pour y recevoir une formation militaire plus poussée.

La direction dissout l'O.S.

Il n'y eut aucune réponse. Après avoir traîné un an, certainement pour émousser les réactions possibles de la base, le parti décida de dissoudre purement et simplement l'O.S. et de réintégrer ses membres dans l'organisation politique. A ce moment, il apparut clairement que les dirigeants du parti ne voulaient plus entendre parler d'action armée, encore moins de reconstitution d'une organisation qui avait failli mettre fin à leur quiétude et à leur train-train.

En somme, le divorce était total entre la direction du parti et les rescapés de l'O.S. La question qui se posait à nous (principalement Ben Boulaïd, Ben M'Hidi, Didouche et moi-même) était : que faire ? Nous décidâmes d'attendre en mettant de côté les armes, le service d'identité et les boîtes aux lettres (à ce sujet, il est totalement faux de prétendre que Ben Bella fut au courant de quoi que ce soit en ce qui concerne les armes, comme l'affirme Courrière dans un de ses nombreux écrits sur la guerre d'Algérie). Une autre décision fut prise, celle ne de pas réintégrer dans l'organisation politique certains éléments sûrs, tels que les gardiens de dépôts, les agents de liaison ainsi que l'organisation de l'O.S. des Aurès qui n'avait pas été touchée par la répression.

Le reste des effectifs rejoignit non sans difficultés les cellules politiques. Certains cadres (Boussouf, Benabdelmalek, Mechati, Bitat, Habachi, Guerras, Ben

M'Hidi, Didouche...) furent reversés dans l'organisation politique comme permanents. Prenant prétexte du fait qu'ils étaient recherchés, la direction les avait écartés de toute responsabilité élevée. Ils furent placés en général au niveau des Dairates. Ils eurent souvent du mal à s'adapter, découvrant dans leurs régions d'autres méthodes de travail, une discipline relâchée, un état d'esprit différent de celui qu'ils avaient connu dans l'O.S. Certains réussirent pourtant à améliorer la situation et à obtenir une certaine influence auprès des militants avec qui ils étaient en rapport. Près du tiers de l'organisation d'Algérie fut ainsi contrôlé par des éléments venant de l'O.S. Mais le problème restait entier. Le parti avait, par la dissolution de l'O.S., clairement manifesté son refus de passer à une phase d'action directe. Quant aux militants de base, trompés par une propagande démagogique, ils étaient convaincus que le parti était toujours révolutionnaire et il était difficile de les détromper sans remettre en cause le parti lui-même.

Durant toute cette période de 1951 à 1954, l'éclatement et l'approfondissement de la crise au sein du P.P.A. allaient permettre à toute une frange du parti, qui considérait le sommet avec méfiance, d'entreprendre un travail politique qui, en fin de compte, a touché pas mal de militants. Bien, sûr, ce travail n'était pas d'une grande ampleur, il ne sortait pas du cadre de la discipline du parti ; mais il traduisait un sentiment profond : la conviction que la direction s'était écartée de la voie de l'indépendance.

Il ne s'agissait pas d'une tendance organisée, mais de contacts plus ou moins réguliers entre des éléments qui n'avaient pas perdu de vue la nécessité de passer à l'action et qui cherchaient à empêcher que le point de vue réformiste de la direction n'envahisse la base. Il s'agissait surtout d'une communauté de vues. Cette solidarité des anciens de l'O.S. fut renforcée par la méfiance et les brimades systématiques dont ils étaient l'objet de la part de la hiérarchie du parti, qui les soumettait à une surveillance quasi policière.

Mon cas personnel posa pas mal de problèmes au Comité Central. J'étais à Alger en contact avec un certain nombre de responsables. Ils ne savaient quel travail me donner. Me confier une Daïra alors que j'étais responsable du département revenait à me rétrograder sans motif. Me mettre à la tête d'une wilaya, cela signifiait que je pourrais assister aux réunions à l'échelon national et être au courant de pas mal de choses, ce à quoi ils ne semblaient pas tenir. Aussi me laissèrent-ils sans affectation pendant plus d'un an avant de me confier un travail de bureau : il s'agissait de reprendre les rapports financiers qui parvenaient à l'organisation. J'eus, quelque temps après, la possibilité d'accéder aux «rapports organiques». A cette époque, chaque responsable de département ramenait de volumineux rapports. Sid Ali, le responsable national, n'avait pas le temps de les lire. Je lui proposai de lui en faire des résumés. C'est ainsi que j'ai pu suivre chaque mois l'évolution des effectifs, l'application des

directives, l'état d'esprit de la population, l'état de l'organisation, les informations pour toute l'Algérie. Ce travail ne me prenait pas plus de huit à dix jours par mois. Il me laissait tout loisir de rencontrer les camarades de passage à Alger, car ma position me permettait de les toucher facilement.

Ces rencontres consistaient essentiellement en échanges d'informations. Avec les éléments sûrs, on étudiait la manière d'accentuer dans un sens plus révolutionnaire les directives. C'est ainsi que Benabdelmalek organisa dans la région de Somâa des meetings dans tous les marchés de la région, provoquant une forte agitation qui mit le parti dans l'embarras. Il avait interprété, à sa façon, une directive de routine concernant les prises de parole.

C'est à la suite d'un autre dépassement de directives que Mes sali, en tournée de propagande dans la région d'Orléansville (El-Asnam), fut arrêté et interné en France. De grandes manifestations populaires avaient été organisées en effet par le comité régional dont le responsable, Guerras, un ancien de l'O.S., avait dépassé les intentions du Comité Central qui souhaitait un accueil plus discret.

Cela dit, il faut reconnaître honnêtement que notre petit groupe de rescapés de l'O.S., en dépit de son désir d'entreprendre une action conséquente, mettant le parti devant le fait accompli, ne pouvait faire ce qu'il voulait à cause de la suspicion dont il était l'objet et de la grande difficulté qu'il avait de se mouvoir librement. De plus, nous ne pouvions nous passer du concours du parti pour nos moyens d'existence, nos hébergements, etc., car nous étions toujours activement recherchés par la police.

Dans ces conditions, notre travail restait limité, les tentatives pour élargir notre groupe se heurtaient au réseau d'informateurs de la direction. Je citerai une anecdote à ce sujet : Didouche qui était dans l'Est algérien avait essayé de sonder le permanent de Souk Ahras, Safi Boudissa. Celui-ci se pointe un jour à Alger, prend contact avec Dekhli, responsable à l'organisation, et demande à voir Lahouel, secrétaire général du parti. Dekhli lui demande pourquoi : «*C'est une affaire privée et grave.*» Mis en présence de Lahouel, Boudissa lui dit : «*C'est très grave, il y a des éléments qui intriguent pour te renverser.*» «*Qui ?*» demande Lahouel. «*Je ne sais pas..., mais il y a Didouche*» C'est Lahouel lui-même qui rapporta cette conversation à Dekhli en lui demandant de me sonder pour voir ce qu'il en était. Un mois plus tard, Didouche était muté à Boghari sans la moindre explication. Même aventure pour Boussouf qui, après un mois de suspension, fut muté d'Oran à Skikda.

Au printemps 1952, un membre du Comité central, Abdelhamid Mehri, qui était opposé à la politique de la direction et que je voyais souvent, vint m'informer que deux officiers originaires du Rif ayant fait leurs études militaires à Baghdad, cherchaient des Algériens décidés

à lancer des actions. Ces deux Officiers avaient été envoyés par l'Emir Abdelkrim qui les avait chargés de contacter les divers mouvements maghrébins. Ils avaient rencontré deux membres de la direction du parti : Mezerna et Lahouel, en présence de Mehri qui, en tant qu'arabisant, servait d'interprète. La réponse du parti fut qu'il n'y avait rien à faire. Abdelkrim, qui s'attendait à cette réaction, avait conseillé à ses émissaires de contacter d'autres éléments du parti, même en dehors de la direction. Mehri, au courant de leurs intentions, leur proposa de nous rencontrer. Nous eûmes une première discussion avec eux. Us nous expliquèrent que leur objectif était de lancer une action à l'échelle maghrébine en contactant des Tunisiens, des Algériens, des Marocains. Pour ce qui concerne l'Algérie, ils pensaient qu'une action provoquerait une mise hors circuit de la direction et favoriserait la libération de la base.

Didouche était à ce moment-là à Berrouaguia et je lui demandai de me rejoindre pour approfondir la question, car la perspective d'une action qui ne serait pas isolée et qui déborderait le cadre algérien nous semblait intéressante. Nous ne voyions pas très bien la suite, car l'appareil du parti était très puissant. Il était impossible de toucher la base enfermée dans ce carcan et soumise à une hiérarchie solide. Pourtant, nous pensions qu'une action de ce genre pouvait faire sauter quelques écrans. Nos interlocuteurs nous quittèrent en nous laissant des coordonnées à Tunis et en nous disant qu'ils allaient prendre des contacts au Maroc.

Après cela, nous commençâmes à nous organiser. Nous touchâmes Ben M'Hidi qui regroupa quelques éléments, puis Mostefa Ben Boulaïd. Et nous constituâmes un comité (avec Mehri, Ben Boulaïd, Didouche et moi-même) chargé d'organiser les éléments valables. Ben Boulaïd devait fabriquer quelques bombes en attendant la réponse de nos officiers. En fait, il n'y eut jamais de réponse. Le dépôt de bombes constitué par Ben Boulaïd sauta un an après, à la grande stupéfaction du parti qui n'en avait jamais entendu parler. Fort heureusement, l'affaire fut circonscrite car le propriétaire du local où avait eu lieu l'explosion, ami de Ben Boulaïd, tint bon face à la police, soutenant qu'il ignorait que le tas de ferrailles entreposé dans son magasin renfermait des produits explosifs.

Entre temps, ma situation à Alger devenait de plus en plus difficile, le local du parti était soumis à une surveillance constante de la part de la police qui organisait de temps à autre une descente. Il m'était devenu impossible d'y travailler. Je demandai avec insistance une autre affectation. On me proposa la France. Je me réunis avec les autres membres de notre petit groupe pour leur demander conseil. Il fut décidé que je partirai et qu'en cas de besoin, je reviendrais.

C'est ainsi que je me suis retrouvé en France en tant que responsable de l'organisation de la fédération du M.T.L.D. Quelque temps après mon départ, Didouche, signalé une fois de plus, me rejoignit à la suite d'une

mutation, suivi de Guerras, puis de Habachi Abdeslem. Notre groupe en Algérie se rétrécissait, d'autant plus que Ben M'Hidi et Bitat avaient été suspendus pour des raisons de sécurité à la suite d'un contrôle de police à Aïn Temouchent. Il ne restait plus que Boussouf, Abdelmalek, Mechat, etc. La tactique de la direction était de muter en France les éléments qui posaient des problèmes, en espérant bien qu'une fois là, ils se désintéresseraient et se laisseraient corrompre. Du côté de l'O.S., les choses en étaient là.

Du côté du parti dans son ensemble, il se partageait en trois :

— Les *organismes de direction*, bureaucratisés, divisés, plongés dans la routine et le conformisme, coupés de la masse militante, donnaient l'impression d'être de plus en plus dépassés. Le P.P.A. avait une structure très hiérarchisée : entre la base et le sommet existait un corps de permanents qui servait d'intermédiaire. La direction disposait d'une grande autonomie. Elle n'était soumise à aucun contrôle. En 1950, à la suite de la répression contre l'O.S., le Comité central s'était vidé d'une partie de ses membres : Mostefaï, Cherchais, Chentouf, Amrani, qui ne voulaient pas entendre parler d'armes. Mostefaï pour sa part, avait proposé de revoir complètement l'organisation du parti et de travailler en vue du rapprochement avec les autres partis afin de réaliser l'union nationale. Ces éléments avaient été remplacés sans que personne n'en sache rien. Quant à Messali, encensé par ses proches, il s'éloignait de plus en plus de la réalité, finissant par donner plus d'importance à sa personne qu'à la cause qu'il prétendait servir.

Tant que les membres du parti confondaient les deux, cela ne prêtait pas beaucoup à conséquence, mais par la suite, cela fut le point de départ du violent différend qui l'opposa au Comité Central. Ces conflits et ces luttes divisaient donc un sommet embourgeoisé et de plus en plus préoccupé par ses problèmes internes. Une petite anecdote pour illustrer l'état d'esprit qui régnait au niveau des responsables. Quatre détenus de l'O.S. : Zirout, Benaouda, Slimane de Oued Zenati et Abdelbati de Annaba avaient réussi à s'évader de la prison de Annaba. Un journal du soir annonçait cette nouvelle. Le lendemain au bureau du parti je demandai des informations sur la façon dont cela s'était passé. Personne n'en savait rien. Je demandai alors à Sid Ali si des dispositions avaient été prises dans les régions où l'organisation existait pour venir en aide aux fugitifs. Il me répondit : «*Comment ? Ils s'évadent comme cela en laissant la détention. Ils étaient des responsables. Ils ne peuvent pas s'évader comme cela. Il leur fallait rester avec les détenus pour les organiser, pour les maintenir dans un état de discipline.*» A la base et dans le peuple tout le monde était convaincu que c'était le parti qui avait organisé l'évasion !

— Les *élus du M.T.L.D.*, notamment les conseillers municipaux collaboraient avec les élus européens,

particulièrement à Alger, Constantine et Oran et participaient plus ou moins efficacement à la gestion de leurs communes respectives, très contents de leur rôle qui n'était pas sans leur fournir certains avantages matériels.

— Les *militants à la base*, cloisonnés, soumis à la férule de cadres fonctionnarisés manifestaient un mécontentement grandissant et même une certaine lassitude.

Le résultat en était l'immobilisme, voire la répression. Quant aux autres formations politiques : Oulamas, U.D.M.A., P.C.A., elles étaient, elles aussi, dans le creux de la vague. C'est à ce moment précis qu'elles constituèrent avec le P.P.A.-M.T.L.D. le Front Algérien pour la Défense et le Respect de la Liberté (1951).

N'y a-t-il pas là une indication d'un dénominateur commun à tous ces mouvements qui cherchaient par un regroupement à compenser la désaffection des masses à leur égard : la situation des années 1952-1953 est précisément marquée par cette crise de confiance profonde des masses populaires vis-à-vis des partis politiques. Cela peut s'expliquer par le fait qu'aucun d'entre eux ne proposait une voie claire pour libérer le pays de l'exploitation coloniale. Les masses étaient conscientes de leur situation, mais elles ne trouvaient chez aucun parti la réponse à leurs questions.

La crise de confiance s'amplifia lorsque les premières actions directes commencèrent en Tunisie et au Maroc. Ces événements eurent l'effet d'un coup de fouet sur les masses dont les critiques devenaient de plus en plus acerbes. Cette flambée se communiquait à la base du parti dont les militants pouvaient difficilement ignorer l'état d'esprit qui régnait au sein du peuple. Cette impatience et cette nervosité s'exprimèrent en plusieurs occasions, notamment lors des manifestations ouvrières du 14 juillet 1953.

La crise du Parti

Poussée dans ses derniers retranchements, la direction crut trouver le moyen idéal pour sortir de l'impasse en organisant un congrès dont elle prit soin à l'avance d'exclure la quasi-totalité des éléments ayant appartenu à l'O.S. pour de fallacieuses raisons de sécurité. Ces éléments, appelés dans le langage imagé de la direction du parti «les lourds» étaient en effet toujours recherchés. La désignation des délégués au congrès se fit en deux tours. La base désignait des délégués qui, eux-mêmes, désignaient leurs représentants au congrès. Ben M'Hidi, élu dans le département d'Oran, fut obligé de se désister, il réussit toutefois à envoyer à sa place Ramdane Ben Abdelmalek.

Le congrès se tint en avril 1953 à Alger, et le seul élément de l'O.S. qui put intervenir fut donc Ramdane Ben Abdelmalek. Ben Boulaïd qui avait été appelé au Comité Central, était condamné au silence par ce même

Comité Central défendant à tous ses membres de critiquer le rapport présenté en leur nom. Ben Saïd, ex-responsable de l'O.S. d'Oran, fut placé au bureau du congrès et de ce fait n'avait pas la liberté de s'exprimer, encore que ses positions étaient beaucoup moins fermes depuis son arrestation et sa courte détention. Il fut d'ailleurs désigné au Comité Central et nous lâcha complètement.

Ben Abdelmalek, en posant les problèmes de l'orientation du parti, de la dissolution de l'O.S. et de la nécessité du changement, ne put ébranler un Comité Central condamné au silence et des congressistes bien incapables de saisir des problèmes dont ils ignoraient tout. Le congrès se termina en bon ordre après avoir voté les rapports et les statuts présentés par le Comité Central. C'est seulement quelques jours après que les difficultés commencèrent et particulièrement à propos de la désignation des membres de la direction et de la limitation, par les nouveaux statuts, des pouvoirs de Messali (absent de ce congrès car il était à Niort en résidence surveillée).

Le «chef national» se mit dans tous ses états encouragé par Mézerna qui avait été éliminé du Bureau Politique et par Moulay Merbah dont l'admiration et l'obéissance aveugle à Messali n'avaient d'égaux que son ambition démesurée. Ce fut là le démarrage de la fameuse crise entre Centralistes et Messalistes. Malgré les interventions et les déplacements entre Alger et Niort, la crise s'aggrava d'autant plus que Messali exigeait les pleins pouvoirs pour redresser la situation, ce que le Comité Central et le Bureau Politique refusèrent. Jusqu'en décembre 1953, tout ce remue-ménage restait circonscrit au niveau des deux, antagonistes. Mais, la crise finit par sortir du cercle dirigeant pour atteindre progressivement la base militante.

Cela commença à Noël 1953 au sein de l'émigration. La Fédération de France du M.T.L.D.-P.P.A. devait organiser une conférence d'information à l'intention des cadres du parti. Le matin même de la réunion, de très bonne heure, Fillali Abdallah vint nous rendre visite, à Didouche et moi-même, pour nous informer qu'il était porteur d'un message de Messali destiné aux militants et qu'il avait l'intention de le lire au cours de la conférence. Fillali, qui connaissait notre opposition à la politique réformiste et incohérente du parti, nous considérait certainement comme acquis à la cause du *zaïm*, ce qui d'ailleurs n'était pas tout à fait faux. Ne sachant pas ce qui se tramait en haut lieu, nous étions logiquement beaucoup plus du côté de la contestation. Le message de Messali, bien que très confus, parlait de vigilance et posait le problème de la liberté d'expression comme droit inaliénable des militants. Nous encourageâmes Fillali à le lire, tout en étant convaincus que ce n'était là ni le langage ni la façon de s'adresser à des militants volontairement tenus dans l'ignorance et peu armés pour saisir les subtilités d'un écrit en lui-même peu clair. Ce fut un membre du bureau à la conférence, Moussa Boulkaroua, qui le

lut, après quelques difficultés. En fait, en dehors de quelques éléments en contact avec le sommet, le reste des participants ne saisit rien aux allusions et la conférence prit fin comme si de rien ne s'était passé.

A partir de ce jour, nos contacts avec Messali par l'intermédiaire de Fillali entrèrent dans une phase active. La vérité est qu'il nous fallut très peu de temps pour comprendre que Messali, contrairement à ce que nous attendions de lui, avait des idées plutôt sommaires sur la révolution qu'il prétendait vouloir faire. Nous lui fîmes parvenir des questions précises : «Que voulait-il faire ? Qu'entendait-il par révolution ? Dans combien de temps cette révolution ?» Il nous fit répondre qu'il fallait lui faire confiance. C'était là plus qu'il n'en fallait pour nous faire une opinion définitive. Très inquiets de ce qui se passait, et réagissant en tant que responsables de l'organisation, nous lui fîmes savoir par Fillali qu'en notre qualité de militants du rang (par opposition aux membres des organismes de direction) nous resterions à nos postes sans prendre parti, si Messali de son côté, s'engageait à circonscrire le conflit aux sphères dirigeantes. Cette position nous était dictée par la crainte d'un déchirement au sein de la base qui serait ainsi amenée à épouser des querelles qui n'étaient pas les siennes et à être détournée des véritables problèmes. Par ailleurs, ayant entrepris un travail en profondeur au point de vue organisationnel, dans la fédération, nous attendions beaucoup de la constitution de noyaux de militants solides, capables le moment venu de ne pas se laisser tromper. Enfin, ce parti était notre parti, nous avions beaucoup sacrifié pour son existence. Nous sentions que Messali, pour rétablir son autorité, était prêt à tout casser. Cela nous était particulièrement douloureux. Quarante-huit heures plus tard, Messali nous fit répondre qu'il était d'accord. Ce qui ne l'empêcha pas, dès le lendemain, de faire contacter des cadres de l'organisation de la région parisienne (Boutchiche, Mansour de Boulogne, Abdallah l'horloger, Bouziane de Nanterre), qu'il reçut en délégation à Niort. Nous comprîmes alors que la grande mêlée avait commencé. Cette façon d'opérer fut généralisée à toutes les régions de la Fédération de France, créant une situation des plus confuses. Les thèmes développés par Messali, lors de ses rencontres avec ces délégations, étaient que les responsables avaient trahi la révolution et que les militants ne devaient reconnaître comme autorité que Messali lui-même et ceux qu'il désignerait. C'est là le résumé d'une longue litanie où tour à tour il se montrait humble et menaçant, utilisant tous les artifices susceptibles de toucher des interlocuteurs peu informés et encore sensibles au prestige du «zaïm».

Les événements se précipitèrent et en l'espace de deux mois, janvier et février 1954, toute l'organisation de la Fédération de France bascula du côté Messaliste, en dehors de quelques noyaux sans grande importance à Lyon, Marseille, Sochaux et de cadres permanents retenus du côté du Comité Central par la mensualité. En Algérie, un travail identique fut entrepris. Le résultat ne

fut pas de même nature, compte tenu de la différence de maturité politique des militants des deux côtés de la Méditerranée et aussi vraisemblablement de l'absence de Messali du territoire national.

Nous maintenions, Didouche et moi, une correspondance régulière avec les anciens de l'O.S. qui étaient au pays. Des informations que nous recevions, il ressortait que d'anciens responsables, tels que Zirout, Ben Tobbal, Benaouda, Mechat, Rachid Mellah, Saïd plus connu sous le sobriquet de «Lamotta», touchés par la vague de critique des deux tendances du parti, avaient pris plus ou moins position pour Messali. Quiconque à leur place aurait fait de même, compte tenu des agissements humiliants à leur égard, du cadre permanent qui dépendait d'un Comité central dont les sentiments et les positions n'étaient que trop connus quand il s'agissait des «lourds».

La situation devenait grave, elle nécessitait une intervention de notre part. Ce fut dans ces circonstances qu'en accord avec Didouche, je demandai au secrétariat de la Fédération de France (tendance centraliste) de retourner au pays pour reprendre contact avec les éléments de l'O.S. «égarés». La réponse fut rapide et je rejoignis le pays début mars, laissant Didouche avec une Fédération de France en pleine décomposition. Ben M'Hidi était à Alger, ainsi que Bitat qui y résidait depuis 1951. L'un et l'autre étaient fortement ébranlés par la situation du parti. Je complétais leur information et nous décidâmes tous trois de faire venir Mostefa Ben Boulaïd. Puis, je pris contact avec Dekhli Mohamed, alias si El Bachir, qui était responsable général de l'organisation et membre du Comité Central et nous convînmes d'entreprendre quelque chose pour arrêter la débâcle, à la condition de maintenir la base militante en dehors du conflit de la direction. Il accepta et nous fixâmes un autre rendez-vous. En attendant, je me rendis à Constantine où je tins une autre réunion avec Mechat, Mellah, Hamada Mohamed dit Youcef et Saïd. «Lamotta». Après un échange d'informations, nous décidâmes d'adopter une position neutre dans le conflit entre les deux tendances. Cette position devait être défendue dans le comité d'organisation de Constantine où les ex-O.S. étaient majoritaires.

Création du C.R.U.A.

A mon retour à Alger, Ben Boulaïd était arrivé- Nous nous réunîmes avec Ben M'Hidi et Bitat pour préparer notre P rencontre avec Dekhli. Ce dernier, accompagné de son adjoint Bouchbouba Ramdane alias Si Moussa, contrôleur à l'organisation, était au rendez-vous où je me rendis accompagné de Ben Boulaïd. Cette réunion se termina sur un accord : celui de lancer un mouvement d'opinion dans la base en vue de préserver l'unité du parti. Ce fut là l'origine de la création du C.R.U.A. {Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action}. Les réunions suivantes eurent pour objet de préciser le sigle, les mots d'ordre, les moyens et l'organisation de la diffusion des écrits du C.R.U.A. Une précision

d'importance est à faire ici avant de poursuivre. A la fin mars, le Comité Central, incapable de faire face à la pression Messaliste, était revenu sur ses positions et avait accordé à Messali les pleins pouvoirs, lui allouant un budget de cinq millions d'anciens francs en vue d'organiser un congrès du parti dans les trois mois. Cet épisode de l'affrontement Messali — Comité Central est à souligner parce qu'il situe bien les circonstances de la création du C.R.U.A. et explique la hargne et la mauvaise humeur des Messalistes à l'annonce de cette initiative qu'ils n'attendaient pas. Ils organisèrent quelques semaines plus tard, une expédition punitive contre Bitat et moi-même, incident qui situe bien les agents de Messali et leurs méthodes expéditives. Nous répondîmes à cette provocation en attaquant 48 heures après le local du M.T.L.D ! tenu par les Messalistes, donnant la réplique à ces méthodes de gangsters et de voyous. Cette riposte fit réfléchir Mézerna et ses sbires qui n'osèrent plus s'attaquer à nous et ce jusqu'au 1^{er} Novembre 1954. Cette précision a également son importance car dans le contexte d'alors, nous nous placions du côté des Centralistes et il nous était très difficile d'échapper à cette accusation, sans dévoiler nos batteries avant l'heure.

Le C.R.U.A. dont le comité était composé de quatre membres : deux anciens de l'O.S. et deux Centralistes, vit le jour le 23 mars 1954. Le lendemain, une proclamation était lancée pour préciser les objectifs du C.R.U.A., qui se résumaient en ceci :

— unité du parti par un congrès large et démocratique afin de garantir la cohésion interne et de doter le parti d'une direction révolutionnaire. Pour parvenir à ce congrès, il était demandé à tous les militants de ne pas épouser les dissensions des dirigeants. Cette proclamation fut distribuée dans une grande partie du territoire national.

— un bulletin intérieur : «Le Patriote», organe d'information politique défendant ces positions neutralistes et s'attachant à faire prendre conscience aux militants de la gravité de la situation, fut édité. Avec ses six numéros, ce bulletin permit de faire un travail appréciable en ce sens qu'il précisait le rôle des militants qui devaient dire leur mot et arbitrer la crise plutôt que de suivre tel ou tel clan.

«Le Patriote» fut un élément de liaison, d'orientation et de propagation d'idées nouvelles et en ce sens de dépassement de la situation de crise.

A ce point de notre développement, il n'est pas inutile d'expliquer les raisons qui nous ont poussés à nous associer dans le C.R.U.A. à des Centralistes. Il faut savoir qu'en mars 1954, il était impossible malgré l'anarchie qui régnait dans l'organisation de prendre des contacts dans cette dernière sans passer par les cadres permanents qui étaient précisément contrôlés par Dekhli. Le problème était donc, puisque nous avions déjà les Messalistes sur le dos, de gagner du

temps, tout en disposant de moyens financiers, matériels d'impression et de locaux que le Comité Central avait en sa possession. Ce qui comptait le plus, c'était de parvenir à renouer le contact avec les militants de la base et parmi eux certains cadres de l'O.S., recherchés, que nous avions perdus de vue depuis longtemps. C'est grâce à cela que, personnellement, j'ai pu retrouver Zirout, Ben Tobbal, Bennaouda, Soudani Boudjemaa, Bouchaib Mohamed, etc... Par ailleurs, du moment que nous étions d'accord au sein du C.R.U.A. sur des mots d'ordre que nous estimions valables, il fallait en attendant le développement inévitable de la situation reprendre contact avec les militants de la base, tenir des réunions, expliquer la situation, dénoncer la démagogie, le culte de la personnalité, la bureaucratisme, etc. Nous pensions que cette tâche correctement accomplie bouleverserait les données et c'est ce qui arriva, même si nos partenaires Centralistes ne nous suivirent pas dans cette voie.

Pendant plus de trois mois, tous les anciens cadres de l'O.S. sillonnèrent le pays prenant en mains une grande partie de l'organisation, à l'exception pourtant de la Kabylie dont nous parlerons plus loin. Les Messalistes, quant à eux, forts de la bénédiction du «zaïm» et passé la première flambée d'invectives contre les membres du Comité Central et les responsables en général, voyaient leur répertoire s'épuiser. En effet, on ne peut maintenir une organisation en l'alimentant seulement avec des insultes et une démagogie abêtissante. Au juste, qui étaient les Messalistes ? Derrière Messali, au prestige largement surfait, et deux médiocres ex-membres du Comité Central Mezerna et Merbah, il y avait quelques anciens militants du temps de l'Etoile Nord-Africaine, fidèles parmi les fidèles qui entraînaient un flot de gens peu au courant de ce qui se passait. Dans ces circonstances, il est vraisemblable que d'anciens militants exclus en profitèrent pour s'infiltrer dans leurs rangs, lesquels étaient sans doute truffés de provocateurs et de mouchards à la solde du colonialisme.

Les Centralistes, pour leur part, donnaient l'impression d'attendre que le C.R.U.A. ou plus exactement ses éléments moteurs tirent les marrons du feu pour eux. Ouvertement, ils ne disaient rien, mais ils laissaient entendre à leurs proches partisans que le C.R.U.A., c'était eux. Ces rumeurs, parvenant aux oreilles de bon nombre de militants finirent par créer un malaise que nous devions enrayer sans délai. Nous tîmes une réunion, Ben Boulaïd, Didouche et moi-même, pour examiner la nouvelle situation, à la suite de quoi nous décidâmes de convoquer les anciens cadres de l'O.S., d'une part pour clarifier nos positions par rapport aux Centralistes, et, d'autre part, pour poser les problèmes de l'action à mener et de la structure à lui donner. Cette décision nous amena à la réunion des 22 qui se tint à Alger au Clos Salembier, dans la deuxième quinzaine du mois de juin 1954, sans que je puisse en fixer la date avec précision. Y assistaient : Ben Boulaïd, Ben M'Hidi, Didouche, Bitat et moi-même en notre qualité

d'organiseurs de la réunion. (Courrière donne la date du 25 juillet, ce qui ne concorde pas avec les autres événements. C'est plutôt du 25 juin qu'il faudrait parler).

La réunion des 22

Les autres participants étaient tous des anciens de l'O.S.

Bien que recherchés, la plupart d'entre eux avaient continué leur activité et maintenu des contacts avec des militants sûrs, dans les régions où ils avaient exercé des responsabilités. L'idée assez répandue selon laquelle les «22» étaient des individus isolés est dénuée de tout fondement. Certes, notre souci de déclencher l'action sur tout le territoire national nous avait amenés à faire appel à des éléments moins représentatifs, mais c'était somme toute l'exception.

D'un point de vue géographique, il y avait pour Alger : Bouadjaj Zoubir, Belouizdad Athmane, Marzougui Mohamed et Derriche chez qui nous étions réunis. Pour Blida : Soudani Boudjemaâ et Bouchaïb Belhadj qui, sans être originaires de la région, la connaissaient bien pour s'y être réfugiés depuis qu'ils étaient recherchés, travaillant dans les fermes et établissant des contacts avec les ouvriers agricoles. Pour l'Oranie, Bousouf Abdelhafid et Ramdane Abdelmalek qui étaient toujours en activité dans le parti, respectivement responsables de la daïra de Maghnia et de celle de Nemours. Pour Constantine : Mechaty, Habachi Abdesslem, Rachid Mellah, Saïd dit «Lamotta», membres du Comité de Constantine et sur lesquels nous comptions beaucoup pour déclencher l'action à Constantine même. (Ils nous lâchèrent avant le 1^{er} Novembre). Badji Mokhtar représentait la région de Souk Ahras. Il y avait pour le Nord-Constantinois, Zirout Youcef qui, après son évasion, avait pris le maquis dans la région de Smendou. Contacté au début du C.R.U.A., il nous avait dit : «Je n'ai pas d'éléments d'appréciation sur le conflit, mais je marche avec vous parce que j'ai confiance en vous». Effectivement, il reprit en main toute l'organisation de la région. Ben Tobbal et Benaouda étaient les deux autres représentants du Nord-Constantinois. Enfin, Lamoudi Abdelkader représentait le Sud-Constantinois. Courrière affirme que Hadj Ben Alla a participé à la réunion des 22, ce qui est faux. D'autres personnes invitées avaient refusé de se joindre à nous. Ce fut le cas de Maïza, responsable de Sétif et surtout de Mehri, que nous considérions comme acquis et qui nous lâcha à ce moment.

Quant aux éléments de la Kabylie, ils n'assistèrent pas à cette réunion pour des raisons que nous exposerons plus loin.

La séance était présidée par Ben Boulaïd. Quant à moi, je présentai le rapport, élaboré au cours des réunions

préparatoires par tout le groupe, relayé de temps à autre par Ben M'Hidi et Didouche.

Les points soulevés étaient les suivants :

- historique de l'O.S. depuis sa création jusqu'à sa dissolution,
- bilan de la répression et dénonciation de l'attitude capitularde de la direction du parti,
- travail effectué par les anciens de l'O.S. entre 1950 et 1954
- la crise du parti, ses raisons profondes à savoir le conflit entre la ligne réformiste de la direction et les aspirations révolutionnaires de la base, crise dont le résultat était la scission du parti et son inefficacité,
- explication de notre position dans le C.R.U.A., par rapport à la crise et aux Centralistes,
- compte-tenu de cette situation, de l'existence de la guerre de libération en Tunisie et au Maroc, que fallait-il faire ? Le rapport se terminait par ces mots : «Nous, anciens de l'O.S., il nous appartient aujourd'hui de nous concerter et de décider de l'avenir».

La séance de l'après-midi fut réservée à la discussion du rapport qui eut lieu dans une atmosphère franche et fraternelle. Deux positions se dégagèrent : l'une d'elle, représentée essentiellement par les éléments recherchés, préconisait le passage immédiat à l'action comme seul moyen de dépasser la situation catastrophique non seulement du parti, mais du mouvement révolutionnaire dans son ensemble. L'autre orientation, sans remettre en cause la nécessité de l'action, jugeait que le moment de la déclencher n'était pas encore venu. Les échanges d'argument furent très durs. La décision fut acquise après l'intervention émouvante de Soudani Boudjemaâ qui, les larmes aux yeux, fustigea les réticents en déclarant : «Oui ou non, sommes-nous des révolutionnaires ? Alors qu'attendons-nous pour faire cette révolution si nous sommes sincères avec nous-mêmes.»

La motion qui fut adoptée condamnait nettement la scission du parti et ses auteurs. Elle proclamait la volonté d'un ensemble de cadres de «juguler les effets de la crise» et de sauver «le mouvement révolutionnaire algérien de la débâcle». Elle décidait «le déclenchement de l'insurrection armée, seul moyen pour dépasser les luttes intestines et libérer l'Algérie».

Elle se terminait par la phrase : «Les 22 chargent le responsable national qui sortira du vole de mettre sur pied une direction qui aura pour tâche d'appliquer les décisions de la présente motion.»

La procédure employée pour dégager cette direction avait pour finalité d sauvegarder l'anonymat de ceux qui en feraient partie, il fut donc entendu d'élire seulement le responsable national à la majorité des deux-tiers, celui-ci choisirait les autres membres du Comité qui ne seraient connus que de lui seul. La désignation devait se

faire de la façon suivante : chacun des membres de la réunion reçut un numéro selon la place qu'il occupait dans la salle (car tout le monde ne se connaissait pas par son nom). Le président de séance, Mostefa Ben Boulaïd qui jouissait de la confiance de tous fut chargé du dépouillement et de la proclamation des résultats. Le premier tour ne donna pas de majorité. Après le second tour, Ben Boulaïd revint pour déclarer «le résultat est acquis» sans donner aucune autre précision. Sur ce, la réunion des 22 prit fin après un échange de rendez-vous et de points de chute entre les participants qui devaient travailler ensemble.

Ce même jour, Ben Boulaïd, dans un entretien en tête à tête m'apprit mon élection et me communiqua les bulletins de vote qu'il avait précieusement gardés.

Dès le lendemain, je fis appel à Ben Boulaïd, Didouche, Ben M'Hidi, et Bitat, qui avaient participé à tout le travail préparatoire pour constituer le Comité chargé de mettre en application la résolution des 22 (Comité des 5).

Il est clair que malgré les mesures pour préserver le caractère clandestin de cette direction, il n'était nullement question de sacrifier les principes de collégialité et de discussions libres auxquels nous tenions beaucoup après la triste expérience que nous venions de vivre dans le parti. Il faut préciser que jusqu'au 1^{er} Novembre, ce Comité qui s'adjoignit plus tard Krim, fonctionna d'une façon démocratique et avec une grande efficacité.

Notre première réunion eut lieu chez Kechida Aïssa (rue Barberousse). Il s'agissait d'étudier la résolution des «22» et de voir comment la mettre en application. Après avoir donné au nouvel organisme, un contenu et un règlement intérieur, nous décidâmes :

- 1) de regrouper les anciens de l'O.S. et de les intégrer dans une structure. En effet, jusqu'à ce moment-là, nous avions pris des contacts en tant que C.R.U.A., mais les éléments d'accord avec nous n'étaient pas organisés.
- 2) de reprendre l'instruction militaire à partir de l'ancienne brochure de l'O.S. qui fut reproduite.
- 3) de faire des stages de formation en explosifs afin de fabriquer les bombes, nécessaires au déclenchement.

Les responsabilités lurent réparties entre les membres du Comité. Il fut recommandé en outre de multiplier les contacts avec les responsables de la Kabylie (qui étaient encore réticents) afin de les intégrer au mouvement.

Après la réunion des «22», le C.R.U.A. continua son travail comme par le passé. Les membres Centralistes ignoraient bien entendu tout de ce qui venait de se passer. Mais, maintenant, les choses allaient vite et les

menées surnoises du Comité Central ne pouvaient plus ni arrêter, ni freiner la préparation de l'insurrection nationale.

Quelques jours plus tard, au début du mois de juillet, des émissaires messalistes et centralistes m'apprirent que Ben Bella se trouvait en Suisse et qu'il désirait me rencontrer. Je mis au courant les autres membres du Comité qui m'encouragèrent à faire le déplacement pour savoir ce qui se passait à l'extérieur et essayer de gagner à notre cause la délégation du Caire. Je me rendis donc en Suisse le 7 juillet et là, j'appris que la délégation extérieure affolée par la crise du parti, avait envoyé Ben Bella et Khider pour tenter de réconcilier les deux tendances. Les deux émissaires avaient rencontré Mézerna et Fillali pour les Messalistes, Lahouel et Yazid pour les Centralistes. Après plusieurs tentatives de rapprochement, les deux parties restèrent sur leurs positions et la mission de conciliation ne donna aucun résultat. Khider, excédé, retourna au Caire en laissant Ben Bella seul à Berne. Ce dernier avait été informé, aussi bien par ses interlocuteurs messalistes que centralistes que les anciens de l'O.S. se montraient intraitables et que sous couvert de neutralisme, ils faisaient du travail fractionnel, ce dernier argument venant des Messalistes. Ben Bella chargea les uns et les autres de me faire savoir qu'il souhaitait me rencontrer en Suisse.

Sitôt arrivé à Berne, je contactai Ben Bella, qui en tant qu'ancien de l'O.S. bénéficiait de notre confiance et je t'informai de ce qui s'était passé au cours des derniers mois, de ce que nous projetions et surtout de ce que nous attendions de la délégation extérieure. Immédiatement, il donna son accord -à notre action et se fit fort d'obtenir le soutien des autres membres de la délégation extérieure, ainsi que celui des Egyptiens. Lahouel et Yazid, qui étaient encore à Berne, manifestèrent le désir d'avoir des entretiens avec nous.

Compte-tenu de l'importance de cette rencontre, je demandai à Ben Boulaïd, Didouche et Ben M'Hidi de me rejoindre en Suisse. Les discussions avec les deux membres du Comité Central furent longues, mais nous parvînmes à un accord. Il fut convenu de ne pas s'entêter à suivre Messali dans sa voie scissionniste, de dissoudre sans grand bruit le Comité Central dont certains membres gagneraient l'étranger pour renforcer la «délégation extérieure» et enfin de mettre à notre disposition une grande partie des fonds du parti pour nous permettre de parachever notre travail de préparation de l'action armée. Sur ce, nous nous séparâmes et chacun d'entre nous rejoignit son lieu de destination, Ben Bella Le Caire et les quatre autres Alger. Lahouel n'arriva à Alger qu'avec trois jours de retard sur notre rendez-vous, ayant été retenu, semble-t-il, en France. Nous le rencontrâmes, Ben Boulaïd et moi-même, pour mettre à exécution les décisions de Berne. A notre grande surprise, il nous fut répondu qu'il n'avait jamais été question de décisions, mais de propositions à soumettre au Comité Central ! Cette

volte-face ne nous étonna qu'à moitié, car depuis longtemps, nous avions notre idée sur ces gens-là et leurs méthodes tortueuses.

Sur ces entrefaites, Messali avait tenu son congrès à Hornu (Belgique) le 15 juillet, excluant tout le Comité Central et bien entendu les membres du C.R.U.A. Ce n'était pas plus difficile que cela ! Seul maître du parti, il allait commencer sa deuxième révolution qui devait le mener à la trahison.

C'est précisément à la suite de ce nouveau développement que le C.R.U.A. se disloqua. Les deux centralistes Dekhli et Bouchbouba retournèrent au bercail : la rupture eut lieu vers le 20 juillet. Constitué en vue de sauver l'unité du parti, le C.R.U.A. n'avait plus de raison d'être puisque le Congrès messaliste avait consommé la scission. Le C.R.U.A. devait reconnaître son échec et se dissoudre ou alors se donner de nouveaux objectifs répondant à la situation nouvelle. Cette argumentation n'eut pas l'heur de plaire à Dekhli et Bouchbouba dont la présence au C.R.U.A. n'avait d'autre but que de faire obstruction au messalisme sous couvert du neutralisme.

Contrairement à ce qui est affirmé dans bien des textes, le C.R.U.A. dont les objectifs étaient limités, cessa d'exister dès que la scission du P.P.A. devint effective. De toute façon, la réunion des «22» et le Comité des Cinq avaient pris la relève sur des positions bien plus claires et le travail sérieux était commencé nous laissant peu de temps à consacrer au C.R.U.A. dont le bulletin «Le Patriote» parut pour la dernière fois le 5 juillet.

Il est temps d'examiner maintenant nos rapports avec les responsables de la Kabylie. Yves Courrière a exposé longuement ce problème dans son livre «Les fils de la Toussaint» ; les inexactitudes, voire les contre-vérités y sont nombreuses. En outre, les spéculations de l'auteur et de ses informateurs sur l'antagonisme arabe-berbère obscurcissent la question et aboutissent à des interprétations pour le moins tendancieuses.

L'organisation politique de la Kabylie forte d'un millier de militants s'était ralliée dès le début du différend aux thèses messalistes. Les difficultés de contact avec les principaux responsables de cette région, en majorité recherchés par la police, avaient empêché le travail d'explication et de confrontation comme cela s'était passé dans d'autres régions. L'O.S. de la Kabylie avait été dissoute en 1948 par le parti lors de l'affaire dite du «complot berbériste» qui avait entraîné l'exclusion de pas mal de militants. Les anciens de l'O.S. n'avaient plus de contacts avec la Kabylie, notamment avec les militants qui avaient pris le maquis. Au moment de nos démêlés avec les Messalistes, ces derniers ne se gênaient pas pour nous menacer de faire appel aux maquisards kabyles pour nous liquider. C'est également à cette époque que Benaouda, qui était en Kabylie, fut envoyé par Krim et Ouamrane dans le Nord-Constantinois pour rallier Zirout et d'autres éléments en

vue de descendre en force à Constantine et de contraindre les éléments neutralistes à s'aligner sur les positions des messalistes, quitte à utiliser les moyens extrêmes.

Bref, jusqu'au mois de mai, il était clair que l'organisation de Kabylie avait pris fait et cause pour Messali. Pourtant, compte-tenu de l'importance de cette partie du territoire algérien, tant du point de vue des militants de valeur qu'elle renfermait, que de sa situation géographique, il n'était pas question de la laisser en dehors du mouvement. C'est pourquoi nous fîmes plusieurs tentatives pour établir le contact. Ce n'est que fin mai que Si Hamoud, un ancien militant de cette région, habitant à Beaufrasier, parvint à entrer en contact avec Krim et Ouamrane et nous mit en rapport. La première entrevue eut lieu au café El Ariche. Ben Boulaïd et moi-même y rencontrâmes Krim qui était accompagné de Ouamrane. Il s'agissait là d'une simple prise de contact. Nous nous revîmes le lendemain chez Nadir (préfet d'Alger en 1962 au moment de la zone autonome) à Kouba. A la fin de cette réunion, il serait exagéré de prétendre que nous étions parvenus à un résultat. Krim et Ouamrane étaient très flottants. C'est pourquoi, il nous était impossible de les inviter à la réunion des «22» car à ce moment ils étaient encore loin de partager nos idées. Malgré les contacts fréquents que nous avions avec eux et nos recommandations lors d'une rencontre qui eut lieu à Tizi-Ouzou où ce problème fut abordé, ils envoyèrent une délégation dirigée par Zammoum au congrès messaliste de Hornu, ce qui montre bien qu'ils n'avaient pas opté de façon définitive.

Pour le Comité des Cinq, il fallait coûte que coûte vaincre les doutes et les réticences des militants de Kabylie. Pour cela, nous avons établi un questionnaire en trois points qui devait être présenté aux deux tendances du parti :

1. Etes-vous pour l'action insurrectionnelle ? Sinon pourquoi ?
2. Si oui, quelle aide comptez-vous y apporter ?
3. Dans le cas où une action est déclenchée en dehors de vous, quelle sera votre position ?

Krim et Ouamrane furent chargés de le présenter aux Messalistes. Une autre délégation comprenant à dessein Krim devait faire le même travail avec les Centralistes. Comme il fallait s'y attendre, les Messalistes non seulement repoussèrent cette initiative avec dédain, qualifiant ses auteurs de démagogues et de fractionnistes, mais Moulay Merbah eut une attitude humiliante et cassante à l'égard de Krim à qui il interdit d'avoir des contacts avec nous. Quant aux Centralistes, tout en se déclarant pour l'action, ils refusaient de l'envisager dans l'immédiat. Ces démarches éclairèrent Krim et Ouamrane qui comprirent que le moment était venu pour eux de s'engager résolument avec nous. Ce qui fut fait lors d'une réunion tenue rue du Chêne, vers la fin août, où ils nous présentèrent les cadres de la

Kabylie. Krim fut alors admis dans notre comité dont il devint le sixième membre avec Ouamrane comme adjoint.

Revenons maintenant aux contacts avec Ben Bella et au rôle joué par ce dernier. Après la première entrevue, il y eut une seconde au début du mois d'août en vue de prendre contact avec des responsables marocains et tunisiens que Ben Bella s'était chargé d'inviter. Accompagné de Didouche, je me rendis à Berne pour rencontrer Abdelkébir El Fassi pour le Maroc et un certain Azeddine Azzouz pour la Tunisie. Le premier nommé refusa de se réunir avec le second pour des raisons de sécurité, semble-t-il, ce qui nous obligea à les voir séparément. Si Abdelkébir El Fassi donnait l'impression d'être au fait de ce qui se passait au Maroc, Azzouz par contre, ignorait tout du problème fellagha tunisien, car bien qu'originaire de Tunisie, il travaillait en Libye. Avec Abdelkébir El Fassi, nous tombâmes d'accord pour prendre contact avec des militants marocains du Rif espagnol. De plus, il se fit fort de nous fournir des armes dans le Rif dans un délai maximum d'un mois après le versement de leur montant à son compte bancaire de Zurich. Nous lui passâmes immédiatement une commande.

Selon Ben Bella, les Egyptiens, mis au courant de nos projets, étaient disposés à nous accorder toute l'aide que nous désirions. Seulement, ils n'étaient pas encore convaincus et voulaient avoir des preuves tangibles du sérieux de notre entreprise. Nous demandâmes à Ben Bella de faire vite pour nous procurer un contingent d'armes et à cet effet un rendez-vous fut fixé à Tripoli pour préparer la filière et passer les armes.

De retour au pays, le Comité des Cinq fut réuni pour prendre connaissance des résultats de notre mission et plusieurs décisions furent prises. D'abord, il nous fallait racler les fonds de caisse et faire parvenir en Suisse le plus d'argent possible. L'opération donna 1.400.000 anciens francs que Bitat fut chargé de faire parvenir à destination. Ben Boulaïd devait se rendre à Tripoli pour prendre livraison des armes promises par Ben BELLA, BEN M'Hidi et moi-même nous partîmes pour le Rif espagnol afin d'établir les contacts nécessaires. (Ceci se passait au moment de l'Aïd El Kébir, soit le 9 août).

Deux semaines plus tard, tous les éléments chargés de mission à l'extérieur, étaient de retour au pays. Le Comité des Cinq se réunit pour discuter du résultat de ces déplacements. En vérité, il n'y avait rien à discuter.

De Tripoli aucune arme. De Suisse, l'argent avait été versé au compte de Abdelkébir El Fassi amputé de 200 000 francs prélevés par Ben Bella pour ses frais. Et du Rif, en dehors de promesses verbales, rien de palpable. Le seul aspect positif, c'était la connaissance de passages frontaliers à l'Est et à l'Ouest et le contact avec les patriotes marocains du Rif, lesquels s'étaient montrés enchantés de nous connaître et partisans d'une action révolutionnaire commune.

Pour terminer avec ce chapitre, il est capital de souligner qu'aucune arme n'est entrée au pays avant le 1^{er} Novembre. Les promesses d'El Fassi n'étaient que pure invention. Les départements d'Oran et d'Alger qui attendaient cet armement furent obligés de déclencher l'action avec quelques armes, pas plus d'une dizaine, en mauvais état et certaines sans munitions. Le responsable de la Wilaya V, Ben M'Hidi, n'avait pour toute arme qu'un vieux 7,65 avec deux balles.

Quant à la délégation extérieure du Caire, de quel côté était-elle ? Personne ne pouvait le dire, d'autant plus qu'après le Congrès du Comité Central, tenu le 15 août, le premier numéro du journal centraliste «La Nation Algérienne» contenait les photos d'Aït Ahmed et de Khider en bonne place avec des déclarations de l'un et de l'autre. Ce qui ne manqua pas de provoquer les protestations de nos partisans qui étaient convaincus que la délégation extérieure avait opté pour nous. Ce que nous leur avions affirmé en toute bonne foi ; Ben Bella nous ayant certifié qu'une délégation avait pris position en notre faveur.

Tous ces points éclaircis, revenons à la situation au pays. Les Messalistes et les Centralistes après leurs Congrès respectifs s'étaient exclus mutuellement. Chaque groupe se revendiquant de la légitimité et accusant l'autre de toutes les infamies. La guerre était ouverte : bagarres dans les rues, invectives, occupations des locaux sous le regard amusé et plein de satisfaction de la police colonialiste qui laissait faire ce travail de destruction du parti nationaliste algérien.

Les militants séparés en deux clans hostiles se livraient passionnément à cette lutte, convaincus d'un côté comme de l'autre, qu'ils défendaient la vérité. Les plus agressifs étaient sans conteste les Messalistes parce que majoritaires et complètement fermés à toute discussion, conformément aux ordres reçus de leurs responsables qui craignaient des défections en cas de confrontations entre militants. Pour eux, Messali, le «Chef National» était au-dessus de toute critique et ne pouvait en conséquence avoir tort. En cela, il faut le dire, ils ne taisaient qu'obéir à l'image simpliste qui leur avait été inculquée dans le parti même.

Les partisans du Comité Central, moins nombreux, mais plus formés politiquement, portaient le débat au niveau des principes et des méthodes de travail. Ils s'attaquaient aux méfaits du culte de la personnalité, à la mégalomanie de Messali et à ses procédés autocratiques. Autant dire, que les arguments d'un côté comme de l'autre étaient en porte-à-faux parce que chaque clan se refusait à mieux situer la crise du Parti dont l'origine se trouvait dans la sclérose de la direction, incapable de répondre à l'attente des militants et de mener la lutte révolutionnaire pour libérer le pays. Face à cette décomposition du P.P.A. - M.T.L.D., quelles étaient les positions des autres partis politiques algériens ? A l'effet de surprise du début de la crise,

avait fait place un sentiment de soulagement à peine voilé chez l'U.D.M.A., et les Oulamas. Quant au P.C.A., sa position était plus nuancée : expectative prudente avec un penchant pour la tendance centraliste considérée comme plus raisonnable et plus intelligente. Du côté des masses, le sentiment était au pessimisme et à la désapprobation. Et il n'était pas rare d'entendre dans la bouche de l'homme de la rue cette remarque pertinente : «C'est bien le moment de se bagarrer entre frères, quand les valeureux patriotes tunisiens et marocains versent leur sang pour libérer leur pays».

Les préparatifs de l'action

C'est dans cette atmosphère de confusion et d'anarchie, que le Comité des Cinq (devenu des Six, début septembre) travaillait d'arrache-pied pour constituer les premiers commandos, les former en vitesse, les armer et les préparer pour la nuit du 1er Novembre 1954. Le temps pressait car il fallait profiter de la confusion créée par la crise et du rideau de fumée de surenchères et des disputes pour échapper à une répression toujours possible. Déjà les Messalistes ne se privaient pas de dénoncer auprès de leurs partisans certains membres du Comité en les désignant par leur vrai nom, désirant par cette manœuvre attirer la répression policière sur eux. Par ailleurs, l'organisation de Constantine constituée d'une quarantaine d'éléments qui étaient au courant de tous les préparatifs, avait lamentablement lâché, démobilisant les groupes déjà formés, à qui fut donnée la liberté de rejoindre le clan politique de leur choix.

En ce début septembre, le Comité des Six se trouvait confronté à plusieurs problèmes dont le plus important était : la représentativité politique du nouveau mouvement, son contenu politique, l'armement, les fonds, ainsi que la date du déclenchement.

- En ce qui concerne le premier point, les Six s'ils étaient plus ou moins connus dans l'organisation — et dans plus d'un cas seulement sous des pseudonymes — étaient par contre complètement inconnus de l'opinion algérienne, ainsi que sur la scène internationale. Dans notre esprit, déclencher une action armée qui n'avait de chance de réussir qu'avec l'adhésion et l'appui des masses, nécessitait des noms connus ou tout au moins une tête d'affiche. Des deux clans qui se disputaient les dépouilles du parti, il n'en était pas question. Il ne restait qu'une personnalité qui, à nos yeux, remplissait ces conditions et d'autres : rectitude politique et morale, honnêteté et capacités, c'était Lamine Debaghine, personnalité politique connue qui avait quitté le parti en 1949 et dont le prestige était resté intact auprès de beaucoup de militants et d'intellectuels. Notre choix fixé, une délégation formée de Ben Boulaïd, Krim et moi-même se rendit à Saint-Arnaud (actuellement El Eulma) où Lamine «était installé comme médecin. A la tombée de la nuit, nous frappâmes à la porte de son cabinet. Après les présentations, nous lui exposâmes l'objet de notre visite. Il posa beaucoup de questions sur nos forces, nos moyens, notre implantation, etc.

Complètement informé, il fit une critique très sévère du parti messaliste et de tous les autres responsables. Puis, il nous demanda un délai de réflexion pour nous donner une réponse quant à son éventuel engagement. Rendez-vous fut pris à Alger au Café Bourahla, rue de la Liberté. Sur ce, nous primes congé et chacun d'entre nous rejoignit le lieu de ses activités. Au jour fixé, tout le Comité était présent, pas très loin du lieu de rendez-vous.

Une voiture destinée à nous convoyer à un lieu de réunion attendait derrière l'Opéra d'Alger. Le moment venu, Ben Boulaïd fut chargé de se rendre au café pour guider Lamine jusqu'à nous. Un quart d'heure se passa sans qu'il revienne. Nous attendîmes quelque temps encore, puis nous envoyâmes Krim qui resta à son tour. Notre impatience grandissait d'autant plus que certains d'entre nous étaient armés et que les conditions de sécurité n'étaient pas excellentes. Bref, une heure après, tout le monde se retrouva au lieu de réunion, mais sans Lamine.

Ce n'est d'ailleurs qu'au retour de nos envoyés que nous sûmes ce qui s'était passé. Lamine était accompagné d'amis personnels, Boukadoum Haouès, un ex-député M.T.L.D., et du Capitaine Saïdi, autre personnalité politique du M.T.L.D.. Ben Boulaïd qui ne s'attendait pas à trouver ces deux nouvelles figures, se montra très réservé et attendit que Lamine se décide. Or, ce dernier, non seulement ne donnait pas l'impression de vouloir quitter le café, mais en présence de ses deux compagnons, remettait en cause son éventuelle adhésion, non sans critiquer certains aspects de ce que nous projetions. Quand Krim rejoignit le groupe. Lamine continua à développer son point de vue qui se résumait en ceci : si les régions des Aurès et de la Kabylie étaient capables d'entreprendre une action armée, lui Lamine n'avait aucune confiance dans le reste. A ces mots, Ben Boulaïd l'interrompit pour lui signifier que tous ceux qui étaient engagés, étaient décidés à aller jusqu'au bout, et qu'ils avaient une confiance totale les uns dans les autres. Lamine, au tempérament impulsif, répliqua s'adressant à Ben Boulaïd : «Alors, pourquoi êtes-vous venus me chercher, vous auriez dû le faire le jour où vous avez décidé de vous détacher du clan du parti et de faire cavalier seul.» A ces mots, Ben Boulaïd pourtant très calme de nature se leva et répondit «Nous sommes venus te chercher, maintenant, on ne te cherche plus. Nous n'avons besoin de personne». Et il quitta le café laissant les trois hommes avec Krim qui, un moment après, nous rejoignit pour nous confirmer ce que nous savions déjà.

Cette expérience nous apprit qu'il n'y avait rien à attendre du personnel politique de l'époque. D'autres contacts, avec des éléments tels que Mehri, Demagh El Atrousse, Kassem Mouloud, l'actuel ministre des Habous, se soldèrent par un échec de même nature. Une tentative auprès des Oulamas n'aboutit à rien. En fin de

compte, nous renoncâmes à ce travail inutile pour placer notre confiance dans le peuple et aller de l'avant.

- Notre seconde préoccupation, était la définition du contenu politique et organisationnel du mouvement à créer. Plusieurs réunions du Comité aboutirent à un ensemble de décisions.

Il faut souligner qu'à cette époque, tout le contenu politique du mouvement nationaliste se réduisait au thème de l'indépendance. Aucun approfondissement sérieux n'ayant été fait dans le parti, les membres du Comité n'avaient pour faire face à la lourde tâche de la définition de leur mouvement, que leur bon sens et leur volonté, à défaut de formation.

En reprenant les écrits d'alors, en particulier la proclamation du F.L.N. on est frappé par le souci de ses rédacteurs de sauver le mouvement révolutionnaire de la faillite, de dénoncer les luttes intestines et leurs auteurs, de placer l'action dans le contexte nord-africain et de fixer comme objectif de la lutte, l'indépendance nationale sans toutefois en préciser la nature et le contenu économique et social.

Reprenons ici les termes de la proclamation :

«but : l'indépendance nationale par :

1. la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques,
2. le respect de toutes les libertés fondamentales, sans distinction de races ni de confessions.»

Comme on le voit, cette définition reste très floue et cela explique en partie les contradictions que connaîtra la lutte de libération nationale et les nombreuses crises qui l'ont secouée. La plus importante étant celle qui, en été 1962, plaça Ben Bella au pouvoir et après lui Boumédiène. L'un comme l'autre jouant sur ces contradictions qui demeurent et s'amplifient.

Le seul élément nouveau, déjà introduit par le C.R.U.A., était le recours à la base et au peuple algérien pour trancher la crise : les militants, des années durant, avaient été habitués à recevoir des ordres et à les exécuter. Par notre appel direct à la base, par dessus les appareils, nous poussions les militants à reprendre l'initiative et à se débarrasser de la tutelle d'un sommet impuissant et paralysé, car nous étions convaincus que c'était là, la seule issue : donner au peuple la possibilité de trancher et de choisir la voie à suivre.

Parallèlement à la définition politique deux principes d'organisation furent adoptés :

— La décentralisation, compte-tenu de l'étendue du territoire national, il était impossible à tout organisme centralisé de diriger la lutte. C'est pourquoi il fut décidé

de laisser toute liberté d'action à chaque Wilaya. Une réunion du Comité des Six fut prévue pour le mois de janvier 1955. Elle ne s'est jamais tenue et pour cause : sitôt la lutte engagée, toutes les Wilayate restèrent pour une longue période isolées. En attendant, et pour éviter toute fausse note, trois tracts furent rédigés à l'avance pour être distribués aux mêmes dates dans toutes les Wilayate.

— la primauté de l'intérieur sur l'extérieur. Principe juste dans son esprit dans la mesure où il signifiait que rien ne pouvait être fait sans l'accord de ceux qui se battaient sur le terrain

Enfin, nous décidâmes d'appeler l'organisation politique : Front de Libération Nationale (F.L.N.) et l'organisation militaire : Armée de Libération Nationale (A.L.N.).

- Pour ce qui est des structures, l'Algérie fut divisée en six Wilayate.

— la première délimitée au nord par la ligne de chemin de fer allant de Béni Mansour à Souk Ahras, à l'est par la frontière tunisienne, au sud par les confins sahariens et à l'ouest par les limites de l'ex-département de Constantine. Ce fut Ben Boulaïd, assisté de Chihani, qui en avait la direction.

— la deuxième délimitée au nord par la mer, à l'est par la frontière tunisienne, au sud par la ligne de chemin de fer Béni Mansour — Souk Ahras et à l'ouest par la ligne de chemin de fer allant de Béni Mansour à Bougie. C'est Didouche, avec comme adjoint Zirout, qui fut placé à sa tête.

— la troisième comprenant la Grande Kabylie était placée sous le commandement de Krim, avec comme adjoint Ouamrane.

— la quatrième comprenant le reste de l'ex-département d'Alger avait comme responsable Bitat dont l'adjoint était Soudani Boujemaâ.

— la cinquième couvrant le territoire de l'ex-département d'Oran était dirigée par Ben M'Hidi ; quant à son adjoint le choix lui était laissé entre Ramdane Benadelmalek et Boussouf.

— la sixième qui n'existait que sur le papier et qui devait couvrir tout le sud algérien : les ex-territoires du Sud, les Oasis et la Saoura.

Personnellement, je fus chargé de rejoindre la délégation extérieure avec tous les documents et de retourner au pays pour 'a réunion de janvier 1955, dont il a été question plus haut.

- Une stratégie en trois étapes combinant les aspects politique et militaire fut arrêtée au terme de longues discussions.

Première étape : installation du dispositif militaire et politique de préparation et d'extension. Du point de vue militaire, à la date du déclenchement, toutes les Wilayate étaient tenues de se manifester en donnant le maximum de force et d'éclat à leur action, en vue de

démontrer que l'insurrection touchait tout le territoire national. Après les premières actions, tous les hommes armés devaient se retirer sur des positions préparées à l'avance et susceptibles de leur assurer le maximum de sécurité. En attendant un armement adéquat, le Comité de Wilaya devait installer des cellules politiques, tout en parachevant la formation des militants encore inaccoutumés, à la vie des maquis. Les seules actions autorisées sur le plan militaire étaient la reconnaissance du terrain, l'organisation des relais, des zones de repli et des dépôts de vivres et de médicaments, la collecte des armes, le harcèlement de nuit des forces ennemies, les petits coups de main contre les forces isolées. Dans cette étape, il était recommandé d'éviter l'affrontement avec un ennemi encore beaucoup plus puissant que nous.

L'objectif principal de cette étape était politique : compte-tenu de la surprise des masses et de leur manque d'information, au moment du déclenchement, les cellules politiques, de même que les hommes armés, avaient pour tâche essentielle d'expliquer aux masses populaires le sens, la nature et les objectifs de notre action, afin de gagner leur sympathie et leur soutien. Pendant cette étape d'explication, les mouchards et les agents de l'autorité coloniale devaient être particulièrement visés pour encourager les masses.

Deuxième étape : celle de l'insécurité généralisée. Du point de vue militaire, les groupes armés plus nombreux, mieux aguerris, dotés d'un armement plus important, devaient passer à des actions dont l'objectif était de généraliser l'insécurité sur tout le territoire : embuscades, destruction des ponts, chemins de fer, routes, transformateurs électriques, coups de main plus audacieux et plus nombreux, terrorisme urbain contre les ennemis de la révolution. Au niveau politique, les masses ayant été préparées pendant la première étape devaient être organisées et intégrées dans l'action afin de mener parallèlement aux maquisards des luttes de masses : grèves, manifestations, campagnes de désobéissance. Elles devaient en outre prendre en charge les tâches d'administration et de justice dans le but de couper l'administration coloniale. Les renseignements, la logistique et le ravitaillement étaient aussi de leur ressort.

Troisième étape : constitution de zones franches. Au point de vue militaire, une partie du territoire étant libérée, il fallait constituer des zones franches fortifiées et soustraites totalement à l'atteinte de l'ennemi. C'est dans ces conditions seulement que pouvait être mise en place une direction révolutionnaire chargée du commandement de l'ensemble des actions et résidant donc sur le terrain. Au point de vue politique, c'est dans cette dernière étape, que la fusion devait se faire entre aspect militaire et aspect politique afin de dégager les différents organes de pouvoir révolutionnaire, préfiguration de celui qui dirigerait le pays après l'indépendance.

- Pour les armes et les fonds, avant-dernier point des tâches du Comité des Six, chaque Wilaya fut chargée de se procurer des fonds par ses propres moyens. Quant aux armes, le principal dépôt était dans les Aurès avec à peu près 300 armes italiennes, achetées dans le courant 1947-48 en Libye, stockées dans un premier temps à Oued Souf et de là transférées en 1949 dans les Aurès où elles étaient cachées dans des fûts remplis d'huile. Les deux dépôts d'Alger, ainsi que le service d'identité furent remis au premier groupe d'action de la capitale. Ces dépôts ne renfermaient que quelques grenades et quatre ou cinq revolvers de différents calibres, ainsi qu'un contingent de balles, le tout en très mauvais état. Une vingtaine de mousquetons prélevés sur les armes des Aurès furent envoyés sur le Nord Constantinois, tandis que la Kabylie en recevait une trentaine. Ce qui avait empêché une dotation plus importante, c'était le problème du transport, de la sécurité et du temps dont nous disposions. Les Wilayates IV et V devaient recevoir leur contingent des armes commandées auprès de Abdelkébir El Fassi. Ces armes nous ayant fait défaut, ces deux Wilayate étaient les plus faibles.

- Il ne restait plus qu'à fixer la date du déclenchement. Dans un premier temps, nous avons retenu le 15 octobre. La délégation extérieure en fut avertie. Il y eut une fuite. Allai El Fassi donna la date à Yazid qui se trouvait à cette époque au Caire, le prenant pour un des nôtres. Ce dernier rappliqua immédiatement à Alger et alerta ses amis du Comité Central. Une autre fuite eut lieu à Somaâ, près de Blida où des éléments formés par Soudani Boujemaâ furent débauchés par Lahouel. Celui-ci, mis au courant des préparatifs, sentant les choses devenir plus sérieuses, entreprit un véritable travail de sape, nous accusant d'envoyer les gens «au casse-gueule» et réussissant à faire reculer certains des éléments.

Les Centralistes affolés demandèrent à nous rencontrer. Nous nous réunîmes chez Bouda avec Lahouel et Yazid. Ils nous reprochèrent notre entêtement à ne pas rejoindre leurs rangs et les bruits alarmistes qui circulaient ; entre autres, la date du 15 octobre. Ils avançaient enfin que la délégation extérieure désapprouvait notre position. Bien sûr, nous niâmes avoir fixé une quelconque date, quant à la délégation extérieure, nous voulions bien la rencontrer et prendre une position commune. Il fallait coûte que coûte les rassurer. Nous nous sommes mis d'accord pour envoyer une délégation au Caire comprenant Lahouel — Yazid pour les Centralistes et moi-même pour les Neutralistes comme ils nous appelaient.

C'est de cette façon qu'au déclenchement de l'action, les deux Centralistes se trouvaient au Caire, ainsi d'ailleurs que deux Messalistes Mézerna et Fillali Abdallah qui, eux étaient en discussion avec la délégation extérieure en vue de la rallier à Messali ou de l'expulser des locaux du Comité de Libération de l'Afrique du Nord du Caire. Immédiatement après cet incident, le Comité des Six reporta la date au 1^{er}

Novembre sans en informer qui que ce fut. Cette fois-ci, le secret fut bien gardé et les premières actions armées donnaient le départ de l'ébranlement qui durant plus de sept ans d'une guerre terrible et sans merci, permet à l'Algérie de s'arracher d'une domination de cent trente ans.

Biographie de Mohamed Boudiaf

(Telle qu'elle est donnée en 2è et 3è de couverture de son ouvrage)

Né le 23 juin 1919, Mohamed Boudiaf commence à militer dans le P.P.A. eu cours de la 2è guerre mondiale. D'abord à Djijelli où il travaille, ensuite à Constantine alors qu'il est dans l'armée.

Les douloureux événements de mai 1945, dont il est le témoin, le marquent profondément et le poussent à se consacrer entièrement à la lutte pour l'indépendance. En 1946 Il est responsable de la région de Sétif. Fin 1947, il est chargé de mettre sur pied l'organisation de l'OS pour le département de Constantine.

C'est au cours de cette période que se forme autour de lui le noyau de militants qui fut à l'origine du 1^{er} novembre 1954 : Benboulaïd, Ben Mehidi, Didouche, Bitat, Zirout, Boussouf, Bentobbal... En 1950, Il échappe à la répression. Il est condamné par défaut à deux reprises. Malgré les dures conditions de la clandestinité, Il déploie une activité incessante en vue de maintenir ces contacts entre les rescapés de l'OS et de défendre la ligne révolutionnaire au sein du parti.

Muté en France, en 1952, Il tente de réorganiser la fédération de France du P.P.A. Il est rejoint par Didouche. Guerras... C'est là qu'il se rend compte de la profondeur de la crise du parti dont il suit les premières péripéties fin 1953.

En mars 1954, il rentra en Algérie où avec Benboulaïd. Il fonde le CRUA et lance le bulletin «le Patriote». A partir de là, avec les anciens de l'OS il travaille à l'organisation de l'action armée.

Désigné par la réunion des 22 comme responsable national de ce qui deviendra le FLN, il mettra la dernière main, au sein du comité des 6 aux préparatifs du 1^{er} novembre. (C'est à ce titre que nous publions son témoignage).

Il quitte l'Algérie le 26 octobre 1954 avec tous les documents et rejoint la délégation extérieure avec deux objectifs : faire connaître l'Insurrection et trouver des armes.

Il s'acquittera de ces tâches à la frontière marocaine jusqu'au 22 octobre 1956 date à laquelle il sera arrêté en même temps que Aït Ahmed, Benbella. Khider dans l'avion arraisonné par les autorités françaises. Il restera en prison jusqu'au cessez-le-feu.

A leur libération, les «cinq» se trouvent confrontés à la crise du FLN. Contrairement à Benbella, Boudiaf

cherche à maintenir l'unité aux mains jusqu'à l'indépendance, dans le cadre du GPRA dont il est vice-président de même que Benbella. Mais ce dernier s'appuyant sur Boumedienne et l'armée des Frontières déclenche la course au pouvoir.

Au CNRA de Tripoli de juin 1962, Boudiaf refuse de faire partie du «Bureau Politique». Il prend position contre le coup de force du «groupe de Tlemcen». Mais pour éviter la guerre civile, il accepte le compromis du 2 août 1962 et siège quelque temps au «Bureau Politique» dont il démissionnera peu après, car il refuse de cautionner les élections préfabriquées à l'Assemblée Nationale. Il refuse aussi le mandat de député.

Avec des militants issus de l'ALN, du FLN, de l'UGTA il fonde, le 20 septembre 1962, le Parti de la Révolution Socialiste dans le but de regrouper sur une base de classe, les militants nationalistes qui désirent continuer la lutte jusqu'au socialisme.

Cette initiative est mal vue par le pouvoir et en juin 1963 la répression s'abat sur le PRS. Boudiaf est kidnappé en pleine rue par la police de Benbella. Son arrestation sera l'occasion de la constitution du FFS qui lance l'action armée en Kabylie. Les militants arrêté ; sont, cependant, libérés le 16 novembre 1963 (Cet épisode est évoqué dans le livre écrit par Boudiaf au cours de sa captivité : «Où va l'Algérie»).

Condamné à mort en 1964 par le régime de Benbella, il est contraint à l'exil.

Depuis 1964, refusant toute compromission, Boudiaf a maintenu ses positions, les explicitant dans des écrits tels que les deux «lettres ouvertes au peuple algérien» de 1965 et 1966 dans lesquelles il se prononce contre la politique du pouvoir et pour la construction d'un parti autonome des exploités.

4 / Du CRUA au Comité des 22

Mohamed Harbi, «*La guerre commence en Algérie*», Bruxelles, éditions Complexe, 1984, 209 p.

Du CRUA au Comité des 22

Extrait pp. 57-64

Le 23 mars, cinq jours avant que le CC n'accepte de se dessaisir de ses pouvoirs et ne les cède à Messali en vue de la convocation d'un congrès, naît le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA). Son but proclamé est de réconcilier les tendances pour engager tout le parti dans une insurrection. Selon Boudiaf, ce comité incluait Benboulaïd, Bouchebouba et Dekhli, ces deux derniers étant des partisans du CC. Un document paraphé par les leaders du CC (mars 1987) apporte des correctifs crédibles à cette version. Selon ce texte, la formation du CRUA aurait été décidée à la suite d'une réunion entre Lahouel, Sid Ali Abdelhamid et Dekhli à la médresa Errachad à Alger. Benboulaïd se joindra à eux. La publication d'un bulletin, *Le Patriote*, est décidée le même jour. Il sera financé par le CC et ses éditoriaux seront rédigés par Lahouel. Cette version est plus crédible que celle de Boudiaf. L'impartialité du CRUA était un trompe-l'œil. Les messalistes ne s'y laisseront pas prendre. En effet, le CC craignait que Messali n'entraîne le pays dans une aventure et cherchait à tout prix à écarter cette éventualité. Mais pour y parvenir, il leur faut préalablement retrouver la confiance d'une base séduite par les mois d'ordre messalistes ; ils croient alors habile d'utiliser une partie des activistes en s'alliant à eux pour se laver de l'accusation de réformisme. Mal leur en prit. Leur calcul provoque l'effet contraire à celui recherché et crée une situation irréversible, en mettant l'action armée au centre des débats. C'est l'histoire du trompeur trompé. Au lieu de devenir une force d'appoint des centralistes, les amis de Boudiaf deviennent un interlocuteur des autres tendances qui ne peuvent plus contrôler, à leur gré, l'évolution de la crise du PPA-MTLD, encore moins son issue. Dans le champ des possibles, l'insurrection devient une virtualité. Mais ce phénomène n'est pas encore clairement perçu par tous les acteurs de la crise. Soupçonnés de vouloir tirer les marrons du feu pour le compte des centralistes, Ben Boulaïd et Boudiaf auront du mal à convaincre les maquisards kabyles de s'allier à eux. Leur première entrevue avec Krim et Ouamrane (8 mai 1954) se termine sur un échec.

La tradition politique et historique, en Algérie, valorise à l'excès le rôle du CRUA. Force est de constater que ce rôle a été ambigu. D'une part, le CRUA a servi de relais pour le regroupement d'une partie des cadres radicaux.

D'autre part, ses attaches avec les centralistes ont contribué à *égarer* le jugement des messalistes à leur rencontre, ce qui ne sera pas sans conséquences sur le regroupement des forces révolutionnaires. Il est impossible, aujourd'hui, d'étudier les affrontements entre le FLN et les messalistes sans se référer au contentieux né de la création du CRUA.

Sous la pression de leurs partisans dont Mechat, Bentobbal et Zighoud, les animateurs de l'aile activiste se démarquent, dès le mois de juin, de leurs alliés centralistes. A cette date «Vingt-deux» cadres sont convoqués à Alger(1) à l'initiative de Ben Boulaïd, Boudiaf, Didouche, Bitat et Ben M'Hidi, pour tirer les conclusions de l'expérience de l'OS, débattre de la crise du parti et préparer l'insurrection.

La réunion des «Vingt-deux» est vécue comme une résurrection de l'OS, mais aussi comme une revanche contre tous ceux qui, dans le MTLD, ont concouru à sa perte. L'impatience d'agir est grande. Ces militants, persuadés depuis longtemps que leur nationalisme est le plus radical en Afrique du Nord, supportent difficilement de voir l'essor des luttes en Tunisie et au Maroc et l'immobilisme apparent de l'Algérie.

La réunion des «Vingt-deux» se déroule dans un climat de fièvre et de ressentiment contre l'ensemble des dirigeants du PPA-MTLD. La crainte de rater une occasion inespérée pour débloquer la question algérienne pèse lourdement sur les débats. Toute interrogation sur l'esprit du peuple et les alliances de la future insurrection apparaît incongrue. Aux yeux des plus volontaristes, la discussion même, parce qu'elle dure, semble masquer des hésitations et des calculs inavoués. Excédé par ce qu'il pense être des tergiversations, Boudjemâa Souidanipose le problème de l'insurrection en termes d'ultimatum. «Oui ou non, sommes-nous *des révolutionnaires*? Alors qu'attendons-nous pour faire cette révolution si nous sommes sincères avec nous-mêmes ?» Sa force de conviction emporte l'adhésion. De toute façon, personne ne voulait risquer d'être situé parmi les «*tièdes*».

La désignation de la direction se fait selon la pratique de la cooptation en honneur dans le PPA-MTLD. Les versions qu'en ont données les acteurs ne concordent pas. Selon Mohammed Mechat, le choix est limité : les participants ont à élire deux personnes parmi les parrains de la réunion. A leur tour, les élus, Ben Boulaïd et Boudiaf, ont reçu pouvoir de choisir la direction(2). Boudiaf soutient une version différente. Selon lui, les

«Vingt-deux» ne devaient élire qu'une seule personne ; le rôle de Ben Boulaïd qui lui annonça son élection, était d'assurer le dépouillement du scrutin. C'est donc Boudiaf qui coopta les parrains de la réunion, mais ce n'est que la répétition d'une pièce jouée d'avance, dont les acteurs seront les fondateurs du FLN.

Le déroulement antidémocratique de la réunion des «Vingt-deux» entraîna des dissensions sur lesquelles le secret fut bien gardé : à croire le colonel Zbiri, le dépouillement du scrutin ne fut pas régulier. Les suffrages des votants se seraient portés sur Ben Boulaïd, qui recueillit dix-sept voix contre quatre à Boudiaf(3). On comprend mieux pourquoi les représentants de la ville de Constantine qualifieront la désignation des «cinq» de «*mascarade*» et s'en sépareront. Yves Courrière, reprenant à son compte la version des vainqueurs, réduit leur geste à un refus de participer à l'insurrection(4). On ne peut conclure en ce sens que si l'on ramène les débats des «Vingt-deux» à la seule question de la lutte armée. Or il y avait d'autres enjeux, la direction par exemple. C'est du moins l'impression que l'on retire des témoignages de ce que l'on a appelé «*te groupe de Constantine*»(5). Selon l'un d'entre eux, Abderrahmane Guerras, le groupe de Constantine voulait faire admettre à la direction tous «*les représentants des régions acquises*» à la lutte armée et estime «*également que l'opportunité du déclenchement, tant sur le plan militaire que sur le plan politique, relevait de tous ceux que cela engageait. Mais sur ces deux questions d'importance capitale, nous étions dans l'ignorance totale... D'autre part, vu la confusion qui régnait à l'époque dans les rangs du parti (et) l'anonymat qui caractérisait cette troisième tendance, notre proposition était d'entreprendre, préalablement à toute initiative, un travail d'explication à la base. A cela Didouche opposait, sans autre argument, une fin de non-recevoir.*» A l'issue d'une réunion qui se tint à Constantine «*Il était évident que rien de fondamental ne nous opposait. Je dois même dire que sans l'intransigeance (...) de Didouche, un compromis aurait été facilement trouvé. C'est d'ailleurs ce que je me suis efforcé d'expliquer à Boudiaf (...) qui crut faire une concession en m'annonçant l'admission de Bitat à la direction.*»

Mais le conflit entre les «cinq» et le groupe de Constantine n'est qu'une péripétie dont les effets se résorberont très vite après le 1er Novembre.

Les activistes deviennent autonomes

Le mois de juillet 1954 est décisif dans l'affirmation de l'indépendance des activistes à l'égard des centralistes et des messalistes. Plusieurs faits agissent dans le sens de leur autonomie :

- toutes les tentatives de replâtrage, notamment une mission de bons offices de Khider et de Ben Bella, se heurtent à l'intransigeance de Messali qui exige du comité central une autocritique en bonne et due forme ;

- la volonté des messalistes de mettre à profit leur prépondérance pour monopoliser la direction du MTLD porte un coup fatal au mot d'ordre d'unité. La tenue d'un congrès pro-messaliste à Hornu en Belgique (14-17 juillet 1954), boycotté par les partisans du comité central et de Boudiaf, mais soutenu par les maquisards de Kabylie, précipite les reclassements. Ce congrès exclut les chefs de file du comité central, Lahouel Hocine, Benkhedda Benyoussef, Abderrahmane Kiouane, M'Hammed Yazid, Salah Louanchi, etc. La situation ainsi créée pousse Boudiaf et ses partisans à renoncer à une unité devenue impossible pour mettre l'accent sur le mot d'ordre de l'action immédiate. Assurés de l'appui de Art Ahmed, Khider et surtout Ben Bella qui leur garantit l'appui matériel de l'Egypte lors d'une rencontre à Berne (Suisse), les activistes décident de voler de leurs propres ailes. Leurs représentants refusent de donner leur agrément à la convocation d'un congrès anti-messaliste projeté par le comité central ;

- conséquence de ce refus : la discorde s'instaure au sein du CRUA. Les centralistes lui retirent tout appui et désavouent l'engagement pris en leur nom, par Hocine Lahouel, de saborder le comité central en cas d'échec de la réunification du MTLD et d'envoyer ses membres à l'étranger plaider l'internationalisation de la question algérienne(6).

Le 15 juillet, devant la conférence nationale convoquée à l'initiative du comité central, Ramdane Bouchebouba, alias Si Moussa, déclare : «*Le CRUA visait la réunification des tendances. Les messalistes ne la voulaient pas. Il n'y a plus de CRUA. Nous devons à notre tour aller vers un congrès.*» Plus que l'action du CRUA, la scission et la cristallisation des courants messaliste et centraliste, clarifient la situation et lèvent la dernière hypothèque à l'unité des activistes. Les tendances sont au pied du mur. Veulent-elles réellement sortir de la voie légale et engager une lutte efficace ? Sont-elles disposées à mettre leurs moyens au service des futurs insurgés ?

L'historiographie officielle du FLN a schématisé à l'excès les réponses qui ont été fournies à ces questions. Un tract en date du 22 octobre en rend compte en ces termes : «*Avant de passer à l'action directe, les chefs de l'armée allèrent, tour à tour, trouver les centralistes et les messalistes et leur demandèrent leur appui politique. Les deux clans refusèrent. Il fut alors décidé de créer de toutes pièces un organisme politique : ce fut le FLN...*». Autrement dit, candidats à la direction d'une armée, les activistes s'érigeaient, du fait de la démission des centralistes et des messalistes, en parti.

On sait que ce sont principalement Benboulaïd et Krim qui ont fait les dernières démarches, le premier auprès de Lahouel Hocine, le second auprès de Moulay Merbah. Contrairement à ce qui a été dit et répété, Lahouel n'a pas opposé un refus catégorique à Benboulaïd, mais a insisté sur les conditions politiques à

réunir préalablement à toute action. Face à l'ultimatum des activistes, Lahouel a cherché à temporiser, à gagner du temps. Et pour les faire patienter, il leur a proposé la somme de 500.000 anciens francs sur les six millions qu'ils lui réclamaient.

Face à Krim, Moulay Merbah développe plusieurs points. Il estimait que les contacts avec les leaders du CRUA étaient inutiles, ceux-ci n'étant que les fondés de pouvoir du comité central, ce en quoi il se trompait. Il demanda donc à Krim de cesser tout rapport avec eux. Sur la question de l'insurrection, Merbah avança la date de janvier 1955(7).

Comment expliquer alors que les activistes aient assimilé les réponses qui leur ont été faites à un refus ? On peut avancer à ce sujet quelques explications. Primo : les propos de leurs interlocuteurs ne répondaient pas à leurs espérances, dans la mesure où ils ne mettaient pas fin aux querelles du parti. Secundo: les chefs n'étaient plus exemplaires. Trop longtemps privés d'un droit de regard sur la marche de leur parti, les activistes voulaient décider eux-mêmes du destin du pays. Après la crise, rien ne leur semblait plus odieux que le pouvoir absolu dont disposaient leurs anciens responsables. Présentant qu'ils risquaient de perdre le pouvoir acquis au cours de la crise en cas de stabilisation des tendances, ils prenaient eux-mêmes des garanties sur l'avenir.

C'est cela qui a provoqué l'union sacrée des activistes à quelque camp qu'ils appartiennent. Les enjeux ? La création d'un outil militaire et la fixation, à brève échéance, d'une date pour l'insurrection. Fin août, les divergences entre activistes sont aplanies. Et pour tous, désormais, l'échec du PPA-MTLD sera attribué aux chefs, Messali y compris. Illégaux, les activistes ne se posent pas, à l'instar de leurs rivaux, le problème de la reconversion d'une organisation politique en instrument militaire. Hommes d'action, ils sont à la tête d'une avant-garde qui croit à l'indépendance de l'Algérie. Ce ne sont ni des tacticiens ni des penseurs. Contre l'appareil, ils invoquent le sentiment des militants et des masses. Pourtant le gros des troupes ne les suit pas.

Leurs adversaires leur font grief de vouloir, par égoïsme de situation et par désespoir, «mener le peuple à l'abattoir», C'est faire bon marché de leur sentiment de la responsabilité et de la soif qu'ils ont d'accorder leurs paroles à leurs actes. Ils sont donc à l'opposé des «malins» et des conformistes qui sont légion dans le MTLD. Certes, leur vision de la société reste sommaire. Leurs conceptions politiques schématiques et sans nuances, leur rapport au mouvement des masses manque de clarté, mais leur abnégation et leur courage forcent le respect.

Vers l'insurrection

L'accord entre le «comité des cinq» et les représentants de la Grande Kabylie a été décisif pour le triomphe des

activistes sur le messalisme. Dans son récit sur la préparation du 1er Novembre(8) Mohammed Boudiaf le minimise, en mettant l'accent sur leur compagnonnage avec Messali jusqu'en août 1954. Les événements postérieurs au 1er Novembre révèlent que l'apport de Krim et Ouamrane a été décisif dans la victoire du FLN sur les autres tendances du MTLD. Au demeurant, le «comité des cinq» tenait, coûte que coûte, à s'assurer de la participation de la Kabylie à son entreprise. Sinon pourquoi aurait-il abandonné sa prétention initiale de l'intégrer à la région algéroise et de mettre Krim sous les ordres de Didouche ?(9)

Début septembre donc, le «comité des cinq» s'élargit à Krim. L'état-major de l'insurrection comprend désormais six membres. C'est à eux qu'il revient de résoudre les problèmes politiques et techniques relatifs au déclenchement de l'action armée.

Notes :

1) Henri Alleg souligne ajuste titre que les «22» n'étaient que 21. Le 22ème personnage, Elias Deriche, était seulement l'hôte de la réunion.

2) Cf. lettre de M. Mechat au directeur de *Révolution Africaine* en date du 16 septembre 1968, inédite en partie.

3) Le colonel Zbiri nous a affirmé tenir cette information de Boudiaf lui-même.

5) Yves Courrière, *Les Fils de la Toussaint*, p. 186.

5) En faisaient partie : Habachi Abdesslam, Saïd Bouali, Rachid Mellah, Hamada Youcef et Abderrahmane Guerras.

6) Lahouel se conforme aux décisions du comité central. M'Hammed Yazid continue à coller aux activistes mais sans quitter ses amis du regard.

7) Sur ce point, cf. le récit de Krim à Yves Courrière dans *Les Fils de la Toussaint, op. cit.*, p. 134 à 136. Contrairement à ce qu'il a avancé, Krim n'a rompu avec Messali qu'après novembre. Le 23 octobre 1954, il assistait encore à une réunion du comité d'organisation en tant que chef de wilaya en Kabylie.

8) *El Jarida*, n° 15, novembre-décembre 1974.

9) Un des obstacles à l'unité des activistes était le refus de voir la Kabylie se constituer en région au même titre que les autres. La crainte du «berbérisme», c'est-à-dire de la question culturelle berbère, hantait tous les cadres du MTLD depuis 1949, date à laquelle se manifeste dans le mouvement nationaliste une tendance hostile à la doctrine de l'arabisme-islamisme.

NB (les numéros des notes sont modifiés)

5 / Documents du FLN, de la Fédération de France du FLN, de l'AGTA., du PCA diffusés notamment en France

a) Série « tracts »

(Classement chronologique et/ou groupé)

Document 01 (voir annexes)

Front de L. Nationale

Le Monde du 8 juin 1955 «les autorités ont maintenant la conviction que les vrais responsables du complot de la Toussaint et les acteurs du terrorisme sont les membres du Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (C.R.U.A.) aujourd'hui appelé Front de Libération Nationale...»

Même conclusion du rapport fin juin 1955 de la mission parlementaire envoyée en Algérie par l'Assemblée Nationale Française...

Origine

L'histoire de la lutte politique organisée du peuple algérien date de 1925 : fondation au sein de l'émigration algérienne de l'Etoile Nord-Africaine dissoute en 1937, se reconstitue par la P.P.A., le 11 mars 1937. P.P.A. dissous en septembre 1939 anime lutte clandestine des nationalistes algériens et former les cadres algériens, surtout après la répression de mai 1945.

En 1947, fut créé le M.T.L.D. dissous le 1er novembre 1954 ; parallèlement l'O.S. réprimée en mars – avril 1950

L'année 1954, crise intérieure dans le M.T.L.D.:

- a) Messali Hadj
- b) Comité central
- c) C.R.U.A., devenu Front de Libération Nationale.

Celui-ci le plus important a des représentants au Caire, Délégation algérienne.

Messalistes : «Messali Homme providentiel».

C.C. ont rejoint F.L.N.

Autodétermination

Assemblée Constituante souveraine au suffrage universel sans distinction de race et de religion

République algérienne

Considère comme alliés tous les démocrates de France qui reconnaissent l'autodétermination et qui ne confondent pas le peuple de France et les gouvernements colonialistes. Le groupe afro-asiens de l'O.N.U. doit prendre décision conforme à Bandoeng. Le rôle des Etats membres de la Ligue arabe doit être déterminant.

Document 02 (voir annexes)

(Tract datant de décembre 1955 ?)

FRONT DE LIBERATION NATIONALE

Lorsque le «panier à crabes» devient «Mouvement frère»

Dans un tract diffusé à Alger, il y environ un mois, par le M.N.A., le F.L.N. était qualifié de «panier à crabes», de «ramassis de berbéristes, réformistes, centralistes et agents du gouvernement français». Il y a quelques jours, le même M.N.A. a diffusé un second tract dans lequel le F.L.N. est devenu subitement «un mouvement frère» à qui l'on propose l'union.

Cette palinodie est-elle un aveu de l'échec de la tactique chère au grand stratège du M.N.A., le camarade «LAMBERT», qui a consisté jusqu'ici à jouer la confusion, ou bien est-elle la conséquence de la réaction très vive des rares éléments non gangrénés du M.N.A. ? A moins qu'elle ne soit toujours l'œuvre de lettres de menaces adressées récemment aux «durs» du M.N.A. ? Pour notre part, nous penchons sur la dernière hypothèse, car ces messalistes du M.N.A. savent par expérience qu'au F.L.N. les menaces sont toujours suivies d'effets.

Ainsi les dirigeants du M.N.A., après avoir été des menteurs, des calomnieurs, et des délateurs deviennent des lâches.

Nous tenons à répondre au M.N.A. qui nous propose l'union que le F.L.N. qui a la prétention d'être le rassemblement des énergies saines du pays, ne peut tout de même pas s'allier à un ramassis de profiteurs, de mouchards et de traîtres. Quand on veut libérer son Pays, on ne s'allie pas aux traîtres, on les abat.

Quant à Messali, n'en déplaise aux Déchezelle, Guérin et autre Bourdet, il demeure à nos yeux le principal responsable contre-révolutionnaliste du M.N.A. Il devra, s'il veut être pardonné, dissoudre le M.N.A., chasser les profiteurs et les traîtres qui l'entourent et se soumettre, à l'exemple de tous les hommes politiques Algériens, à l'autorité du FRONT DE LIBERATION NATIONALE.

Bilan des quatre derniers mois de combat (zone des Aurès)

Les gouvernants français, la presse et la radio ne cessent de se féliciter des résultats obtenus par le général Parlange et ses officiers des affaires indigènes, dans ce qu'ils appellent «la pacification des Aurès».

A entendre ces émules du colonialiste Lyautey, les Aurès qui s'étaient soulevés en masse en novembre 1954, reviennent de leurs «erreurs» et découvrent chaque jour «le vrai visage de la France». Selon eux, les Aurasiens ont pris les armes, non pour libérer l'Algérie, mais parce qu'ils n'avaient pas assez d'écoles, de routes, et surtout d'administrateurs, «ces hommes d'élite qui nous ont appris à aimer et connaître la France».

Mais malheureusement pour eux, la réalité qu'ils essaient en vain de cacher à l'opinion publique est tout autre. Les Aurès, n'en déplaise aux Soustelle, Parlange et autre OLLIE, demeurent le bastion de la Résistance Algérienne.

1.569 tués dont un général et 33 officiers, 117 blessés et 43 prisonniers, 32 avions abattus et 47 tanks et véhicules endommagés, plus de grandes caisses d'armement saisies.

Dans le même temps l'Armée de Libération Nationale a perdu 64 hommes, 29 blessés et 12 prisonniers de guerre en plus de 197 femmes et 149 enfants de la population civile.

Dans la bataille de Sidi Aoun, les ennemis colonialistes se sont fait un bouclier de ces innocentes populations en les obligeants à marcher par groupes devant eux afin de les protéger du feu de nos canons.

A Kem-Akem – Tébessa, 4 femmes ont été brûlées vives ainsi que 2 enfants ; à Tembouka, 66 hommes ont subi le même sort ; dans la région des Ouleds Boudherhem, 40 hommes, tous civils, ont été exécutés au poteau.

FRONT DE LIBERATION NATIONALE
juin 1958
FEDERATION DE FRANCE

BULLETIN INTERIEUR

DIRECTIVE GENERALE A L'ORGANISATION

Le C.C.E. a décidé de faire du 5 Juillet la JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE ALGERIENNE, les cadres de l'Organisation devront, à tous les échelons, et compte tenu des impératifs de sécurité, réunir leurs militants, adhérents, sympathisants pour des exposés, et procéder à des échanges, de vue sur l'héroïque résistance que sous des formes diverses et depuis 128 ans, le peuple algérien a opposé et continue d'opposer à l'occupant étranger.

Obligé à un moment de son histoire de cesser le combat armé, mais jamais soumis, le peuple algérien maintenant marche avec certitude vers son indépendance.

Les idées ci-après constituent le canevas d'après lequel pourront être brossés les exposés à faire par les responsables ou ceux des militants qu'ils auront désignés à cet effet. Le cas échéant, le conférencier développera davantage tel ou tel point, répondra aux désirs d'éclaircissement formulés par son auditoire.

- I - LA RESISTANCE ARMEE A LA CONQUETE FRANÇAISE.

Il suffit de jeter un regard en arrière sur l'Histoire pour s'apercevoir que la France de Charles X était l'une des deux grandes puissances mondiales de l'heure. En effet, l'Angleterre et la France de l'époque se présentaient face aux autres nations comme les U.S.A. et l'U.R.S.S. de nos jours. C'est dire combien le combat était inégal entre les forces de l'ETAT NATIONAL ALGERIEN et l'armée française. Cependant le peuple algérien a, durant une première et longue période de 17 ans, résisté farouchement à l'occupant français, lui infligeant à l'occasion de cuisantes défaites : (Médéah, siège de Constantine, etc...). On connaît les sacrifices immenses consentis par notre peuple : enfumades des grottes du Dahra, mise à sac et extermination des Beni-Menasser, des Ouled Riah, etc... Les officiers français eux-mêmes ont souligné dans leurs écrits la barbarie des Rovigo, Saint-Arnaud, Péliissier, Cavaignac et la sauvagerie placide d'un Bugeaud.

Le fer, le feu, la puissance du nombre ne purent rien contre notre armée farouchement décidée à sauver la nation et connaissant parfaitement un pays à travers lequel elle se mouvait «avec la rapidité de l'éclair». L'armée populaire d'ABDELKADER aurait pu rejeter

l'ennemi à la mer et épargner au peuple Algérien la servitude sous laquelle il ploie depuis plus d'un siècle, mais deux faits ont, il faut aujourd'hui le reconnaître, contribué à assurer une supériorité à l'occupant : à l'intérieur l'absence d'unité organique efficace, à l'extérieur l'absence d'alliés fidèles et agissants.

II - LA PERMANENCE ET LES VISAGES DIVERS DE LA RESISTANCE AUX FRANÇAIS.

L'exil d'ABDELKADER ne signifie pas pour autant la résignation du peuple algérien qui n'acceptera jamais la servitude. MOKRANI, EL HADDAD, BOU MAAZA, OULED SIDI CHEIKH, 1916 dans les AURES etc... sont autant de noms ou dates qui marquent les jalons d'une lutte toujours poursuivie, d'un désir toujours vivace au coeur des Algériens de se libérer de l'oppression française.

Lutte toujours poursuivie, d'un désir toujours Vivace au coeur des algériens de se libérer de l'oppression française. ..

Mais pour aussi sincère que soit la volonté profonde de libération, cette volonté manifestée par des explosions sporadiques et localisées, ne pouvait suppléer et l'absence de coordination de nos efforts à l'échelle nationale.

Après une période de lutte politique que l'on peut approximativement situer entre 1920 et 1945 le peuple algérien comprit une fois pour toutes que, dominé par les âmes il ne devra plus son salut qu'à la lutte armée.

Mais cette fois-ci la lutte ne devait être reprise qu'en tenant compte des enseignements que l'histoire de l'occupation de notre Patrie nous avait légués.

C'est ce que comprirent les promoteurs du F.L.N. qui, depuis 1954 assurent la Direction de la lutte en ayant constamment présente à l'esprit la double nécessité :

- a) d'une UNITE ORGANIQUE de tout le peuple algérien,
- b) - d'une indispensable ALLIANCE AVEC LES PAYS FRERES MAGHREBINS, les pays afro-asiatiques, et les anti-colonialistes du monde entier.

III - LA PHASE DECISIVE DE LA LUTTE DE LIBERATION EST ENGAGEE -

Depuis le 1^{er} Novembre 1954, la lutte de libération fut engagée dans des conditions telles qu'elle devait, après les premiers foyers des Aurès, Kabylie et Nord Constantinois s'étendre à l'ensemble du territoire national et susciter l'enthousiasme du peuple algérien

unanime. C'est là le mérite principal du F.L.N. qui, dans son appel historique du 1^{er} Novembre 1954 convie à l'action les Algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens de toute croyance ou idéologie.

Les quatre années de lutte qui viennent de s'écouler, si elles ont montré en Massu, Lacoste, Bigeard et autres, les dignes successeurs des massacreurs de 1830, ont aussi prouvé comment notre peuple, par son courage, son abnégation et son endurance au combat, a étonné le monde et provoqué envers l'Algérie hier bâillonnée par le colonialisme français, une sympathie agissante dès deux tiers de l'Humanité et le respect de tous les peuples du monde.

Mais ce qui est infiniment plus important et qui représente pour nous le gage certain de la victoire, c'est qu'AUJOURD'HUI, ORGANIQUEMENT LE PEUPLE ALGERIEN EST UNI AU SEIN DU FL.N. ET DE L'A.L.N. SOUS L'AUTORITE CENTRALE UNIQUE ET INCONTESTEE DU C.C.E.

L'absence d'unité organique de la résistance du peuple algérien avait, plus que le manque de moyens matériels, fait pencher en 1847 la balance en faveur des troupes françaises Aujourd'hui cette unité est chose faite.

Sous la Direction d'un seul organisme, le C.C.E., émanation du CONSEIL NATIONAL DE LA REVOLUTION ALGERIENNE (C.N.R.A.), le F.L.N. et son instrument militaire l'A.L.N. sont les âmes imparables qui abattront sous peu le colonialisme français en Algérie.

A L'INTERIEUR - le F.L.N. dirige aujourd'hui l'ensemble du peuple algérien en lutte. Grâce à l'organisation politico-militaire (Willayas, Zones, Régions, Secteurs) à l'instauration des assemblées du peuple, à l'oeuvre des commissaires politiques, une véritable administration proprement algérienne vient progressivement remplacer le régime colonial croulant.

A L'EXTERIEUR - au Maroc, en Tunisie, dans tous les pays sois afro-asiatiques, le F.L.N. est considéré comme représentant authentique de l'Algérie en guerre pour sa libération.

EN FRANCE - où l'émigration algérienne représente un important élément du monde ouvrier, le F.L.N. est arrivé à dissiper les malentendus et les équivoques. La grande masse des algériens milite aujourd'hui dans ses rangs, et seuls quelques égarés et des suppôts avérés, du colonialisme (les homologues de Bellounis en France) peuvent, grâce à la complicité de la police et du gouvernement français, poursuivre leur tentative de division des Algériens.

Aujourd'hui, le F.L.N. a la REPRESENTATIVITE EXCLUSIVE du peuple algérien aussi bien à l'intérieur du territoire national que partout dans le monde. Ceci, il

faut le dire, grâce en bonne partie à son instrument d'action militaire, l'Armée de Libération (A.L.N.).

0
00

L'ARMEE DE LIBERATIONNATIONALE ALGERIENNE qui, sans encore pouvoir actuellement vaincre militairement l'armée d'occupation française, dispose néanmoins d'un potentiel tel qu'il lui permet de la tenir constamment en échec.

Hier, composée de quelques groupes de maquisards, elle rassemble aujourd'hui 130.000 hommes puissamment armés et dispose de services sanitaires, postaux, de transmissions, de batteries légères de D.C.A., d'armement semi-lourd (mortiers de 80, mitrailleuses etc...). Elle a surtout pu harmoniser son action à travers l'ensemble du territoire et unifier le commandement opérationnel sous la responsabilité d'un membre 'du C.C.E.

IV - LES PREMIERS SUCCES, GAGES DE LA VICTOIRE FINALE.

Malgré la puissante armada envoyée par la France outre Méditerranée, depuis quatre ans, l'A.L.N. vole de victoire en victoire. Les 600.000 soldats français et les 250.000 policiers, gendarmes, miliciens, etc... soit 850.000 français armés contre le peuple algérien, n'ont pu empêcher l'A.L.N. d'inscrire à son palmarès les noms comme ceux de DJEURF, PALESTRO, AFLOU, BOUZEGZA, etc... La progression et le perfectionnement de notre potentiel militaire ont été régulièrement croissants.

Diplomatiquement, la France est de plus en plus isolée sur la scène mondiale les thèmes éculés de sa propagande ne trompent plus personne, et les Congrès ou Réunions de BRIONI, du CAIRE, d'ACCRA, de TANGER et récemment de TUNIS marquent les étapes de nos succès diplomatiques.

Résolument uni au sein du F.L.N. le peuple algérien a aujourd'hui, l'oreille du monde et la sympathie des peuples afro-asiatiques.

Unité organique à l'intérieur et alliances efficaces au dehors font que la victoire du peuple algérien sur l'oppression colonialiste est certaine quoi que soit le temps qui nous en sépare encore.

C'est pourquoi, le gouvernement français actuel entreprend une ultime tentative pour maintenir pendant quelque temps encore le peuple algérien sous le joug. Le régime d'occupation et d'administration militaires qu'il a instauré, la façade égalitaire de l'intégration qu'il présente, cachent en réalité ses désirs de retarder la défaite inéluctable qui l'attend.

V - COMMENT Y CONTRIBUER -

L'émigration algérienne en France et spécialement les militants sont appelés à plus d'activité, de dévouement, de discipline à la cause sacrée de la Libération de notre Patrie.

Ce dévouement et la solidarité dans la lutte se marqueront de façon plus précise par l'aide que doivent porter tous algériens sans exception, en versant le montant de leur revenu pour la journée du 5 Juillet 1958.

Il est précisé que même les permanents doivent participer à cette Contribution Nationale et faire don du montant d'une journée de permanence.

Les Algériens émigrés en France savent en particulier qu'un premier impératif s'impose à tous nos

compatriotes : celui d'alimenter notre Trésor du guerre. Notre Glorieuse A.L.N. est considérée aujourd'hui comme l'une des plus fortes du monde arabe, doit pouvoir renforcer et développer l'armement et l'équipement modernes qui lui permettront d'avancer l'heure décisive de l'indépendance. De plus, une aide sociale toujours plus importante devra être accordée aux familles des détenus, aux détenus eux-mêmes, aux familles des moudjahidines, aux veuves et aux orphelins de tous les patriotes, aux sinistrés victimes de la guerre barbare d'Algérie.

Ce geste de contribution rapprochera davantage nos frères de France de ceux qui en Algérie luttent pour la libération de tous.

Document 04 (voir annexes)

FRONT DE LIBERATION NATIONALE

Juin 1958

5 Juillet Journée Nationale de la Résistance Algérienne

FRERES ALGERIENS !

Le 5 Juillet, 1830 l'occupation d'Alger ouvrait l'ère sanglante de l'oppression de notre peuple par la France colonialiste.

Le 5 Juillet 1830 naissait la Résistance Nationale Algérienne contre l'occupant français.

L'héroïsme sublime des compagnons d'Abdelkader soutenus par notre peuple sauvegarda l'existence de notre Etat jusqu'en 1847.

L'esprit de sacrifice et le courage de tous ceux qui organisèrent et participèrent aux insurrections régionales jusqu'en 1916 ne put suppléer à l'absence d'unité politique profonde de notre peuple, pas plus qu'à l'isolement international de notre combat.

Il ne fait aucun doute que seule l'absence de ces deux facteurs a permis à la supériorité matérielle de l'armée française de jouer un rôle décisif.

Aujourd'hui, grâce au F.L.N., notre -peuple a forgé son unité politique dans une longue résistance à la colonisation raciste.

Aujourd'hui, grâce au F.L.N. notre peuple a des alliés fidèles et agissants.

A nos côtés les peuples frères Maghrébins et tous les peuples frères arabes.

A nos côtés, tous les peuples d'Asie et d'Afrique.

Dans les continents Américain et Européen, notre combat trouve de larges échos de sympathie.

Face à notre peuple engagé dans sa révolution libératrice ouverte le 1^{er} Novembre 1954, le colonialisme saigné à blanc par ses guerres coloniales, blessé à mort par notre glorieuse A.L.N., tente de se survivre en se lançant dans une guerre d'extermination raciste.

La France colonialiste ne croit plus à la victoire totale, elle cherche à «négocier en position de force» ; c'est pour cela que de Gaulle a réintroduit le régime d'administration militaire et veut développer encore plus la guerre de reconquête.

FRERES ALGERIENS !

Emigrés en France vous n'avez pas pu prendre part directement aux combats héroïques, de l'A.L.N. comme vous le désirez tous.

Mais votre combat en France a acquis l'estime de tous nos Moudjahidines car ils connaissent l'apport de la Fédération de France du F.L.N. à la Révolution Libératrice sur tous les plans.

A l'occasion du 5 Juillet, Journée Nationale de la Résistance Algérienne, nous devons leur montrer d'une façon éclatante que leur confiance et leur estime sont justifiées.

A l'occasion du 5 Juillet, il s'agit de soutenir l'A.L.N., d'aider nos frères réfugiés et tous nos compatriotes victimes de la guerre.

Nos Moudjahidines, nos militants tombés au Champ d'Honneur ou assassinés par l'ennemi dont ils étaient, prisonniers, tous nos compatriotes massacrés nous ont légué un message :

- UNIR, toujours plus notre peuple autour du F.L.N.
- SOUTENIR et ARMER notre glorieuse Armée de Libération Nationale (A.L.N.)

- ETRE VIGILANTS contre l'ennemi et DEVELOPPER la discipline révolutionnaire.
- NOUS APPUYER franchement sur tous les peuples amis.

Ainsi nous achèveront la destruction des dernières citadelles du colonialisme avec la certitude de les détruire et d'arracher notre

INDEPENDANCE NATIONALE

Document 05 (voir annexes)

FRONT DE LIBERATION NATIONALE

FEDERATION DE FRANCE

A PROPOS DES DEBATS PARLEMENTAIRES SUR L'ALGERIE

Le F.L.N. REpond AUX VALETS DE SERVICE

Nous avons suivi les débats parlementaires des 9 et 10 Juin sur l'Algérie. Nous avons lu l'analytique des débats.

Rien de beau, rien de grand dans tout ce que nous avons pu entendre ou lire.

Les ultras déchaînés, maîtres de la tribune, suivis des valets de service, le gouvernement niant volontairement les vrais problèmes et continuant à mystifier et à tranquilliser l'opinion publique sur la défense de la civilisation en Afrique du Nord, la décision de continuer une guerre de plus en plus impopulaire en France et dans le monde ; voilà le spectacle qui a été offert à l'Assemblée Nationale.

MAIS QUI SONT CES VALETS DE SERVICE ?

Nous vous présentons leurs porte-parole, sous leur véritable personnalité :

ALI MALLEM - qui, à la tribune, se présente comme l'Avocat de BEN BOULAÏD, n'est qu'un imposteur porte-parole de SOUSTELLE, Avocat sans cause, il a réussi une affaire qui lui a rapporté plus de 10 millions, dernièrement. Nous en reparlerons incessamment. Tout en critiquant l'armée et la police qui exterminent les innocents, il n'hésite pas à se contredire en faisant confiance à la pacification.

BEN HABYLES - cadri véreux, se prétend ami de Ferhat ABBAS et cherche à susciter une troisième force dont il rêve de prendre la tête. Avant Mai 58, il menait une campagne violente contre M. DEBRE. Depuis que l'actuel premier Ministre est au pouvoir et qu'il l'a fait élire au Sénat, le voilà tout en affection filiale devant celui qui a «guidé ses premiers pas dans la politique» (pauvre petit chou ...) Son collègue et lui-même ne peuvent plus tromper que ceux qui s'accrochent encore aux derniers vestiges de l'ordre colonial.

A. DJEBBOUR - indicateur des polices d'Alger. S'est contenté de 5000 fr. alloués généreusement pour l'un de ses services avant qu'il soit député ... porte-parole de De Sérigny, orduier dans ses propos et marqué de l'esprit le plus vil de servilité. Dans sa déclaration, il dit : «... Si vous voulez encore de nous, comme citoyens ...» Mentalité de mendiant ...

LAGAILLARDE - avocat sans cause, fruit sec, s'est engagé comme lieutenant de parachutiste pour subvenir à sa famille. Son père et sa mère ne peuvent le souffrir. A participé à l'assassinat de Maître BOUMENDJEL. A mis en tombe, vivants, 18 hommes arrêtés la même nuit à Oued el Alleug. Ses supérieurs ont été obligés de résilier son contrat. A volé l'auto de Me SEFTA qu'il a torturé 8 nuits de suite.

A écrasé 2 enfants de 3 et 7 ans le même jour à Belcourt.

La police et la Justice possèdent un dossier.

Nous possédons un dossier complet ses exactions.

C'est un grand criminel de guerre.

Si la justice française commençait à s'intéresser à lui, les Algériens pourraient commencer à penser que quelque chose changerait en Algérie.

Un jour, les Algériens s'intéresseront beaucoup à lui.

Il y aura beaucoup de comptes à rendre. Nuremberg ...

Madame KEPTANI - (Sétif). A Sétif, on dit plus communément Madame la Générale GANDOUET (Cdt là région). Elle ne représente que ce Général qui l'aime passionnément.

Mademoiselle BOUABSA (Mascara). Ne représente que son beau capitaine. Mène grande vie à Paris. On en reparlera.

BEROUAINE (Oran) - Le Sid Cara de service étant usé, on le pousse en avant. Pauvre idiot innocent !

DE SERIGNY et sa presse - Très connu, mais ce que l'on sait le moins c'est que, porte parole de la famille DUROUX d'Alger, il a vendu la totalité de ses biens et ceux de cette famille pour réinvestir, non en France, mais en Uruguay et au Canada. Quel beau défenseur de l'Algérie française !

LAURIOL - «célèbre» professeur (tendance néo-libérale) qui, après avoir prôné le fédéralisme personnel dont l'essentiel était la ségrégation raciale, a subitement changé pour l'intégration à la solde de De Sérigny, etc..., etc...,

Voilà donc ceux que l'on, prétend être représentatifs d'un peuple, voilà la démocratie appliquée ... ;

Nous demandons aux journalistes parlementaires de raconter toutes les confidences entendues dans les couloirs ...

Nous invitons tous ces élus à venir parler, entête à tête, avec les travailleurs Algériens, sans police, ni protection, ni armes, (LAGAILLARDE, KAOUAH portent continuellement le revolver, même à l'intérieur de l'Assemblée). On pourra alors prendre la mesure de leur représentativité.

Le F.L.N. dénonce devant l'opinion Française et Mondiale cette triste mascarade qui couvre tant de sang et de surprofits, cette politique contraire aux intérêts des peuples de France et d'Algérie.

L'opinion publique française dénonce de plus en plus cette sale guerre.

Le congrès radical de Pau, les socialistes à l'Assemblée, les grandes Confédérations Syndicales Françaises, les Unions Nationales d'Etudiants, les partis politiques (ultras mis à part) sont maintenant tous d'avis de négocier «avec ceux qui ont pris les armes contre le colonialisme oppresseur et mercantile».

Peuple de France,

La Fédération de France du F.L.N. est prête à vous aider à balayer ces faux élus qui préparent méthodiquement votre enchaînement et retardent l'heure de la Paix.

Juin 1959

Document 06 (voir annexes)

UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

Tunis le 23 Juin 1959

AISSAT IDIR

Premier SECRETAIRE de l'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

EN DANGER DE MORT

Premier Secrétaire de l'U.G.T.A. et L'un de ses fondateurs AISSAT IDIR a été arrêté le 23 Mai 1956 pour ses activités syndicales et interné au camp de concentration de Berrouaghia, puis successivement détenu aux camps de Saint-Leu, Aflou et Bossuet.

EN MAI 1957, il fut transféré dans un avion militaire à Alger, interrogé et torturé par les parachutistes pour être dirigé de nouveau sur les camps de concentration d'Arcole d'abord, de Bossuet ensuite.

EN SEPTEMBRE 1958, il fut extrait du Camp et incarcéré à la prison civile de Barberousse à Alger, sous l'inculpation «d'atteinte à la sûreté Extérieure de l'Etat» français.

LE 12 JANVIER 1959, il devait passer, ainsi que de nombreux responsables et militants de l'U.G.T.A., devant le Tribunal permanent des Forces Armées françaises d'Alger. Sa défense fut assurée notamment par Me Henri ROLLIN, ministre d'Etat et Sénateur Belge constitué par la C.I.S.L.

LE 13 JANVIER 1959, le Tribunal militaire français prononça son acquittement.

Ainsi, pendant près de trois ans, il fut privé de sa liberté par une mesure arbitraire équivalant à une véritable «lettre de cachet», et cela, uniquement en raison de son activité syndicale.

Son cas est semblable à celui de milliers d'autres Algériens dont plusieurs centaines de dirigeants syndicalistes.

Examinant la situation de ces «assignés à résidence», la commission de sauvegarde des droits et libertés individuels instituée par le Gouvernement Guy MOLLET n'a pas hésité, elle-même, à la qualifier de «véritable séquestration».

Cependant, malgré son acquittement, AÏSSAT IDIR n'a pas été remis en liberté et pendant deux mois, ni sa famille, ni ses avocats n'ont pu avoir de ses nouvelles.

Après de multiples et vains efforts déployés tant par la C.I.S.L. que par la défense pour obtenir l'autorisation d'une visite après d'AÏSSAT IDIR, les autorités d'Alger opposèrent le refus le plus catégorique.

Ayant été acculées à donner des explications ces mêmes autorités prétendirent qu'il avait tenté de mettre fin à ses jours et annoncèrent qu'il était hospitalisé.

A la suite d'une nouvelle tentative, un avocat put enfin se rendre auprès d'AÏSSAT qui nia formellement avoir voulu se suicider, bien que l'entretien se soit déroulé en présence d'un officier et d'une sentinelle armée, AÏSSAT avait cependant de graves brûlures aux jambes.

La thèse du suicide maintes fois avancée par les responsables français ne trompe plus personne, maintenant.

En fait AÏSSAT IDIR avait été affreusement torturé au chalumeau par les parachutistes et cela après son acquittement.

Tous les efforts déployés auprès du Gouvernement Français pour qu'une quelconque mesure intervienne en faveur d'AÏSSAT IDIR ont échoué. La situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui est des plus inquiétantes.

LA VIE D'AÏSSAT IDIR EST EN DANGER

TRAVAILLEURS DU MONDE !

Vos camarades travailleurs mènent une lutte sanglante contre les forces colossales du colonialisme français en Algérie, C'est une lutte pour la dignité et la vie, pour l'émancipation et la promotion de la classe ouvrière Algérienne, pour la Libération de tout un Peuple.

La classe ouvrière Mondiale qui a toujours été à l'avant garde du combat pour la Liberté, La Paix et le Progrès a le devoir, maintenant, d'être aux côtés du Peuple et des Travailleurs Algériens dans leur Lutte.

TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER !

Un de vos camarades travailleurs, AÏSSAT IDIR, souffre encore entre les mains des parachutistes français, cinq mois après son acquittement par' un Tribunal Français.

Grâce à votre magnifique élan de solidarité, le 12 Janvier dernier, il a été acquitté.

Aujourd'hui, il est à tout instant menacé de mort.

L'U.G.T.A. lance un appel pressant à toutes les Centrales Syndicales, à tous les Travailleurs du Monde, à toutes les Organisations Nationales et Internationales pour mener une vaste campagne afin de sauver la vie d'AÏSSAT IDIR.

La solidarité Internationale doit se manifester par :

- Une action efficace de tous les Travailleurs du Monde pour demander la Libération immédiate, d'AÏSSAT IDIR et de tous les militants et Responsables syndicalistes détenus en Algérie et en France.

- L'envoi de télégrammes de protestation, de messages, de lettres adressés au Président de la République Française, le Général De Gaulle, au Président du Conseil Français, au Ministre Français de la Justice et à Monsieur Delouvrier, Délégué Général du Gouvernement Français à Alger.

- Des manifestations, des meetings, des résolutions, et pétitions adressés aux dirigeants Français et aux différentes Ambassades de France, et dénonçant la politique de guerre et d'extermination pratiquée par les Gouvernements Français,

- La condamnation de la guerre coloniale imposée au Peuple et aux Travailleurs Algériens et dont les conséquences directes sont : la répression aveugle qui s'abat sur tous les Algériens en Algérie et en France, la suppression de toutes les libertés syndicales et démocratiques, la violation des Droits de l'Homme et le piétinement de la personne humaine.

Dans cette dure épreuve, les Travailleurs Algériens comptent sur leurs camarades Travailleurs du Monde entier...

La classe ouvrière Mondiale qui constitue une véritable force ne faillira pas à son devoir

P.S. prière nous informer de l'action que vous entreprendrez

Le Secrétariat de la Délégation Extérieure de l'U.G.T.A.
29, Place M'Hamed Ali Tunis

**UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS
ALGERIENS**

Tunis le 23 Juin 1959

Monsieur

.....
.....
.....
.....

Cher camarade,

Nous vous transmettons le communiqué ci-joint concernant le cas de notre camarade AISSAT IDIR, actuellement détenu en Algérie.

Nous vous prions de bien vouloir lui assurer la diffusion la plus large possible.

Recevez, cher camarade, nos salutations syndicalistes.

Pour le Secrétariat de la Délégation Extérieure
de l'U.G. T. A.

A. MAACHOU.

Document 07

**MESSAGE DE MESSALI HADJ A TOUTES LES
ALGERIENNES ET A TOUS LES ALGERIENS**

En ce jour du nouvel an de l'Hégire, je vous adresse mes meilleurs vœux. Puisse 1379 être pour notre chère Algérie, l'année de la paix, de la fraternité et de la fin de cette guerre qui déchire notre pays,

Depuis mon retour d'exil, j'ai eu la joie de vous rencontrer plusieurs fois, de vous entendre et de vous communiquer, ma pensée de vive voix. D'abord, vous êtes venus par milliers pour me présenter vos souhaits à l'occasion de ma libération, puis ensuite le Ramadhan, l'Aïd Es-Seghir, l'Aïd El-Kebir et mon anniversaire ont été, à leur tour, une excellente occasion pour vous rencontrer en tant qu'Algériens.

Permettez-moi de vous dire que j'en étais profondément touché et j'ai constaté chez vous avec infiniment de plaisir l'enthousiasme, la foi et l'espoir de voir l'Algérie libre - et heureuse dans une coopération loyale et fraternelle avec nos compatriotes algériens non-musulmans et le peuple français.

Cette constatation ne m'avait pas du tout étonné car vous êtes restée simplement fidèles aux principes d'éducation politique que vous aviez reçus du temps de l'Etoile Nord-Africaine à nos jours.

Notre mouvement d'émancipation a été toujours un mouvement libérateur débarrassé de tout chauvinisme, de tout racisme et de tout fanatisme.

Vous n'avez pas oublié, vous jeunes générations, que vos aînés ont créé l'Etoile Nord-Africaine dans les faubourgs populaires de ce grand Paris qui est en même temps un balcon ouvert sur le monde d'où sont parties les pensées révolutionnaires de 1789.

Aujourd'hui, vous jeunes générations, êtes les héritiers de ce passé héroïque et de l'espoir qu'il porte avec lui-même comme la pluie bienfaitrice à la culture. Tout en étant grand, cet héritage qui profite à vous tous impose naturellement des devoirs.

De cela, je vous en ai parlé lors de vos nombreuses visites quand vous m'apportiez à Chantilly et à Gouvieux des fleurs de France et des douceurs d'Algérie, Vous et moi sommes attelés à la même monture qui doit nous conduire à la liberté, à la dignité, à la paix et à la fraternité des peuples.

Oui, l'Algérie vous convie tous ensemble à entreprendre cette nouvelle étape pour réaliser nos aspirations légitimes et créer avec l'ensemble des Algériens sans distinction de race ou de religion une manière de vivre et construire la République Algérienne soeur de la République Française. Il est beau de construire, c'est sans doute l'objet de la création divine qui fait que l'homme doit se comporter comme tel dans toute oeuvre humaine.

Déjà, tous les prophètes nous ont tracé la voie quand ils ont déclaré successivement : «on est véritablement croyant que dans la mesure où l'on voudrait pour son prochain ce que l'on désire pour soi-même».

C'est dans cette voie que je vous engage pour accomplir votre mission d'homme, de patriotes et de serviteurs de Dieu.

C'est dans cette voie également que je vous engage à oeuvrer pour l'union entre tous les Algériens sans distinction d'appartenance politique et de confession.

Une fois de plus, je vous demande de cesser les luttes fratricides et de maintenir des rapports amicaux avec le peuple français, gages d'une future coopération entre nos deux peuples, libres pour le bien-être de tous.

TOUTEVOIE, LE 10 Juillet 1959

Document 08 (voir annexes)

**FRONT DE LIBERATION NATIONALE
FÉDÉRATION DE FRANCE**

**DES TUEURS DE LA «MAIN ROUGE»
ARRETES EN BELGIQUE**

Vendredi 2 Octobre un ex-député poujadiste, Berthommier, et deux de ses complices, ont été arrêtés à la frontière, en pénétrant en Belgique.

Pour la première fois il a été impossible de laisser dans l'ombre une affaire de terrorisme français. Les hommes de la «Main Rouge» habitués à trouver des complicités en France et hors de France, en Belgique par exemple, ont tout de suite dit qu'ils voulaient assassiner un «leader» F.L.N. à Charleroi (??). Ils espéraient, et cela leur paraissait naturel, être couverts.

L'acharnement de la police française et de ses associés du M.N.A. à répandre le terrorisme en Belgique dans l'Emigration algérienne est aujourd'hui admis par tous. Les documents de «l'affaire Zitouni» en ont fourni une preuve irrécusable.

Comment ne pas faire le lien entre la police française, la «Main Rouge» et le M.N.A. qui se partagent le «travail» de tueurs contre les patriotes algériens ? Le Gouvernement belge voudra-t-il aller au fond des choses et réagir contre les criminels français afin de protéger nos compatriotes ? ou bien préférera-t-il

persévérer dans sa politique de «solidarité des colonisateurs contre les colonisés» ?

En France même le fait qu'une partie des réseaux de la «Main rouge» est aujourd'hui révélée au grand jour indique qui sont les tueurs et qui les couvre. Les assassins de Maître Mokrane Ould Aoudia, ceux qui menacent les avocats qui défendent les Algériens, ceux qui ont opéré, en Allemagne à plusieurs reprises tout comme au Maroc, en Espagne, en Belgique, en Suisse et en Italie sont connus de la «justice» et des gouvernants français.

Les trafiquants d'armes entre la France et la Suisse sont bel et bien liés à ces réseaux.

L'affaire Berthommier empêche aujourd'hui les gouvernants français de jouer les ignorants. Mais surtout elle révèle que les lyncheurs d'Alger et les assassins «protégés» d'Algérie se sont installés partout, répandant le crime et le sang, sans respect pour les pays qui ne sont pas impliqués dans la guerre franco-algérienne.

C'est maintenant à l'opinion publique et à ses représentants en Belgique et ailleurs d'agir pour mettre une muselière à ces colonialistes enragés.

Le F.L.N. tient à réaffirmer encore une fois qu'il fera tout pour respecter la neutralité des pays qui donnent asile et sécurité aux Algériens persécutés par les colonialistes français.

Paris, le 14 Octobre 1959.

Document 09 (voir annexes)

à Monsieur et Madame
KROUCHTCHEV

A L'OCCASION DE LEUR VOYAGE EN
FRANCE

PARIS 27 MARS 1960

**FRONT DE LIBERATION NATIONALE
FÉDÉRATION DE FRANCE
- SECTION UNIVERSITAIRE -**

à
Monsieur le Président KROUTCHOV

Monsieur le Président,

La section universitaire du Front de Libération Nationale groupant les étudiants algériens en France tient à saluer le chef de l'Union Soviétique, pays ami du nôtre et lui souhaite un plein succès dans ses efforts en vue de consolider définitivement la paix mondiale.

Depuis plus de cinq ans, la France mène une inqualifiable guerre d'extermination en Algérie. Très tôt, les étudiants se sont engagés dans la lutte libératrice de leur peuple unanime. Nombreux sont ceux qui combattent aujourd'hui, les armes à la main, nombreux sont ceux morts au champ d'honneur ou sous les tortures, nombreux sont ceux enfermés dans les prisons et les camps de France et d'Algérie, nombreux sont ceux contraints à l'exil pour poursuivre leurs études.

L' U.G.E.M.A., qui est l'organisation représentative de la jeunesse universitaire algérienne et reconnue comme telle par les étudiants du monde entier, a été dissoute il y a deux ans. Mais la répression féroce n'empêche pas les étudiants de manifester chaque jour leur solidarité concrète avec leur peuple.

Considérant que le colonialisme ne peut s'amender et ne se maintient que par la force, les étudiants algériens estiment que la reconquête de l'indépendance est la condition sine qua non de l'épanouissement de notre culture et du progrès social.

S'appliquant à étouffer méthodiquement nos valeurs intellectuelles, culturelles, morales, le colonialisme français entend détruire notre personnalité historique. C'est ainsi que, dans notre propre pays, notre langue maternelle est décrétée langue étrangère, ceux qui l'enseignent sont arrêtés, les écoles fermées par la police. Et le peuple dont les fils s'appelèrent Ibn Khaldoun, Ibn Hani, Abdelkader Ibn Mohieddine, maintenu depuis plus d'un siècle dans l'obscurantisme, est aujourd'hui analphabète dans la proportion de 90 %, alors qu'en 1830 l'analphabétisme était plus élevé en France qu'en Algérie.

C'est ce peuple déshérité et opprimé, mais valeureux, qui tient tête à la plus forte armée coloniale du monde. Et il est décidé à continuer la lutte jusqu'à la réalisation de ses objectifs fondamentaux. Quant à nous, étudiants algériens, nous sommes conscients de nos responsabilités et les assumerons jusqu'au bout.

Seul un gouvernement algérien souverain peut mener une politique nationale valable dans les domaines culturel et social, conforme aux exigences de notre époque. .

C'est à l'avènement de l'Algérie indépendante que nous travaillons, et c'est en son nom que nous sollicitons l'appui fraternel et efficace des peuples qui ont connu les mêmes épreuves.

Aussi sommes-nous persuadés, Monsieur le Président, que les étudiants et toute la jeunesse de l'Union Soviétique auxquels nous vous prions de transmettre notre salut et notre amitié, sauront continuer à nous manifester la solidarité qu'ils nous ont témoignée depuis toujours.

Paris, le 25 Mars 1960

AMICALE GENERALE des TRAVAILLEURS ALGERIENS

Paris, le 27 Mars, 1960

Lettre Ouverte, à
Monsieur le Président KROUTCHOV

Monsieur le Président,

L'Amicale Générale des Travailleurs Algériens résidant en France vous adresse ses souhaits de bienvenue et salue en vous le Président du Gouvernement dû grand pays Socialiste.

Les Algériens en France savent que l'U.R.S.S. manifeste sa sympathie active à la Révolution populaire algérienne et au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne dont il est l'émanation.

Au cours du tour de France que vous allez accomplir et des conversations et contacts avec le peuple de France, nous aurions souhaité pouvoir nous trouver sur votre chemin. Nous ne le pouvons pas, car l'ensemble des Travailleurs Algériens est relégué par la répression colonialiste en marge de toute activité sociale ou politique.

Permettez-nous alors de vous adresser quelques mots sur la situation qui nous est faite et plus particulièrement sur la politique du Gouvernement français à l'égard de l'Algérie dite «Terre Française».

- Une guerre dure et violente écrase l'Algérie depuis 1954.
- Après 130 ans de domination coloniale, une armée de 500.000 hommes tente de renouveler la conquête du pays.
- Un million et demi d'Algériens sont déplacés, dont les 2/3 comptent des femmes, des enfants et des vieillards. Plus de 600.000 tués ou disparus.
- Plus, de 20.000 travailleurs internés et emprisonnés en France.
- Notre Amicale Syndicale est dissoute.
- Nos leaders sont assassinés.
- L'ouvrier algérien, victime du pacte colonial, est maintenu dans l'ignorance et dans une position de manoeuvre subalterne. Il ne peut accéder à la promotion sociale, donc à la dignité d'homme.

Les Travailleurs Algériens souhaitent vivement la PAIX dans le monde et en Algérie, mais ils affirment avec la

plus grande fermeté que cette paix ne peut être conclue qu'avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

Les Travailleurs Algériens souhaitent aussi que votre voyage contribue à la réalisation de cette paix, et qu'il ne soit pas exploité par la presse ou par le Gouvernement français pour cautionner la politique de reconquête coloniale qu'il poursuit dans notre pays.

L'A.G.T.A. souhaite surtout que le grand combat de libération de la classe ouvrière algérienne et du peuple algérien soit mieux perçu par l'ensemble de la classe ouvrière française et mondiale et espère pouvoir compter sur un soutien efficace des Travailleurs de l'Union Soviétique.

Les Travailleurs Algériens vous saluent, Monsieur le Président, et vous prient de transmettre leur message de sympathie et d'amitié aux travailleurs et au peuple soviétiques.

FRONT DE LIBERATION NATIONALE

Paris, le 24 Mars 1960

FÉDÉRATION DE FRANCE

SECTION des FEMMES

LETTRE OUVERTE A Madame KHROUCHTCHEV

Madame,

Au moment où dans tous les pays des femmes et des hommes conjuguent leurs efforts pour une meilleure compréhension : la reconnaissance et le respect des libertés des peuples, la coexistence pacifique et le progrès de l'Humanité - votre voyage en France, comme dans d'autres pays, s'inscrit avec une intensité particulière dans le cadre de ce vaste mouvement comme un message d'espoir. Message d'espoir de toutes les femmes soviétiques, qui se sont exprimées et qui s'expriment par votre voix, à toutes les femmes du Monde.

La Presse internationale et la Radio-diffusion, par la place de premier plan qu'elles accorderont à votre séjour en France donneront la mesure de l'immense intérêt avec lequel il sera suivi.

Nous, mères Algériennes, femmes d'un peuple entier engagé dans le combat pour sa libération, sommes particulièrement intéressées par les efforts que déploient les femmes du Monde pour un avenir meilleur, et nous félicitons des succès déjà remportés, parce que notre participation, en tant que mères, au combat du Peuple Algérien s'insère dans le vaste mouvement de libération des peuples encore opprimés.

C'est pourquoi nous serons plus particulièrement attentives à chacune de vos paroles, et c'est pourquoi

Madame, nous vous prions de trouver ici l'expression de nos vœux les plus ardents pour le plein succès de votre mission qui est celle de la Paix, à travers les contacts et les échanges que vous aurez avec les femmes de France.

C'est à vous, en tant que mère, en tant que Résistante et en tant que citoyenne d'un grand pays, que les mères algériennes s'adressent aujourd'hui.

Les femmes françaises que vous allez rencontrer, femmes du peuple et femmes de la « Haute Société », qui vous recevront avec tous les égards et toute la cordialité dûs à votre rang et vous entretiendront certainement des Valeurs françaises - grandes traditions de liberté du Peuple Français, son amour de la Démocratie, son rayonnement culturel à travers le monde... sont pourtant les mêmes mères qui, chaque jour, laissent leurs enfants partir dans le contingent pour l'ALGERIE prendre part à ce qu'elles considèrent « mission de la grandeur française » la guerre faite à notre peuple, avec tout ce qu'elle comporte de deuils et de larmes. Guerre atroce, baptisée « Pacification ».

Vous allez admirer des chefs-d'oeuvres d'architecture : la cathédrale de Notre-Dame, le Palais Royal et les Tuileries, les Châteaux de la Loire et tant d'autres monuments célèbres. Vous allez assister à des manifestations artistiques : concerts, opéra, ballets folkloriques. Vous allez visiter de grandes installations industrielles modernes. Vous allez parcourir la belle campagne française...

Dans le même temps, sur le même sol de France, des Algériennes et des Algériens, plusieurs milliers, arrêtés en France ou transférés d'Algérie, sont enfermés derrière les barreaux des prisons et les barbelés des camps de concentration, dans des conditions inhumaines. Et même les Droits de la Défense se trouvent constamment violés.

Ces femmes et ces hommes, vous ne les verrez pas, pourtant vous passerez souvent près d'eux. Les acclamations des foules françaises sur Votre passage vous empêcheront d'entendre leurs voix.

Peut-être même profitera-t-on de l'intérêt accordé à votre présence pour faire tomber, dans l'indifférence populaire, le couperet de la guillotine sur des patriotes Algériens ? Et cela, sur le même sol de France où vous serez.

Vous Madame, qui savez les joies, les espérances mais aussi les souffrances d'une maman, vous dont le Pays s'enorgueillit de milliers d'héroïnes, tombées pour le triomphe de la Liberté et de la dignité du Peuple Soviétique, nous sommes certaines que vous comprendrez pourquoi nous mères algériennes, femmes d'un peuple longtemps opprimé et bafoué par le colonialisme français, prenons part à l'action armée de l'A.L.N. action, armée à laquelle il a été fait recours

comme forme décisive de la lutte que notre peuple n'a jamais cessé de mener pour sa Libération.

La France qui vous accueille aujourd'hui, la France où vous venez porter le message de Paix des femmes soviétiques, jà quelques semaines à peine de votre arrivée, vient de procéder à l'extérieur de /son territoire, en Algérie, en terre d'Afrique, à l'explosion d'une bombe atomique.

Cet acte criminel, condamné et dénoncé par tous les peuples épris de Paix et de Liberté, illustre - s'il en était besoin - le mépris traditionnel de la France pour l'Homme Africain. Il ne fait que succéder aux innombrables crimes déjà commis sur cette terre d'Afrique et vont s'ajouter à ce que la France continue d'y perpétrer chaque jour.

Alors que de nombreuses Nations ont compris la nécessité de s'orienter vers la coopération pacifique, l'établissement de liens d'amitié dans le respect des valeurs et des libertés de chacune, et que des pays de plus en plus nombreux en Asie, en Afrique, en Amérique, prennent en main leur destinée - la France se trouve être l'un des derniers bastions du colonialisme, le seul pays dans le monde qui envoie des centaines de milliers de ses enfants combattre des femmes et des hommes résolus à reconquérir leurs libertés.

Le colonialisme français qui nous détruit physiquement chaque jour, a tenté avec acharnement, depuis cent trente ans, de nous détruire aussi moralement et nationalement. Le massacre de nos populations civiles ne sont rien à côté des humiliations quotidiennes, des discriminations raciales et des tentatives de dépersonnalisation de notre peuple.

En s'installant dans notre pays par le feu et le sang, les Français ont ravagé les trésors culturels de notre peuple, brûlé ou fermé les Médersas où nos enfants, en même temps qu'ils s'instruisaient, apprenaient à connaître et à aimer le long passé historique de la Nation Algérienne, l'oeuvre de ses savants, de ses philosophes, de ses poètes.

Dès lors, nos enfants ont grandi, Madame, sans savoir lire et écrire. Ils ont grandi dans l'ignorance du passé de notre peuple. Ils ont grandi en voyant leurs parents aussi ignorants qu'eux, bousculés par des intrus qui s'érigeaient en maîtres sur leurs biens, leur travail, leurs mouvements. Et ces intrus ravissaient les meilleures terres et y faisaient- travailler leurs propriétaires légitimes comme des esclaves.

Et nos enfants ont eu faim et nous n'avons pas pu leur donner à manger. Ils sont morts dans nos bras parce que nous n'avions pas le morceau de galette ou la tasse de lait qui les auraient sauvés.

Et nos enfants ont été malades, leurs yeux enfiévrés nous implorant de soulager leurs souffrances - mais il n'y avait pas de médecins pour nous.

Ce que chaque mère désire pour son enfant : la santé l'éducation, le droit au travail assuré dans la Justice sociale et la dignité, les mères Algériennes n'ont pas pu l'assurer à leurs enfants.

Vous comprendrez, Madame, ce qu'est l'angoisse d'une mère qui voit l'avenir de ses enfants s'inscrire dans l'obscurantisme, l'exploitation quotidienne, l'injustice, et sa décision lorsqu'elle réalise qu'elle ne peut espérer aucun changement de ces perspectives si elle ne prend pas elle-même son destin en main.

C'est pourquoi, sous la direction éclairée du Front de Libération Nationale, unificateur et guide de l'Algérie en Révolution, les femmes Algériennes combattent, souffrent, mais espèrent parce qu'elles sont convaincues que leur cause est juste et qu'elle doit triompher. Il ne peut pas en être autrement.

Désarmés par le combat farouche des Algériens, les colonialistes français, emportés par leur haine, cherchent à l'assouvir dans l'extermination collective des populations civiles et jusque dans l'odieux massacre des nouveaux-nés et des tout-petits. Combien de nos enfants des villes et des campagnes garderont pour toute leur vie peut-être les traumatismes de cette guerre.

Vous, Madame, dont le pays a connu les mêmes horreurs, comprenez notre cauchemar devant l'ampleur de ce drame :

- Plus de SIX CENT MILLE des nôtres morts ou disparus.
- Plus d'un Million cinq cent mille vieillards, femmes et enfants, parqués dans les camps de concentration de l'armée française, baptisés «Centre de regroupement».
- Trois cent mille civils ont fui les massacres et attendent le long des frontières dans les pays frères, Maroc, Tunisie, Libye - parmi eux, plus de cent mille enfants.
- Des milliers de patriotes ; dans les camps, les prisons et les locaux de tortures.

Les femmes françaises que vous allez rencontrer feindront-elles l'ignorance du drame algérien ? ... Invoqueront-elles la distance à laquelle il se déroule, sur l'autre rive de la Méditerranée ? ...

Et pourtant, le drame algérien a ses prolongements en France même et jusqu' au coeur de Paris : des familles de travailleurs Algériens y supportent les mêmes conditions que celles qui sont faites en Algérie. Ils logent dans ces innombrables baraquements et grottes que l'on baptise «Bidonvilles», sans eau, sans électricité, sans chauffage, dans le dénuement le plus complet ; La maladie, les menaces de chômage, les humiliations, sont leur lot quotidien, auquel s'ajoute depuis plus de cinq ans la hantise constante des rafles et des incursions de la police.

Des pères et des frères aînés sont malmenés devant les petits, jetés et emmenés dans les fourgons et les enfants, qui tant de fois les ont attendus en vain, savent qu'ils ne reviendront plus. Si les premiers temps ils essayaient de comprendre et nous posaient des questions, maintenant ils sont habitués à ces scènes. Ils ne disent rien, observent en silence et leurs regards ne sont plus des regards d'enfants.

Oui, ces enfants sont déjà hommes avant que d'être enfants. Or, vous le savez, Madame, et nul ne peut l'ignorer, que la paix des berceaux est l'oeuvre des adultes.

Quand vous serez de retour parmi les femmes et les hommes du peuple soviétique, vous aurez gardé peut-être de votre voyage l'image lumineuse d'un visage d'enfant... mais ce sera celui de la petite fille française resplendissante de santé, émue et heureuse d'avoir été choisie pour vous offrir les fleurs de bienvenue.

Aussi permettez-nous Madame, nous dont les enfants ne savent plus sourire de vous exprimer notre espoir dans l'action des femmes de bonne volonté, dont vous êtes, pour que les enfants de tous les continents soient égaux devant le Bonheur, la santé, la culture, le travail, la justice dans la sécurité.

Les femmes Africaines, femmes de ce continent longtemps enchaîné et ignoré, se dressent aujourd'hui dans un même élan pour reconquérir leur droit légitime à construire elles-mêmes l'avenir de leurs enfants. Elles souhaitent ardemment qu'une solidarité active des femmes Soviétiques se joigne à celle de toutes les femmes animées du même idéal, pour abrégier les souffrances et hâter l'établissement d'une Paix effective dans l'amitié.

Paris, le 24 Mars 1960

**FRONT DE LIBERATION NATIONALE
FEDERATION DE FRANCE**

Paris, le 24 Mars

Monsieur le Président du Conseil des Ministres de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Monsieur le Président,

Poursuivant les efforts que l'Union Soviétique déploie en vue de l'instauration d'une coexistence pacifique entre les grandes puissances desquelles dépend, aujourd'hui le sort de notre planète, vous arrivez en France en messager de la paix.

Au nom des 400.000 travailleurs algériens, surexploités et contraints par le colonialisme d'émigrer en France, la

Fédération de France du Front de Libération Nationale Algérien tient tout d'abord à saluer en vous le représentant du peuple de l'Union Soviétique. Elle souhaite également un plein succès dans sa mission au Président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S.

Les Algériens savent, Monsieur le Président, le prix que le Gouvernement de l'U.R.S.S. a toujours attaché à la défense et à la consolidation de la paix, et les difficultés d'une telle entreprise constamment tenue en échec par les appétits impérialistes insatiables. Aussi apprécient-ils davantage l'efficacité de vos efforts visant à neutraliser les foyers bellicistes d'une part et, d'autre part, la sympathie naturelle du peuple soviétique à l'égard des peuples qui, comme le nôtre, luttent pour briser l'étreinte impérialiste.

Vous survolerez, Monsieur le Président, les beaux monuments de Paris mais, dans la masse noire des prisons de la Santé et de Fresnes, si même vous les apercevriez, vous ne saurez pas que des milliers de patriotes algériens attendent que les juges français les envoient au bagne à vie ou à l'échafaud.

L'on ne vous dira pas davantage que vous ne sauriez traverser une seule ville de France qui n'ait son contingent de détenus algériens. L'on ne vous apprendra pas que plus de 12.000 Algériens croupissent dans les prisons, que le tiers des détenus en France sont des Algériens alors que l'émigration algérienne représente moins du 1/100ème de la population française.

Vous ne saurez pas non plus que dans cette France que l'étranger considère comme «pays de la liberté», quinze ans après l'écrasement du nazisme, des camps de concentration ont été ouverts spécialement à l'intention des Algériens, et que plus de 10.000 y sont parqués.

Aucune des personnalités officielles n'osera vous avouer qu'il ne se passe pas de semaine, sans que ce même sol de France que vous foulez aujourd'hui soit rougi par le sang des Algériens condamnés après un simulacre de justice et guillotins.

Pourquoi cette répression généralisée ?

Parce que, Monsieur le Président, ces hommes pensent comme vous que l'ère du colonialisme est révolue, qu'ils manifestent leur solidarité active au peuple dont ils sont issus et qui supporte depuis 1954 la seule guerre chaude du monde afin de mettre un terme à la surexploitation colonialiste.

0
0 0

Lors de votre récent voyage en Indonésie vous avez, en effet, proclamé : «Le colonialisme est mort, faisons-lui un énorme cercueil et enterrons-le une bonne fois pour toutes.» Or, le gouvernement qui vous reçoit, Monsieur le Président, non seulement n'est pas disposé pour une

.telle cérémonie qui débarrasserait les peuples africains d'un fléau dont ils n'ont que trop souffert, mais encore nous promet, par la voix, de son chef, une «présence» - entendez une domination - éternelle grâce au maintien, dans notre pays, d'une armée coloniale cinq fois plus forte et plus nombreuse que le corps expéditionnaire français au Viet-Nam.

Cornaient un peuple saurait-il vivre en paix dans la servitude ?

C'est précisément pour se libérer d'un Joug séculaire et après avoir épuisé et compris la vanité de tous les moyens pacifiques que le peuple algérien dut prendre les armes. Depuis près de six ans, le peuple algérien lutte afin d'enterrer précisément le colonialisme français. Plus de 600 000 Algériens, en majorité civils, sont morts sous les bombardements ou dans les combats; les services officiels français avouent avoir procédé à l'internement et au regroupement de 1.500.000 personnes. Pour comprendre l'ampleur du sacrifice consenti par le peuple algérien il vous faudrait savoir, Monsieur le Président, que les mêmes proportions appliquées aux populations de l'U.R.S.S. donneraient les chiffres de 12.000.000 de morts et de 30.000.000 d'internés... Et pour que l'Algérie demeure «liée» à la France, le Général de Gaulle promet le 3 Mars, à ses officiers, que la «pacification» durerait encore «très longtemps».

Ces liens, dont les gouvernements français de tous les régimes ont été unanimes à prétendre imposer la pérennité sous les vocables les plus divers ne sont en fait et en droit que le produit de la violence établie par la conquête». Cette violence n'a jamais cessé. Un communiqué du Ministère français de l'Information en date du 8 Mars ne vient-il pas d'avouer explicitement que le seul rapport sous lequel vit notre pays est celui de «la domination directe pratiquée par la France depuis la conquête» ?

Or, nous luttons pour briser les chaînes de la domination. Car nous ne voulons plus voir nos travailleurs et nos fellahs maintenus dans un état de surexploitation endémique, les richesses de notre sol et de notre sous-sol pillées au profit des impérialistes, notre territoire national - spécialement le Sahara- servit de terrain d'essais atomiques et nos populations de cobayes.

'Mais que par la suite des liens d'amitié puissent un jour exister entre les peuples algérien et français, que ces liens soient librement noués dans le respect des intérêts réciproques et dans l'amitié, les responsables de la Révolution algérienne le souhaitent sincèrement. D'ailleurs, l'amitié dont ils témoignent pour le peuple de France, les Algériens l'ont suffisamment prouvée lorsqu'il a fallu l'aider à se débarrasser de l'occupation étrangère et à recouvrer sa liberté. C'est par dizaines de milliers que se comptent les Algériens tombés sur les champs de bataille de Tunisie, d'Italie, d'Autriche et

d'Allemagne, sans compter ceux qui, en France même, sacrifièrent leur vie dans le combat clandestin auprès de leurs camarades français résistants.

Partout volontaires dans la lutte pour la liberté des peuples, que ce soit en Espagne au sein des Brigades Internationales, dans les rangs de l'Armée Populaire du Viet-Nam ou parmi les guérilleros de Fidel Castro» les Algériens n'ont pas hésité à tourner leurs armes contre l'oppression, au péril de leur vie. Nous nous plaignons, en cette circonstance, à rappeler ait Premier Secrétaire du Parti Communiste de l'U.R.S.S. le comportement héroïque du 17ème Régiment de marche composé uniquement d'Algériens et du 1^{er} Régiment de Zouaves en grande partie algérien qui, opposés aux troupes bolcheviques près d'Odessa, au printemps 1919 refusèrent, malgré l'ordre des officiers français, d'attaquer l'armée révolutionnaire russe. Pour n'avoir pas voulu servir de mercenaires à l'impérialisme, les deux régiments ramenés en Roumanie furent l'objet d'une sévère répression... Pendant ce temps, aux frontières de la Pologne, le capitaine de Gaulle essayait de réduire l'Armée Rouge.

0
0 0

Certes en donnant le 1er Novembre 1954 le signal pour la libération de l'Afrique sous domination française, l'Algérie savait qu'elle allait constituer l'ultime bastion de l'impérialisme français dans ce continent. S'il perdait ce bastion, clé de voûte de ses possessions d'outre-mer, le grand capital français se verrait privé des principales sources de matières premières volées à leurs propriétaires africains et qui assurent son assise depuis le début du XIXème siècle. L'on comprend dès lors, l'acharnement et la sauvagerie dont témoigne le colonialisme français dans la poursuite de cette guerre.

Mais dans la lutte pour son indépendance, l'Algérie n'a pas seulement à triompher du potentiel militaire français. Elle doit aussi faire face à l'Occident et aux principales puissances du Pacte Atlantique qui participent, directement ou indirectement, à l'écrasement de la Révolution algérienne. Déjà, dans une note remise le 9 Janvier 1958 à tous les Ambassadeurs accrédités à Tunis, le Comité de Co-ordination et d'Exécution du Front de Libération Nationale, dénonçait l'aide «inconditionnelle» de 450 millions de dollars accordés à la France par les spécialistes américains et allemands du Fonds Monétaire International et de l'Union Européenne des Paiements. «La France - disaient en substance les délégués - connaît des difficultés', économiques à cause des lourdes charges qu'elle assume. Il est juste que les organismes européens lui viennent en aide». Evidemment cette participation n'est pas désintéressée; elle est dictée par les intérêts des trusts internationaux et les holdings pétroliers occidentaux qui entendent, sous la protection de l'armée française, déposséder encore et toujours le peuple algérien de ses richesses sahariennes,

et le maintenir dans Son rôle de main-d'oeuvre coloniale à bon marché...

C'est pourquoi nous pensons être en droit de compter sur la compréhension et l'appui de tous les peuples et les gouvernements qui oeuvrent pour arracher l'homme des griffes des exploiters impérialistes.

Dans les nombreuses réceptions que l'on vous prépare, un peu partout en France, on lèvera de nombreux toasts à la paix. L'émigration algérienne est convaincue que vous ne manquerez pas de rappeler à vos interlocuteurs le caractère indivisible de la paix. Le gouvernement qui vous reçoit ne peut être un sincère défenseur de la paix en-deçà de la Méditerranée, alors qu'à deux heures d'avion du lieu où vous vous trouvez, il prétend imposer la «paix» de ses canons et de ses bombardiers... La paix et la détente internationales impliquent nécessairement la fin du régime colonial et la libération des peuples.

Nous savons quant à nous, que le gouvernement gaulliste espère faire de votre voyage, Monsieur le Président, le prélude à un «Congrès de Berlin» d'un nouveau genre. Dans les discussions qui s'ouvriront bientôt à Paris entre les Quatre Grands, il est certain que le gouvernement colonialiste français ne manquera pas d'user de toutes les manoeuvres et pressions pour que les problèmes des peuples encore dépendants d'Afrique soient exclus des débats, pour que les démocraties populaires acceptent de laisser se perpétuer l'exploitation par le capitalisme français des pays embrigadés dans la «Communauté», pour que l'U.R.S.S. consente à bénir la poursuite du massacre en Algérie, D'ailleurs les récentes et impudiques prétentions de la France quant à «son droit de préemption» sur l'ex-Congo belge confirme la stagnation d'une mentalité colonialiste fidèle à l'époque de Brazza et Galliéni.

Mais cette ère est inéluctablement révolue.

Aujourd'hui, aussi bien les peuples afro-asiatiques que les pays socialistes manifestent une solidarité agissante à leurs frères encore colonisés qui luttent pour rejeter la sujétion. Le camp des forces de libération des peuples coloniaux est en progression irréversible.

Déjà le Manifeste de l'Internationale Communiste aux Prolétaires du Monde entier affirmait que si les «Hindous, les Arabes, les Malgaches se sont battus sur la terre d'Europe» en 1914-18 entraînés par leurs maîtres coloniaux, ce n'était certes pas au «nom de leurs droits à demeurer plus longtemps esclaves de l'Angleterre et de la France». De nos jours» les Hindous et une minorité de peuples africains sont parvenus à mettre fin à l'esclavage colonial. Seule l'Algérie parmi les pays arabes demeure encore soumise au statut barbare condamné par l'Internationale Communiste.

Mais l'Afrique de 1960 n'est pas celle de 1884. Elle a définitivement arrêté sa politique de non-dépendance. Reprenant en main leur destin, les Africains ont décidé que ce destin ne sera que celui qu'eux-mêmes - et eux seuls - ont choisi qu'il soit: celui d'hommes libres, capables de décider de leur sort et responsables de leur devenir.

Tant que les légitimes aspirations des Africains à la dignité, à la liberté et à l'indépendance ne seront pas satisfaites, ces hommes n'ont d'autre issue que de poursuivre leur lutte.

0
00

Dès lors, Monsieur le Président, la continuation de la guerre coloniale d'Algérie demeure un obstacle aux possibilités toujours plus grandes de coopération internationale, de front commun contre l'impérialisme. Aussi la Fédération de France du Front de Libération Nationale Algérien est-elle persuadée que vous ne négligerez aucun effort pour amener le gouvernement français à envisager sincèrement la question algérienne dans l'esprit de notre époque c'est-à-dire dans le respect du droit des peuples à disposer réellement d'eux-mêmes.

La force des armes ne pouvant de nos jours rien trancher au fond sans l'accord des peuples intéressés, la seule voie pour y parvenir et ramener la paix dans cette région du monde est la négociation avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, porte-parole authentique du peuple algérien, dont il incarne les aspirations.

FRONT DE LIBERATION NATIONALE
Fédération de France

AU PEUPLE FRANÇAIS

La déclaration du Général de Gaulle en date du 14 Juin et la réponse positive du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne ont soulevé, un immense et légitime espoir.

Enregistrant avec satisfaction ce nouveau pas vers la Paix en Algérie, le monde entier souhaite voir aboutir rapidement les négociations qui s'ouvrent entre les deux parties. Cet espoir ne doit pas être déçu. Pour la première fois depuis six ans, des chances sérieuses apparaissent de régler -définitivement le conflit franco-algérien dans l'amitié et l'intérêt de nos deux peuples.

Si la résistance invincible de l'Armée de Libération Algérienne, l'engagement total du peuple dans la lutte, et la réaction des deux tiers de l'humanité ont signifié aux gouvernements français successifs qu'il était vain de chercher à infléchir la Volonté des Algériens par la -force des armes, l'action des forces démocratiques de paix en France, qui depuis quelques mois ont secoué leur apathie, a également contribué à créer le climat fécond hors duquel les chances de paix librement et loyalement négociée ne pouvaient éclore.

La Fédération de France du Front de libération Nationale tient aujourd'hui à saluer le courage de ces Français et Françaises, qui - abandonnant le verbiage stérile ou les vœux pieux pour une paix abstraite qui constituait l'alibi permanent à l'inaction de la Gauche - ont su braver une légalité inique pour agir concrètement et directement dans le sens de la Paix.

La Fédération de France du Front de Libération Nationale, interprète des sentiments des 400.000 travailleurs émigrés en France, est persuadée que le sacrifice des Français poursuivis, emprisonnés ou contraints à l'exil pour leur soutien aux militants révolutionnaires Algériens, le courage des jeunes français insoumis et réfractaires à une guerre aussi

odieuse qu'imbécile, seront le gage d'une amitié que ces pionniers auront malgré tout préservée entre les peuples Algérien et Français.

Mais, que les Français amis des Algériens, et par là même sincères défenseurs de la Paix, se gardent de tomber dans une euphorie qui serait pour le moins prématurée.

A Paris et à Alger les «attardés du colonialisme» feront tout pour présenter les négociations qui s'ouvrent comme une catastrophe. Ignorants des conséquences incalculables d'une rupture, ils s'acharneront encore à dresser des obstacles sur la voie de la Paix, dans leur volonté manifeste de perpétuer en Algérie une guerre sans issue pour la France, et d'instaurer un régime fasciste.

Il appartient aux forces démocratiques françaises de museler ces saboteurs, de déjouer leurs manœuvres, de prévenir leurs provocations, de faire échec à leurs actions subversives éventuelles : les Ultras ne désarment pas facilement !

Il appartient au Peuple français d'UNIR et de DEVELOPPER le mouvement pour la paix à travers le pays. L'ensemble des forces qui œuvrent pour une solution juste et négociée du problème algérien doivent se conjuguer en vue d'imposer la fin des combats et l'application loyale de l'Autodétermination.

La mobilisation permanente des masses, la vigilance et la pression des organisations françaises (partis, syndicats, mouvements de jeunesse) permettront le triomphe du bon sens et la conclusion rapide des négociations franco - algériennes.

PEUPLE FRANÇAIS !

Dans cette étape décisive, il y va de l'avenir des relations entre nos deux pays, entre nos deux peuples. Davantage : entra la FRANCE et l'AFRIQUE entière.

PARIS, le 29 Juin 1960

Document 11 (voir annexes)

FRONT DE LIBERATION NATIONALE
FEDERATION DE FRANCE

APPEL AUX ALGERIENS

Le Ministère de l'information au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne a publié le 19 Novembre le communiqué suivant :

«Le Gouvernement français a rendu public le 16 Novembre 1960, son intention de procéder à la réorganisation des pouvoirs publics en Algérie» par une loi que le peuple français approuverait par référendum.

Il est clair qu'il s'agit de doter l'Algérie d'un statut octroyé.

Le Gouvernement français qui a déjà pris des mesures administratives pour amputer l'Algérie de son Sahara, qui a préfabriqué les élections et institué des commissions dites d'élus, et qui joue le chantage à la partition territoriale pour tenter d'empêcher le peuple algérien de se prononcer pour l'indépendance, fait donc un nouveau pas décisif dans le reniement du principe de l'autodétermination. C'est ce statut est destiné au surplus à provoquer l'émiettement du peuple algérien en communauté raciales ou religieuses artificielles.

Le G.P.R.A. qui est le garant du patrimoine national jusqu'au jour où le peuple algérien se prononcera librement, considère que la proclamation du droit à l'autodétermination a enlevé au Gouvernement et au peuple français tout pouvoir de se prononcer au nom et à la place du peuple algérien.

..... L'opinion publique mondiale constatera ainsi que la politique de la Vème République Française, dépouillée maintenant de tous ses artifices, revient à celle de la IVème. Elle ne peut que prolonger la guerre.

Le peuple algérien, riche de ses expériences antérieures, saura réserver à la nouvelle loi française le même sort que celui que connut la «Loi-cadre».

Puisque le Gouvernement français s'est refusé à la négociation et qu'il cherche à présent à imposer un statut en contradiction formelle avec l'autodétermination, l'opinion publique comprendra qu'il s'avère plus que jamais nécessaire que les Nations Unies contrôlent le référendum d'autodétermination de l'Algérie.

ALGERIENS ALGERIENNES

Régulièrement depuis le 1^{er} Novembre 1954 notre peuple a signifié avec éclat son mépris à l'ennemi et boycotté ses urnes.

Aujourd'hui, comme hier, il faut qu'il sache que rien ne nous détournera de la voie que nous avons choisie et que nous poursuivrons avec détermination jusqu'à la victoire : la voie de la lutte et du sacrifice pour la Liberté qui ne s'octroie pas, mais s'arrache.

L'ennemi feint d'oublier cette vérité. Nous nous chargerons de la lui rappeler le 8 Janvier 1961 en ignorant son référendum.

PAS UN ALGERIEN N'Y PARTICIPERA

Paris le 8/12/1960

Document 12 (voir annexes)

LETTRE OUVERTE
au
SYNDICAT NATIONAL des ENSEIGNANTS
Par
LA FEDERATION DE FRANCE DU F.L.N.

Dans un appel qui se veut solennel et qui a reçu l'approbation de la Fédération de l'Education Nationale, de la Ligue des Droits de l'Homme et d'un certain nombre de personnalités françaises, vous mettez l'accent sur la nécessité impérieuse d'une solution négociée du problème algérien.

Vous avez certes raison le droit d'apprécier de telle façon qu'il vous plaît la situation en Algérie. Mais c'est

le nôtre également de relever dans le texte de votre appel le caractère volontairement confusionniste qui l'entache, et de rejeter la formulation pseudo-humaniste, dont il est imprégné. Car dans un effort qu'on aimerait pouvoir qualifier de louable, vous avez contribué, peut-être malgré vous, à épaissir les ténèbres dans lesquelles est plongée l'opinion française face à la guerre d'Algérie ! On aurait souhaité, de votre part une plus claire, vision des événements historique qui secouent l'Algérie depuis le premier Novembre 1954 ; on eût applaudi à une plus saine prise de conscience devant les réalités algériennes. Hélas ! au lieu de cela nous constatons avec regret que selon qu'on soit français ou algérien, les données de la véritable situation sont estompées ou affirmées.

0
00

Il n'est pas dans notre intention de polémiquer avec vous. Mais il n'est pas, non plus, possible sous peine de mériter votre paternalisme de ne pas vous communiquer les réflexions que nous suggère la lecture attentive de votre appel.

Et d'abord que signifie exactement la formule : «Communauté franco-musulmane» qui revient si souvent sous votre plume ? Elle participe d'un double souci : celui d'éviter de dégager la spécificité algérienne de la communauté en question ; celui de sacrifier à la terminologie «officielle» dont on sait de quel mépris de l'Algérie elle, est assortie. Dans les deux cas l'emploi que vous en faites est à tout le moins condamnable, surtout, pour des laïcs !

0
00

«Les exigences unilatérales ne concourent qu'à perpétuer le drame» affirmez-vous ensuite, sur un ton de logique apparente. Qu'est-ce à dire ? La revendication de la Liberté et de l'Indépendance exprimée par des colonisés, est-elle donc devenue pour vous «une exigence unilatérale» qu'on ne peut satisfaire ? Vous êtes-vous posé -jamais- la question de savoir pour quoi les Algériens ont été amenés à prendre les armes ? De quel droit et au nom de quel principe, vous autorisez-vous à considérer l'aspiration du peuple algérien à l'indépendance comme une «exigence unilatérale» ?

Ne serait-elle, n'est-elle pas plutôt naturelle et digne d'être agréée d'autant que c'est au colonialisme qu'elle est arrachée ? Il est vrai que pas une seule fois le mot colonialisme n'est utilisé par vous, et nous ne saurions croire que cet oubli, qui pourrait induire en erreur, ait été involontaire. Le conflit franco-algérien n'est pas une querelle de ménage ; qui relève de la justice de paix du quartier : c'est une affaire de vie ou de mort, et l'Indépendance est la seule sanction qui garantisse les droits imprescriptibles du peuple algérien.

0
00

Puis vous vous adressez à la «Rébellion» (sic) et aux «Autorités françaises» pour qu'ils respectent la première, son Idéal ; les secondes, «les Droits de l'Homme». Décidément le jeu de la «balance égale» est de plus en plus en vogue dans certains milieux français dits avancés lorsqu'il s'agit de la guerre d'Algérie.

Comme elle doit être confortable la position d'arbitre moral dans laquelle vous vous installez, au dessus de la mêlée ! Comme il doit être commode pour vous de contempler du haut de votre neutralité le combat sanglant qui oppose un peuple héroïque à un système

maléfisant ! Comme il doit vous paraître beau le rôle de conciliateur que vous vous arrosez en la circonstance ! Mais vous ne pouvez pour autant échapper au jugement de l'Histoire : votre seule appartenance à la Nation qui depuis près de 130 ans écrase notre patrie vous crée des obligations et des responsabilités.

En vous érigeant, et en quels termes, en censeurs de la Révolution Algérienne sans vous attacher à analyser sérieusement ses causes et son caractère de légitime défense vous rejoignez consciemment ou inconsciemment ceux de vos compatriotes qui font tant de mal à notre peuple. Ce faisant vous apportez votre caution d'éducateurs et de syndicalistes à une entreprise de mystification dont la nocivité sur l'état d'esprit de l'opinion de votre pays n'est plus à démontrer.

En réduisant les forfaits innombrables que l'armée de reconquête coloniale, la police et les civils français commettent quotidiennement depuis trois ans en Algérie, à la dimension «d'actes de répression, d'exactions et mesures d'exceptions» vous piétinez la vérité et, consciemment ou inconsciemment, vous vous faites les complices d'une très grave imposture.

Quoi, accuser de «deshonneur et de haine» un Idéal - Révolutionnaire tout tendu vers la Libération Nationale et sociale d'un peuple qui, se refuse à la servitude coloniale !

Quoi, insulter au sacrifice de dix millions d'êtres humains qu'un impérialisme implacable a acculée à la dernière extrémité pour sauvegarder farouchement leur droit à l'existence !

Quoi, tenir la «balance égale» entre l'opresseur et l'opprimé, l'assassin et sa victime !

Cela est d'une odieuse injustice et révélateur de sentiments inavouables. Car enfin, ce ne sont pas les «douars» du Poitou ou de la Picardie qui flambent sous les bombardements de l'aviation algérienne et, que nous sachions, les ratissages avec le viol, les exécutions sommaires et les pillages qui les accompagnent n'ont pas pour théâtre la Dordogne ! Vous semblez n'accorder qu'une importance très relative à cette tragique réalité

A vous lire, il s'agirait d'un banal malentendu!

Un «mur de haine existe en Algérie». C'est exact. Mais il est antérieur au premier novembre 1954 ; il date de 1830, et c'est l'impérialisme français qui par ses pratiques monstrueuses l'a élevé et consolidé.

Les Algériens, en recourant à la lutte armée, après avoir tenté vainement d'intéresser à leur malheureux sort le peuple de France, ne font qu'exercer leur droit de légitime défense : il n'a pas dépendu d'eux que le drame actuel n'eût pas lieu.

Était-il possible, d'ailleurs, qu'il en fût autrement ? Lorsqu'on songe aux terribles humiliations que subissent les Algériens sur la terre de leurs ancêtres, depuis plus d'un siècle, au fait du régime raciste que leur a imposé la France, on ne peut que répondre par la négative.

Vous-mêmes, Messieurs les éducateurs, n'avez-vous pas participé dans le domaine qui vous est particulier à la tentative de dépersonnalisation de notre peuple en vous efforçant d'inculquer à nos enfants, sur les bancs de vos très rares écoles, ce mensonge historique : «nos aïeux s'appelaient les Gaulois» ? Reprenez donc vos manuels pédagogiques à l'usage des «indigènes» et vous réaliserez peut-être toute l'étendue de vos responsabilités dans la situation présente. Plutôt que de jouer les «innocents» et les conciliateurs désintéressés, ayez le courage et la probité intellectuels

de reconnaître qu'il est impossible d'humaniser le colonialisme mais qu'il faut le détruire !

0
00

Telles s'ont les réflexions que nous suggère- votre appel»

C'est sans artifice de style et en toute loyauté que nous les livrons à votre méditation, puissiez-vous découvrir dans leur nécessaire franchise l'expression d'un désir sincère de clarification et de compréhension de nos positions respectives.

La Fédération de France du
FRONT DE LIBERATION NATIONALE

Document 13 (voir annexes)

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE FÉDÉRATION de FRANCE

DECLARATION DE LA FEDERATION DE FRANCE

Le putsch du 22 Avril 1961, réalisé par les généraux suivis par une partie des cadres et de l'armée coloniale française opérant en Algérie, a été la conséquence logique de la politique fondamentale appliquée par les gouvernements successifs français.

Quels que furent les constitutions, les régimes ou les gouvernements que la France s'est donnée, elle a concrètement depuis sept ans - et sans que les variantes de vocabulaire des responsables passagers du pouvoir changent en rien la réalité - constitué, équipé, fortifié une armée colossale dont la raison d'être est, non pas la défense de la vie, de l'honneur et des biens du peuple français, mais l'étouffement des aspirations, humaines parfaitement légitimes d'un autre peuple que les vicissitudes avaient, à un moment donné de l'Histoire, placé sous la dépendance française.

Or, une armée aussi puissante, ayant des objectifs aussi rétrogrades, se mouvant dans le milieu pernicieux des colonialistes établis en Algérie, ne pouvait devenir à la longue que l'instrument idéal pour l'installation du fascisme, dans cette métropole même qui l'a forgée pour lui conserver sa colonie, et devait fatalement se retourner contre le peuple qui, par sa passivité et sans s'en douter, a entretenu cette vipère.

Il serait toutefois trop aisé de rejeter aujourd'hui l'entière responsabilité du coup d'état, sur le «quarteron de généraux félons», et infiniment dangereux pour les démocrates et le peuple français de retomber dans l'attentisme une fois l'alerte passée.

Car, le «socialiste» Guy Mollet qui envoya le contingent en Algérie et fit de cette sale guerre non seulement une expédition de mercenaires mais un conflit de peuple à peuple ; les partis qui votèrent les pouvoirs spéciaux - donnant par là des moyens exorbitants aux militaires d'Algérie - la passivité de certains dirigeants de gauche et du mouvement ouvrier le 13 Mai 1958 ; les condamnations que d'aucuns prononcèrent contre les seuls démocrates conséquents qui refusèrent de participer à la guerre abjecte ou approuvèrent le refus de servir comme mercenaires dans l'armée de Salan puis de Challe : voilà autant de faits qui, sous prétexte de réduire la Révolution algérienne ont pratiquement permis aux factieux de préparer leurs complots et au fascisme de mûrir.

FRANCAIS !

Nous avons toujours affirmé que le peuple algérien n'est pas l'ennemi du peuple de France, et les 400,000 travailleurs algériens émigrés en France se sont toujours tenus prêts à entrer dans la lutte aux cotés des démocrates, contre la réaction fasciste.

Les ennemis des libertés de nos deux peuples : les parachutistes, les légionnaires qui, lors de la bataille

d'Alger ont rempli la baie de cadavres de révolutionnaires torturés, sont ceux-là mêmes qui, hier, s'apprêtaient à débarquer sur les aérodromes parisiens pour vous soumettre à leur loi fasciste.

On a fait gloire à de nombreux officiers de l'armée d'Algérie d'avoir, depuis sept ans fusillé, torturé, violé, brûlé au napalm, regroupé, parqué un peuple qui n'aspire qu'à sa liberté et à sa dignité. On les a honorés, distingués, promus pour avoir «pacifié» l'Algérie ; c'est pourquoi certains ont voulu poursuivre cette oeuvre «pacificatrice» sur l'autre rive du «fleuve méditerranéen»-qui, comme le disait l'un d'eux, traverse la France comme la Seine traverse Paris.

Et pourquoi donc, si la guerre devait durer en Algérie, d'autres officiers ne procéderaient-ils pas à une quatrième tentative après les trois précédentes : celles des 13 Mai 1958, 24 Janvier 1960 et 23 Avril 1961 ?

Un fait doit être aujourd'hui clair et définitivement acquis : seule la guerre coloniale d'Algérie qui dure depuis sept ans grâce surtout à la léthargie du peuple français qui fournit l'intégralité du contingent nécessaire à l'armée coloniale, a pu créer une situation propice à l'établissement du fascisme en France.

Plus que toute autre guerre coloniale, la guerre d'Algérie (parce qu'elle est, sans aucun doute, la dernière de ce genre et rassemble dans le camp des jusqu'auboutistes les racistes les plus bornés, les officiers factieux, revanchards et les colonialistes désespérés) est le bouillon de culture le plus favorable au développement du fascisme dont le peuple français subira d'autant plus les rigueurs que cette guerre aura plus longtemps duré.

IL IMPORTE DONC QUE LES FRANÇAIS METTENT FIN A CETTE GUERRE

Comprenant enfin que le combat du peuple algérien contre l'exploitation coloniale - en premier lieu pour son indépendance nationale - se confond avec celui des classes laborieuses et de tous les démocrates de France pour leurs libertés fondamentales, il appartient désormais aux masses françaises d'appuyer sans

réticences la révolution algérienne pour qu'ensemble nos deux peuples triomphent simultanément du colonialisme et du fascisme.

PEUPLE DE FRANCE !

Dès aujourd'hui, il n'est plus tolérable que les anticolonialistes conséquents et les antifascistes conscients, demeurent dans les prisons du pouvoir, parce que précisément ils ont eu la clairvoyance de combattre en France, aux côtés de la Révolution algérienne, le fascisme, avant qu'il se soit cru assez fort pour tenter de s'imposer par un putsch militaire.

L'écrasement définitif de tout germe de fascisme n'interviendra que lorsque l'armée française ne sera plus utilisée pour étouffer la liberté des peuples et que le matériel nécessaire à cette entreprise d'asservissement ne lui sera plus fourni.

La Fédération de France du F.L.N. consciente d'agir dans l'intérêt commun de l'émigration algérienne exploitée et des masses laborieuses françaises, appelle les démocrates, les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les étudiants et tous les travailleurs de France

A S'OPPOSER A L'ENVOI DE TOUT SOLDAT ET A L'EMBARQUEMENT DE TOUT MATERIEL DE GUERRE POUR L'ARMEE D'OCCUPATION EN ALGERIE

Pour conclure la paix si ardemment souhaitée par nos deux peuples, la Fédération de France du F.L.N. appelle tous les Français et Françaises à exiger de leur gouvernement l'ouverture immédiate et sans préalable, de négociations franches et loyales avec le G.P.R.A., seul représentant valable du peuple algérien.

Paris, le 27 Avril 1961

Document 14 (voir annexes)

AMICALE GENERALE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

APPEL DU COMITE DIRECTEUR DE L' A.G.T. A,

De diverses sources françaises, le Comité directeur de l'A.G.T.A. vient d'apprendre que certains milieux politiques et administratifs d'ALGER et de PARIS sont prêts à tout tenter, y compris des machinations policières, pour obtenir la dissolution de l'Amicale Générale des Travailleurs Algériens résidant en France.

Afin de prévenir ces manoeuvres tendant à isoler l'émigration algérienne et à la priver de tout moyen légal d'expression, l'A.G.T.A. lance un appel solennel aux travailleurs et à l'opinion publique française.

Organisation non politique, l'A.G.T.A. est une Amicale qui regroupe, sans exclusivité, les syndiqués algériens des différentes Centrales : C.G.T., F.O., C.F.T.C., Autonomes, afin de leur permettre de lutter plus efficacement pour la défense de leurs revendications particulières, et de travailler en commun à la promotion culturelle, professionnelle et syndicale des émigrés.

Tout en restant indépendante de la lutte politique proprement dite, elle n'a cessé, depuis sa création, de multiplier les contacts avec tous les Français de bonne foi et elle entend les poursuivre malgré les difficultés, afin de faciliter une meilleure compréhension nécessaire entre nos deux peuples.

Dans leur journal «L'Ouvrier Algérien» et par leur action quotidienne, les militants de l'A.G.T.A. manifestent concrètement leur solidarité à la classe ouvrière française. Beaucoup d'entre eux ont été victimes de l'arbitraire gouvernemental et ont été

arrêtés et transférés illégalement en Algérie (par exemple Bouzar Abdelahman, Kabhène Mouloud, Dib Messaoud, membres du Comité directeur) alors que leur activité, strictement syndicale, s'exerçait publiquement.

Les Algériens réclament le respect des droits reconnus par la loi à tous les travailleurs vivant en France. Devant les menaces de la réaction colonialiste, ils espèrent que les Centrales ouvrières et tous les Français honnêtes se rangeront à leurs côtés pour déjouer les manoeuvres contre IP, liberté d'association et exiger la libération des syndicalistes emprisonnés.

PARIS le 22 Avril 1958
Le Comité Directeur de l'A.G.T.A.

Cet appel a été adressé
à nos camarades Secrétaires généraux de la C.G.T.,
C.G.T.-F.O., C.F.T.C., F.E.N.

à M. le Président de la Ligue des Droits de l'Homme,
- à M. le Président du M.R.A.P.

- à diverses personnalités, et communiqué aux journaux
et Agences de presse.

Document 15 (voir annexes)

Amicale Générale des Travailleurs Algériens Résidant en France (A. G. T. A.)

Déclaration du Comité Directeur de l'A.G.T.A.

Le «coup du 13 Mai» à Alger semble avoir frappé d'étonnement la grande majorité des Français. Pour nous Algériens, il est apparu au contraire comme l'aboutissement logique d'une situation politique que nous n'avons cessé de décrire et de dénoncer depuis de nombreuses années, bien avant le 1er Novembre 1954.

Le pouvoir souverain de la Métropole en Algérie n'a jamais été autre chose qu'une fiction juridique, le pouvoir réel de fait étant entre les mains des grands patrons de la colonisation.

Le «coup du 13 Mai» a seulement rendu publique une situation que, tous les régimes avaient jusqu'ici pudiquement dissimulée.

LES «FRANÇAIS D'ALGERIE»

Qui sont en effet ces gens qui, en ce moment, hurlent dans des meetings hystériques leur volonté de gouverner en maîtres, non seulement les Arabes, mais la France entière ?

Descendants de Français, d'Espagnols, d'Italiens, de Maltais, de paysans et d'ouvriers chassés de leur pays par la misère au cours du 19ème siècle, ils bénéficient du fait du système colonial d'un véritable privilège de caste. Même lorsqu'ils sont socialement ou économiquement dans les échelons les plus bas de la hiérarchie, il leur reste au moins la possibilité de s'affirmer des êtres supérieurs, par rapport à la masse «indigène» c'est pourquoi les plus ratés parmi les Européens sont précisément les plus acharnés à soutenir les gros colons qui, par leur puissance financière, sont seuls capables à leurs yeux de maintenir le système.

Pour les mêmes raisons le petit cultivateur soutient aveuglément le «gros», le petit fonctionnaire les grands patrons de l'Administration, et l'ouvrier vote pour le capitaliste, une aberrante solidarité de race prenant le pas sur la solidarité de Classe.

Les «Français d'Algérie» (c'est ainsi qu'ils se désignent eux-mêmes pour se différencier) méprisent profondément les Français métropolitains ; les «francaouis» ne savent pas garder leurs distances vis-à-vis des Arabes lorsqu'ils débarquent à Alger et, lorsqu'ils sont à Paris, ne comprennent rien aux réalités algériennes ; ne les a-t-on pas vus voter des lois qui risquaient de saper les fondements de la colonisation heureusement que les CUTTOLI et les BORGEAUD ont toujours veillé...)

L'ALGERIE FRANÇAISE

Pourquoi la fiction de l'Algérie française s'est-elle cependant maintenue ?

Lisons ce qu'écrivait une revue d'Alger en 1922 : «Lorsque les Arabes ont été matés, nous avons organisé le pays, et cette organisation affirme l'idée de supériorité du vainqueur sur la vaincu, du civilisé sur l'homme inférieur... Nous sommes les légitimes propriétaires du pays».

L'Algérie n'est donc pas, aux yeux de ses habitants européens, une, terre française. Elle est la légitime propriété des colons.

Il semble qu'un tel état d'esprit, qui s'est développé dès le demain de la conquête, aurait dû amener tôt ou tard la séparation de la métropole et la constitution d'un Etat colonial ségrégationniste analogue à celui d'Afrique du Sud.

Pourquoi cela ne s'est-il pas produit ?

Une seule raison suffit à l'expliquer ; la puissance matérielle de la métropole n'a cessé, depuis 1830, d'être nécessaire pour maintenir la subordination du peuple algérien.

Les Algériens avaient été difficilement soumis, et BUGEAUD lui-même les avait dit vaincus, mais non domptés, face aux fils des combattants d'ABD-EL-KADER, il fallait donc rester vigilant, et la minorité européenne était incapable d'assumer seule cette responsabilité. La France, elle, le pouvait. Le mythe de «l'Algérie, province française», savamment exploité, permit d'appeler au secours l'armée des «Francaouis» chaque fois que les Européens jugèrent leur domination en péril ; ainsi les jeunes soldats français qui, dès 1871, tombèrent dans les djebels, furent censés être «morts pour la patrie» et non pour la défense des privilèges d'un groupe.

LA POLITIQUE DU CHANTAGE

Le coup du 13 Mai 1958 n'est pas le premier de ce genre. Le 8 Novembre 1870, déjà, des ultras se rebellèrent ouvertement contre le pouvoir central de Paris, suspect de libéralisme, et proclamèrent un «Comité de Défense»; cet ancêtre du Comité Massu ne

dura que quelques semaines. La sécession s'avérant impossible, les ultras comprirent qu'il leur fallait manoeuvrer avec plus de diplomatie. Ils réussirent peu à peu à conquérir une véritable autonomie de fait, contrôlant l'économie, noyant le Gouvernement Général, et s'assurant l'appui de l'armée par un habile politique de mariages entre officiers et filles de gros colons.

D'objectif avoué, la sécession devint un moyen de chantage efficace pour dénaturer toutes les velléités de réformes libérales ou les faire avorter.

Vint la guerre de 1939-45, et l'immense mouvement d'émancipation des peuples colonisés. Niant l'évidence historique les ultras condamnèrent DE GAULLE et sa timide politique de Brazzaville et sabotèrent le Statut de 1947. (Leur porte-parole BOYER-BANSE allant jusqu'à faire appel à l'O.N.U.). Patiemment, ils organisèrent dans la Métropole leur propagande afin de détourner, à leur profit l'idéal patriotique des Français «Algérie Française, Alsace-Lorraine...» Ils furent aidés dans cette tâche par une presse achetée et les groupes d'extrême-droite avec lesquels ils firent le Front Commun de la Réaction contre le Progrès. Ils attendaient l'orage du 1^{er} Novembre 1954 et s'y préparaient, sachant qu'ils allaient jouer leurs dernières cartes. Il faut leur rendre cette justice qu'ils se sont bien préparés. Le 6 Février 1956, Ils imposèrent à MOLLET, contre la volonté manifestée par le peuple français, la poursuite d'une guerre qu'il déclarait «imbécile» un mois auparavant. Successivement, ils s'ingénierent à couper tous les ponts entre le peuple de France et «l'Arabe» : ce fut le «coup de l'avion», ce fut Sakhiet.

Les ultras, maîtres à Alger, vivaient cependant dans la perpétuelle inquiétude de voir le peuple de la Métropole se réveiller et exiger la paix dans la justice et légalité avec le peuple algérien. Il leur fallait donc devenir aussi les maîtres à Paris, et ils organisèrent dès 1956, leur prise de pouvoir.

Leur complice SOUSTELLE créa l'U.S.R.A.F., groupement qui, sous le couvert du patriotisme, se mit à monter le complot ? Le 13 Mai, ils jetèrent enfin le masque.

DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

La défense des institutions françaises ne regarde pas les Algériens. Nous n'avons pas à choisir entre DE GAULLE et un autre. Mais nous nous trouvons, avec les républicains français, devant un même ennemi. Les ultras d'Alger et la réaction de Paris, unis, révèlent le vrai visage de la guerre. Aux républicains de comprendre que leur combat ne peut être victorieux que s'ils ont le courage de dissiper toutes les équivoques. «Un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre».

Nous, les 400.000 Algériens vivant dans ce pays, sommes prêts à apporter notre appui au peuple de France. Mais nous ne le ferons que si nous avons la garantie de ne pas être escroqués comme en 1936 et 1945. Nous attendons des républicains français qu'ils traduisent dans les faits leur anti-colonialisme, en imposant l'ouverture de négociations avec le F.L.N., sur la base de la reconnaissance de l'indépendance. Alors, mais alors seulement, nous serons à leurs côtés.

PARIS le 30 mai 1958

Document 16 (voir annexes) (voir annexes)

**AMICALE GENERALE DES
TRAVAILLEURS ALGERIENS**

COMMUNIQUE

Le Général de GAULLE est allé en Algérie et il a parlé.

Nous, syndicalistes algériens, n'avons pas à interpréter ses silences, mais seulement à prendre acte de ce qu'il a dit reprenant les slogans colonialistes «Algérie Française...» «10 millions de français à part entière»... «élections dans le cadre français...»

Ce sont là des déclarations claires, nettes et sans équivoques. Le général de GAULLE a ainsi méconnue la véritable réalité de la lutte des «combattants courageux» du maquis auxquels il a pourtant rendu hommage. Ces combattants n'ont pas pris les armes par «désespoir» mais au contraire avec l'espoir et la détermination de construire une Algérie égalitaire pour tous, maîtresse de son propre destin.

Frères Algériens ?

Ce que l'on nous propose de nous octroyer aujourd'hui ne correspond en rien au principe universel admis du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour lequel notre vaillant peuple lutte, souffre et espère depuis quatre ans.

Au lieu de la paix par la libre négociation, le général de GAULLE a choisi la poursuite de la «pacification» et le paternalisme. Les travailleurs Algériens, comme les travailleurs Français savent ce que signifie le paternalisme quel que soit le visage qu'il se donne : néocolonialisme avec ses services psychologique ou néo-capitalisme avec ses «relations humaines».

Les syndicalistes Algériens sont majeurs et conscients. Ils savent que l'amélioration de leurs conditions de vie et la réalisation de leur promotion humaine dépendent de leur seul combat national. Ils savent aussi que le développement harmonisé de leur pays et la répartition équitable du revenu national algérien exige d'eux :

- de gros sacrifices pour une longue période encore
- une lutte implacable pour la destruction du système colonial
- l'instauration d'un régime politique authentiquement algérien, conforme aux aspirations socialistes du peuple algérien, régime seul capable de mettre un terme à l'exploitation capitaliste et d'exproprier les féodaux terriens au profit des fellahs.

C'est pourquoi les travailleurs algériens ne peuvent en aucun cas, faire confiance au général de GAULLE.

Nous répondons NON à l'«Algérie Française et NON à l'intégration».

Le Comité Directeur de l'A.G.T.A. 9-6-1958

Document 17 (voir annexes)

**Amicale Générale Travailleurs Algériens en
France**

Bulletin intérieur et d'information

Janvier – Février N°1 (1960 ???)

Sommaire

I – Editorial : Précisons notre position (par l'équipe de Direction)

II - Le syndicalisme dans la libération du Maghreb (par un Militant ouvrier)

III - La répression en France

IV - Réponse à Claude Bourdet

V - Divers (Communiqués et informations)

Ce bulletin est vendu 2 NF en faveur de l'enfance algérienne et des sinistrés d'Agadir

PRECISIONS NOTRE POSITION

L'Amicale Générale des Travailleurs Algériens aborde sa quatrième année d'existence. Malgré l'interdiction qui la frappe, semblable à celle qui a dissout l'U.G.T.A. en Algérie et l'U.G.M.A. elle n'en continue pas moins à poursuivre l'accomplissement de sa mission. Organisme à vocation d'éducation, de formation des cadres, d'orientation des jeunes et des liaisons entre tous les Algériens en France, l'A.G.T.A. constitue une véritable association dynamique et créatrice. Venue souvent d'horizons politiques, syndicaux ou professionnels différents, ses membres se trouvent unis par un même idéal ; le sentiment national de solidarité envers notre pays et notre peuple en lutte pour sa libération. Tel est le contexte dans lequel s'inscrit sa mission.

Assurer une unité politique et nationale de tous les émigrés, lui donner un sens plus concret, l'inclure dans une forme d'action utile, la rassembler autour d'un objectif positif, créateur de progrès, voilà les raisons qui justifient pleinement notre existence.

Nous ne sommes pas un mouvement à caractère revendicatif, destiné à collaborer avec les pouvoirs publics en France. Nous n'avons aucun bilan à présenter sur ce point, nous ne nous érigeons pas non plus en mouvement syndical qui se définit par d'autres principes d'action et des structures spéciales. Nous ne nous camouflons dans aucun organisme. Nous agissons par nous-mêmes, suivant les conditions qui nous sont faites en France. Nous ne nions pas notre personnalité et le but que nous nous assignons. Nos méthodes marquées par la clandestinité, restent pourtant celles d'un groupement soucieux d'éducation et d'efficacité pour une ascension vers le mieux être et le savoir accru.

Appelés à vivre dans un milieu social où le travail différent de notre milieu d'origine, il nous faut tenir compte de la nécessité d'une adaptation à la vie européenne. La présence de 400.000 Algériens, dans l'ensemble de la France, pose des problèmes complexes, dont nous voudrions assurer la charge, en hommes majeurs. Nos militants, instruits par nous se sentent plus armés pour intervenir dans leurs syndicats respectifs ou auprès de leurs employeurs.

Fait plus important encore, nous établissons des liens d'amitiés véritable basés sur une attitude désintéressée, avec bon nombre d'amis français, de cercles culturels et

de milieux de travail. On apprend à s'aider à s'apprécier, à se mieux connaître et même à expliquer sans haine et sans peur tous les aspects du drame actuel. Nous nous unissons pour l'avenir de nouvelles raisons de coopération. On sera surpris en France, lorsque la paix reviendra, du nombre de ces hommes de valeur qui ont su conserver intacte la confiance des Algériens malgré la tourmente et les problèmes de conscience. C'est avec ses amis et leurs organisations que nous reprendrons la tâche de reconstruction au grand jour.

NOUS pensons, au lendemain de la guerre et nous établissons nos prévisions, nous avançons avec prudence, mais méthodiquement.

Sommes-nous prêts et équipés, pour affronter tous les problèmes (dont nous venons de parler) ?

Certainement non, si l'on pense à leur ampleur et aux forces colossales qui se dressent devant nous. Nous avons beaucoup fait et il nous reste encore plus à réaliser et à apprendre. Tous les Algériens en France, doivent se joindre aux militants de l'A.G.T.A. Notre travail méthodique, qui est le résultat d'une longue expérience, s'enrichira de l'accord de chacun. Nous vous proposons de venir nous aider à compléter nos recherches sur :

- les plans prospectifs d'avenir.
- la situation de l'ensemble de l'immigration Algérienne avec sa répartition et ses chances devant la vie.
- les moyens de réaliser une promotion.
- les problèmes d'éducation familiale des enfants.
- la formation des cadres par une organisation judiciaire, par des conseils pédagogiques et d'orientation professionnelle.
- la participation totale à la lutte de Libération Nationale, derrière le G.P.R.A., son armée et ses diverses organisations.
- les moyens de lutte contre les divers facteurs de retard et de misère. Nous avons déjà mis en application une partie de notre plan. Hommes et femmes, se remettent à l'étude, à tous les niveaux. Un courant d'effort permanent est créé. Le désir d'amélioration et de progrès rapide soutient cet élan. L'A.G.T.A. en est l'animatrice discrète et résolue. Avec ses propres moyens, l'enthousiasme et la foi qui animent ses militants, elle tente de conduire l'ensemble de la population algérienne en France à la conquête du niveau intellectuel et technique de l'Homme moderne.

Quoique cela suffise amplement à une tâche d'homme, l'A.G.T.A. suit avec vigilance le déroulement des événements. Elle apporte des éléments de jugement et de réflexion, grâce aux informations parvenant de toutes ses sections. Elle assume le rôle et la mission qui lui sont confiés. Elle exprime l'opinion de la majorité de la population Algérienne en France.

Les équipes de l'A.G.T.A. savent qu'après l'insurrection manquée de Lagailarde et Ortiz, une

partie de la presse et les cercles gouvernementaux français tentent de faire «basculer» la population algérienne par une prise de position favorable au Général de GAULLE. Une nouvelle 3^{ème} force est sollicitée et recherchée, encouragée à s'exprimer tant en Algérie qu'en France. Il faut que l'on sache ceci :

- Le fait de mettre de Sérigny en prison ne suffit pas à dégeler notre peuple. Nous notons l'incident, unique dans l'histoire de la colonisation : un coup contre les ultras, avec, une certaine attention satisfaite. Il ne constitue qu'une première étape dans la réalisation des conditions de cessez-le-feu.

On a crié aussi, après les incidents de Mostaganem et quelques interviews d'individus, que les Algériens étaient devenus gaullistes. Là encore, il ne faut pas prendre ses désirs pour des réalités. Les Algériens commençaient à croire que le général de Gaulle était le seul à avoir de l'autorité en France et dont peut-être à pouvoir traiter avec le G.P.R.A. Mais sa récente visite, aux officiers et ses propos font penser le contraire.

Le Général nous déclare solennellement dans sa dernière conférence du 29 Janvier qu'il se refuse à traiter avec la G.P.R.A. pour ne pas lui reconnaître une représentativité. Ses discours de la semaine du 1er au 4 Mars 1960 le confirment. Cela suffit encore pour faire tomber toute possibilité de confiance spontanée au Général. Une politique à tenté de se définir après la reddition des barricades symboliques ; «Fédéralisme, association, régionalisme, solution la plus française», etc.» là encore les Algériens ne suivent pas et ne se laisseront pas imposer ou octroyer quoi que ce soit. Toute élection, nécessairement orientée et dirigée, puis contrôlée par l'administration et l'armée n'aura aucune valeur à nos yeux. Elle ne résoudra rien et ne fera pas cesser la lutte. Elle suivra le sort, de toutes les autres.

Nous avons simplement pris acte du principe de l'autodétermination. Il aurait pu avoir des chances d'être appliqué s'il était réalisé on plein accord avec le G.P.R.A. Les peuples d'Algérie et de France auraient eu alors de nouvelles raisons d'envisager un avenir commun. Les Ultras, les tortionnaires, les exploités, et les assassins mis à part, nous proclamons que nous ne sommes pas les ennemis des Français. Tous les républicains, les démocrates de France et du monde entier s'étaient réjouis de la récente défaite des ultras. Le Général de Gaulle semblait avoir marqué d'une façon virile et spectaculaire l'heure de la décolonisation en France. D'autre pas devaient être faits encore. Mais, après, la déclaration au Président Abbas, du 29 Février 1960, le Général de Gaulle répond par un refus et une exigence inacceptable : la reddition des armes.

LA LOGIQUE DICTE NOTRE POSITION

Si nous avons pris acte du redressement du Général de Gaulle, le 1er Février 1960, nous ne sommes pas plus rassurés sur sa politique à venir, car son armée continue la tâche d'écrasement qu'il lui a assignée. Lui-même et

ses généraux proclament encore «la pérennité de l'Algérie Française». La presse parle d'attentisme des «Elites» ou des «Cadres» algériens : les observateurs superficiels sont tentés de dresser une liste des couches sociales en fonction de ce qu'ils constatent en Europe. Erreur profonde, car tout aussi bien en Algérie qu'en France, tout le peuple fait front derrière le G.P.R.A. On oublie trop que nous sommes déjà un Etat. La patrie, la Nation Algérienne ne sont plus un rêve. Elles sont reconnaissables, identifiables. Cinq ans de guerre dure ont forgé cet Etat, lui ont donné une vie réelle. Il a son Gouvernement, ses services, son budget, son opinion publique, ses aspirations, sa réputation, sa dignité, ses réussites et ses échecs et son emblème, cela compte maintenant. Nous voulons la paix, mais n'importe quelle paix.

Si nous savons que la paix passe par le Général de Gaulle en France, celui-ci doit nécessairement se convaincre que le même axe de paix ne peut s'équilibrer que par le G.P.R.A.

Il faut que l'on sache que nous avons une politique à proposer aux Français de France et à ceux d'Algérie. Elle peut être celle d'une vie nouvelle, meilleure, empreinte d'un véritable esprit de coopération et de complémentarité, ménageant les intérêts légitimes, reconvertissant les données de toute domination ou de tout mépris. A partir du moment où le consentement du G.P.R.A. soutenu par le peuple algérien et obtenu pour l'ouverture des négociations, l'enthousiasme et le renouveau combleront bien des malentendus et des souffrances. Tous les obstacles aujourd'hui infranchissables disparaîtront en grande partie.

Il y aura des chances nouvelles si vraiment

.... l'armée française, en Algérie qui constitue le second obstacle non encore franchi, n'arbitre plus la situation.

Si tout le personnel politique en Algérie acceptait d'établir la transition vers la solution négociée,
Si les forces occultes qui ont intérêt à faire durer cette guerre si rémunératrice étaient réduites au silence.
Si les camps et les prisons se vidaient
Si la répression s'arrêtait en Algérie et en Franco.
Si la négociation s'ouvrait

Alors des chances nouvelles se dégageraient pour tous.

Les revirements politiques du Président de Gaulle, d'une semaine à l'autre, de la visite au Languedoc à la tournée dans les popotes d'officiers au début Mars nous confirme dans notre scepticisme. Le Général nous traite en grand militaire : il veut la reddition de l'A.L.N. Cela, il ne l'aura pas.

NOUS COMPTONS SUR NOUS MEMES

Les suppositions ne constituent pas un baume suffisant pour les Algériens, Travailleurs de toutes catégories,

hommes, femmes et enfants sont prêts à tout : aborder la paix ou soutenir la guerre. En France, l'A.G.T.A. a conscience de refléter les pensées profondes du peuple dont elle est une partie importante active. C'est pourquoi, elle entreprend de préparer l'avenir, sans attendre la décision du Général. Que les meilleurs de nos frères et nos soeurs nous rejoignent. Nos équipes doivent être nombreuses. Notre mission est précise. Elle exige des militants de qualité. Nous savons qu'il y en a beaucoup. Répondez avec joie chaque fois que l'on fera appel à vous. Plus forts, plus unis, plus solidaires nous aurons mérité de notre patrie martyre.

l'Equipe de Direction

LE SYNDICALISME DANS LA LIBERATION DU MAGHREB

Nous avons demandé à un ouvrier Algérien, responsable syndical dans son usine, son avis sur le syndicalisme au Maghreb et le sens de l'action syndicale.

Le 5 Décembre 1952, tombait sous les balles du colonialisme français, un héros et un des premiers précurseurs du syndicalisme Nord-Africain, Ferhat HACHED, dont le nom est à jamais attaché à l'Histoire du MAGHREB ARABE.

Le 26 Juillet 1959 succombait héroïquement sous la torture des parachutistes français, un autre combat tant de la cause syndicale et l'un des dignes fils de la Patrie Maghrébine, notre regretté AISSAT Idir.

Auparavant déjà, la Centrale Syndicale du Maroc avait payé le tribut de la libération, en perdant ses meilleurs militants. Avec HACHED et AISSAT, avec tous les héros qui ont payé de leur vie leur fidélité à la noble cause des masses déshéritées que sont les travailleurs, disparaissent de grandes figures du syndicalisme dans cette partie de l'Afrique en mouvement.

Par leur sacrifice, le sacrifice suprême, ils ont scellé l'unité avec les peuples frères. Leur lutte constitue l'une des plus glorieuses pages de notre Histoire. Leur souvenir demeure à jamais vivant. C'est cette fidélité émouvante et cet attachement au souvenir de ceux qui ont lutté et qui ne sont plus, qui donne, toute sa valeur à l'Histoire des peuples, source intarissable où l'on vient puiser de nouvelles énergies et tirer des enseignements.

En procédant à un léger recul du temps, on constate avec une certaine fierté mêlée d'émotion que ce qui est la grandeur de l'homme et ce qui donne une signification à la vie, a toujours été et reste cet attachement solide à certains principes et à certaines valeurs.

Au même moment, on s'aperçoit non sans amertume, que le colonialisme piétine ces principes pour lesquels tout homme digne, vit et accepte de mourir. C'est dans le combat acharné qui oppose les forces de l'oppression aux patriotes déterminés et profondément imprégnés de justice, de liberté et de démocratie, que se sont forgés les hommes qui font l'histoire de ce 20^{ème} siècle, dans les pays encore assujettis.

C'est dans le cadre de cette bataille que se situe toute la vie et toute l'action de Ferhat HACHED, devenu le symbole de la lutte pour l'émancipation sociale des masses laborieuses opprimées. Ce qui fait la grandeur de ce patriote, c'est l'option qu'il a su faire avec courage à un moment déterminé et dans des circonstances difficiles. Ce choix devait marquer toute l'orientation syndicale et nationale de la Tunisie en aboutissant à la création d'une centrale ouvrière nationale.

On sait depuis le rôle qu'ont joué et que continuent de jouer les organisations syndicales par leur contribution active à la bataille de la Libération hier en Tunisie et au Maroc, aujourd'hui encore on Algérie et dans le monde entier grâce à l'U.G.T.A. et en France à l'A.G.T.A.

Notre mouvement ouvrier Algérien a pris naissance à son heure, au milieu de la société colonialiste. Il s'est constitué malgré la guerre, et la répression. Il a pris corps, s'est enraciné et a grandi. Les luttes multiples l'ont tour à tour décimé, mais, aussi endurci, affirmé et rendu plus résolu.

La place du mouvement syndical, dans la lutte menée par notre peuple est grande. Ses militants sont issus de la grande famille des travailleurs : ouvriers et paysans. Comme eux, ils ont connu les tourments de la faim. C'est à la dure école du travail qu'ils ont été formés. Ils ont compris qu'un régime social basé sur le progrès économique et la justice sociale n'était concevable que dans un pays échappant à l'emprise colonialiste et où les travailleurs peuvent s'exprimer librement et participer à la gestion des affaires de la nation.

Chaque année devant la tombe de tous les héros martyrs, les syndicalistes proclament leur attachement indéfectible aux principes qu'ils ont défendus jusqu'à leur mort. L'un de leur rêve le plus cher a été de voir une Afrique du Nord où la classe ouvrière fraternellement unie, bénéficierait de meilleures conditions de vie et de travail, dans la Liberté, la Prospérité et la Justice.

C'est aussi notre volonté, nous, syndicalistes militants, dans nos milieux de travail et membres de l'A.G.T.A.

Nous disons partout à nos frères de participer activement à tout ce qui se prépare pour la prise en charge de nos destinées. Nous ne sommes plus des suiveurs ni des diminués, ni des pris en charge. Chacun à son poste, suivant son niveau de connaissances, doit

apporter sa contribution. Nous devons être les artisans de notre avenir.

LA REPRESSION EN FRANCE

L'ARRESTATION DE MRS OUSSEDIK ET BANABDALLAH A CONSTITUE UNE GRAVE MENACE CONTRE LES MILLIERS D'ALGERIENS EMPRISOMES EN FRANCE. .

Nous avons dénoncé à plusieurs reprises les arrestations arbitraires, les ratissages nocturnes, les tortures abominables, qu'opère continuellement la police française, contre les travailleurs algériens résidant en France. Des dizaines de milliers de nos frères sont arrêtés et jetés en prison et dans les camps aménagés dans divers endroits. Les conditions de détention sont inhumaines. Nous rappelons pour mémoire le rapport de la Croix-Rouge Internationale.

Les prisonniers sont entassés dans des cellules et soumis aux brimades et injures de toutes sortes. Les arrestations arbitraires de travailleurs, étudiante et commerçante algériens, ne suffisent plus à la police dont tous les plans répressifs sont continuellement remis en cause (malgré les communiqués de leur démantèlement des réseaux F.L.N.).

Enragés par l'échec total de la «pacification», les colonialistes s'en prennent même aux avocats Algériens. Après avoir assassiné Me Ali Boumendjel, Ait Ahcene, Thuveny, Ould Aoudia ils menacent de mort six avocats parisiens dont Mrs Oussedik et Benabdallah. Ces menaces n'ont pas empêché nos défenseurs de remplir leur devoir d'Algériens et d'Avocats. Ils ont dénoncé les hommes de main des colonialistes, les policiers tortionnaires, des policiers gangsters. Les sommes saisies aux Algériens se chiffrent à plus de 300 millions.

Ils ont alerté l'opinion publique française et internationale et saisi à plusieurs reprises la commission dite de sauvegarde, sur tous ces crimes qui sont la conséquence de la poursuite de la guerre. Le gouvernement et les colonialistes sous couvert de la «pacification» veulent que tous leurs agissements se passent dans l'ombre et le silence. Ils leur reprochent d'avoir transformé plusieurs procès en accusation du colonialisme.

L'A.G.T.A., dont Mrs Oussedik et Benabdallah sont les avocats-conseils élève une protestation indignée contre les mesures policières, dont ils étaient dernièrement victimes (fait sans précédent dans les annales juridiques).

Elle alerta les centrales syndicales françaises et les démocrates français contre les dangers qu'à constitue cette mesure arbitraire cherchant à priver des milliers de prisonniers algériens de leurs défenseurs.

L'A.G.T.A. proclame sa solidarité totale à l'égard des Maîtres éminents du Barreau, victimes de cas mesures ou sous la menace permanente de décisions d'internement.

REPOSE A CLAUDE BOURDET

Pourquoi aident-ils le F.L.N. ? Tel est le titre de l'article dans lequel par une démarche pleine de contradictions et souvent pénible, vous tentez d'expliquer la récente affaire de l'aide de Français au F.L.N.

Vous dites d'abord «le combat des Algériens n'est pas le nôtre». Mais vous, affirmez, plus loin : «la guerre... est le cancer qui ronge nos libertés et nous prépare le plus vil des fascismes». Comment pouvez-vous lutter contre ce fascisme menaçant, si vous restez indifférent à cette bataille, si par prudence et par désir de garder votre «autorité», vous vous contentez d'écrire des articles pleins d'indignation, si vous restez satisfaits dans votre politique de salon de rédaction ou de quelques meetings très parisiens; Vous rejoignez un certain grand parti politique.

En vous-mêmes, vous confessez que peut-être ces Français compromis, seront ceux «qui auront une place éminente dans le coeur des Algériens». Et là vous semblez leur accorder un satisfecit. Car, comme le Général de Gaulle, vous ne perdez pas l'espoir d'un affaiblissement de la Révolution Algérienne et d'un «recollement» de l'amitié future, grâce à ces Français qui auront gardé le contact.

Votre analyse pêche par ignorance des mobiles qui animent ces amis Français et vous croyez que leur évasion : «vers la lutte clandestine... serait la fuite vers la seule activité «sérieuse» de ces Français «désespérés».

Psychologue ou sociologue très superficiel, rasant la surface des eaux, vous n'avez pas encore saisi le sens profond du combat d'un peuple entier des résonances provoquées dans le monde et plus particulièrement dans certaines couches françaises. La grande responsabilité d'une, certaine gauche française apparaît clairement derrière vos arguments. Votre écrit, M. Claude Bourdet, provoque chez les Algériens une déception identique à celle des derniers propos du Général de Gaulle.

COMMUNIQUE

La Fédération de France du F.L.N. dans son communiqué de Janvier 1960 «La Révolution Algérienne suit sa marche triomphale.» retrace l'évolution de la lutte et termine :

«Les travailleurs Algériens qui ont été et demeurent à l'Avant-garde de la lutte savent eux aussi que rien dans

leurs conditions matérielles et morales ne peut se transformer tant que demeurera le régime colonial. Ils ont CONSCIENCE CEPENDANT QUE L'INDEPENDANCE N'EST PAS UNE FIN EN SOI, ELLE N'EST ET NE PEUT ETRE QU'UNE ETAPE, le véritable problème est celui de la CONSTITUTION DE DEMAIN, d'un REGIME DEMOCRATIE REELLE et non pas seulement verbale.

LE GRAND PROBLEME est celui de l'EDIFICATION d'une ECONOMIE NATIONALE solide, entièrement CONÇUE et ORIENTEE dans le sens de l'INTERET DES CLASSES DESHERITEES, c'est-à-dire de la CLASSE OUVRIERE ;

La grande tâche est celle qui consiste demain, à mettre sur pied un régime progressiste et socialiste en tenant compte des réalités humaines économiques et sociales de notre pays.

REUNION DU COMITE DIRECTEUR DE L'A.G.T.A.

Suivant le programme prévu le Comité Directeur a, durant 3 jours, étudié les points suivants :

- extension de l'A.G.T.A. Et mise en place de la structure adaptée aux circonstances,
 - définition des rôles respectifs,
 - la formation :
 - pour les besoins immédiats,
 - pour les besoins futurs,
 - la solidarité et les relations
 - avec l'U.G.T.A. en général
 - avec les organismes divers
 - à l'intérieur de la communauté Algérienne,
 - la situation politique après la déclaration du président au G.P.R.A. et du Général de Gaulle (mars 1960)
- Le Comité recommande à tous ses comités et à ses sections :

- une vigilance accrue,
- un effort plus grand dans tous les domaines,
- un souci constant d'animation et des contacts,
- une initiative très grande dans le cadre des diverses missions précisées,
- une très grande prudence dans toutes les activités.

L'ENFANCE ALGERIENNE EN TUNISIE ET AU MAROC

L'U.G.T.A. a, comme vous le savez, grâce à des concours venus du monde entier, ouvert des maisons d'enfants où elle recueille les plus déshérités. Nous avons déjà fait parvenir 5 000 N.F. dans ces maisons. Cela est encore bien insuffisant. Il faut que par des versements réguliers nous arrivions à prendre en charge certains frais mensuels de ces maisons. Aussi, chaque mois, sur le produit de la vente du bulletin, nous

prélèverons la moitié que nous reverserons à nos orphelins. Ce sera là notre façon de marquer notre solidarité.

ALGERIE 1960

(Extrait d'une lettre de Kabylie)
Takhelicht le 24 décembre 1959

«...Tous les villages de montagne sont complètement détruits. Les populations sont regroupées dans des camps appelés maintenant de «rayonnement» ou de «resserrement». Ce sont des centres de concentration, entourés de fils barbelés. On y oblige les gens à construire des cabanes. Ils sont tenus de répondre aux corvées des officiers S.A.S. et de l'armée. Les femmes de maquisards recensées et groupées à part, sont attelées chaque matin à des herses faites de madriers et de grosses poutres et doivent ratisser les chemins utilisés par les patrouilles militaires, afin d'ouvrir le chemin et de faire sauter les mines.

Les sorties du camp sont soumises à des laissez-passer. Les cartes de rationnement limitent tout achat, même de boîtes d'allumettes. Chaque groupe de 25 familles est sous la responsabilité d'un surveillant. Au dessus, un chef de village, un commerçant chez qui l'on doit faire les achats et chaque soir le contrôle est fait à la S.A.S. Les gens sont amenés à se surveiller mutuellement. Près, des camps militaires, les officiers regroupent spécialement les jeunes filles ou femmes seules, à qui ils assignent des blocs de séjour.

Et là, en présence des enfants à qui ils osent offrir parfois bonbons ou argent, renouvellent journellement leur compagne d'un soir.

Mr Delouvrier qui a Lancé un appel «si pathétique» à Lagaille pour sa famille, est-il seulement capable de croire que cela existe...

(N.D.L.R. - Ce passage n'a pas besoin de commentaires. Il est destiné à l'usage de ceux qui espèrent le dégel).

JUSTICE : L'ORGANISATION JUDICIAIRE DU F.L.N. EST EFFICACE

Grâce à l'enquête menée par nos Frères des organisations F.L.N. quatre Algériens condamnés à mort par le tribunal militaire de Marseille, ont été acquittés à Lyon. (Voir «le Monde» 10.2.1960). Malgré l'aveu d'un, commissaire de police qui est venu déclarer que l'enquête menée par ses services rejoignait «sur de nombreux points» les conclusions de l'enquête du F.L.N., le commissaire, du Gouvernement réclamait des peines de travaux forcés.

On voit que pour les tribunaux militaires français : condamner à la peine de mort les travailleurs algériens est une routine et un fait courant. Grâce, à la

compétence et à la vigilance de nos frères, quatre des nôtres ont été épargnés.

REFLEXION SUR LA REUNION DU DERNIER COMITE CENTRAL DU P.C.F.

Nous avons suivi avec attention les travaux du dernier Comité Central (janvier 1960).

A travers les discours, les textes publiés et les discussions, on sent :

- un souci d'éviter deux écueils actuellement : celui de combattre les ultras ouvertement et directement, sauf par la presse, et en même temps celui de combattre le Président de Gaulle qu'ils ne peuvent pas soutenir non plus pour l'ensemble de sa politique. Cela conduit à une recommandation générale : pas d'initiative directe, mais laisser faire les syndicats et les partis et être présents partout.

Quant à l'avenir :

- Rechercher des élections à la proportionnelle, en tenant compte que de Gaulle a eu 80 % de voix au Référendum. Ces élections devront permettre au P.C.F. de retrouver ses voix dans le courant Gaulliste sur un thème précis approchant le plus la réalité : lutte contre les factieux d'Alger et de Paris et application d'une véritable politique de paix en Algérie. La grève du 1^{er} Février a cependant enlevé au P.C.F., l'initiative de cette position car elle a cristallisé 95 % de l'opinion française.

L'Unité d'Action du P.C.F.

-Les discours de MM. Waldeck Rochet et Thorez font ressortir la nécessité :

- de s'appuyer sur le Mouvement de la paix comme cadre de campagne :
- action de masse (expression actuellement vide de sens)
- appels aux partis et confédérations,

Les travailleurs algériens, unis au sein de l'A.G.T.A., estiment que ces positions sur l'Algérie n'ont rien de révolutionnaire et n'expriment en aucune manière, la solidarité de classe ni ne tendent à aider concrètement à l'émancipation des peuples.

L'AFRIQUE ET LE PROBLEME ALGERIEN

La deuxième, conférence des peuples Africains s'est tenue à Tunis du 25 au 30 Janvier 1960. Elle comprenait des délégations de Guinée, du Kenya, d'Ethiopie, du Ghana, du Nigeria, de la R.A.U. et du G.P.R.A.

Parmi les décisions prises, nous retenons : la création d'un corps de volontaires africains qui viendrait affirmer par sa présence sa solidarité avec les combattants de l'A.L.N. La demande du retrait d'Algérie des dizaines de milliers de soldats d'Afrique Noire maintenus par la France avec la complicité de leurs pays.

L'INDEPENDANCE DU CONGO

Le premier Gouvernement Congolais sera formé avant le 30 Juin. Cette nouvelle réjouit les Algériens car le processus de libération de l'Afrique se poursuit. La «table ronde» des Belges et Congolais permet d'éviter les heurts sanglants et ne diminue en rien le prestige et l'honneur des parties.

Ce qui est possible à Bruxelles, ne peut-il l'être à Paris ?

LES SINISTRES D'AGADIR

L'A.G.T.A, a fait remettre une première somme de 500 N., par le canal de l'Union Marocaine du Travail, pour secourir les sinistrés.

Une part, prélevée sur la vente de ce bulletin sera également versée dès qu'elle sera centralisée. Les Travailleurs Algériens de France se doivent de marquer leur solidarité.

b) Série «Brochures»

Document 18 (voir annexes)

À l'adresse du PEUPLE FRANÇAIS

N°1

JANVIER 1959

F.L.N. Documents

ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DE FRANCE
DU
FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE ALGÉRIEN

Dans notre prochain numéro, nous publierons notamment

- Le texte intégral de la déclaration faite par Ferhat ABBAS à l'occasion de la proclamation du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne,
- Les principales prises de position du F.L.N. sur les questions intéressant l'actualité de ces derniers mois.
- Des précisions sur la torture en France,

FRANÇAIS !

La guerre en Algérie dure depuis plus de quatre ans déjà. Les jeunes Français et les jeunes Algériens, gages de votre avenir et du nôtre, tombent chaque jour dans les combats. Les prisons et les camps sont pleins depuis des années. Les femmes, les enfants, les vieillards ne sont pas épargnés. Les récoltes sont détruites, les forêts brûlés, les villages sont devenus souvent un amas de ruines, En France, des arrestations sans nombre, des violences, des tortures s'abattent chaque jour sur l'émigration algérienne.

Aucune issue n'apparaît à l'horizon. Aucune des nombreuses solutions à la question algérienne, élaborées depuis des années à Boris, n'a résisté devant les événements, Aucune des politiques suivies depuis quatre ans n'a pu faire cesser la guerre. Celle qui est imaginée aujourd'hui par le gouvernement du général de Gaulle, après les événements de ces derniers mois, ne le fera pas davantage. La guerre se poursuit. La raison en est simple : c'est que la quasi-unanimité du peuple français ACCEPTE qu'elle se poursuive.

Il est évident que la France, ici, fait fausse route. Et c'est le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme qui persévère dans la voie d'une politique brutale ! Cette politique est-elle réaliste ? Pas davantage. Comment des Français patriotes, soucieux de l'avenir de leur pays, de son rôle dans le monde et sachant aussi reconnaître le patriotisme des autres peuples, peuvent-ils admettre la prolongation d'une guerre dont les données réelles ne sauraient plus leur échapper ?

FRANÇAIS, hommes et femmes de France !

Il faut qu'enfin vous nous lisiez, que vous nous entendiez, Il faut qu'enfin notre voix parvienne jusqu'à vous, non plus déformée, lointaine, étrangère, mais toute proche, et que vous y reconnaissiez là voix de ces hommes que vous croisez dans la rue, de ces hommes qui ont leur problèmes, qui les vivent durement, qui se battront jusqu'au bout, mais qui préféreraient entretenir avec vous des relations pacifiques, empreintes de dignité et de respect.

Alors que, chacun d'eux, en fait chaque jour la preuve au péril même de sa vie, vous contraignez les Algériens à s'affirmer CONTRE VOUS, à conquérir SUR VOUS, sans répit, ce droit que vous leur niez : celui d'être eux-mêmes.

L'ampleur de notre lutte, les réalisations de notre armée, les moyens dont nous disposons, l'ardeur révolutionnaire de notre peuple sont connus du monde entier :

VOUS SEULS SEMBLEZ, LES IGNORER ENCORE, et ceux d'entre vous qui ne les ignorent pas, retombent à tout moment dans la tentation de les sous-estimer.

Ces étranges méprises que vous n'avez cessé de commettre à notre égard, certains voudraient nous en faire porter la responsabilité. Disons-le nettement : on ne fait certes jamais tout ce qu'il y aurait à faire ; nous avons fait ce que nous avons pu.

Peut-être notre langage, ça et là, vous a-t-il semblé rude - de la rudesse des vérités désagréables à entendre. Mais celui des massacres (et depuis Mai 1945...) celui des élections truquées, celui des arrestations massives, celui

des tortures et des viols, celui des ratissages et celui des «ratonnades», celui enfin, de vos parachutistes, - tous ces langages - là, ne sentez-vous pas qu'ils ont été pour nous bien plus pénibles encore, et fort peu propres à nous rendre le goût des nuances verbales et des précautions oratoires ? Du moins persistons-nous à vous parler ; du moins n'avons-nous pas cessé de vous dire, avec les moyens dont nous disposions, La VERITE.

Seulement, il se trouve que vous n'écoutez pas, que vous ne voulez pas entendre. Car enfin, les moyens d'information vous ont-ils fait si complètement défaut ? Et vos informations officielles n'étaient-elles pas assez constamment démenties par celles du lendemain, ou de la semaine suivante ? De cela même vous pouviez tirer l'assurance que nous n'étions pas tels que vos dirigeants nous décrivaient, que nous ne poursuivions pas les buts qu'ils nous prêtaient, que le rapport des forces n'était pas celui qu'ils vous disaient, et qu'enfin l'on, se moquait de vous, en vous demandant des sacrifices pour une cause que ses plus officiels champions savaient perdue d'avance.

Vous préféreriez, vous, ne pas le savoir. Dès lors, la propagande gouvernementale vous trouvait prêts à accepter ses pires mensonges - comme ses plus incroyables silences. Elle en a très largement usé.

Alors que depuis plus de deux ans le téléspectateur américain a pénétré dans les maquis algériens, vu l'A.L.N, à l'oeuvre, son organisation, ses services sanitaires et de liaisons, le Français considère toujours comme un ramassis de fellagas coupeurs de routes et qui égorgent les braves petits gars du continent, l'Armée de Libération. Il se trouve alors très surpris lorsqu'au cinéma, durant quelques secondes, il découvre sur une bande d'actualités, que ces fellagas sont des soldats vêtus, équipés, entraînés, disciplinés comme ceux de toutes les armées, attachés à leur idéal patriotique.

Alors que des mouvements de solidarité se manifestent pour la Révolution Algérienne à Bandoeng, à Pékin, au Caire aussi bien qu'à Lima ; alors que des volontaires sont prêts à quitter les coins les plus reculés d'Afrique et d'Asie pour rejoindre Accra et Hanoi, afin de venir grossir les rangs de ceux qui luttent en Algérie contre le colonialisme, le Français apprend surtout, par sa presse, comment la raciste et rétrograde Afrique du Sud a soutenu la thèse française dans telle réunion internationale.

FRANÇAIS !

Aujourd'hui, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne existe. Que vos journaux l'impriment entre guillemets, que votre radio ne puisse le nommer sans l'accompagner d'un très puénil «soi-disant», cela n'empêche pas qu'il est déjà reconnu, en droit, par plusieurs centaines de millions d'hommes, et de fait, par les trois quarts de l'humanité.

Dans votre ville, dans votre quartier, le F.L.N, diffuse ses analyses politiques, fait connaître ses positions. Vous n'y accordez pas l'attention que commanderait un réel souci de l'avenir. Et pourtant, comment pourriez-vous apprécier sainement des faits dont vous ne connaissez qu'une version ? Comment pourriez-vous déterminer correctement votre attitude à l'égard de cette Révolution en ignorant, volontairement, délibérément, les points de vue des Algériens; de ceux que votre Armée - vos enfants et vos frères - est allée combattre dans leur pays ?

En créant ce bulletin de documentation, nous faisons un nouvel effort pour porter à la connaissance des Français, aussi constamment que possible, les déclarations, les prises de position politiques, les décisions du G.P.R.A.

Autour de vous, les radios étrangères, celles mêmes de vos alliés parlent : vous ne les entendez pas ; la presse de pays qui sont vos amis, juge la politique de votre gouvernement : vous ne la lisez pas. L'Armée de Libération Nationale algérienne publie, elle aussi, ses communiqués sur le déroulement des opérations militaires : ils ne vous parviennent pas.

Ce bulletin se propose donc de vous informer également sur ce que pensent, aussi bien vos amis que vos adversaires, et - disons le mot - vos ennemis d'aujourd'hui.

Peut-être, ce faisant, parviendrons-nous à faire apparaître ce simple fait, que nous avons, au contraire, un ennemi commun : l'impérialisme exploiteur des peuples français et algérien.

En évitant de stériles polémiques, nous espérons, par le sérieux des documents présentés, permettre à nos lecteurs d'aborder dans sa réalité un conflit qui engage gravement leur avenir, l'avenir d'un pays qui ne retrouvera l'estime du monde que s'il clôt l'ère coloniale, en reconnaissant aux autres peuples le droit à la LIBERTE.

La Fédération de France
du
Front de Libération Nationale Algérien

Il nous a paru nécessaire de consacrer ce premier numéro aux principaux textes (déclarations, appels, communiqués...) que la Fédération de France du Front de Libération Nationale algérien a publiée depuis le 13 Mai 1958, c'est-à-dire dans une période fertile en événements marquants.

**LE F.L.N. DEVANT LE COUP DE FORCE
DU 13 MAI**

Après avoir examiné la situation créée par la formation à Alger d'un prétendu «Comité de Salut Public» et les répercussions qu'elle pourrait avoir en France.

La Fédération de France du Front de Libération Nationale (F.L.N.)

— rappelle qu'elle n'a jamais cessé de souligner les possibilités que la guerre barbare, menée contre notre peuple héroïque, offrait aux milieux colonialistes d'instaurer en France un régime supprimant les libertés démocratiques et mettant en danger la paix mondiale ;

— réaffirme que le refus des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière d'aider, dans l'intérêt de ceux qu'elles représentent, à la réalisation de l'Indépendance de notre pays, les accule aujourd'hui à une position défensive.

— exprime sa conviction profonde que l'Emigration algérienne ne saurait, sans renier le souffle révolutionnaire et démocratique qui l'anime, rester passive face à des événements qui risquent de mettre en cause son existence même ;

— estime que la présence de 400.000 Algériens sur le sol du pays oppresseur leur fait obligation de se ranger délibérément aux côtés de ceux qui sont prêts à manifester dans l'action leur volonté de mettre un terme à la guerre d'Algérie par la reconnaissance de son Indépendance ;

— proclame que la situation actuelle démontre la nécessité de la jonction entre le mouvement anti-colonialiste français et l'émigration algérienne pour hâter le dénouement d'un problème qui leur est commun.

Assumant ses responsabilités, devant l'Histoire et devant les Peuples, la Fédération de France du F.L.N. se déclare disposé à prendre les contacts nécessaires en vue d'étudier concrètement les modalités d'une action commune.

Paris, le 17 Mai 1958

FACE A LA CRISE POLITIQUE FRANÇAISE

Chaque jour qui passe nous apporte la confirmation, que si le «coup d'Alger» du 13 Mai 1958 a ravivé certaines contradictions internes de la politique française, il reste que, s'agissant de la guerre d'Algérie, les partisans de Massu et ceux de Pflimlin sont parfaitement d'accord pour la poursuivre et l'intensifier. A Paris comme à Alger le slogan «Algérie française» domine et estompe toutes les autres querelles. Les «factieux» et les

«légalistes», pour emporter l'adhésion de l'opinion de leur pays, affirment à qui mieux mieux leur volonté d'écraser les «fellagas». Les uns et les autres surenchérisent non sur la nécessité de mettre fin au conflit franco-algérien en reconnaissant l'indépendance de l'Algérie, mais sur les moyens les plus efficaces d'empêcher le triomphe de la Révolution algérienne. L'exemple est à cet égard révélateur de la complaisance avec laquelle la Radio «légaliste» et la presse à gages répandent le mensonge grossier que constitue le «ralliement des Musulmans» à la politique de leurs tortionnaires. Tout comme sont significatives la «sollicitude et la compréhension» que témoigne le gouvernement de Paris aux bourreaux de nos compatriotes. On chercherait en vain dans les déclarations de celui-ci une dénonciation du système colonial, encore moins une condamnation de l'armée et des ultras pour tout le mal qu'ils font aux Algériens.

Au contraire, le vote des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, qui est intervenu au Palais-Bourbon AVEC - UNE FOIS DE PLUS - L'AVAL DES COMMUNISTES ; le fait que Salan — qui par ailleurs fait appel à de Gaulle — soit chargé de l'application de ces pouvoirs spéciaux, sont indicatifs de l'orientation invariable et résolument colonialiste de la politique française.

L'accord est donc unanime entre Alger et Paris, entre les tenants de la «légalité Républicaine» et les prétendants à la dictature militaire. Tout le reste n'est que mystification, verbiage, malentendu domestique et divergence mineure. Ces jeux de cirque ne trompent aucun observateur averti et surtout pas les Algériens qu'ils ne sauraient distraire, et qui sont — plus que jamais — décidés à reconquérir leur indépendance.

L'expérience, longue et cruelle, que nous avons faite de la «démocratie française» dans son comportement séculaire vis-à-vis des colonisés nous commande une VIGILANCE PERMANENTE. C'est pourquoi nous ne recommanderons jamais assez à nos compatriotes de demeurer en éveil pour déjouer les manoeuvres de l'adversaire et parer à toutes éventualités.

Quoi que fassent les ennemis de notre peuple, avant longtemps la République Algérienne Indépendante, Démocratique et Sociale naîtra.

Paris, le 25 Mai 1958

AUX ANTI COLONIALISTES FRANÇAIS

La France a été profondément ébranlée par la guerre révolutionnaire et libératrice de notre peuple.

Les événements du mois de Mai montrent très clairement que la guerre de reconquête coloniale est

dans une impasse complète. Le gouvernement français actuel, tout comme ses prédécesseurs, envisage comme seule issue la guerre totale et un effort militaire accru qui va encore approfondir la crise intérieure française.

La complicité avouée de certains dirigeants de la Gauche française, la passivité des autres et l'indifférence du peuple français en général, ont permis à la guerre injuste d'Algérie de se poursuivre quatre années durant.

Ceux qui dans leur doctrine et leurs principes s'affirmaient anti-colonialistes se sont reniés, et ont en fait agi selon les volontés profondes des milieux réactionnaires.

Aujourd'hui, le bluff de l'«intégration et de l'égalité», s'il vise à impressionner l'opinion mondiale par son allure d'égalitarisme démocratique n'est au fond qu'une tentative de plus pour maintenir notre peuple sous un joug colonial de style nouveau.

Derrière le spectacle de grand cirque des manifestations organisées, des déclarations dictées, des défilés de la plus grande armée coloniale jamais envoyée en Afrique et incapable de vaincre, il y a une réalité : le sol algérien se dérobe sous les pieds des colonialistes et de leurs mercenaires.

La politique du statu quo exprimée par la nouvelle trouvaillie «Français à part entière» nie délibérément notre farouche détermination de **VIVRE COMME ALGERIENS DANS UN PAYS QUI NE PEUT ETRE QU'UNE ALGERIE LIBRE ET INDEPENDANTE.**

Par notre combat tenace et héroïque, l'Etat colonial se trouve en voie de liquidation. C'est pourquoi de Gaulle a transféré tous les pouvoirs à l'armée française. En Algérie il ne reste plus maintenant qu'une armée d'occupation face à un peuple en lutte pour son indépendance, et dans ce contexte de guerre les élections que prépare le gouvernement de Gaulle ne peuvent constituer qu'une mascarade.

En France, une évolution importante semble se produire. Nombreux sont ceux qui ont compris que sans la forte pression de notre Armée de Libération Nationale sur l'Armée de reconquête coloniale, celle-ci n'aurait pas manqué, lors des derniers événements, de se lancer dans un coup de force sanglant en France.

A ceux-là, la Fédération de France du F.L.N, rappelle que :

La lutte pour le maintien de leurs libertés en France doit nécessairement être associée à leur lutte pour l'indépendance algérienne et une **ALGERIE INDEPENDANTE** est le meilleur gage de la liberté du peuple français.

Quant au peuple algérien, comptant d'abord sur lui-même, il poursuivra son combat jusqu'à la restauration de son indépendance nationale. L'expérience de ces dernières années n'a fait que renforcer sa conviction que la liberté est à ceux qui luttent et savent au besoin mourir pour elle.

Paris, le 30 Juin 1958

DECLARATION SUR L'ACTION DU 24 AU 25 AOUT EN TERRITOIRE FRANÇAIS

En cette nuit historique du 25 Août 1958 un pas nouveau vient d'être accompli dans la voie de la lutte pour l'Indépendance.

L'émigration algérienne en France adresse une pieuse pensée à la mémoire des 600.000 Algériens et Algériennes, morts victimes de la guerre barbare de reconquête coloniale.

L'émigration algérienne en France adresse son salut aux vaillants combattants de l'A.L.N. et aux militants du F.L.N., qui sont la plus haute expression de la volonté populaire.

L'émigration algérienne en France s'incline avec ferveur devant le sacrifice des fidayines du 25 Août et de ceux qui, depuis le 1^{er} Novembre 1954, sont tombés en France dans l'accomplissement de leur mission patriotique.

Durant quatre années de la plus terrible des guerres coloniales, le peuple algérien a prouvé à la face du monde sa détermination farouche de vivre libre. Cependant tous les gouvernements français depuis Mendès-France jusqu'à de Gaulle, n'ont fait que bafouer sa volonté d'indépendance.

Par les bombardements massifs et aveugles, par les exécutions de prisonniers de guerre et d'otages, par les assassinats sous la torture camouflés en suicides, par la famine, organisée dans les «zones d'isolement», par les internements en masse dans les camps de concentration, la France colonialiste entendait soumettre le peuple algérien au seul régime de la force.

L'interdiction de toute organisation a enlevé aux Algériens tout moyen légal d'expression. Ainsi la dissolution de l'A.G.T.A, (Amicale Générale des Travailleurs Algériens) par le gouvernement de Gaulle le 20 Août 1958, entend étouffer la voix de l'ultime porte-parole du syndicalisme algérien.

Par la guerre à outrance en Algérie et la répression en France, les gouvernements français ne laissent plus aux Algériens d'autre moyen que l'action, directe pour manifester leur conviction patriotique.

Persistant dans leur politique obstinée, les gouvernements français successifs ont délibérément méconnu la volonté inébranlable du peuple algérien de VIVRE LIBRE DANS UNE ALGERIE INDEPENDANTE.

Alors que par millions, les Algériens courent quotidiennement le risque suprême pour vivre en CITOYENS ALGERIENS, le gouvernement de Gaulle prétend sous le fallacieux vocable de «Français à part entière», les maintenir dans la sujétion.

C'est pourquoi, conscient de ses responsabilités devant le Peuple et devant l'Histoire, après avoir pesé les risques et envisagé toutes les conséquences de ses actes, le F.L.N. a décidé la destruction partout où il se trouve du potentiel de guerre ennemi et en particulier de ses réserves de carburant.

L'action menée dans la nuit du 24 au 25 Août sur le territoire français ne constitue ni une «vaine et stérile entreprise terroriste» ni un «acte de désespoir». Elle répond à un objectif précis : priver l'armée française du carburant grâce auquel ses engins sèment, depuis quatre ans, la mort dans notre pays. Cette action entend aussi marquer notre détermination d'empêcher que le pétrole, extrait du sous-sol algérien, ne serve jamais aux ennemis de notre peuple.

EGALEMENT CONSCIENT DE SES RESPONSABILITES devant l'opinion mondiale, et à l'inverse de l'armée française qui, en Algérie, bombarde des régions entières, massacrant les populations désarmées, le F.L.N. ENTEND D'ORES ET DEJA AFFIRMER SOLENNELLEMENT QUE LES CIVILS NE SERONT PAS INTENTIONNELLEMENT VISES, malgré la responsabilité quasi unanime du peuple français, complice par passivité de la poursuite de la guerre barbare d'Algérie.

L'émigration algérienne en France REAFFIRME SON ESTIME AUX FRANÇAIS ET FRANÇAISES qui, pour avoir compris l'idéal de liberté du F.L.N., sont jetés dans les prisons, ou traînés dans la boue par les journaux et les radios colonialistes.

L'émigration algérienne en France, interprète des sentiments du peuple algérien est persuadée que ces anonymes français et françaises seront demain, contrairement à de Gaulle et ses colonels, Soustelle et ses complices du 13 Mai, Guy Mollet et ses acolytes socialo - colonialistes les véritables défenseurs des valeurs françaises auprès de l'Algérie libre.

Assuré de sa force et de son organisation indestructible, le F.L.N. n'a pas jugé nécessaire de répondre à la propagande mensongère des bureaux psychologiques français affirmant des «ralliements en masse», des «fraternisations miraculeuses» ou la «décapitation du

F.L.N. en France particulièrement dans la Willaya 3». L'action du 25 Août en est le plus éloquent et le plus cinglant démenti. Elle constitue également une réponse avant la date au référendum de Gaulle.

Que le général de Gaulle et le peuple français sachent une fois pour toutes que le peuple algérien est fermement décidé à arracher son indépendance quels que soient les sacrifices à consentir et malgré les risques d'incompréhension chez ceux que la propagande française a bernés.

Que le peuple français et ses dirigeants sachent une fois pour toutes que tout algérien, où qu'il soit, ne saurait avoir qu'un seul comportement : celui d'un combattant de l'Indépendance Nationale.

Paris, le 25 Août 1958.

DECLARATION DE LA FEDERATION DE FRANCE SUR LE REFERENDUM DU 28 SEPTEMBRE

Après avoir dénoncé dans quelles conditions se faisaient la préparation du vote, l'inscription sur les listes électorales, les pressions exercées, par l'armée française sur le peuple algérien, l'impossibilité pour tout opposant éventuel, même européen, de mener sa campagne; après avoir montré que cette nouvelle mascarade était bien dans la tradition des élections à «l'algérienne», la déclaration poursuit :

«Face à cette entreprise d'escroquerie politique, le F.L.N. déclare qu'il tient d'ores et déjà comme nuls et non avendus, les résultats de ce scrutin en Algérie. Ces résultats ne sauraient être en aucune façon l'expression des sentiments réels du Peuple algérien.»

«Le F.L.N. considère l'opération «référendum» comme une violation flagrante de la dernière résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui préconisait des négociations entre le gouvernement français et le F.L.N. Cette opération constitue un défi à l'opinion des peuples afro-asiatiques, des Etats africains et des peuples maghrébins qui, lors des conférences du Caire, d'Accra et de Tanger, ont réclamé la reconnaissance par la France de l'indépendance de l'Algérie.»

«Le F.L.N. déclare :

- que les Algériens ne luttent pas pour être «affublés d'une nationalité autre que la leur, ou pour que leur soit reconnu le «privilege» de choisir les institutions du pays qui leur fait la guerre ;

- que la volonté du peuple algérien qui combat les armes à la main depuis bientôt quatre ans, est de vivre libre et indépendant sur son sol national.»

«Le F.L.N. dénonce le référendum en Algérie comme étant une opération destinée à :

- tromper l'opinion internationale ;

- laisser croire que les Algériens en votant, confirment la thèse de «l'Algérie partie intégrante de la France.»

- contrebalancer l'opposition en France par le bourrage des urnes en Algérie.»

- «Considérant que la consultation du 28 Septembre, qui a pour objet la nouvelle Constitution française, n'intéresse que les Français,

- Considérant que cette consultation ne peut en aucune manière concerner les Algériens qui ont depuis fort longtemps fait leur choix : la libération nationale pour l'instauration en Algérie d'une République démocratique et sociale,

- Considérant que le peuple algérien est en droit comme tous les peuples, de se donner des institutions de son choix par un vote libre et démocratique, sans pression étrangère et dans le cadre de ses institutions propres,»

le F.L.N., fondamentalement opposé à tout vote, de quelque nature qu'il soit, qui se déroulerait sous l'empire de la loi française, condamne le référendum du 28 Septembre, et appelle tous les Algériens résidant en Algérie et en territoire français à le boycotter,»

Paris, le 20 Septembre 1958.

APPEL AU PEUPLE FRANCAIS

«Le F.L.N. entend d'ores et déjà affirmer solennellement que les civils «ne seront pas intentionnellement visés, malgré la responsabilité quasi unanime» du peuple français, complice par passivité de la poursuite de la guerre barbare d'Algérie. «

Cette déclaration en date du 25 Août 1958 semble n'avoir pas été entendue et prise en considération. En effet, de nombreux incidents survenus en territoire français entre civils français et émigrés algériens trahissent une volonté manifeste de mettre en échec l'action du F.L.N. visant à épargner les populations civiles.

De nombreux français ont prêté main forte aux agents de la répression et se sont livrés à plusieurs reprises à de véritables lynchages d'Algériens. C'est ainsi que le 15 Septembre à Forbach, Sarrebourg et Amne-Ville, des agressions contre les travailleurs algériens furent

suscités par des éléments d'extrême droite et des soldats de l'armée coloniale. Il en fut de même à la suite de l'action dirigée contre l'ultra-colonialiste Soustelle.

Contrôlée par ce criminel de guerre, une information raciste fait tout pour que les rapports entre Français et Algériens se transforment en rapports haineux et en affrontements sanglants. Depuis le 25 Août, la presse française a lancé une campagne visant à créer la panique et à ameuter l'opinion contre les émigrés algériens en attribuant les actes les plus fantaisistes comme les plus odieux au F.L.N. En voici quelques exemples :

- Jeudi 28 Août ; la radio-phare de Palmyre (près de Royan) est détérioré. G'est le F.L.N., titre la presse ; le 30 Août la gendarmerie découvre que les coupables sont des radio-amateurs,

- Jeudi 28 Août : incendie à l'usine CO-SERVICE à St.Pierre du Perray, C'est le F.L.N., écrit la presse. La gendarmerie arrête comme auteur, de l'incendie un ancien employé, Guy Montjaret,

- Lundi 1er Septembre : la voie ferrée Toulouse-Montauban-Bordeaux sabotée par le F.L.N., titrent les journaux. Le témoin, Claude Mirepoix, selon l'enquête policière est déséquilibré, mythomane. Il n'y a pas eu de sabotage,

- Le 12 Septembre : du matériel de «sabotage» enveloppé dans un journal F.L.N. est trouvé sur la voie Lyon-Genève, Sans commentaire.

Le but recherché est clair : répandre l'idée que le F.L.N. organise des attentats aveugles. Si aujourd'hui des actes manifestement contraires aux objectifs du F.L.N. sont perpétrés, nous n'hésitons pas à les dénoncer comme l'oeuvre de provocateurs à la solde des services policiers et de nervis des colonialistes d'Alger.

La Fédération de France du F.L.N. dégage toute responsabilité quant à ces actes et rappelle qu'elle a toujours eu le courage de revendiquer la responsabilité des actions qu'elle a effectivement entreprises.

La Fédération de France du F.L.N. APPELLE LES FRANÇAIS CLAIRVOYANTS à agir auprès de leurs compatriotes, bernés par la propagande de Soustelle, afin de déjouer la manoeuvre colonialiste tendant à creuser entre l'émigration algérienne et la grande masse de la population française UN FOSSE DE HAINE ET DE SANG.

Paris, le 22 Septembre 1958.

1^{er} NOVEMBRE 1958 :

DEBUT D'UNE CINQUIEME ANNEE DE LUTTE
ARMEE DU PEUPLE ALGERIEN POUR SA
LIBERATION

S'adressant à l'émigration algérienne, cet appel, après avoir brossé un tableau des différentes étapes franchies depuis le 1^{er} Novembre 1954, déclare :

Notre révolution est suivie avec respect et sympathie par les deux tiers de l'humanité, avec compréhension par l'ensemble des peuples du monde. C'est pourquoi nos méthodes d'action en France doivent demeurer au niveau moral que dès le début nous leur avons assigné. Notre combat sera essentiellement dirigé contre le potentiel économique et militaire, ainsi que le matériel de répression ennemi ; LE PEUPLE FRANÇAIS NE SERA PAS INTENTIONNELLEMENT VISE. Dirigeant nos coups les plus rudes, nos attaques audacieuses contre l'ennemi, NOUS VEILLERONS A CE QUE LA POPULATION CIVILE SOIT EPARGNEE. Telle est bien la voie que nous précisait le C.C.E, dans une récente déclaration :

«Quant aux Moudjahidines des commandos et à tous les patriotes de la colonie algérienne en France, disait-il, le C.C.E. salue en eux les dignes fils de la fière Algérie. Leur courage force l'admiration et leur sang le «respect. A tous ces héros, le C.C.E. dit : combattez farouchement l'ennemi EN EPARGNANT CEUX QUI SONT SANS DEFENSE. Montrez à l'univers que notre cause est juste et qu'elle triomphera, que vous savez mourir EN RESPECTANT LES FEMMES ET LES ENFANTS. C'est cet idéal qui est le gage de notre victoire.»

C'est en continuant à être dignes et vigilants que les provocations policières auront moins de chances de vous atteindre.

L'organisation et-la discipline au sein du F.L.N. sont plus que jamais nécessaires pour parachever victorieusement l'oeuvre commencée.

La cinquième année de lutte verra notre Révolution suivre avec la même rigueur, son cours inéluctable, vers le but pour lequel tant des nôtres sont tombés : L'INDEPENDANCE NATIONALE.

Paris, le 1^{er} Novembre 1958

**DES TORTURES POLICIERES A
L'ARRESTATION DES PRETRES FRANÇAIS A
PARIS ET A LYON**

Des prêtres français ont été arrêtés à Paris et à Lyon pour avoir, par fidélité à leur idéal religieux, aidé des patriotes algériens émigrés en France.

Le social-colonialiste Lacoste s'était contenté d'en expulser quelques-uns, en particulier ceux de Souk-Ahras, qui avaient et le courage d'assister des Algériens, victimes de la guerre de reconquête coloniale.

Le gouvernement de Gaulle est, lui, plus énergique : les poursuites judiciaires et la prison pour les «agents des fellagas».

Aujourd'hui l'information contrôlée par le criminel de guerre Soustelle calomnie basement des hommes qui ont su mériter l'estime et l'amitié des Algériens, qui presque tous, ont été odieusement persécutés.

Si LES ALGERIENS N'EPROUVENT PAS DE HAINE CONTRE TOUT CE QUI EST FRANCAIS, ne confondent pas tous les Français avec les colonialistes, ils le doivent à leur propre effort d'ouverture en direction de toutes les familles spirituelles françaises et aussi à la RENCONTRE, au DIALOGUE avec des Français qui ont le sens de la dignité humaine et le respect de la CAUSE JUSTE DE LA LIBERTE DES PEUPLES.

LES PRETRES ARRETES SONT DE CEUX-LA, et certainement parmi les meilleurs.

Le ridicule montage politique qui entoure ces arrestations vise un objectif très clair : troubler les milieux chrétiens et rompre les liens d'amitié et de compréhension qui existent entre eux et les Algériens pour isoler notre communauté d'émigrés en France. Cette manoeuvre politique elle-même est doublée d'une opération policière, dont le but est de cacher la généralisation de la torture pratiquée contre les patriotes algériens résidant en France.

De très nombreux cas de tortures nous ont été signalés dans toute la France. Ainsi, parmi tant d'autres nous citerons les affaires Telidji à Strasbourg, Rezgui Hocine et Krama Mohamed à Argenteuil, Boutène à Lyon. Dans cette dernière ville, les auteurs de sévices agissent avec la complicité des autorités supérieures, comme l'a démontré la brutale répression de la prison Saint-Paul, où des centaines d'Algériens ont été grièvement blessés par les C.E.S. intervenant dans l'enceinte même de l'établissement pénitencier.

En fait, l'affaire des frères Semmoud et de leurs compagnons dont les tortures ont été attestées par l'expertise judiciaire, aurait permis à certains milieux lyonnais chrétiens notamment de dénoncer les pratiques courantes des autorités policières et administratives de Lyon.

L'opération contre-feu, lancée par la police contre les prêtres, vise à empêcher ou tout au moins à jeter le

discrédit sur ces Français honnêtes qui voulaient dénoncer ces abominables agissements.

C'est ainsi que des hommes dignes de respect sont calomniés pour avoir vu avec sympathie un mouvement de solidarité entre Algériens.

Il est vrai que les Algériens sont profondément solidaires avec leurs frères détenus et tous leurs compatriotes sans soutien. La Nation algérienne en lutte est une grande famille qui, dans la dure mais exaltante épreuve qu'elle traverse, retrouve toutes ses grandes traditions : l'hospitalité, la solidarité, la fraternité des combattants.

Seuls les vulgaires plumitifs de Soustelle peuvent parler de «prime aux terroristes». A force de se prostituer, ils croient que tout s'achète.

Sous le règne de de Gaulle «l'homme d'honneur», on torture les Algériens en France, on arrête des prêtres parce qu'ils ont aidé des patriotes persécutés, on dénigre les sentiments et les actes les plus généreux et les plus nobles des militants algériens.

Malraux, prophète du régime, n'osera sans doute plus lancer des proclamations indécentes sur l'arrêt des tortures.

Telle est la réalité. Aucune manoeuvre politico-policière n'empêchera qu'elle apparaisse aux hommes de bonne foi.

Paris, le 5 Novembre 1958

LE F.L.N. CONDAMNE FORMELLEMENT LES ELECTIONS LEGISLATIVES DES 28, 29, et 30 NOVEMBRE EN ALGERIE

Après la mascarade des fraternisations, après l'escroquerie du référendum, le gouvernement français organise en Algérie des «élections» législatives.

Devant l'effondrement des structures de l'Etat colonialiste, la démission des élus et la disparition des assemblées préfabriquées, le gouvernement de Gaulle va tenter de couvrir du manteau de la légalité l'occupation et l'administration militaires françaises.

Ce faisant, de Gaulle reprend dans les faits la vieille politique colonialiste de ses prédécesseurs :

- Comme eux, il nie la révolution algérienne et conteste la représentativité de ses chefs,
- Comme eux, il sacrifie les réalités au mythe de «l'Algérie française».
- Comme eux, il recourt au baodaïsme.

Le gouvernement français et ses représentants militaires en Algérie font appel, une fois de plus, aux fantoches.

Les FIGURANTS MUSULMANS DES C.S.P. reçoivent une autre affectation. Demain, les SID CARA et autres ROBERT ABDESLAM seront «ELUS» par la grâce des mitraillettes françaises.

Mais personne ne se fait d'illusion sur leur représentativité, pas même le gouvernement français dont le désarroi et l'inquiétude devant l'absence de candidatures algériennes autres que celles des béni-oui-oui sont une preuve - s'il en était besoin - que le référendum, avec son énorme pourcentage de «OUI» fut, en fait, une parodie.

Quant aux conditions dans lesquelles se déroulera le scrutin, les déclarations de Messieurs Fonlupt-Espéraber et Savary, qui ont renoncé à faire acte de candidature, montrent que, pas plus que lors du référendum, n'existera pour le collègue électoral algérien la possibilité de s'abstenir.

Le F.L.N., fondamentalement opposé à tout vote se déroulant sous l'empire de la loi française, CONDAMNE LES ELECTIONS DES 28 29 ET 30 NOVEMBRE, au même titre que le référendum.

Le peuple algérien combat depuis quatre ans pour l'indépendance nationale. Le F.L.N., expression politique de l'A.L.N. en est le porte-parole exclusif. Les réalités de la guerre ont largement démontré sa représentativité. L'ignorer ou ne pas en tenir compte, c'est :

- Se condamner au truquage électoral et au viol des consciences,
- Refuser la négociation,
- Poursuivre la guerre.

Paris, le 11 Novembre 1958.

LA GREVE DE LA FAIM DES PATRIOTES ALGERIENS DETENUS A LA SANTE ET DANS LES PRISONS DE FRANCE

Le 13 Novembre 1958, Ben Bella, Boudiaf, Khider et Aït Ahmed, Ministres d'Etat du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, ont cessé la grève de la faim.

Ils l'avaient déclenchée le 28 Octobre 1958 par solidarité avec Rabah Bittat, autre Ministre d'Etat, ainsi qu'avec d'autres responsables F.L.N. détenus.

Bittat, condamné par le tribunal militaire d'Alger, était emprisonné dans une centrale de force, considéré comme criminel délinquant de droit commun et soumis

à un régime d'autant plus odieux, eu égard à sa qualité de Ministre algérien. Pour obliger l'administration pénitentiaire à un minimum de respect et se faire reconnaître la qualité de détenu politique, Bittat recommençait le 4 Octobre une seconde grève de la faim après une première qui dura 13 jours.

Ainsi, pour accéder au régime particulier que toutes les nations civilisées du monde accordent aux détenus dont l'inculpation, ou la condamnation est motivée par leurs seules convictions politiques, les Ministres d'Etat algériens et responsables du F.L.N ont dû avoir recours à l'ultime moyen de détenu : la grève de la faim.

Cette grève eut de grosses répercussions internationales :

- Interventions énergiques du gouvernement marocain qui se sent moralement responsable de l'arrestation des délégués F.L.N. par l'acte de piraterie française du 22 Octobre 1956.

- Grèves et manifestations monstres au Maghreb et dans les pays arabes.

C'est pourquoi le Ministre français de la Justice fut contraint de faire droit aux réclamations des grévistes.

Au moment où la propagande française essaye de tromper l'opinion internationale sur le prétendu désir de négociation du gouvernement de Gaulle, le F.L.N. en appelle à cette même opinion qu'il fait juge des véritables intentions du gouvernement français, qui non seulement maintient en prison des représentants authentiques du peuple algérien, mais encore les assimile à de vulgaires condamnés de droit commun dont ils subissent la promiscuité et le régime.

Le F.L.N. exprime sa sympathie, son admiration et son respect à tous les emprisonnés algériens grévistes. Il salue leur courage digne des meilleurs fils de l'Algérie combattante.

La lutte qu'ils poursuivent au-dedans même des prisons colonialistes ne peut que stimuler les combattants du dehors et hâter l'heure de l'Indépendance algérienne.

Paris, le 14 Novembre 1958

Document 19 (voir annexes)

A l'adresse du PEUPLE FRANÇAIS

N° 2 Juillet 1959

F.L.N. Documents

ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DE FRANCE
DU
FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE
ALGERIEN

----- A NOS LECTEURS FRANCAIS -----

Le discours prononcé le 4 Juin 1959 par le Premier Ministre Français sur le problème algérien, et le débat qui s'en est suivi au parlement, nous laissent sceptiques sur les chances d'une paix que nos deux peuples désirent ardemment.

Ainsi à la cinquième année de lutte c'est encore l'étranger qui serait seul le responsable de la poursuite de la guerre d'Algérie ! «S'il n'y avaient pas les communistes français, algériens, russes ou chinois, si la «presse défaitiste» était interdite, si certains

«entourages» n'étaient pas «mendésistes» si le Maroc et la Tunisie n'existaient pas, si l'Amérique était plus loyale, a-t-on pu entendre, la guerre d'Algérie serait terminée...» C'est en ces termes qu'un, quotidien français, dénonçant la stupidité de ces arguments, résumait les débats.'

FRANÇAIS, Hommes et Femmes de France !

Présenter de la sorte la situation algérienne, c'est faire injure non seulement à vos morts et aux nôtres - nous n'attendons certes pas des bourreaux qu'ils respectent la mémoire de leurs victimes - mais encore à vous, électeurs et électrices dont les députés se moquent impudemment.

Car enfin, plus de 50.000 Algériens tués par an et constamment remplacés au sein de l'A.L.N., plus de 100.000 emprisonnés, 112 centres militaires de triage, 11 centres d'«hébergement», plus d'un million de personnes «regroupées» dans les camps de concentration d'Algérie ; quatre camps de concentration en France, 15.000 détenus dans les prisons et camps sur le territoire français - ces chiffres étant ceux-là même avoués par les autorités de l'Etat-major français - n'est-ce pas là le tableau authentique de l'Algérie actuelle ?

Toutes ces souffrances, tous ces sacrifices sont-ils endurés par d'autres que le peuple algérien ?

L'armée française a-t-elle jusqu'à ce jour rencontré dans les rangs des combattants russes ou chinois ?

La vérité c'est que des centaines de milliers d'Algériens et Algériennes sont suspectés, arrêtés, frappés, torturés, «isolés», «regroupés»... quand ils ne sont pas envoyés en «corvée de bois» ou abattus pour «tentative de fuite».

La vérité c'est que des centaines de milliers d'Algériens et Algériennes, ont donné leur vie, parce que le peuple algérien unanime a choisi de se débarrasser de l'occupant.

La vérité c'est que des millions d'autres sont décidés à reprendre le flambeau, et parmi vous qui nous lisez, ceux qui dans les maquis eurent l'honneur d'être les combattants sans uniforme le comprendront bien : «Ami - si tu tombes - un ami sort de l'ombre à ta place» ...

La vérité c'est que nous sommes plus de 10 millions. Nous sommes un peuple jeune. Nous n'avons à perdre que nos chaînes. Nous avons lutté et nous lutterons jusqu'à la satisfaction de nos aspirations nationales. Chaque épreuve nouvelle, bien loin de nous mener à cette fameuse «lassitude» dont vous bercent périodiquement vos imposteurs professionnels, vient raviver dans nos coeurs la détermination farouche de libérer notre pays.

Qu'un Premier Ministre porte-parole du Général de Gaulle, fasse siens la plupart des arguments usés invoqués au palais Bourbon par les «mal-élus» ; qu'il menace de dresser une liste noire : d'entreprises sises en pays occidentaux voire européens, et de prendre des mesures de rétorsion qui «coûteront cher à ceux qui ne comprennent pas la nécessité d'une solidarité avec la France» ; qu'il prévoie la révision des positions de la France sur le plan de l'Union Européenne et de la Solidarité Atlantique, si ses alliés n'épousent pas sans réserve la cause française... toute cette rage impuissante montre à quel point la guerre d'Algérie a isolé la France, même au sein des peuples occidentaux.

Mais alors, la politique colonialiste française aurait-elle raison contre l'ensemble des peuples afro-asiatiques, contre la majorité des peuples sud-américains et européens qui manifestent pour la Révolution algérienne compréhension et sympathie ? Déjà à la dernière session de l'O.N.U, il a fallu le soutien de la raciste Afrique du Sud et du défunt régime Battista pour éviter au gouvernement du Général de Gaulle la condamnation de sa politique algérienne. Et quelle sera l'attitude du peuple français lorsque cette politique aura été condamnée par la plus haute instance internationale ?

00

FRANÇAIS !

Il ne suffit pas que M. DEBRE dise et répète la légitimité française en Algérie pour que le monde le croie.

L'occupation de l'Algérie par la force des armes s'est faite après 27 années de guerre dans le nord du pays. Le sud n'a été définitivement occupé qu'au début du XX^e siècle, c'est-à-dire après une résistance populaire de plus de 70 ans. Or l'occupation de guerre est impropre à faire disparaître la souveraineté algérienne, et à conférer à l'occupant une légitimité quelconque.

Quant à la Nation, à l'Etat algérien que M. DEBRE n'a pu découvrir dans le passé, faut-il lui rappeler l'Histoire de son propre pays qui nous enseigne par exemple :

- Qu'un traité entre M. de GUISE au nom de Louis XIII, Roi de France et les Députés du Bacha, et Milice d'Alger est signé à Marseille le 21 Mars 1619 ?

- Qu'un traité de paix pour le commerce entre le Dey d'Alger et les sujets du Roy de France est conclu à Alger le 19 Septembre 1628 ?

Et nous pourrions citer d'autres traités où l'Algérie apparaît comme Etat membre de la communauté internationale.

Le Premier Ministre invoqué l'acceptation des intéressés, qui fonderait la légitimité française. Abdelkader 1830-1847, les enfumades des Ouled Riah, Mokrani, El Hadad, les déportations en Nouvelle Calédonie, les Ouled Sidi Cheik, Boumaza, 1916 dans les Aurès, 1945 à Sétif et Guelma, enfin la lutte de libération entreprise depuis 1954, voilà autant de faits, de dates, de noms qui jalonnent le refus constant opposé par le peuple algérien à l'occupant français.

Aujourd'hui ces faits sont connus de tous les peuples sauf du peuple français, dont les gouvernants entretiennent délibérément l'ignorance.

Les nations afro-asiatiques nous comprennent et nous soutiennent parce que notre Histoire de peuple colonisé est la leur. De même que les pays latino-américains qui encore au siècle dernier, gémissaient sous le joug colonial espagnol. Nombreux aussi sont les gouvernements européens qui comprennent que la France par son obstination à s'opposer au courant, irrésistible de libération des peuples colonisés, risque de dresser contre l'Occident les trois quarts de l'Humanité qui n'ont pas oublié que certains pays européens étaient hier encore leurs négriers et leurs exploités.

0

00

0

C'est pourquoi notre Juste cause est mieux entendue par l'auditoire international que celle dont M. DEBRE s'est fait le champion dans l'Hémicycle du Palais Bourbon.

Les textes que nous vous présentons dans ce deuxième numéro du «F.L.N. Documents» sans visé à un bilan exhaustif if de l'activité internationale du F.L.N. et du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, permettent aux lecteurs de se rendre compte que l'Algérie ne pose pas un problème particulier à une province française – dans le cadre de la République Française - ni à fortiori celui de conflit de caractère local ou tribal
FRANÇAIS !

A ceux qui, comme le Premier Ministre du Général de Gaulle, parlent encore en Juin 1959 de souveraineté française en Algérie, préfabriquent des députés au rabais, tente de municipaliser la baodaïsme et rêvent d'accorder l'«aman» aux groupes de l'armée de Libération Nationale, nous opposons des faits.

Point n'est besoin ici de parler de la lutte armée, de la guerre de résistance nationale ; les informations, même édulcorées, ne manquent pas aux Français. Elles sont tout de même édifiantes.

Nous souhaitons simplement que ces quelques documents aident les Français - soumis à un travail de «mise, en condition» de plus en plus systématique - à se rendre compte que l'ALGÉRIE COMBATTANTE EST MAINTENANT FERMEMENT INSTALLEE DANS LA VIE INTERNATIONALE.

C'est là une évolution irréversible.
Aujourd'hui pour tout Français, vouloir la paix signifie prendre conscience de cette réalité très simple et indéniable :

L'ALGERIE, L'ETAT ALGERIEN EXISTENT, LA REVOLUTION ALGERIENNE SUIV SON COURS.

La négociation ne peut se faire, et ne se fera que de gouvernement à gouvernement. La paix ne peut être que franco-algérienne.

Paris, Juin 1959
La Fédération de France du
Front de Libération Nationale Algérien.

LA RESTAURATION DE L'ETAT ALGERIEN

**DECLARATION DU GOUVERNEMENT
PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE
ALGERIENNE**

Le 19 Septembre 1958, un Gouvernement Provisoire de la République Algérienne a été proclamé. Cette proclamation faite au nom d'un peuple qui combat depuis quatre ans pour son indépendance, restaure l'Etat algérien que les vicissitudes de la conquête militaire de 1830 ont brutalement et injustement supprimé de la carte politique de l'Afrique du Nord.

Ainsi s'achève la plus scandaleuse des usurpations du siècle dernier qui a voulu dépouiller un peuple de sa nationalité, le détourner du cours de son Histoire et le priver de ses moyens d'existence en le réduisant à une poussière d'individus. Ainsi prend fin la longue nuit des mythes et des fictions. Ainsi prend fin le temps du mépris, des humiliations et des servitudes.

Un peuple qui, à travers 128 années de domination n'a pas renoncé un seul instant à sa nationalité, qui a subi de sanglantes défaites sans jamais abandonner le rythme quotidien de sa propre vie ; un peuple qui a conservé intact le culte de son cassé, de ses traditions, de sa langue et de sa civilisation, ce peuple-là a droit au respect et à la liberté.

Et c'est parce que cette liberté est demeurée à travers les générations l'idéal sacré quelle père transmettait au fils, que le 1^{er} novembre 1954, dans un nouveau sursaut irrésistible cette fois, le peuple algérien s'est levé pour affirmer les armes à la main, son droit imprescriptible à l'indépendance, à la liberté et à la dignité.

HOMMAGE AU PEUPLE ALGERIEN ET SON ARMEE

Depuis quatre ans, notre peuple est au combat. Il fait face à une des plus grandes armées du monde. Plus de 600 000 victimes algériennes jalonnent la longue et glorieuse route de la liberté. Livré par la France au pouvoir discrétionnaire des colonialistes et des colonels, notre peuple est chaque jour torturé et massacré. Mais malgré ses souffrances et ses milliers de morts il reste inébranlable dans sa foi et dans la certitude de sa libération prochaine.

Notre invincible Armée de Libération Nationale, avec des moyens limités tint tête victorieusement à une armée française dotée d'un matériel moderne puissant, de l'artillerie, de l'aviation, de la marine.

C'est cet héroïsme, c'est ce courage, ce sont ces multiples sacrifices en un mot c'est la volonté unanime du, peuple algérien qui légitime la constitution du Gouvernement que j'ai l'honneur de présider,

Le premier devoir du Gouvernement provisoire de la République Algérienne est, donc de rendre un vibrant hommage à ce peuple algérien martyr qui a accepté de terrifiantes épreuves pour que naisse et vive la République Algérienne libre. Cet hommage s'adresse également avec la même ferveur à la glorieuse Armée de Libération Nationale dont la bravoure et les sacrifices

ont définitivement installé la cause de la Révolution algérienne sur la voie du succès.

LIBERTE - JUSTICE – LIBERATION SOCIALE -

En ces moments historiques, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne salue avec émotion la mémoire de tous les martyrs algériens. En évoquant le souvenir impérissable de ceux qui furent atrocement torturés, de ceux dont l'horrible exécution fut cyniquement déguisée en fuite ou tentative de fuite, de ceux encore dont l'assassinat fut camouflé en suicide, comme pour ajouter une suprême insulte à leur sacrifice suprême, le Gouvernement provisoire de la République algérienne fait le serment de demeurer fidèle à leur idéal de liberté, de justice et d'émancipation sociale,

Le Gouvernement provisoire de la République Algérienne, émanation de la volonté du peuple, est à cet égard conscient de ses responsabilités ; il les assumera toutes. Et d'abord celle de conduire le peuple et son armée jusqu'à la libération nationale.

Cette libération acquise, la parole reviendra au peuple. C'est à lui, et à lui seul que revient le droit de forger les institutions de l'Etat algérien. En faisant siens les principes de la Révolution, il s'est déjà prononcé à la face du monde pour une République démocratique et sociale.

POURQUOI NOUS COMBATTONS

Le peuple algérien est un peuple pacifique. C'est contraint par le colonialisme français qu'il a pris les armes après avoir épuisé tous les moyens pacifiques pour recouvrer sa liberté et son indépendance. La fiction de l'Algérie française, le mythe de l'intégration, n'ont d'autre fondement que la politique de force.

L'Algérie n'est pas la France. Le peuple algérien n'est pas français. Émettre la prétention de «franciser» notre pays constitue une aberration, une entreprise anachronique et criminelle condamnée par la Charte des Nations Unies. Contraindre les Algériens à se prononcer par référendum, sur des institutions purement françaises, est une intolérable provocation contre un peuple qui lutter, précisément, depuis quatre ans pour son indépendance nationale.

Installés dans leurs structures impérialistes et racistes les, colonialistes français entretiennent les mythes du passé, et veulent, par la guerre d'Algérie, perpétuer le crime, de 1830 et assurer la pérennité de leur domination.

Ces temps sont révolus. Aucune nation, si puissante soit-elle, n'a plus la liberté d'imposer sa loi à une autre nation. Cela signifie que la force restera impuissante devant la volonté unanime des Algériens d'édifier leur propre Histoire.

Cela signifie que notre peuple ne déposera les armes que le jour où ses droits de peuple souverain seront reconnus.

SOLIDARITE MAGHREBINE ET ARABE

Dans ce combat, l'Algérie n'est plus seule. Que les responsables français réfléchissent : derrière nous, il y a d'abord la Tunisie et le Maroc dont le destin, à travers les âges, a toujours été lié au nôtre. Il est dans la logique que l'Algérie, partie intégrante du Maghreb arabe, puisse édifier avec les deux pays frères une Fédération Nord-Africaine. La Conférence de Tanger fait date. Le Gouvernement provisoire de la République algérienne reste fidèle à l'esprit de cette Conférence, car il est plus que jamais convaincu que la Fédération Maghrébine est la seule formule susceptible d'apporter, des solutions viables aux problèmes qui se posent à nous. Elle nous ouvre des perspectives à la dimension du monde moderne.

Il y a aussi le magnifique héritage de la civilisation arabo-islamique. Le peuple algérien, attaché à cette civilisation, fait partie du Monde Arabe. Ce monde est un, et, c'est un non-sens politique que de vouloir le diviser. On ne saurait se prétendre les amis des Arabes à Tunis, à Rabat et à Beyrouth et leur nuire à Alger, au Caire et à Bagdad. La solidarité arabe n'est pas un vain mot. C'est grâce au soutien agissant de ces peuples frères et de leurs Gouvernements que le peuple algérien est près d'atteindre son but, s'il pouvait exister une dette de reconnaissance entre frères, celle du peuple algérien envers les peuples arabes serait immense.

SOLIDARITE AFRICAINE ET ASIATIQUE

Je citerai également les pays libres de la Conférence d'Accra et les peuples encore enchaînés de l'immense continent africain qui aspirent à leur indépendance. A un moment de leur destin, le Gouvernement provisoire de la République algérienne salue ces peuples d'Afrique et de Madagascar, liés au peuple algérien dans une même communauté de souffrance et de luttes contre le colonialisme français. Africains, Malgaches et Algériens s'entr'aideront avec la foi que requièrent la libération et la promotion du continent africain.

Après l'Algérie, il y a enfin toute l'Asie, tous les peuples qui viennent de secouer le joug de la domination coloniale et qui accèdent peu à peu aux responsabilités du pouvoir et à la technique moderne. A cet égard, la reconnaissance du Gouvernement provisoire de la République algérienne par la République populaire de Chine, reconnaissance qui sera suivie par d'autres pays d'Asie, est significative.

A tous les peuples que la Conférence de Bandoeng a réunis autour du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Algérie combattante adresse ses remerciements, et les assure en même temps que de sa

fidélité aux principes de Bandoeng, de sa vive reconnaissance pour l'aide matérielle et morale qu'ils lui ont apportée.

CEUX QUI SAUVENT L'HONNEUR

Nos remerciements vont également à ces hommes d'élite, à ces démocrates français, à tous ceux qui, en Europe et dans les deux Amériques n'ont pas cessé, avec une liberté de pensée qui les honore, d'appuyer notre juste cause. Ces semeurs d'idées neuves, ces bâtisseurs d'une humanité expurgée de tout esprit de domination, condamnent sans réserve tout système de colonisation. Ces hommes de toutes confessions et de toutes origines sont nos amis et nos alliés.

NOUS SOMMES PRETS A NEGOCIER

Le peuple, algérien est donc fort de solides appuis. Il ne fait cependant pas la guerre pour la guerre. Il n'est pas l'ennemi du peuple français. Mais l'amitié entre peuples ne peut se concevoir que, dans le respect de la liberté et de la souveraineté de chacun d'eux.

Nous avons toujours affirmé notre désir d'apporter au problème algérien une solution pacifique et négociée. Seul le refus des gouvernements français à accepter une négociation, est à la base de la prolongation de la guerre. C'est dire que la guerre d'Algérie peut rapidement prendre fin si tel est le désir du Gouvernement français.

Le Gouvernement provisoire de la République Algérienne est quant à lui prêt à la négociation. Pour ce faire, il est prêt à tout moment à rencontrer les représentants du Gouvernement français.

LA MINORITE EUROPEENNE : PAS DE PROBLEME INSOLUBLE

La présence de Français et d'Européens en Algérie ne pose pas de problème insoluble. En tout état de cause, l'Algérie, expurgée des colonialistes, ne connaîtra ni de super-citoyens, ni de citoyens à part diminuée. La République algérienne ne fera aucune distinction fondée sur la race ou la confession entre ceux qui veulent demeurer ses enfants. Des garanties fondamentales seront données pour qu'à tous les échelons tous les citoyens participent à la vie du pays. Tous les intérêts légitimes seront respectés.

L'ALGERIE ET LA FRANCE

Par ailleurs, l'indépendance de l'Algérie n'est nullement un obstacle à l'établissement de nouveaux rapports entre la France et l'Algérie. Ces rapports seront d'autant plus fructueux qu'ils seront fondés sur le respect de la souveraineté de chacun, des deux pays. Au surplus, cette indépendance peut seule ouvrir des perspectives nouvelles à la Coopération avec tous les autres pays.

L'ALGERIE ET LE MONDE

Depuis sa proclamation, le Gouvernement provisoire de la République Algérienne a enregistré avec satisfaction sa reconnaissance par un certain nombre de puissances. Il les en remercie vivement. D'autres le reconnaîtront demain. A l'adresse de toutes ces puissances, nous déclarons que notre Gouvernement est conscient de ses responsabilités sur le plan international. Il respectera les principes de la Charte des Nations Unies et fait sienne la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ces principes demeureront la base intangible de la politique de la République algérienne et orienteront l'action de notre Gouvernement.

POUR LE RESPECT DES LOIS DE LA GUERRE ET POUR LA PAIX MONDIALE

Dans ce domaine, le Gouvernement provisoire de la République algérienne accueillera avec la plus grande faveur toute initiative internationale tendant à l'application à la guerre d'Algérie des dispositions humanitaires des Conventions de Genève.

De même, il accueillera toute initiative tendant à consolider la paix dans le monde, à arrêter la course aux armements, à interdire dans le monde les expériences nucléaires que la France veut étendre au sol algérien.

Au terme de cette déclaration, nous voudrions rappeler que la prolongation de la guerre d'Algérie constitue une menace permanente à la paix mondiale. Nous lançons un appel pressant à tous les hommes, à tous les peuples pour qu'ils joignent leurs efforts aux nôtres en vue de mettre fin à cette sanglante guerre de reconquête coloniale.

Nous exprimons le fervent espoir que cet appel sera entendu.

L'Algérie à l'O.N.U.

- RECONNAISSANCE DE L'ETAT DE GUERRE EN ALGERIE.
- RECONNAISSANCE DU G.P.R.A.
- RECONNAISSANCE DU DROIT A L'INDEPENDANCE

EN COMMISSION POLITIQUE

Un commission tendue où quatre-vingt et un délégués, dont celui de la Guinée qui siégeait pour la première fois, se prononçait alors sur des principes sans ambiguïté, Et les résultats du vote révélèrent le profond changement de climat qui était intervenu depuis l'année dernière dans l'esprit d'une large, majorité de nations.

Sur le principe du droit à l'indépendance du peuple algérien trente neuf nations votèrent favorablement, quinze seulement s'apposèrent à ce paragraphe alors

que vingt trois délégués durent s'abstenir, manifestant, ainsi qu'ils ne pouvaient en tout cas pas s'opposer à la reconnaissance de ce droit intangible.

Sur le paragraphe relatif à la poursuite, de la guerre d'Algérie, qui comportait notamment pour la première fois le mot «guerre» et qui impliquait en fait une reconnaissance de facto de l'état de belligérance entre l'Algérie et la France il ne s'est trouvé que sept gouvernements pour soutenir là, thèse française, contre cinquante cinq votes favorables à cet alinéa et dix sept abstentions.

Sur le paragraphe admettant que la présente situation en Algérie constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales, quarante sept pays admettaient ce fait politique essentiel contre neuf et vingt abstentions.

La partie opérative de la résolution et notamment la référence à la négociation entre les deux parties obtint à son tour trente six voix contre dix-huit et vingt cinq abstentions.

L'analyse de ces votes se passe de commentaires car elle indique clairement que les Nations-Unies ne se contentent plus d'attitudes vagues mais expriment clairement à une large majorité des positions qui sont une condamnation cinglante de la politique française. Si bien que la résolution votée dans son ensemble, l'emportait largement par trente deux voix favorables contre dix-huit et trente abstentions.

C'était là une victoire éclatante pour nos thèses, une condamnation implicite de la politique française en Algérie, un appel insistant pour une solution politique et négociée entre les deux parties, une reconnaissance de la représentativité du Gouvernement provisoire, une admission sans équivoque du droit imprescriptible de notre peuple à l'indépendance.

EN ASSEMBLÉE GENERALE...

Cette résolution présentée à l'Assemblée Générale dans la nuit du 13 au 14 Décembre 1958, faisait alors l'objet d'une bataille de procédure où l'isolement de la France apparaissait d'une manière implacable. En effet, pour défendre ses thèses en tentant de pitoyables manoeuvres de diversion, il ne s'est trouvé que le représentant de Cuba et la République dominicaine. Après que les co-auteurs de la résolution eurent, satisfaits par le résultat politique obtenu en commission, retiré le paragraphe faisant référence au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne sans qu'un, vote ne soit intervenu sur ce point, l'ensemble de la résolution, analysée plus haut obtenait trente cinq voix pour, dix-huit contre et vingt-huit abstentions. Ainsi à une voix près, la majorité des deux tiers aurait pu être acquise, et c'est là une victoire dont les effets ne manqueront pas de se faire sentir. L'analyse de ce vote final, le sens de certaines abstentions, la signification d'une aussi large majorité marquent un tournant essentiel dans notre lutte

sur le plan, international et un encouragement sans équivoque à mener jusqu'au bout notre combat pour l'indépendance.

Le soutien fidèle de nos amis, l'embarras de ceux de la France, les abstentions spectaculaires de ceux qui hier encore faisaient aveuglément confiance au gouvernement français, sont autant de signes que nous devons accueillir avec satisfaction et qui ne peuvent que raffermir, s'il en était besoin, notre détermination

Extrait d'EL MOUDJAHID
Organe Central du Front de Libération Nationale
N°34, - 24 Décembre 1958

RESOLUTION SOUMISE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES

- L'Assemblée Générale,
- Ayant discuté de la question algérienne,
- Rappelant sa résolution 1012 (XI) du 15 Février 1957 dans laquelle l'Assemblée Générale exprimait l'espoir qu'une solution pacifique, démocratique et juste serait trouvée par des moyens appropriés, conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies,
- Rappelant également sa résolution 1184 (XII) du 10 Décembre 1957 dans laquelle l'Assemblée Générale exprimait le voeu que des pourparlers fussent engagés, et d'autres moyens appropriés utilisés en vue d'une solution, en conformité des Buts et Principes de la Charte des Nations-Unies,
- Reconnaisant le droit du peuple algérien à l'indépendance,
- Profondément préoccupés par la continuation de la guerre en Algérie,
- Considérant que la situation actuelle en Algérie constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Recommande instamment des négociations entre les deux parties intéressées en vue d'aboutir à une solution en conformité de la Charte des Nations-Unies.

COMMUNIQUE DE LA DELEGATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE A LA XIIIème SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES

«Nous sommes pleinement satisfaits de l'issue des débats sur la question algérienne. Le Gouvernement provisoire de la République Algérienne voulait un débat politique. Ce débat politique a eu lieu. Nous avons obtenu une importante majorité en Commission comme en Assemblée Plénière où cette majorité a atteint à une voix près les deux-tiers des voix, en faveur du Droit du peuple algérien à l'indépendance et en faveur de la négociation entre les deux parties intéressés, c'est-à-dire entre le Gouvernement provisoire de la République Algérienne et le Gouvernement français.»

«Le fait que la Commission ait adopté la référence au Gouvernement provisoire de la République Algérienne est une grande victoire politique pour le peuple algérien. Il est à noter que les très nombreuses abstentions des alliés de la France et notamment celle des Etats-Unis d'Amérique constituent une nette indication de leur évolution quant au problème algérien. Les Etats-Unis tout comme plusieurs membres de l'O.T.A.N ne se sont pas prononcés, contre le Droit du peuple algérien à l'indépendance ni contre la négociation avec le Gouvernement provisoire de la République Algérienne. C'est là le fait politique significatif de l'embarras des alliés de la France et de leur désaveu de sa politique en Algérie.»

Le Caire, le 14 décembre 1958

La Solidarité ARABE

L'ALGERIE AU 4ème CONGRES DES ECRIVAINS ARABES

Koweït -20-27-Décembre 1958)

RESOLUTION SUR L'ALGERIE

L'appel suivant, ainsi que l'a décidé le Congrès des Ecrivains Arabes, sera adressé aux Ecrivains et aux Penseurs du monde entier :

- Considérant que malgré les protestations indignées de la conscience universelle devant la guerre d'extermination, menée par la France en Algérie, pour reconquérir l'Algérie et détruire les libertés et la nationalité algérienne,

- Considérant que malgré la proclamation du Gouvernement Légal algérien qui représente le peuple algérien, combattant pour le Droit sacré de l'Algérie à disposer d'elle-même et à recouvrer ses droits,

- Considérant que la France ne cesse de poursuivre sa politique surannée avec des méthodes et des visées colonialistes,

- Considérant que la France a cherché à détourner la volonté du peuple algérien par la stratégie des élections,

Nous Ecrivains Arabes, réunis au Congrès à Koweït, insistons particulièrement auprès des hommes libres de toute la terre pour qu'ils épousent la cause algérienne,

défendent la thèse de «l'Algérie aux Algériens» et se solidarisent avec le peuple algérien en lutte. Nous les pressons de soutenir le Droit du peuple algérien à sauvegarder son pays, sa langue, sa nationalité. Car c'est là un devoir noble et impérieux, dicté par les valeurs suprêmes de l'Homme et par la dignité humaine.

0
00

Bar ailleurs, le Congrès a adressé au Secrétaire Général des Nations-Unies un télégramme de protestation contre la guerre d'extermination menée par la France en Algérie. Un appel a été lancé à tous les Etats du monde pour les inviter à reconnaître le Gouvernement algérien.

RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS DU VIIIème CONGRES DES CHAMBRES D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE DES PAYS ARABES

Le 8ème Congrès des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture des pays arabes s'est tenu au Caire du 6 au 13 Décembre 1958.

Ont assisté à ce, Congrès les représentants des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de pays arabes suivants : R.A.U., Jordanie, Arabie Séoudite, Soudan, Iran, Liban, Libye, Bahrein, Algérie, Koweït, Yemen, Palestine.

RESOLUTION SUR L'ALGERIE

Le Congrès :

1/- Exprime au courageux peuple algérien son admiration et sa solidarité agissante.

2/- Invite les Gouvernements arabes à faire toute diligence et à remplir leurs engagements à l'égard du Gouvernement algérien.

3/— Invite les Gouvernements, arabes à s'accorder sur un projet commun exécutoire dans tous les pays arabes en vue de réunir les fonds amassés et d'en faire une source d'aide continue et généralisée.

4/- Invite tous les peuples et toutes les organisations économiques des pays afro-asiatiques à organiser comme les pays arabes une semaine d'aide à l'Algérie.

5/- Appelle l'O.N.U. à faire pression sur la France en vue de négocier, directement avec le G.P.R.A., à reconnaître les aspirations nationales du peuple algérien et à arrêter l'effusion de sang en Algérie.

6/- Invite les Chambres de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture des pays arabes à boycotter les produits français.

7/- Demande aux Gouvernements de Bandoeng de prendre exemple sur les pays arabes qui constituent une partie importante du bloc afro-asiatique et à boycotter à leur tour les produits français.

8/- Proteste :

1) Contre toute aide directe ou indirecte apportée à la France en vue de continuer la guerre d'Algérie.

2) Contre l'immixtion d'organismes internationaux aux côtés de la France tel la B.I.R.D. dont le Président a récemment visité les champs pétrolifères algériens, ce qui constitue un acte d'hostilité à l'égard du peuple algérien et un encouragement au colonialisme français.

La Solidarité AFRICAINE

LA CONFERENCE DES PEUPLES AFRICAINS

RESOLUTION SUR L'ALGERIE

La Conférence des Peuples Africains, tenue à Accra du lundi 8 au vendredi 13 Décembre 1958,

- Constatant qu'en raison de l'obstination de la France et de l'abdication de ses gouvernements successifs devant les injonctions menaçantes de la minorité Ultra installée en Algérie, la guerre d'Algérie est rentrée -plus atroce et plus meurtrière que jamais- dans sa cinquième année ;

- Considérant que la France, sourde à tous les appels, s'entête à maintenir sa domination en Algérie pour perpétuer, sous des armes camouflées, le régime colonial dans les autres pays qu'elle prétend, par des artifices originaux, libérer et associer à son destin ;

- Considérant que cette guerre que la France impose à l'Algérie coûte au peuple algérien plus de 600 000 victimes ;

- Considérant -que là discrimination pratiquée contre les Algériens en France et en Algérie, les représailles contre les civils, les menaces, les camps de concentration, les ratissages, le transport des populations civiles des zones dites d'insécurité ont provoqué des mouvements massifs de réfugiés, en Tunisie et au Maroc qui y vivent dans des conditions physiques et morales extrêmes ;

- Considérant que le peuple Algérien a subi, pendant près de 130 ans un colonialisme pesant et féroce et n'a entrepris d'arracher son indépendance les armes à la main qu'après avoir épuisé tous les moyens d'une solution pacifique et raisonnable ;

- Rappelant les termes des Recommandations faites par les Etats Indépendants d'Afrique lors de la Conférence

d'Accra du 22 Avril 1958 en vue de mettre fin à la guerre de reconquête coloniale de l'Algérie ;

1°/ Réaffirme le Droit du Peuple Algérien à l'Indépendance.

2°/ Condamne la politique dite de l'intégration de l'Algérie à la France.

3°/ Récuse toute valeur à toute consultation électorale préparée, organisée, conditionnée et contrôlée par les agents français qui, en l'occurrence, ne peuvent être à la fois juges et parties.

4°/ Prend acte de nouveau de l'incapacité de la France à organiser des élections libres en Algérie, puisque même des candidats français, ultra partisans acharnés du - colonialisme et de l'intégration dénoncent violemment les élections législatives truquées du 30 Novembre dernier et contestent officiellement toute représentativité aux députés issus de cette consultation.

5°/ Invite la France à reconnaître au peuple algérien, son droit naturel à l'indépendance et à engager rapidement avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, interprète authentique de la volonté du peuple algérien, les négociations en vue de la réalisation de l'indépendance et du cessez-le-feu.

6°/ Renouvelle aux nations amies de la France l'appel de la Conférence des Etats d'Afrique Indépendants d'Accra du 22 Avril 1958 afin qu'elles refusent désormais à la France toute aide, de quelque nature qu'elle soit, à son entreprise de génocide en Algérie. .

7°/ Prie instamment l'Organisation des Nations-Unies de recommander expressément une solution pacifique du problème algérien au moyen d'une négociation directe entre le Gouvernement, français et le Gouvernement provisoire de la République algérienne, de fixer un délai raisonnable pour l'ouverture de négociations et de prévoir des mesures pratiques et efficaces afin d'aider le Gouvernement français à accepter une solution du problème algérien par la voie de négociations directes dans un territoire neutre qui garantisse la dignité et la liberté, de chaque Algérien et sans préalable d'aucune sorte.

8°/ Prie instamment les Etats et Gouvernements - et notamment les Etats Africains indépendants du Ghana, de la Guinée, du Libéria et de l'Ethiopie - de décider la reconnaissance du Gouvernement provisoire de la République algérienne.

9°/ Lance un appel vibrant aux pays africains afin d'organiser une journée de solidarité africaine avec l'Algérie au cours de laquelle on procédera à une collecte populaire en faveur des victimes algériennes de la répression et condamnera - sous forme de manifestations publiques, pétitions et protestations - la guerre coloniale d'Algérie.

10°/ Salue le courage et l'esprit de solidarité anti-colonialiste et africaine des soldats africains qui ont déserté l'armée française et lance un appel fraternel à toutes les troupes africaines engagées dans la guerre d'Algérie afin de suivre ce magnifique exemple et de rejoindre dès que possible l'Armée de Libération Nationale Algérienne.

11°/ Fait confiance au Secrétariat Permanent de la Conférence Africaine pour veiller à l'application et à l'exécution des recommandations ci-dessus mentionnées.

La Solidarité ASIATIQUE

COMMUNIQUE VIETNAMIEN SUR LA VISITE DE LA DELEGATION ALGERIENNE

Hanoï, 16 Décembre 1958. - Le Gouvernement de la République Démocratique du Viet-Nam a déclaré aujourd'hui son soutien ferme et résolu à la lutte de libération nationale du peuple algérien, dans un communiqué publié sur la visite de la délégation du Gouvernement Algérien.

Le communiqué disait : «La délégation s'est entretenue cordialement avec une délégation du Gouvernement de la République Démocratique du Viet-Nam. Une identité de vues complète a été atteinte pendant ces discussions au cours desquels des problèmes internationaux aussi bien que des questions concernant les relations entre les deux pays ont été soulevés».

«Les deux parties notent avec grande satisfaction qu'au cours des quelques dernières années, le mouvement anti-colonialiste, le mouvement de libération nationale et le mouvement de lutte pour la sauvegarde de la paix mondiale sont allés en s'amplifiant chaque jour davantage. Depuis la conférence historique de Bandoeng et la conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques tenue au Caire, jusqu'aux conférences africaines réunies à Accra, le mouvement anti-colonialiste dans les pays d'Afrique et d'Asie, pour l'obtention et la sauvegarde de l'indépendance nationale s'est intensifié jour après jour. Chassés de presque tous les pays d'Asie et d'Afrique, les colonialistes se sont efforcés de maintenir leur politique de «positions de force», en violation des principes des Droits de l'Homme et des lois internationales. La guerre coloniale et les actes de terrorisme barbare commis par les impérialistes ont été condamnés énergiquement. Malgré les difficultés et les obstacles encore nombreux, les peuples des pays d'Afrique et d'Asie, grâce à leur héroïque tradition de lutte et au soutien des pays socialistes et des peuples épris de paix à travers le monde, déjoueront les perfides manœuvres des impérialistes et recouvreront leur indépendance complète.

SIGNATURE DU COMMUNIQUE CONJOINT SINO-ALGERIEN

Pékin, le 20 Décembre 1958 – (Agence Chine Nouvelle)
– Un communiqué conjoint sino-algérien a été signé à Pékin cet après-midi par les Ministre des Affaires Etrangères CHEN YI et Mahmoud CHERIF, Ministre de l'Armement et membre de la délégation gouvernementale algérienne.

Le Président CHOU EN LAI assistait à la cérémonie, ainsi que d'autres membres de la délégation algérienne : Benyoussef BENKHEDDA, Ministre des Affaires Sociales et Saad DAHLEB, Directeur de l'Information ; LI CHI SHEN et KUO MO JO, vice-présidents du Comité Permanent du Congrès National du peuple ; CHANG SHIH SHUNG, vice-président du Conseil National de la Défense ; LEI JEN MEN, Ministre par intérim du Commerce Extérieur ; CHANG HAN FU, vice-ministre des Affaires Etrangères ; KO HUA, Directeur du Département d'Asie Occidentale et d'Afrique au Ministère des Affaires Extérieures et LIU SHI WEN, sous-directeur du même département au Ministère des Affaires extérieures.

TEXTE DU COMMUNIQUE

Sur l'invitation du Gouvernement de la République populaire de Chine une délégation du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne composée de Mahmoud CHERIF, Ministre de l'Armement, Benyoussef BENKHEDDA, Ministre des Affaires Sociales et Saad DAHLEB, Directeur de Cabinet du Ministère de l'Information, a visité la Chine du 3 au 13

MAO TSE TUNG, Président de La République de Chine, et CHOU EN LAI, Premier Ministre du Conseil d'Etat, ont reçu la délégation du G.P.R.A.

CHEN YI, Ministre des Affaires Etrangères, LEI JEN MEN, Ministre par intérim du Commerce Extérieur et CHANG HAN FU, Vice-Ministre des Affaires Etrangères, ont eu des conversations avec la Délégation du G.P.R.A. Les conversations se sont déroulées dans une atmosphère de sincérité et d'amitié. Au cours de ces conversations, les deux parties ont procédé à un échange de vues sur la situation internationale actuelle, particulièrement sur la guerre d'Algérie et le développement des relations sino-algériennes, pour parvenir à une complète identité de vues.

Les deux, parties professent l'opinion commune que la situation internationale actuelle est favorable à la lutte des peuples du monde pour le maintien de la paix internationale.

L'interdiction des expériences atomiques et nucléaires et la prohibition des armes atomiques et nucléaires sont exigées par tous les peuples. Les deux parties appuient complètement, ces exigences.

Les deux parties constatent avec satisfaction que le mouvement des peuples d'Asie et d'Afrique pour sauvegarder leur indépendance nationale est déjà une réalité historique. Elles déclarent appuyer fermement les peuples d'Asie et d'Afrique en lutte contre le colonialisme et pensent que toutes les troupes étrangères doivent évacuer l'Afrique et l'Asie.

Au cours des conversations, le Gouvernement chinois a affirmé la justesse de la position solennellement prise à la Conférence de Bandoeng d'aider résolument le peuple algérien dans son Juste combat pour l'indépendance nationale. L'Algérie appartient aux Algériens.

Les deux parties ont étudié les moyens pratiques susceptibles de renforcer les relations entre les deux pays. Elles décident en principe d'établir des relations diplomatiques et culturelles entre leurs pays.

Ils ont affirmé leur volonté de développer l'amitié et la coopération, entre les deux peuples.

Pékin, le 20 Décembre 1958.

DECLARATION DU PRESIDENT FERHAT ABBAS AU CORRESPONDANT DE L'AGENCE CHINE NOUVELLE

Le Caire, 21 Décembre 1958 -

C'est avec une grande satisfaction que le Gouvernement Algérien a pris connaissance du Communiqué conjoint publié à Pékin par le Ministre des Affaires Etrangères CHEN YI et notre collègue Mahmoud CHERIF, Ministre de l'Armement et du Ravitaillement Général.

Le voyage de notre délégation est plein de promesses. Il est le premier pas vers une coopération fructueuse qui ne cessera de consolider l'amitié entre nos deux peuples.

Le peuple algérien salue cette amitié agissante avec une grande joie.

Au milieu du combat libérateur qu'il mène depuis plus de quatre ans, cette amitié ouvre des perspectives nouvelles et fortifie nos espérances en un avenir de Paix et de Liberté.

La fidélité à l'esprit du Congrès de Bandoeng démontre la permanence des idéaux nationalistes communs aux peuples Africains et Asiatiques et la permanence de la lutte contre l'impérialisme colonial. Cette double permanence s'exprime dans le combat actuel et dans la détermination commune à la Chine et à l'Algérie de construire une paix durable dans l'Indépendance et la Sécurité de tous les peuples petits et grands.

Car, seule l'Indépendance et la liberté des peuples peuvent servir de base à un monde nouveau expurgé de toute exploitation de l'homme par l'homme et de toute domination impérialiste.

LE CONFLIT FRANCO-ALGERIEN ET SON EVOLUTION

**DECLARATION ET INTERVIEW DE M'HAMED YAZID
MINISTRE DE L'INFORMATION DU G.P.R.A.
FAITE A TUNIS LE 27 JANVIER 1959**

«Nous avons le regret de déclarer que Gouvernement Provisoire de la République Algérienne n'entrevoit actuellement aucune perspective de paix en Algérie.»

«Les dernières semaines ont été marquées par une nette augmentation de la pression exercée par l'A.L.N., sur le corps expéditionnaire français en Algérie. Les actions de nos unités sont appelées à se renforcer. Nos groupes spécialisés ont effectué de nombreuses brèches dans les lignes électrifiées installées par l'ennemi à nos frontières. Des armes modernes ont été mises à la disposition de l'A.L.N., renforçant ainsi son potentiel militaire. Il suffit de lire la presse française pour réaliser l'ampleur de l'offensive de nos forces armées et pour voir que le peuple français est en train de payer cher, de son sang, le prix de la guerre colonialiste voulue par ses gouvernants.»

«Tout ceci prouve que nous sommes prêts à faire la guerre même si elle devait, encore durer de longues années.»

«Nous sommes également prêts à faire la paix, mais cela ne dépend pas de nous. Le Gouvernement français tourne de plus en plus le dos à la paix. La déclaration de M. Michel Debré au parlement français constitue un pas en arrière de la politique algérienne de la France et un refus net et catégorique de la négociation.»

«La France officielle est encore loin de réaliser que la «nature des choses» veut que l'Algérie accède à l'indépendance comme tout le reste de l'Afrique. L'indépendance de l'Algérie est inéluctable. Elle se réalisera avec ou sans la France. Ceci dit, notre offre de négociations directes avec le Gouvernement français, en territoire neutre, pour une solution politique du problème algérien, demeure valable. Si la porte des espoirs de paix en Algérie est encore fermée, le Gouvernement français est seul à en porter la responsabilité.»

«La guerre d'Algérie asphyxie l'économie française. Le Gouvernement français a fait appel aux capitaux étrangers pour une participation indirecte aux frais de la guerre. Cette participation se fait par le moyen d'investissements étrangers en Algérie pour l'exploitation des richesses naturelles du pays et surtout

de notre pétrole saharien. Nous tenons à souligner le caractère précaire des contrats récemment passés avec la France par des sociétés pétrolières étrangères. Notre peuple et son gouvernement ne sont pas liés par les marchés conclus avec l'ennemi en temps de guerre et les considèrent comme un acte d'hostilité à l'égard du peuple algérien. La coopération du capital étranger à l'exploitation des richesses naturelles de notre pays ne peut se concevoir que dans le cadre d'une Algérie indépendante et d'une Afrique du Nord unie.»

0 0
0

Q. - Agence Allemande D.P.A.: Est-ce que le Gouvernement algérien est prêt à la négociation ?

R. «Tout d'abord la constitution de mon Gouvernement a créé une situation qui répond aux réalités démographiques et politiques algériennes. Nous sommes prêts à négocier avec la France pour la réalisation de notre indépendance. C'est au Gouvernement français d'accepter d'être de l'autre côté de la table et l'on pourra trouver la solution politique du problème algérien. Naturellement, notre objectif est net, il est connu, c'est l'indépendance de notre pays d'abord, l'unification du Maghreb ensuite.»

Q. - Es - Sabah: Pensez-vous, Monsieur le Ministre, que la participation des sociétés étrangères d'exploitation du pétrole saharien représente un danger pour vous ? Si oui, avez-vous la possibilité d'empêcher cette exploitation ?

R.- «Nous sommes un peuple en guerre. Nous ne pouvons pas reconnaître comme valables des marchés conclus par notre ennemi avec des sociétés étrangères pour l'exploitation de nos richesses.

Notre déclaration d'aujourd'hui constitue un avertissement qui comporte des dangers pour les capitaux investis, pour le matériel utilisé, et ce qui est très regrettable, pour le personnel engagé. Lorsque nos forces attaquent des objectifs économiques importants, le personnel utilisé autour de ces installations peut être la victime innocente d'une opération militaire.»

Q. - Europe N°1: Y a-t-il eu des négociations au Caire ?

R. «Nous avons déjà répondu à cette question par une déclaration faite au Caire.

Nous n'avons connaissance d'aucun message envoyé au Caire et il n'y a eu ni contacts ni négociations directes ou indirectes.

Ce sont là des ragots sans fondement et il est pénible d'en trouver l'écho dans des «romans-feuilletons» basés sur aucun fait et dont font état certains libéraux français.

Tout cela ne peut que semer, la confusion dans l'opinion publique française. Quant à notre opinion publique, elle est habituée à notre franchise et ne se laissera pas manoeuvrer par les fausses rumeurs distillées par les officines de guerre psychologique de l'armée française et du Gouvernement français.»

Q. - New-York Times: Pensez-vous qu'un, cessez-le-feu puisse intervenir dans l'immédiat ?

R. - «NOUS l'avons dit et nous le redisons : le problème algérien, est avant tout un problème politique. S'il y a, la guerre d'Algérie, c'est à cause de certaines conditions politiques, à savoir l'existence d'un régime colonialiste. La guerre ne peut prendre fin que par la création d'une nouvelle situation politique répondant aux aspirations nationales du peuple algérien.

Il ne saurait y avoir, il est inconcevable qu'il puisse y avoir des cessez-le-feu sans règlement politique préalable.»

Q. - Radio Luxembourg: A part la négociation avec la France en pays neutre, voyez-vous une autre initiative ?

R. «Je ne vois pas d'autre ; nous attendons que le Gouvernement français fasse preuve de réalisme et que devant son isolement international et son effondrement économique, il en arrive à considérer nécessaire la négociation avec le Gouvernement algérien. La parole est au Général de Gaulle et à M. Michel Debré qui revient à des positions en retrait sur les positions des Gouvernements qui l'ont précédé à Paris. .

Il faut que le Gouvernement français accepte de poser le problème franchement et cesse d'essayer de nous manoeuvrer ou de manoeuvrer l'opinion internationale, comme il l'a fait lors du changement de régime de détention de quelques uns de nos dirigeants. C'était là une lamentable tentative de semer la confusion dans l'opinion publique internationale ; tentative qui a échoué car ces soi-disant mesure de démenée ne signifient rien : transférer un détenu d'une prison à une autre, cela n'a aucune signification politique. Cela aurait eu une signification politique si le Gouvernement français était prêt à négocier avec nous. Mais nous en sommes encore loin, et c'est pour cela que nous avons tenu à affirmer aujourd'hui que nous avons le regret, je dis bien le regret, de déclarer que le Gouvernement algérien n'entrevoit actuellement aucune perspective de paix en Algérie. Pour négocier, il faut être deux. Pour le moment, seul le Gouvernement algérien veut négocier, et il le dit clairement.»

Q. - Agence U/P.I: La grâce des condamnés à mort n'est-elle pas un fait politique ?

R. - «Les condamnés à mort dans les prisons françaises sont des prisonniers de guerre. Nous sommes des belligérants et nous voulons être considérés comme tels, et c'est violer le droit de la guerre que de les livrer aux tribunaux.»

Q. - El Amal: Est-ce que vous avez reçu de l'aide de la R.A.U. selon les décisions de la Ligue Arabe ?

R. «Je ne réponds pas à cette question sous cette forme. Je rappelle que la Ligue Arabe a décidé de nous accorder 12 milliards, mais jusqu'à présent nous n'en avons pas reçu la moindre partie. Nous espérons que les membres de la Ligue Arabe honorent dans un proche

avenir l'engagement pris de participer à notre budget de guerre.»

Q. - France-Soir : Recevez-vous une aide chinoise ?

R. «Ainsi que vous le savez, une délégation de mon Gouvernement s'est rendue à Pékin. Nous avons dit que notre politique consiste à accepter toute aide d'où qu'elle vienne. Ce que je peux dire, c'est que la Délégation est revenue satisfaite des résultats obtenus.»

Q. - France-Soir : La Délégation algérienne a-t-elle été invitée à Moscou ?

R. - «Nous avons démenti. Notre Gouvernement n'a pas été invité et toute visite officielle est impossible tant que Moscou n'a pas reconnu le Gouvernement algérien. Donc toute annonce de visite à Moscou du Président Ferhat Abbas ou d'autres Ministres est infondée.»

Q. - Le Monde : Le G.P.R.A. acceptera-t-il le statut d'Etat dans la communauté ?

R. «Lorsque nous parlons de Communauté, nous autres Algériens pesons à la Communauté Nord-Africaine et avons des idées précises sur la Communauté du Maghreb Arabe.

Nous nous attelons à la tâche de construire une Afrique du Nord Unie et indépendante et après le problème sera posé, non seulement à l'Algérie mais à l'Afrique entière

Q. - New-York Times : Avez-vous pris des contacts diplomatiques en ce qui concerne les investissements étrangers en Algérie ?

R. «Oui, nous avons commencé à agir sur le plan diplomatique et surtout militaire car un train de pétrole qui brûle est plus efficace que tout contact politique.»

Q. - Le Monde : Doit-on voir dans votre, déclaration d'aujourd'hui la preuve d'un raidissement ?

R. «Ce que je viens de vous dire nous n'avons pas cessé de la réaffirmer depuis notre déclaration ministérielle de Septembre 1958. Les déclarations de M. Debré sont nettes, elles ferment la porte à la négociation et nous le regrettons. Nous rencontrons une absence de politique du côté français. Ce qu'a dit M. Debré sur la souveraineté française en Algérie n'est pas l'expression d'une politique, mais une folie, étant donné la situation politique en France et dans le monde ; la prétendue souveraineté française en Algérie ne s'exerce ni sur les Algériens ni sur les colons d'Algérie.

Faisons la distinction : la France officielle qui fait la politique officielle, du peuple français, qui en paye le prix.»

Et M. M'Hamed YAZID conclut sa conférence de presse :

«Notre présence à Tunis nous donne l'occasion de réaffirmer notre politique maghrébine qui est aussi fondamentale que notre politique pour l'indépendance algérienne.»

DECLARATION DE M. M'HAMED YAZID

MINISTRE DE L'INFORMATION DU G.P.R.A.

New - York, 10 Février 1959

M. M'Hamed YAZID, Ministre de l'Information du Gouvernement provisoire de la République Algérienne a fait lundi soir à la presse la déclaration suivante :

«Les déclarations que M. Michel Debré vient de faire à Alger ne font que confirmer qu'il n'y a actuellement aucune perspective de paix en Algérie. Le Premier Ministre français détruit tout ce que les déclarations du Général de Gaulle pouvaient contenir d'intéressant ou de positif.

«Malgré tout le respect que nous devons à l'autorité du Président de la République française, nous ne pouvons qu'enregistrer les déclarations de M. Michel Debré comme exprimant la position officielle de la France et de son Gouvernement.

«Parler de «souveraineté française» en Algérie en 1959, c'est de la folie, il n'y a pas d'autre mot.»

LA JEUNESSE MONDIALE et les ORGANISATIONS INTERNATIONALES expriment leur solidarité avec l'ALGÉRIE COMBATTANTE

RESOLUTION DE LA FEDERATION MONDIALE DE LA JEUNESSE DEMOCRATIQUE SUR L'ALGERIE

Le Comité Exécutif de la F.M.J.D. réuni à Colombo du 7 au 10 Décembre 1958 ?

- Réaffirme le droit de l'Algérie à son indépendance, sa solidarité avec les jeunes et étudiants d'Algérie.

- Apprécie la solidarité agissante de la jeunesse du monde entier envers la jeunesse combattante algérienne et sa contribution pour mettre fin à la guerre d'Algérie.

- S'élève avec indignation contre la politique de répression systématique exercée sur les jeunes et les étudiants algériens et salue avec respect la mémoire de ceux d'entre eux qui ont consenti le sacrifice suprême pour la cause de leur peuple.

- Salue la constitution du Gouvernement provisoire de la République Algérienne et exige l'ouverture de négociations entre le Gouvernement provisoire Algérien et le Gouvernement français.

- Lance un appel pressant à toutes les organisations de jeunesse et d'étudiants pour renforcer leur action pour la reconnaissance du G.P.R.A. par leurs gouvernements respectifs, la cessation de la guerre d'Algérie et l'accentuation de l'aide matérielle (bourses, médicaments, vivres, vêtements...) apportée aux jeunes

et étudiants algériens réfugiés au Maroc, Tunisie et Moyen-Orient.

- Charge le Secrétariat d'étudier la possibilité de constituer avec les autres organisations de jeunesse un Comité International de Solidarité avec les jeunes et étudiants algériens.»

RESOLUTION SUR L'ALGERIE ADOPTEE PAR LE CONGRES DE LA JEUNESSE AFRO – ASIATIQUE

(Le Caire, du 2 au 8 Février)

- Considérant le droit, imprescriptible du Peuple Algérien à son indépendance et à sa souveraineté,

- Considérant que, pour reconquérir cette indépendance et cette souveraineté, le peuple algérien mène depuis plus de quatre ans une lutte implacable qui l'oppose à l'une des plus fortes armées du monde soutenue matériellement et financièrement par les alliés de l'O.T.A.N.,

- Considérant que la jeunesse algérienne assure un rôle essentiel dans cette lutte et consent des sacrifices immenses pour la libération de son pays,

- Considérant les pertes énormes et les souffrances subies du fait de la guerre par la jeunesse algérienne,

- Considérant que le Gouvernement français ne tient compte d'aucune des lois internationales de la guerre et recourt ouvertement aujourd'hui à des méthodes que la conscience mondiale a réprouvé, notamment par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme,

- Considérant que la France s'est refusée de saisir toutes les occasions qui se sont présentées à elle pour mettre fin à la guerre, particulièrement à la suite de l'offre du Gouvernement provisoire de la République algérienne d'entrer en négociations avec lui en vue d'un cessez-le-feu,

- Considérant que le Gouvernement français vient de réaffirmer sa volonté de poursuivre et d'intensifier la guerre d'extermination qu'il livre au peuple algérien,

- Considérant que le Gouvernement français, en livrant les richesses sahariennes de l'Algérie aux capitalistes français et internationaux, vient de commettre une nouvelle atteinte au Droit du Peuple Algérien à disposer de lui-même, et cela au moment où l'échec de la politique française dite d'intégration ne fait plus de doute comme l'ont démontré les votes intervenus à la dernière Assemblée Générale des Nations-Unies sur la question algérienne et l'a mis en évidence également l'incapacité où se sont trouvées récemment les autorités colonialistes d'organiser des prétendues consultations électorales en Algérie,

- Considérant que l'enjeu de la guerre colonialiste qui se déroule actuellement en Algérie intéresse non, seulement le sort du Peuple algérien mais aussi celui de tous les peuples d'Afrique, particulièrement ceux qui subissent le joug du colonialisme français,

- Considérant que la mainmise des monopoles financiers français et internationaux sur les richesses sahariennes qui constituent un nouvel acte de pillage aux dépens d'un peuple colonisé est une aggravation de l'oppression colonialiste imposée aux peuples africains car cette exploitation du Sahara aboutirait inévitablement à la consolidation de tout le système impérialiste existant sur le continent africain,

Le Congrès de la Jeunesse Afro-Asiatique réuni au Caire du 2 au 8 Février 1959

1°) Condamne la guerre d'extermination que livre la France au Peuple Algérien et réprovoque les méthodes barbares utilisées par les forces impérialistes françaises contre les Algériens.

2°) Demande la libération de Ben Bella et de tous les détenus politiques.

3°) Réaffirme le soutien de la Jeunesse des pays d'Afrique et d'Asie à la lutte héroïque que mène la jeunesse algérienne pour la reconquête de la liberté de son pays.

4°) Recommande que ce soutien prenne de plus en plus des formes concrètes afin de contrebalancer par une assistance matérielle effective l'aide dont bénéficie le colonialisme français de la part de ses alliés de l'O.T.A.N.

5°) Demande à cet effet :

a - au peuple et à la Jeunesse d'Asie et d'Afrique d'agir auprès des Gouvernements d'Afrique et d'Asie ainsi que les autres Gouvernements qui n'ont pas encore reconnu le G.P.R.A. de le faire.

b - Que les jeunes d'Afrique et d'Asie agissent afin que continuée et intensifiée la campagne entreprise par les opinions publiques et les Gouvernements de ces pays en vue d'amener le Gouvernement français à entrer en négociation avec le G.P.R.A., seul moyen de mettre fin à la guerre qui sévit en Algérie.

c - Que l'action de la jeunesse Afro-Asiatique vise également par des moyens appropriés à la situation, de chaque pays, à faire cesser l'aide dont bénéficie la France de la part de certains gouvernements.

6°) Dénonce les projets d'implantation économique de l'impérialisme français et international au Sahara.

7°) Appelle tous les jeunes d'Afrique comme ceux d'Asie à redoubler de vigilance pour mettre en échec les tentatives par lesquelles le colonialisme essaye d'échapper à l'anéantissement qui l'attend.

RESOLUTION SUR L'ALGERIE PAR LE COMITE EXECUTIF DE L'UNION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS

(Lodz - Pologne)

Le Comité Exécutif de l'U.I.E., après examen de la situation actuelle en Algérie et de ses incidences sur les étudiants,

CONSTATE :

- Que la Révolution algérienne se renforce chaque jour en hommes, en matériel, et techniques militaires, alors que la France se trouve aujourd'hui au banc d'accusation ;

- Que depuis le Vème Congrès de l'U.I.E. tenu à Pékin en 1958, deux événements importants sont venus déterminer la politique des deux parties en présence : la constitution du Gouvernement provisoire de la République Algérienne et l'intensification de la répression caractérisée en particulier par la vague d'arrestations d'étudiants algériens survenues en France en décembre.

- Qu'à côté des déclarations dites libérales le Gouvernement français ne fait que multiplier, les arrestations et les condamnations à mort d'étudiants et de patriotes algériens.

REAFFIRME

les décisions prises au Vème Congrès condamnant la politique d'intégration du Gouvernement français et la complicité des Etats membres de l'O.T.A.N. avec les colonialistes français, dénonçant la mystification du référendum organisé, par l'armée française sur des «institutions de la France».

EXPRIME

sa plus énergique réprobation contre, les arrestations de plus de 40 étudiants dont Francis Mustapha, Kara Mustapha, Boussalah Mohammed, etc., survenues en France en décembre 1958, et réclame leur libération immédiate.

EXPRIME

son anxiété de voir les efforts du Gouvernement français qui tend à entraîner d'autres Etats dans la guerre contre le Peuple algérien, convaincu que ceci constituerait un grave danger contre la paix mondiale.

SALUE

la constitution du Gouvernement provisoire de la République algérienne, événement répondant aux aspirations profondes du peuple algérien et aux vœux maintes fois exprimés par les étudiants nord-africains marquant une étape nouvelle dans la lutte du peuple algérien, et EXIGE, l'ouverture de négociations, entre le G.P.R.A, et le Gouvernement français sur territoire neutre.

LANCE

un appel pressant à toutes les organisations d'étudiants pour intervenir auprès de leurs gouvernements et renforcer leurs actions en vue de la reconnaissance du G.P.R.A.

FELICITE

Le Secrétariat et les Unions Nationales d'étudiants membres de l'U.I.E. pour leur action en faveur de l'U.G.E.M.A. et leur DEMANDE instamment d'intensifier leurs campagnes en faveur des étudiants et du peuple algériens et d'apporter tout leur soutien à l'U.G.E.M.A. dans la solution de tous les problèmes difficiles qui se posent à elle.

DU 15 AU 25 FEVRIER S'EST TENUE LA 8° C.I.E.
(Conférence Internationale des Etudiants)
à LIMA – PEROU

- Condamnation de la politique d'intégration,
- Respect des lois de la guerre,
- Solidarité avec les Etudiants algériens,
- Négociations avec le Gouvernement provisoire Algérien.

La 8ème C.I.E. constate :

1/ - Que la situation générale de l'enseignement et de la culture en Algérie s'est considérablement détérioré que la situation des étudiants algériens a sérieusement empiré en relation directe avec la continuation et l'aggravation de la guerre d'Algérie.

Que le problème de l'enseignement et de l'éducation en Algérie se pose avec une acuité dramatique, non seulement sur le plan de l'enseignement supérieur mais aussi et surtout aux échelons primaires et secondaires puisque des dizaines de milliers d'enfants sont actuellement parqués dans des camps de réfugiés au Maroc et en Tunisie dans des conditions de misère indescriptibles et ne reçoivent aucune formation scolaire.

2/ - Que le Gouvernement français a intensifié ses mesures de répression à l'égard de la communauté étudiante algérienne, ce qui met les étudiants algériens dans un état permanent d'insécurité physique, rendant

ainsi les études supérieures bien souvent impossibles en France.

3/ - Que les principes élémentaires de justice universelle sont quotidiennement violés par :

- arrestations et séquestrations arbitraires d'étudiants ;
- absence de garanties juridiques essentielles aux étudiants en particulier : droit à la défense et libre choix de l'avocat, droit de libre expression de la défense, droit à un procès rapide dans la juridiction ou aurait été commis le délit imputé permettant d'éviter les transferts arbitraires et les longues détentions préventives ;
- disparition d'étudiants arrêtés par la police.

4/ - Que l'usage des méthodes violentes de la torture par les autorités françaises aboutit à l'extorsion d'aveux sur lesquels ont été prononcées des peines de mort avec exécution, comme en témoigne le cas de Taleb Abderrahmane, malgré la réprobation indignée de tout le monde étudiant dont les appels sont demeurés vains.

5/ - Que la dissolution de l'U.G.E.M.A. en France constitue l'expression la plus éclatante de la politique d'arbitraire et de répression dont sont victimes les étudiants algériens qui se trouvent ainsi privés de leur seul organisme d'expression et de défense.

6/ - Que présentement l'insécurité physique des étudiants est plus grave que jamais, comme en témoignant les récentes et massives arrestations provoquant ainsi un fort exode d'étudiants qui vient grossir le lot de réfugiés qui posent un sérieux problème à toute la communauté internationale des étudiants.

La 8ème C.I.E. :

1) Condamne la politique de répression violente du Gouvernement français dont sont victimes depuis plus de quatre ans les étudiants algériens qui se sont résolument engagés dans la lutte contre le colonialisme source de la déchéance de la culture et de l'enseignement de leur pays.

2) Exprime sa réprobation indignée contre toutes les atteintes portées aux droits élémentaires et sacrés, de l'homme, en particulier condamne la torture et demande la cessation de cette pratique et le juste châtement de ceux coupables de pareils crimes, exige le respect des lois internationales de la guerre et des conventions de Genève sur le statut de prisonniers de guerre.

3) Rejette la politique dite «d'intégration» comme étant la négation même d'une culture nationale conforme au passé et aux traditions de l'Algérie.

4) Reconnaît la légitimité de la lutte des étudiants algériens pour l'indépendance nationale qui est comme l'a souligné la 7^{ème} C.I.E. «la condition préalable à toute éducation complète» (Res. 99. Al. e) et se déclare solidaire de la lutte des étudiants algériens pour l'avènement d'une ère de liberté et pour l'épanouissement de la culture et un progrès social dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation.

5) Félicite le C.O.S.E.C. et toutes les Unions Nationales pour leur effort de soutien et d'appui qu'ils ont apporté à l'U.G.E.M.A. au cours de la campagne de solidarité lancée par la Conférence et les engage à persévérer dans cette voie.

La 8ème C.I.E. : Pour des négociations entre les deux Gouvernements.

1°/ la Conférence affirme sa conviction profonde que la solution définitive et efficace des problèmes qui se posent à la communauté étudiante algérienne - réside dans la fin de la guerre et l'indépendance de l'Algérie par la voie pacifique de la négociation entre les gouvernements français et algérien.

2°/ La Conférence charge le Secrétariat de porter à la connaissance de la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U. et du Conseil de Sécurité la présente résolution et de lui assurer une large diffusion dans la presse mondiale.

Document 20 (voir annexes)

A l'adresse du PEUPLE FRANÇAIS

N° 4 Novembre 1959

FL N. Documents

ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DE France
FRONT DE LIBERATION NATIONALE

LA QUESTION ALGERIENNE
dans la
PRESSE INTERNATIONALE
(Troisième trimestre 1959)

PRESSE ALLEMANDE

«Die Welt» du 15 Avril 1959.

«S'agissant de l'Afrique du Nord, il n'est que temps de rompre avec les engagements théoriques - les messages de solidarité. Tout le monde en est saturé. La déception n'a jamais été aussi vive. Tous les espoirs d'une coopération loyale avec l'Afrique du Nord s'évanouissent progressivement.

Les responsabilités de la guerre d'Algérie sont ainsi partagées ; l'Amérique par ses livraisons d'armes, l'Allemagne Fédérale par son aide financière et bien entendu la France avec, à sa suite l'ensemble des puissances de l'O.T.A.N.N. Nul doute que le reproche de complicité avec la France sera fait demain au monde occidental.»

M. Balckstein
Député au Parlement Fédéral

«Die Welt» du 28 Août 1959.

«... Aux Américains, traditionnellement anticolonialistes, il est difficile même de voir la guerre d'Algérie, sans témoigner leur sympathie aux insurgés.

L'Amérique ne gâchera pas le peu d'influence qui lui reste (ainsi qu'à l'Occident) sur les peuples afro-asiatiques, par un soutien ouvert des actes de la France. Ce serait pour elle un suicide diplomatique. Il est clair que la France se trouvera dans une position difficile, lorsque la

question algérienne sera évoquée à l'O.N.U.
...»

Paul Sethe

«Die Welt» du 3 Septembre 1959.

«A l'aide de contre-vérités, de la falsification systématique de faits désagréables et d'éloges au général de Gaulle, on essaye de présenter l'une des plus inhumaines guerres de répression, comme une cause juste.

L'affirmation que la population algérienne est obligée de se protéger contre les insurgés est dépourvue de toute logique. On pourrait aussi bien soutenir que l'occupant allemand protégeait la population française contre la Résistance.»

Lettre de
Ralf LEVANDIWSKI de Hambourg

«Die Welt» du 24 Septembre 1959.

«L'Armée de Libération Nationale a remis mercredi à la police tunisienne des légionnaires allemands, dans la ville frontière de Gardimaou. Il s'agit de Otto NABLER, Gunther BOGATZKI, Killy GRASKAMP et Eckardt SCHULZ.

Les autorités françaises d'Alger avaient prétendu que Nadler et Bogatzki ont été fusillés, ainsi que d'autres légionnaires.

Dans trois autres cas, il s'est avéré que les «fusillés» ont été libérés par l'A.L.N. et rapatriés en Allemagne Fédérale.

PRESSE AMÉRICAINE

«Christian Science Monitor» du 13 Août 1959.

«L'ALGERIE POSE UN DILEMME A LA FRANCE»

«L'offensive de l'armée française contre les unités rebelles algériennes de la région montagneuse de Kabylie a renforcé l'opinion des observateurs qualifiés ici qu'aucune solution militaire au problème algérien ne peut maintenant se réaliser dans un proche avenir...

Jusque là les experts pensent que tout tend à confirmer la maxime du leader communiste chinois Mao Tsé Tung qui a une large expérience de la guerre des partisans : l'armée

révolutionnaire vit au milieu du peuple comme un poisson dans l'eau». Il voulait dire que, pareille au poisson qui trouve sa subsistance dans l'eau et peut disparaître dans les profondeurs, une bande de rebelles se trouve dans son élément naturel parmi la population civile et peut s'y fondre dans son sein en cas de danger.

... Comme le général Faure l'a indiqué, les rebelles pourraient être facilement encerclés si la population civile l'assistait dans sa tâche. Cela ne s'est pas produit. Le manque de coopération a été admis officiellement à Paris...

Le Président de Gaulle s'est assigné d'obtenir pour la France une position de parité parmi les grandes puissances mais il peut difficilement y réussir tant que les ressources du pays sont vidées en Algérie...

La Situation en Algérie peut devenir la question principale, du débat à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les résultats de l'offensive de l'armée française en Algérie peuvent servir à prouver que militairement la situation n'est pas meilleure du point de vue français qu'elle l'a été pendant la dernière session.

Politiquement, en outre, la situation a considérablement empiré et la France a perdu à l'Assemblée Générale d'importants soutiens.»

«Evening Star Washington D.C.» du 18 Août 1959.

«L'ALGERIE ET L'AMERIQUE»

«... La France rénovée, doit faire comprendre à ses alliés qu'elle a le droit de demander de tous le soutien le plus complet pour une cause qui dépasse la destinée d'un peuple et d'une génération...

Le Premier Ministre, dont l'opinion coïncide vraisemblablement avec celle du Général de Gaulle, n'a pas précisé exactement ce qu'il entendait par là. Mais implicitement, dans sa déclaration ressort la suggestion que notre pays est moralement tenu en quelque sorte, de donner un soutien inconditionnel à la France sur toutes les questions concernant l'Algérie - particulièrement aux Nations Unies, et peut-être même une assistance spéciale économique-militaire.

Il est certain que si c'est là la pensée de M. Debré, alors ce dernier demande un peu trop. En fait il demande même trop. Car notre Gouvernement, comme il l'a indiqué ces deux dernières années, a décidé de suivre une politique à mi-chemin dans cette question extrêmement délicate, une politique qui vise à promouvoir une paix mutuellement acceptable sans offenser inutilement ni Paris ni les gouvernements asiatiques, arabes ou africains qui soutiennent les rebelles Algériens.»

«New York Herald Tribune» du 20 Août 1959.

«Si le discours, de M. Debré signifie ce que ses mots disent, il demande les mains libres en Algérie avec un soutien inconditionnel des alliés de la France. C'est aller un peu trop loin. Nous devons signer un chèque en blanc qui sera rempli à volonté par le gouvernement de M. Debré.

Cela est pratiquement impossible, et tous les vrais amis de la France et de la vieille alliance entre la France et l'Amérique ont le devoir de dire à M. Debré certaines des réalités du problème. La plus cruciale est que ce pays ne peut pas et ne donnera pas son «soutien le plus complet» à une guerre qui est menée sans consultation avec nous par le gouvernement de M. Debré dans ses relations difficiles et clandestines avec les extrémistes d'Alger. Car cette guerre peut s'étendre à la Tunisie et au Maroc et provoquer un fossé irréparable entre l'occident et les Musulmans en grande majorité amis d'Afrique du Nord. Nous devons garder une position indépendante et éviter d'être mêlés dans une politique et dans une stratégie militaire qui paraît être dictée par des pressions sur le gouvernement de Paris.

Bien plus, il n'y a, je pense, aucun Américain conscient qui croit que la rébellion peut prendre fin par une victoire militaire et des mesures sociales. Les Américains pensent que la rébellion algérienne comme toute autre rébellion similaire, dans cette dernière moitié du siècle, finira seulement quand le gouvernement français fera ce que le gouvernement britannique a appris à faire : reconnaître l'authenticité de la revendication des rebelles pour un nouveau statut. Nous ne pensons pas que la France peut pacifier et garder l'Algérie par une politique de paternalisme militaire...»

Walter LIPPMAN

«Washington Post» du 1er Octobre 1959.

«... Les rebelles ne font qu'établir un fait lorsqu'ils disent que la paix ne peut être obtenue sans leur accord».

PRESSE BELGE

«La Gauche» du 30 Mai 1959

LES «MILLE NOUVEAUX VILLAGES»

Les «centres de regroupement» en Algérie ne datent pas seulement d'aujourd'hui. Leur création remonte au début de 1955. A cette époque, on les désignait sous diverses appellations. En Novembre 1954, quelques jours après le premier harcèlement de M'chounèche par l'Armée de Libération Nationale, les troupes françaises avaient décidé l'évacuation de cette région. Des

milliers de tracts y furent lancés, invitant la population à évacuer les lieux, sous prétexte que les Aurès allaient être bombardées au napalm. L'opposition des habitants de la région amena l'armée française à de violentes réactions (bombardement aérien des douars, ratissages, arrestations, etc.). Les rescapés de ces opérations furent groupés dans des camps sous surveillance. Ce fut le premier type de regroupements dénommé à l'époque «regroupement de suspects».

Cette population chassée, était livrée à son propre sort. Quelques jours plus tard, les militaires l'employèrent pour effectuer des travaux forcés (réfection des routes, création, de chemins vicinaux, remise en place de poteaux télégraphiques et téléphoniques, etc...). Comme salaire, ils avaient un pain pour huit. Les récalcitrants étaient envoyés soit en prison, soit dans des camps éloignés de leurs familles.

Vingt Août 1955, journée sanglante dans le nord-est constantinois. Ce sont les campagnards chassés qui se joignirent ce jour là à l'Armée de Libération Nationale. Durant l'année 1955, ce fut la région où la répression fut la plus forte et au lendemain du 20 Août les douars se trouvant au pied du massif de Collo ainsi que les mechtas de Philippeville furent bombardées par le croiseur «Georges Leygues». Après cette entreprise néfaste, les survivants subirent le même sort que les précédents : ils furent groupés sous surveillance et avec interdiction de quitter le camp.

Un autre type de regroupement est à signaler à Oued Aïssi, en Kabylie, plus communément connu sous le nom de «camp de la mort». A Oued Aïssi, près de Tizi Ouzou, les femmes et les enfants étaient placés à part, et les hommes gardés comme suspects. Dans cette région également, les hommes et parfois les vieillards (peu d'hommes viables avaient en effet manqué de rejoindre le naquis) étaient astreints à des travaux forcés.

Ce que la propagande française appelle les «douars» ralliés, constitue un quatrième type de regroupement de population musulmane. Au printemps de 1956, le général Blanc avait entrepris un ralliement à sa manière dans la vallée de la Soummam, où les éléments de l'Armée de Libération Nationale étaient placés sous le commandement du colonel Amirouche. Afin de convaincre les habitants de cette vallée, le général Blanc n'avait trouvé pour argument que la phrase suivante : «Chiens, fils de chiens, vous quitterez vos gourbis, sinon je vous brûlerai avec (sic).

Ce sont là quelques exemples de «regroupement» selon la terminologie de la guerre psychologique en Algérie. D'autres regroupements ont eu lieu depuis à Tébessa, Souk-Ahras, Guelma et tout le long de la frontière algéro-tunisienne, Ce fut ensuite l'Algérois, l'Oranie. C'est aujourd'hui tout le reste de l'Algérie...

Quels buts les gouvernements français et l'armée française poursuivent-ils dans le cadre de ces opérations «regroupement» ? Au début, par une répression féroce, l'armée française avait essayé, au moyen de ces regroupements, d'isoler les éléments de l'armée de Libération Nationale. L'essai fut voué à l'échec : il ne pouvait en être autrement puisque l'A.L.N. est l'émanation de la révolution algérienne, elle-même issue du peuple.

L'Administration, à son tour, voulut, après, cet échec militaire, tirer profit des tentatives de regroupement.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur l'interprétation à donner des élections générales et municipales, ainsi qu'aux opérations de référendum, dont la presse a parlé en suffisance dans le monde entier. Nous laisserons à nos lecteurs le soin de dire ce que vaut un résultat électoral lorsque 95 à 98 % des votants expriment exactement une même opinion. Nous connaissons d'autres pays où pareils faits se retrouvent depuis longtemps...»

«De Standaard» (Journal catholique belge) du 4 Août 1959.

«Les chambres de torture de Paris ne sont plus depuis longtemps une légende, mais font partie d'un système dont la préméditation ne peut plus être déniée. D'une source très bien informée, nous savons que la Croix Rouge Internationale de Genève possède un dossier hallucinant sur les tortures en Algérie ; une Commission d'Enquête suisse rassemblait des données aussi pénibles sur les pratiques dans la légion : La France éternelle...

Nous pouvons une fois de plus rougir, si notre délégation à l'O.N.U., au nom de l'amitié et de la solidarité atlantique donne sa voix à la politique algérienne de la France et donc implicitement aux bourreaux de Paris et d'ailleurs».

PRESSE BRITANNIQUE

«Manchester Guardian» (Libéral ; du 18 Août 1959.

«Le gouvernement français frappe à la porte de ses alliés. M. Debré demande, comme il l'a déjà fait, l'appui total de ses alliés dans la guerre d'Algérie, qu'il représente comme étant d'une manière ou d'une autre, un élément de la guerre froide. Si c'est vraiment là ce que demande le gouvernement français et le Président de Gaulle,

Les alliés devront indiquer clairement qu'ils ne peuvent le lui donner. Les Etats-Unis se sont engagés aussi loin qu'ils l'ont pu dans l'appui de la politique déclarée du président de Gaulle sur l'Algérie, politique qui est bien plus libérale que celle de M. Debré. Aller plus loin, reviendrait à détacher de l'Occident une grande partie de l'Afrique et de l'Asie pour soutenir le gouvernement français dans une guerre qui, aux yeux de la plupart, même dans les pays atlantiques, est un conflit tragique, bien sûr mais qui se place à mi-chemin entre une guerre civile et une guerre coloniale...».

«Tribune» (Travailliste, du 21 Août 1959.

«DE GAULLE JETTE LE MASQUE»

Sur trois grands problèmes, les conversations américano-soviétiques, la guerre d'Algérie, les expériences nucléaires, le gouvernement autoritaire français dirigé par le Général de Gaulle a pris des positions que la Grande-Bretagne et le Monde ne peuvent ignorer.

La guerre d'Algérie continue son déroulement sans issue. Une fois de plus, la France a ignoré une proposition de Ferhat Abbas, chef du gouvernement nationaliste, pour des négociations de paix sans conditions préliminaires d'aucun côté. Et M. Debré a demandé quel les Etats-Unis et la Grande-Bretagne devraient s'aligner du côté de l'impérialisme français... En d'autres termes nous devons contresigner sans réserve la prétention française de dominer l'Algérie pour toujours...

Soutenir la guerre coloniale de de Gaulle signifie pour la Grande-Bretagne jeter les derniers lambeaux de notre réputation parmi les peuples Africains et Asiatiques. Le soutien pour la liberté de l'Algérie a été unanimement décidé par la Conférence de tous les Peuples Africains et pas plus tard que la semaine dernière, les neuf Etats indépendants d'Afrique - y compris le Ghana - ont renouvelé cette résolution».

«Economist» (Indépendant) du 22 Août 1959.

«... Quant à M. Debré, il ne peut pas gagner sur les deux tableaux. S'il veut l'appui des alliés en Algérie, il doit cesser de prétendre que les amis de la France n'ont aucun droit à juger ce qu'il appelle une affaire intérieure française. Le problème que M. Debré estime être «beaucoup plus que la cause d'un peuple et d'une génération» est en train d'être jugée d'après la conduite de la France...

Le Président Eisenhower doit dire clairement que les Etats-Unis ne peuvent accepter moins d'une autodétermination finale pour le peuple Algérien.

La réunion des Etats Africains à Monrovia ne lui a pas laissé de choix»...

«Observer» (Indépendant) du 23 Août 1959.

«La France - heureuse et unie sur le plan intérieur sous la direction du général de Gaulle - a des ennuis de tous les, côtés. Le discours de la semaine dernière de M. Debré contre la rencontre Eisenhower - Krouchtchev, venant après la conférence des Etats Indépendants d'Afrique de Monrovia a pratiquement isolé la France diplomatiquement...

Le plus important de tous les facteurs réside dans les relations des pays Européens avec les nouveaux pays d'Asie et d'Afrique, ce que tout le monde admet maintenant comme devant être le problème vital des décades à venir, nous coûterait la confiance de l'Inde et de ses amis, du Ghana et des siens et nos meilleures relations avec les Etats Arabes. Bien plus, l'Allemagne occidentale et l'Italie ne sont pas plus désireuses que nous de s'engager avec l'Algérie française.

Les bases politiques convenables aux futures relations européennes avec les nouveaux pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie ne sont certainement pas «l' Eurafrrique». Essayer de garder une Afrique dépendante de l'Europe aliénera toute l'Asie et remplira d'amertume tous les Africains. Le meilleur cadre politique pour des relations futures entre l'Occident et les pays afro-asiatiques est fourni par les Nations-Unies : c'est la solution qui guérira rapidement les vieilles blessures...»

«Sunday Times (Conservateur) du 25 Août 1959.

«Un point sur lequel il y a un, regret unanime, particulièrement dans les commentaires privés des Hauts Fonctionnaires et des diplomates, est la demande faite par M. Debré aux Etats-Unis de donner un soutien inconditionnel à la politique française en Algérie...

Il apparaît que le Gouvernement français n'a pas compris que c'était une concession majeure pour les Etats-Unis de s'abstenir aux Nations-Unies sur un problème de ce genre avec ses implications émotionnelles de colonialisme...»

«Manchester Guardian» (Libéral) du 24 Août 1959.

«Le Général de Gaulle continue à croire que la France n'est pas convenablement soutenue en Afrique du Nord par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne...

... Les propres vues du Général de Gaulle ne sont pas connues d'une façon précise... Il est possible que le Président Eisenhower trouvera les moyens de l'aider, mais il est évident que les Etats-Unis ne doivent pas et ne peuvent pas se compromettre

par un soutien public pour les Français en Algérie...»

«Tribune» (Travailliste) du 28 Août 1959.

«EISENHOWER ET KROUCHTCHOV»

«... M. Debré, le Premier Ministre Français, a déjà fait entendre d'un accent très prononcé qu'il insistera sur le soutien allié pour la politique française en Algérie...

Il est extrêmement invraisemblable que le Président Eisenhower donnera une consolation quelconque à la France au sujet de l'Algérie, le faire serait offenser d'importantes parties de l'opinion anti-colonialiste américaine...

Ces alliances (O.T.A.N. et O.E.C.E.) correspondent difficilement à la haute protestation des pouvoirs occidentaux selon laquelle ils combattent pour la préservation des institutions libérales et démocratiques contre les dictatures autoritaires. Ce mythe est déjà si mince que les brins qui en restent s'évanouiraient complètement si la politique française en Algérie recevait la bénédiction du Président...»

PRESSE DANOISE

«Politiken» (Copenhague - Libéral) du 22 Août 1959

«QUERELLE PAR-DESSUS LA MANCHE»

«... Mais lorsque le premier ministre français exige brutalement que les alliés soutiennent la politique française en Algérie d'autres que les Anglais ont leur mot à dire : c'est une affaire qui concerne aussi directement le Danemark, puisque la question algérienne va bientôt venir à nouveau en discussion devant l'O.N.U.

D'abord, quelle est, au juste, la politique française en Algérie ? Depuis plus d'un an que de Gaulle est au pouvoir, on ne sait encore rien de sûr à ce sujet, mais on doit seulement se contenter de vagues paroles d'oracle. On peut difficilement, du côté français, exiger que nous soutenions une politique dont nous ignorons le contenu. Pour le moment, on doit seulement s'en tenir aux actes des autorités françaises en Algérie et ces actes, il n'y a aucune raison de les soutenir...

En outre, M. Michel Debré peut difficilement exiger le soutien des alliés aussi longtemps que la France se refuse à écouter l'avis de ses alliés sur la question algérienne...»

PRESSE SUEDOISE

«AFTONBLADET» du 27 Juillet 1959

«EN ROUTE VERS UNE NOUVELLE ET PIRE INDOCHINE»

«... Les Français commencent à être anesthésiés par la propagande officielle qui, avec l'aide des agences de presse, des journaux, de la radio et de la télévision, annonce de grands progrès militaires. Dans ces conditions, pense-t-on il serait absurde d'ouvrir des négociations : «nous sommes sur le point de gagner la guerre». Mais un observateur étranger retrouve le climat de la guerre d'Indochine en 1950, alors que les bulletins de victoire se multipliaient. Il fallut alors deux ans aux Français pour découvrir la réalité, et deux autres années se passèrent avant la catastrophe finale survint.

La guerre d'Algérie commence réellement à s'approcher d'un tournant, mais il n'est pas sûr que les Français doivent tellement s'en réjouir. Les Français ont, sans doute, enregistré quelques progrès militaires, mais il n'y a aucun signe de lassitude chez les nationalistes algériens. Bien au contraire, les combats sont maintenant plus durs qu'ils n'étaient il y a un an. En même temps, l'armement des troupes rebelles s'améliore de jour en jour. Tout récemment, elles ont, pour la première fois, mis en action de l'artillerie lourde...»

«Stockholm-Tidningen» du 3 Août 1959

«L'ALGERIE ET L'O.N.U.»

«...La France de de Gaulle considère qu'elle ne pourrait tolérer une admonestation de l'Assemblée Générale, en considération du fait surtout que cette Assemblée se compose en grande partie de pays petits et souvent sous-développés ! même si le Résident français, qui croit que son pays est redevenu une puissance mondiale, peut être facilement tenté de laisser l'O.N.U. se débrouiller sans la France, on aura de la peine à croire que de Gaulle voudrait, à ce point, jouer au dictateur sud-américain. En ce qui concerne les Nations-Unies, il n'y a aucun doute que le secrétaire général Hammarskjöld a fait comprendre à son éminent hôte qu'elles ne se laisseront pas effrayer par de telles menaces...

... Afin de ne pas venir les mains vides de l'O.N.U., on a en haut lieu à Paris décidé pour la centième de hâter et d'activer les opérations militaires en Algérie. Il y a quelques mois déjà c'était dans le nord-ouest de l'Algérie, en Oranie - que de grandes forces avaient été mises en ligne. Il y a une semaine, une offensive a commencé avec 30.000 hommes dans les montagnes de Kabylie, le long de la côte méditerranéenne. Les derniers rapports arrivant de là-bas sont désolants. «Modestes résultats», constatent les journaux parisiens. En même temps, la pression militaire de la résistance

(algérienne) augmente. De grands combats ont fait rage dans la partie orientale du pays, où l'armée de libération algérienne a pu, sur une large échelle, utiliser de l'artillerie et pour la première fois, a mis en avant de plus grandes unités de combat...

... La délégation française à l'O.N.U. se trouvera dans une situation impossible. Les accusations que soulèvent non seulement les torturés, mais aussi la misère dans les camps d'internement ou près d'un million de musulmans sont gardés, plus ou moins prisonniers, risque de créer une atmosphère dramatique.»

«Arbetet» (Malmö - socialiste) du 3 Août 1959.

«LA GANGRENE»

Extermination de peuples, camps de concentration et torture érigés en système sont associés pour toujours au souvenir de l'Allemagne hitlérienne. On croyait dans les démocraties occidentales, à la fin de la guerre en 1945, que les méfaits du nazisme étaient un cauchemar qui ne se répéterait pas - du moins pas dans un «pays de culture».

Aujourd'hui, devant une opinion Mondiale honteuse et trop silencieuse, les méthodes hitlériennes sont de nouveau graduellement en honneur. C'est dans un pays qui, comme l'Allemagne des années 30, fait des rêves de grandeur et de puissance et souffre d'un complexe d'infériorité né de la défaite. Cette fois, il s'agit de la France.

L'ivresse nationaliste qui s'est emparée de la France a sa source dans la guerre d'Algérie. Depuis longtemps on sait que la poursuite de la guerre en Algérie implique des souffrances illimitées pour la population civile. Les troupes françaises répètent en Algérie les méfaits allemands en Pologne et en Russie. On sait aussi, grâce à des rapports français, la mortalité est effroyablement élevée parmi les millions d'internés. On sait enfin que la torture est depuis longtemps intégrée à un véritable système...»

Pierre Vinde

«Hallands Posten» (Halmstad - Libéral) du 8 Août 1959

«LES ILLUSIONS FRANCAISES SUR L'ALGERIE»

«Le commandement de l'armée française en Algérie vit sur deux illusions. La première illusion des officiers est de croire qu'ils pourront pendant quatre ou cinq ans, supprimer les injustices sociales et économiques que la France a commises pendant un siècle. Leur deuxième illusion est de s'imaginer qu'ils pourront gagner

ces indispensables cinq années par la dureté et les actions militaires contre les insurgés arabes...

Ces jours-ci, on a annoncé, par exemple, que la France va maintenant gagner la jeunesse arabe. Les plus intelligents et les plus dynamiques parmi les jeunes arabes vont de venir des amis de la France... Ce qui semble le plus vain à l'observateur étranger, c'est que ce but serait atteint par les officiers et sous contrôle direct des soldats français...

L'observateur étranger ne peut s'empêcher de remarquer que ces jeunes formés aux frais de l'Etat français vont, peut-être plus tard, se rallier aux insurgés et non, comme, les officiers à Alger le croient, devenir des propagandistes, pro-français.»

«Dagens Nyheter» (Stockholm - Libéral) 15 Août 1959

«VICTOIRE EN ALGERIE»

«L'offensive s'est déclenchée sur une série de fronts et les bulletins affluent de la Kabylie, d'Alger, de Paris et des capitales de toutes les grandes puissances. Ce n'est pas une scène nouvelle mais comme cela a été produit plusieurs fois auparavant, il y a des raisons de voir dans cette orchestration d'actions politiques et militaires une offensive diplomatique française en relation avec le futur débat de l'O.N.U. Depuis bientôt cinq ans que la guerre d'Algérie dure, chaque session de l'O.N.U. qui voit la lutte de la France en Afrique du Nord figurer à l'ordre du jour, a été précédé par une période d'optimisme officiel à Paris et à Alger. A l'usage de l'étranger, on souligne le programme de réformes «libérales» et les rapports de victoires militaires, tout cela pour convaincre les membres des Nations-Unies que la fin du conflit doit être considérée comme une question de temps et que la cause de l'Algérie sera mieux servie si la France peut, sans être dérangée, poursuivre sa politique... Il y a eu une série de variations sur le thème du «dernier quart d'heure», expression qui devint célèbre, une fois, à la suite d'une proclamation de Robert Lacoste, représentant de la France en Algérie pendant les dernières années de la quatrième République. Et c'est ainsi que chaque bulletin de victoire, démenti par les faits, est suivi d'un nouveau, au gré de porte-paroles pleins d'espérance et d'optimisme tactique.

... Plus d'une fois, le «Ministre du Sahara», Jacques Soustelle, a attiré l'attention sur les richesses qui vont être tirées des puits de pétrole du désert et qui vont donner la prospérité économique à la France ...

... Mais tout cela n'est aujourd'hui que chimères ou façades cyniques. Il est impossible d'exploiter

normalement les ressources pétrolières aussi longtemps que les combats se poursuivent et que les derricks, les pipe-lines, et les voies de transport se trouvent placés sous une menace perpétuelle. L'idée de réaliser le plan de Constantine en pleine guerre est à la fois dénuée de toute perspective et économiquement irréaliste. Il est grotesque de soutenir que la population algérienne bénéficie des droits démocratiques et qu'elle peut voter librement, lorsque les élections sont dirigées par l'armée française et que tout adversaire de la France, est considéré et pourchassé comme un criminel...

... Maintenant la dernière offensive, inspirée par le. Même optimisme que beaucoup d'autres auparavant se poursuit dans les montagnes de Kabylie depuis plusieurs semaines. Mais les bulletins de victoire tardent à paraître et els discours sur l'imminente décisions militaires sonnent tout à fait creux. Aucune offensive de propagande avant la session de l'O.N.U. ne peut masquer l'évidente réalité : la France n'a pas fait, un pas de plus vers son objectif officiel et, comme il y a un an, comme il y a deux ou trois ans, il n'y a pas d'autre solution que de rencontrer les nationalistes qui mènent le combat et de les accepter comme partenaires à la table des négociations.

«Ny Tid (Göteborg – social-démocrate) 26 Août 1959.

«LA SUEDE ET L' ALGERIE»

«... A Paris, lorsqu'on prenait connaissance des critiques de la presse, on pouvait, dans certaines circonstances, craindre une réaction suédoise plus ferme à l'O.N.U., craintes qui, après coup devaient paraître vaines. On, peut naturellement alléguer une série de raisons pour lesquelles la Suède officielle doit se montrer plus prudente que sa presse libre. On peut se référer au besoin aux bonnes relations avec la France...

Mais puisque la Suède n'est pas membre de l'O.T.A.N. elle devrait prendre une position plus indépendante que celle des Etats de l'O.T.A.N. qui ont à tenir compte de la coopération militaire avec la France. Si l'on ne voulait pas se rallier à l'exigence d'indépendance inconditionnelle pour l'Algérie, on aurait pu exprimer d'une manière plus claire le droit du peuple algérien de décider lui-même de son sort.

Naturellement, il est peut-être difficile et inopportun de préciser l'attitude que la Suède devrait prendre lors des prochaines résolutions de l'O.N.U. sur l'Algérie. On ne sait pas comment la situation évoluera au sein de l'Assemblée générale et de nouveaux facteurs peuvent intervenir au dernier moment, mais qu'il nous soit du moins permis d'espérer que la Suède

adoptera cette fois un point de vue qui soit en accord avec celui de l'opinion suédoise. Et qu'il nous soit également permis d'exprimer le vœu, que l'opinion suédoise soit bien informée des gestes et des raisons de sa délégation à l'O.N.U. dans ce cas de conscience que la guerre d'Algérie constitue pour beaucoup d'entre nous.»

PRESSE SUISSE

«Tribune de Lausanne» du 24 Juillet 1959,

«Certes, nous voudrions croire de toute la force de notre indignation que ces sévices qu'on nous décrit avec une précision terrifiante relèvent de ces pratiques inavouées auxquelles quelques policiers sadiques s'adonnent dans la clandestinité. Mais peut-on le croire en bonne conscience lorsqu'on lit que ces supplices auraient été appliqués par des poignées d'inspecteurs qui se relayaient inlassablement autour du torturé. Ceci avec la bienveillante complicité de leur chef. Lorsqu'on découvre aussi les prisonniers, chairs sanglante à peine vivantes, furent conduits à l'Hôtel-Dieu sans qu'il y eut un médecin, une infirmière, pour clamer son horreur et son indignation. Lorsqu'on apprend enfin, que l'expertise contradictoire a été refusée aux accusés devenus plaignants.

Tant de complicités réunies devraient plaider l'in vraisemblable ; la guerre d'Algérie aurait-elle déjà tué les consciences ?

René Langel

«Journal de Genève» du 6 Août 1959.

«... Une question, et une seule dominera cette XIV^e Assemblée générale, qui s'annonce morne : c'est celle de l'Algérie.

Ceci pour deux raisons ; c'est le seul endroit du globe où il y ait une guerre, et l'Algérie est devenue pour la plupart des pays d'Asie et d'Afrique, représentés à l'O.N.U. le symbole de la lutte contre le «colonialisme».

Jusqu'ici, grâce à ses amis, la France a réussi à faire repousser toutes les résolutions qui auraient donné au «droit à l'indépendance du peuple algérien» la sanction de l'O.N.U.

L'année dernière, il s'en fallut d'une voix, celle de Cuba... pour plaider la thèse de la 'confiance en la France». Cette année, le Cuba de Castro et de ses barbus, est passé dans l'autre camp. Castro veut aussi libérer l'Amérique latine du «colonialisme».

L.P.

«Tribune de Lausanne.» Du 24 Août 1959.

«Dans une interview accordée au Monde le général Challe, commandant en Chef disait hier : j'estime que nous tenons le bon bout, bien qu'on en ait douté. J'estime qu'il peut y avoir une

solution militaire à l'affaire algérienne, parce que les barrages aux frontières remplissent leur rôle et qu'il est possible de se débarrasser assez rapidement de l'adversaire».

Déjà Robert Lacoste ne cessait pas de prédire le «dernier quart d'heure», tandis que des zones entières demeuraient solidement sous le contrôle de la rébellion et qu'une armée de 500.000 hommes restait impuissante face aux testeurs d'embuscades et aux hommes des maquis. Aujourd'hui, malgré le 13 mai, malgré de Gaulle, rien, ou presque, n'a changé. Telle une anguille, l'Algérie continue à glisser entre les mains de ceux qui voudraient, par la force la retenir.»

«Tribune de Lausanne» du 30 Août 1959

«A l'heure où nous rédigeons ces lignes, le général de Gaulle inspecte la zone frontalière entre Bône et Tébessa. C'est l'envers du décor que nous nous sommes attachés à décrire dans ce reportage. Le Chef de l'Etat français vient de dire : «... Nous ne pouvons rien faire qu'à partir de la paix. Les Algériens feront leur destin eux-mêmes, cela est nécessaire. Ce qui décidera, ce sera la volonté des Hommes». Cette sagesse s'exprime au moment où de l'autre côté de la

«ligne Morice», une nouvelle vague de combattants F.L.N. achèvent leur instruction...

Est-ce à croire que les paroles qu'il vient de prononcer, diminueront leur élan ? Ce que nous avons vu ne nous y incite pas, car ce sont précisément ces Algériens en uniforme qui incarnent le plus la volonté dont parle de Gaulle. Le moral de cette troupe nous a parue d'acier. L'augmentation constante de sa force s'oppose à tout apaisement. Raison de plus pour souligner le tragique et l'absurdité d'une situation qui consiste à prolonger au-delà de toute logique une guerre sans vainqueur, qui dilapide chaque jour davantage le capital spirituel liant la France et l'Algérie.

J'atteste ici que le fellaga en uniforme n'est pas à proprement parler l'ennemi de la France. Il est par contre l'irréductible adversaire d'une certaine France, à laquelle il ne veut plus rien devoir. C'est sa raison d'exister.

... Ces hommes (les soldats de l'A.L.N.) sont sans problèmes. Ils vont à l'essentiel, mettant quotidiennement en application la devise épinglée au mur du P.C. : «S'instruire pour vaincre !». Dans les conditions de vie qui sont les leurs, il faut, une foi. Ils l'ont. C'est là tout leur confort...»

François Enderlin.

Document 21 (voir annexes)

A l'adresse du PEUPLE FRANÇAIS
N° 5 Décembre 1959

FL N. Documents

ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DE FRANCE
du
FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

LES JUIFS D'ALGERIE DANS LE COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

AU LECTEUR,

Certains s'inquiètent du sort qui sera fait aux Israélites dans la communauté algérienne de demain. Les uns ressentent cette inquiétude en toute bonne foi et avec le réel souci d'un avenir fraternel dans une Algérie indépendante. Les autres la formulent avec une évidente malveillance et dans l'unique but d'accumuler les obstacles sur la route de notre libération.

Nous ne prétendons pas rassurer ceux qui font profession de s'inquiéter : ce sont assez souvent LES MEMES qui en d'autres temps, fort proches encore, abandonnaient volontiers les Juifs - de France ou d'ailleurs - à leur bourreaux nazis et ne semblaient pas tenir l'existence des fours crématoires pour incompatible avec les «avantages» d'une collaboration franco-hitlérienne.

Nous nous adressons ici à ceux-là seuls qui, au nom de la justice sociale et par scrupule de conscience ou par

manque d'information, s'interrogent encore sur les principes fondamentaux sur lesquels repose notre lutte révolutionnaire.

Nous pourrions nous contenter de leur rappeler qu'en prenant les armes il y a cinq ans le peuple algérien s'engageait délibérément dans une lutte à mort contre le colonialisme - c'est-à-dire en particulier CONTRE LE RACISME, dont peu de peuples au monde ont eu à souffrir autant que lui. Nous pourrions nous contenter de les renvoyer à ces fermes déclarations de notre plateforme politique ;

«La Révolution algérienne n'est pas une guerre civile ni une guerre de religion.

«La Révolution algérienne veut conquérir l'indépendance nationale pour «installer une République démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination.»

Il nous a toutefois semblé utile de leur fournir l'ensemble du dossier afin qu'il leur soit possible de juger sur pièces.

Ainsi trouveront-ils dans la présente brochure les diverses précisions successivement apportées par le F.L.N. à sa position essentielle sur l'appartenance - de fait et de droit - des Juifs d'Algérie à la communauté algérienne. Et de façon plus concrète encore, ils y trouveront le témoignage sans équivoque de ceux des Juifs algériens qui ont déjà su reconnaître leurs véritables intérêts.

A ce témoignage s'ajoute l'exemple de nombreux Juifs algériens qui, dès les débuts de la Révolution ont rejoint les rangs de l'Algérie Combattante : soldats qui ont déserté l'armée colonialiste, appelés qui ont refusé de porter les armes contre leur peuple, commerçants qui ont participé à la grève des huit jours en Janvier 1957 et contribué à l'équipement de l'A.L.N., médecins et avocats actuellement dans les prisons et les camps pour avoir assisté leurs compatriotes musulmans.

Tous ceux-là sont la preuve vivante que les barrières artificiellement dressées par le colonialisme entre les Israélites et les Musulmans d'Algérie ne sauraient longtemps résister au souffle unificateur de la Révolution.

Paris, le 1er Décembre 1959.

Première Partie

Le FRONT de LIBERATION NATIONALE et la Communauté Juive d'Algérie

La question de la MINORITE JUIVE au Congrès de la Soummam :

Le principe fondamental admis par la morale universelle favorise la naissance dans l'opinion Israélite d'un espoir dans le maintien d'une cohabitation pacifique millénaire.

D'abord, la minorité juive a été particulièrement sensible à la campagne de démoralisation. Des représentants de leur communauté ont proclamé au Congrès Mondial Juif à Londres leur attachement à la citoyenneté française, les mettant au-dessus de leurs compatriotes musulmans.

Mais le déchaînement de la haine antisémite qui a suivi les manifestations coloniale-fascistes ont provoqué un trouble profond qui a fait place à une saine réaction d'auto-défense.

Le premier réflexe fut de se préserver du danger d'être pris entre deux feux. Il se manifesta par la condamnation des Juifs membres du «8 Novembre» et du mouvement poujadiste, dont l'activité trop voyante pouvait engendrer le mécontentement vindicatif contre toute la communauté.

La correction inflexible de la Résistance Algérienne, réservant tous ses coups au colonialisme, apparut aux plus inquiets comme une qualité chevaleresque d'une noble colère des faibles contre les tyrans.

Des intellectuels, des étudiants, des commerçants, prirent l'initiative de susciter un mouvement d'opinion pour se désolidariser des gros colons et des anti-juifs.

Ceux-là n'avaient pas la mémoire courte. Ils n'ont pas oublié l'infâme souvenir du régime de Vichy. Pendant quatre ans, 185 lois, décrets ou ordonnances, les ont privés de leurs droits, chassés des administrations et des universités, spoliés de leurs immeubles et de leurs fonds de commerce, dépouillés de leurs bijoux.

Leurs coreligionnaires de France étaient frappés d'une amende collective de un milliard. Ils étaient traqués, arrêtés, internés au camp de Drancy et envoyés par wagons plombés en Pologne où beaucoup périrent dans les fours crématoires.

Au lendemain de la libération de la France, la communauté juive retrouva rapidement ses droits et ses biens grâce à l'appui d'élus musulmans, malgré l'hostilité de l'administration pétainiste. Aura-t-elle la naïveté de croire que la victoire des ultra-colonialistes qui sont précisément les mêmes qui l'ont persécutée naguère, ne ramènera pas le même malheur ?

Les Algériens d'origine juive n'ont pas encore surmonté leur trouble de conscience, ni choisi de quel côté se diriger.

Espérons qu'ils suivront en grand nombre le chemin de ceux qui ont répondu à l'appel de la Patrie généreuse, donné leur amitié à la Révolution en revendiquant déjà avec fierté leur nationalité algérienne.

En dépit du silence du Grand-Rabbin d'Alger, contrastant avec l'attitude réconfortante de l'Archevêque se dressant courageusement et publiquement contre le courant et condamnant l'injustice coloniale, l'immense majorité des Algériens s'est gardée de considérer la communauté juive comme passée définitivement dans le camp ennemi.

Le F.L.N. a étouffé dans l'oeuf les provocations nombreuses préparées par les spécialistes du Gouvernement Général. En dehors du châtiment individuel infligé aux policiers et contre-terroristes responsables des crimes contre la population innocente, l'Algérie a été préservée de tout pogrom. Le boycottage des commerçants juifs, devant suivre le boycottage des Mozabites, a été enrayé avant même d'exploser.

Voilà pourquoi le conflit arabo-israélien n'a pas eu en Algérie de répercussions graves, ce qui aurait comblé le voeu des ennemis du peuple algérien.

Sans puiser dans l'histoire de notre pays les preuves de tolérance religieuse, de collaboration dans les plus hauts postes de l'Etat, de cohabitation sincère, la révolution algérienne a montré par les actes qu'elle mérite la confiance de la minorité juive pour lui garantir sa part de bonheur dans l'Algérie indépendante.

En effet, la disparition du régime colonial, qui s'est servi de la minorité juive comme tampon pour atténuer les chocs anti-impérialistes, ne signifie pas forcément sa paupérisation.

C'est une hypothèse absurde que de s'imaginer que «l'Algérie ne serait rien sans la France.»

La prospérité économique des peuples affranchis est évidente. Le revenu national plus important assurera à tous les Algériens une vie plus confortable.

Extrait de la plateforme politique du F.L.N.
adoptée au Congrès de la Soummam en Août 1956
**LETTRE du C.C.E. aux ISRAELITES
D'ALGERIE**

A M. le Grand Rabbin,
A MM. les Membres du Consistoire Israélite,
Aux élus et à tous les responsables de la Communauté
Israélite d'Algérie,

Monsieur le Grand Rabbin,

Messieurs et chers compatriotes,

Le Front de Libération Nationale (F.L.N.) qui dirige depuis deux ans la Révolution anti-colonialiste pour la libération nationale de l'Algérie estime que le moment est venu où chaque Algérien d'origine israélite, à la lumière de sa propre expérience doit, sans aucune équivoque, prendre parti dans cette grande bataille historique.

C'est aujourd'hui un fait notoire que la guerre de reconquête imposée au peuple algérien s'est définitivement soldée par un double échec militaire et politique.

Les généraux français eux-mêmes avec, à leur tête, le Maréchal Juin, ne cachent plus l'impossibilité de venir à bout de la Révolution Algérienne invincible.

Le Gouvernement français, dans sa recherche actuelle d'une solution politique devenue inévitable, veut encore voler sa victoire au peuple algérien en poursuivant la pratique insensée de manoeuvres grossières, vouées dès maintenant à un échec retentissant.

L'essentiel de ces manoeuvres consiste à tenter d'isoler même partiellement le F.L.N., en portant atteinte à l'unanimité nationale anti-colonialiste désormais indestructible.

Vous n'ignorez pas, chers compatriotes, que le F.L.N., inspiré par une foi patriotique élevée et lucide, a déjà réussi à ruiner la diabolique politique de division qui s'est traduite dernièrement par le boycottage de nos frères commerçants mozabites, et qui devait s'étendre à l'ensemble des commerçants Israélites.

Cette double tentative que nous avons étouffée dans l'oeuf, était, comme par le passé, ourdie par la haute administration et mise en application par une poignée d'aventuriers escrocs, au service de la police.

Les policiers mouchards et contre-terroristes assassins ont été exécutés non en raison de leur confession religieuse, mais uniquement parce que ennemis du peuple.

Le F.L.N., représentant authentique et exclusif du peuple algérien, considère, qu'il est aujourd'hui de son devoir de s'adresser directement à la communauté israélite pour lui demander d'affirmer d'une façon solennelle son appartenance à la nation algérienne.

Ce choix clairement affirmé dissipera tous les malentendus et extirpera les germes de haine entretenus par le colonialisme français. Il contribuera en outre à recréer la fraternité algérienne, brisée par l'avènement du colonialisme français.

Depuis la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, la communauté israélite d'Algérie, inquiète de son sort et

de son avenir, a été sujette à des fluctuations politiques diverses.

Au dernier congrès mondial juif de Londres, les délégués algériens, contrairement à leurs coreligionnaires de Tunisie et du Maroc, se sont prononcés, à notre grand regret, pour la citoyenneté française.

Ce n'est qu'après les troubles colonialo-fascistes du 6 Février au cours desquels ont réapparu les slogans anti-juifs, que la communauté israélite s'est orientée vers une attitude neutraliste.

Par la suite, à Alger notamment, un groupe d'Israélites de toutes conditions a eu le courage d'entreprendre une action nettement anti-colonialiste, en affirmant son choix raisonné et définitif pour la nationalité algérienne.

Ceux-là n'ont pas oublié les troubles anti-juifs colonialo-fascistes qui, sporadiquement, se sont poursuivis en pogroms sanglants jusqu'au régime infâme de Vichy.

La communauté israélite se doit de méditer sur la condition terrible que lui a réservé Pétain et la grosse colonisation : privation de la nationalité française, lois et décrets d'exception, spoliations, humiliations, emprisonnements, fours crématoires, etc...

Avec le mouvement Poujade et le réveil du fascisme qui menace, les juifs risquent de connaître de nouveau, malgré leur citoyenneté française, le sort qu'ils ont subi sous Vichy.

Sans vouloir remonter très loin dans l'Histoire, il nous semble malgré tout utile de rappeler l'époque où en France, les Juifs, moins considérés que les animaux, n'avaient même pas le droit d'enterrer leurs morts, ces derniers étant enfouis clandestinement la nuit, n'importe où, en raison de l'interdiction absolue pour les Juifs de posséder le moindre cimetière.

Exactement à la même époque, l'Algérie était le refuge et la terre de liberté pour tous les Israélites qui fuyaient les inhumaines persécutions de l'Inquisition.

Exactement à la même époque, la communauté israélite avait la fierté d'offrir à sa patrie algérienne, non seulement des poètes, mais aussi des consuls et des ministres.

Si le peuple algérien a regretté votre silence, il a apprécié la prise de position anti-colonialiste des prêtres catholiques, comme ceux notamment des zones de guerre de Montagnac et de Souk-Ahras, et même de l'Archevêché qui pourtant, dans un passé récent, s'identifiait encore avec l'oppression coloniale.

C'est parce que le F.L.N. considère les Israélites Algériens comme les fils de notre Patrie qu'il espère

que les dirigeants de la communauté juive auront la sagesse de contribuer à l'édification d'une Algérie libre et véritablement fraternelle.

Le F.L.N. est convaincu que les responsables comprendront qu'il est de leur devoir et de l'intérêt bien compris de toute la communauté israélite de ne plus demeurer «au-dessus de la mêlée», de condamner sans rémission le régime colonial français agonisant, et de proclamer leur option pour la nationalité algérienne.

Salutations patriotiques.

Quelque part en Algérie, le 1er Octobre 1956
Le Front de Libération Nationale.

QUELQUES POINTS D'HISTOIRE

L'Agence France Presse annonçait, le 21 Octobre écoulé : «Dans un message au Grand Rabbin et aux responsables de la Communauté israélite d'Algérie, le F.L.N. invite les Juifs algériens à prendre position dans le conflit.» (1)

(1) Voir ci-dessus lettre du C.C.E. aux Israélites d'Algérie,

Au seuil de la troisième année de combat, il est en effet temps de placer les Algériens, tous les Algériens, sans distinction ethnique, devant leurs responsabilités en tant que citoyens d'une Algérie indépendante qu'ils auront demain à construire ensemble.

... Il est vrai que l'une des manoeuvres les plus payantes que le colonialisme ait utilisées pour asseoir sa domination fut le classique «diviser pour mieux régner». Il opposa les campagnards aux citadins, les «fils de grande tente» aux prolétaires, les Arabes aux Kabyles, les Israélites aux Musulmans.

Si, au cours de la résistance armée, le peuple algérien devait fournir la preuve éclatante de son unité autour du F.L.N., symbole de la lutte pour l'indépendance nationale, il ne semble pas jusqu'à présent que la communauté juive ait pris nettement conscience de son devenir algérien. Or, il y va de son existence même dans un pays qui est et qui fut le sien.

Regard sur le passé.

... «Les Juifs se trouvent en Afrique du Nord depuis des siècles. Leur trace se perd dans les anciens temps. Une légende rapporte que certaines tribus berbères seraient

d'origine palestinienne. Une autre légende a trait à la Kahena, la reine juive de l'Aurès. En tout cas, ils sont là dès le VIIIème siècle avant notre ère. Plus tard vinrent les exilés après la chute de Jérusalem, puis les Espagnols après l'exode de 1492, puis les Italiens. On les trouve dans les grandes villes et dans d'infimes bourgades, dans les capitales et au coeur même du Sahara, Ils sont de droit en Afrique du Nord, qui est leur terre» (1)

(1) Rabi, dans la revue *ESPRIT*, n°7-8, Juillet-Août 1956.

Nombreux sont les Juifs qui fuirent l'Inquisition espagnole pour venir se réfugier au Maroc et en Algérie. En leur qualité de «gens du livre» ils étaient assurés de trouver protection à l'ombre de l'Islam.

A la différence des communautés d'Europe qui conservèrent longtemps une culture et un langage particuliers, les Juifs d'Algérie adoptèrent très vite la civilisation arabe et firent de l'arabe leur langue maternelle. C'est encore la seule langue utilisée par les Juifs du Sud algérien notamment.

L'Emir Abdelkader devait leur confier certaines tâches diplomatiques de la plus haute importance pour l'Etat algérien. Deux traités vitaux pour la cause algérienne, le traité DESMICHELIS, en 1834 et celui de la Tafna en 1837, constituant, l'un et l'autre, un succès incontestable et démontrant un sens politique très sûr, ont été dus, en partie, le premier à l'habileté de deux Israélites d'Oran : Busnach et Mardochee Amar, et le second à Juda Ben Drane.

Les leaders marocains et tunisiens n'ont d'ailleurs pas manqué, l'hiver dernier, lors de la campagne que les partis nationalistes ont menée dans les deux pays frères, de rappeler que les Juifs vivaient au Maghreb bien avant l'Islam, et qu'à ce titre ils pouvaient fièrement revendiquer les droits de tous les autochtones.

Les séquelles de l'occupation.

L'implantation du colonialisme en Algérie devait se traduire par la dépersonnalisation et la «dénationalisation» des Juifs et encore par une tendance à les séparer et désolidariser de leurs compatriotes algériens, tendance qui - il faut bien le reconnaître - fut couronnée de succès.

Par les dispositions du décret du 24 Octobre 1870, (Décret Crémieux), les Israélites accèdent globalement et de plein droit à la citoyenneté française alors que les Arabes, «sujets français», ploient sous le Code de l'Indigénat.

Grâce à leurs facultés d'assimilation et d'adaptation, les Juifs opèrent une rapide évolution qui les place très tôt au sommet de la hiérarchie sociale. Grisés sans doute

par cette démocratie de façade que le colonialisme excelle à pratiquer, nombre d'Israélites sont non seulement occidentalises à l'extrême, avec tout ce que cela comporte de dispersion, de détachement et d'abandon des valeurs traditionnelles judaïques, mais semblent encore avoir complètement renié leur passé algérien.

Dépersonnalisation.

A la belle époque de «l'Algérie française», il nous fut pénible de voir des Israélites algériens se considérer comme des «super-français» (réflexe d'ailleurs comparable à ceux des étrangers vivant en Algérie, qui sont d'autant plus chatouilleux sur leur qualité de «Français» que celle-ci n'est pas de souche)...

L'Israélite, parlant des Musulmans, dira «les indigènes». Les pays récemment libérés du joug colonialiste savent ce que ce terme a de péjoratif dans la bouche de l'occupant ; venant de compatriotes, il est tout simplement odieux...

Que des étudiants juifs algériens, interrogés sur l'avenir de l'Algérie à la veille de la Révolution actuelle, répondent «nous sommes Français, Français, Français. Vous comprenez. Pour nous il n'y a pas de problème. Si la France s'en va, nous partons tous», (1) cela prouve simplement leur manque de maturité politique et leur irréalisme par rapport à leurs camarades Tunisiens ou Marocains qui, eux, bâtissent avec foi leur avenir dans leur propre patrie.

Si ceux-là désirent redevenir les «Juifs errants», ils n'y auront point été contraints. Mais, pour tout être sensé, leur sort sort à celui du colonialisme inexorablement condamné au siècle de Bandoeng, paraît un suicide...

Tout cela est du passé. Nous ne commettrions pas l'iniquité de condamner définitivement quelque communauté que ce soit, sachant au surplus que les divisions et les excitations au racisme furent l'oeuvre des agents du colonialisme, qui se présentaient ensuite comme, des «justiciers nécessaires», justifiant ainsi leur maintien en Afrique par la mission «humaine» qu'ils remplissaient. Ce qui nous inquiète davantage, ce sont les positions, les réactions, (disons, pour ne pas généraliser) d'un très grand nombre de nos compatriotes israélites devant la Révolution Algérienne...

Il est à peine besoin de rappeler à nos compatriotes que le fondement principal du colonialisme est le racisme. Or, le colonialisme n'a pu durer chez nous si longtemps que parce qu'il inculquait et maintenait le préjugé de supériorité raciale (des européens, à l'égard des autochtones, des Juifs à l'égard des Arabes, etc...), base de l'exploitation sociale en régime colonialiste»

Nos envahisseurs n'ont pas manqué de manifester, aux diverses époques de notre occupation, leur antisémitisme congénital : si les Arabes d'Alger en 1830

étaient réputés grossiers (2), «les juives au teint si hâve étaient tellement malpropres, tellement déguenillées qu'il n'y a pas, je crois, de grenadiers qui, de leur vue seule, n'en eût assez...»(3)

Après la défaite de 1870.

.... Pour beaucoup de Français d'Algérie, les Juifs continuèrent, (après le décret Crémieux) à représenter «une race inférieure qu'on tolérait dans le commerce et l'artisanat, qu'on voyait sans plaisir dans les professions libérales, et que l'on regardait avec une certaine répugnance dans l'enseignement». (4)

A partir de 1896, l'action de propagandistes comme Morès provoqua la formation de ligues antijuives.

Aux colons, la mévente des vins faisait paraître plus insolente la chance des Juifs dont les professions ordinaires souffraient moins de la crise (il existait cependant un prolétariat juif miséreux). La masse des Européens, impulsive et peu évoluée, était trop accessible aux appels à la violence pour ne pas suivre un mouvement dont les partis politiques à faibles effectifs - réactionnaires et socialistes - essayèrent de se servir pour triompher aux élections. D'autant que les Israélites étaient considérés comme les grands électeurs des députés opportunistes, alors atteints par les scandales dans lesquels étaient compromis des maires de leur clientèle.

(1) Rabi - Article cité.

(2) G. ESQUER : Histoire de l'Algérie, p. 7.

(3) Barchou-Penchoen : Mémoires d'un officier d'Etat-Major - Expédition d'Afrique, 1835.

(4) ANSKY : Les Juifs d'Algérie, p. 49.

Il est un domaine où l'on se refusait à les admettre, celui de la politique, en faisant état de l'influence des consistoires sur la masse. L'antisémitisme devint un tremplin électoral. Les pogroms de 1897 se produisirent avec la complicité morale d'une grande partie de la population, Drumont, l'auteur de la France Juive, qui attribuait tous les maux de la France à l'action des Juifs, fut élu triomphalement à Alger en 1898. (1)

Le chef du parti antijuif, un naturalisé de fraîche date, Maximiliano Régis, devint maire d'Alger à vingt cinq ans, avec un adjoint qui avait pour tout programme : «il faut qu'ils crèvent tous.»

Les manifestations de Mars 1897 contre un professeur israélite aboutirent à Alger, en Janvier 1898, sous l'impulsion du même Maximiliano Régis à des émeutes avec mort d'hommes.

La même provocation colonialiste aboutit au pogrom de Constantine en 1934. Le journal «l'Eclair» de la Ligue d'Action Franciste, dont on a inondé gratuitement les villes d'Algérie, écrivait : «Tout le mal vient des Juifs... C'est le Juif qu'il faut abattre.»

Après la défaite de 1940.

La presse prostituée de 1940 - «L'Echo d'Alger» (2), la «Dépêche Quotidienne» (3) (qui s'appelait alors «Algérienne») hurle haro sur les Juifs, dont elle fait les boucs émissaires de la défaite française.

«Les vichyssois multiplient leurs encouragements auprès des Musulmans à des actions antijuives : manifestations, boycottages, pogroms, leur promettant une impunité parfaite. Mais les Musulmans ont compris et rejetant avec mépris toutes les propositions, c'est leur entière sympathie qu'ils manifestent aux Juifs», comme devait l'écrire, dans sa lettre au journal marocain «Al Istiqlal» du 17 Août 1956, un groupe d'Israélites de Constantine,

Parmi la littérature «bassement» antisémite, il est bon de noter que l'ouvrage d'un Maurice Laquière : «Fortunée la Juive», voit le jour précisément durant la période 40-41. L'explication que l'auteur tente vainement de traduire dans une préface embarrassée n'en est que plus infâme à une époque où les Juifs écrasés par le nazisme et ses acolytes d'Algérie, se trouvaient dans l'incapacité de répondre.

Nous retrouvons les mêmes noms à la «Fédération des Maires», à «Présence Française» et autres groupements qui entendent, par la réaction brutale, barrer au peuple algérien le chemin de sa liberté.

Et les Israélites algériens iraient, activement ou même par un silence qui ne peut être qu'approbateur, aider ces gens-là dans leur entreprise ?

Notre avenir commun.

Pendant longtemps nous avons compris et même excusé chez nos amis juifs, bernés par les manoeuvres colonialistes, cette impossibilité de trancher ce partage, ce «déchirement intérieur», cette incertitude.

(1) Charles André Julien.

(2) De M. de Sérigny.

(3) De M. Schiaffino, autre champion de l'Algérie Française et de l'intégration.

Aujourd'hui, le peuple algérien doit savoir de quel côté se rangent ses véritables enfants. A l'égard des Musulmans qui ont trahi, le châtement fut immédiat et exemplaire ; nous n'avons jamais voulu donner prise à

une quelconque accusation de racisme à l'égard de nos compatriotes juifs.

Dans la déclaration faite au journal tunisien «l'Action», le 16 Avril 1956, un porte-parole du Front précisait : «des Algériens d'origine israélite comprennent de plus en plus la véritable fraternité qui anime le F.L.N. à leur égard, et nombre d'entre eux revendiquent dès maintenant avec fierté la nationalité algérienne.»

Après l'avoir revendiquée, cette nationalité, soyons tous unanimes à la mériter.

(Extrait de «Résistance Algérienne», organe du F.L.N., Edition B - n°11- 1er Nov. 1956.)

Deuxième Partie

Des Juifs algériens prennent position

Notes :

A l'exception du dernier, tous les textes ci-après sont signés par des groupes anonymes. Le lecteur comprendra aisément que dans la situation de l'Algérie depuis 1954, les impératifs de sécurité nous imposent de taire les noms des signataires.

Les Juifs Algériens du Maroc et la REVOLUTION

Dans son appel historique du 1^{er} Novembre 1954, le Front de Libération Nationale invitait le peuple algérien dans son ensemble, à se grouper derrière lui en tant que seul mouvement national et révolutionnaire digne de ce nom - pour arracher la patrie des griffes d'un colonialisme dont l'abjection n'est plus à démontrer. Cet appel qui constitue en somme la Charte de notre Révolution, s'adressait à tous les groupements ethniques - sans distinction de race ni de confession - qui peuplent l'Algérie»

Notre Révolution étant véritablement nationale, se devait de tenir un langage franc, clair et loyal, à tous ceux qui se réclament, inconsciemment ou consciemment, de la patrie algérienne. C'est ainsi que l'on pouvait déjà lire dans notre Charte : «l'avènement du Front de Libération Nationale a été dicté par des impératifs et des raisons nationales puissantes (entre autres) - le rassemblement des Musulmans, des Européens et des Israélites d'origine algérienne (si leur désir est sincère de partager les obligations et devoirs qui incombent à tout citoyen dans la communauté algérienne) étant un état de fait qu'on ne saurait longtemps écarter. Ses rangs (F.L.N.) sont, de par les facteurs qui ont commandé son avènement, ouverts à tous les Algériens et Algériennes sans distinction de race ni de religion, si ce n'est leur attachement et leurs

efforts conséquents pour le triomphe de ce combat libérateur.»

Le scepticisme des uns quant à la réussite de notre action et le manque, de courage des autres, ont fait que notre appel n'avait pas été entendu par tous lors du déclenchement des hostilités. La Révolution faisant impétueusement son chemin vers le triomphe de la liberté, le F.L.N. se devait de mettre fin à l'ambiguïté et de lever toute équivoque, en invitant solennellement les Israélites algériens à faire leur choix.

Dans une lettre adressée au Grand Rabbin d'Alger et publiée récemment dans «El Moudjahid», le Front de Libération Nationale invitait la population juive d'Algérie à faire face, dès à présent, à ses responsabilités et à prendre parti dans la conjoncture actuelle. Nous avons en effet jugé sinon équivoque, du moins, peu nette, l'attitude d'une importante fraction du peuple algérien à laquelle l'histoire, la langue, la race, le milieu et le moment font obligation de rentrer dans les rangs.

Cet appel aura été entendu.

Les Juifs algériens résidant au Maroc viennent en effet d'adresser à l'O.N.U. un télégramme ainsi conçu :

«Au moment où discussion problème algérien va venir devant l'Assemblée générale O.N.U. - stop - Juifs algériens Maroc expriment désir voir gouvernement français entrer voie négociations avec F.L.N. seul représentant qualifié peuple algérien sur base reconnaissance indépendance Algérie dans respect et intérêts légitimes diverses communautés vivant territoire algérien».

Signé :
«Juifs Algériens Maroc.»

A notre réalisme, à notre sens de la démocratie et de la fraternité, à notre soif de justice et du droit, à notre souci de la vérité historique, les Israélites ont donc répondu par un acte qui les honore. En même temps que nous rendons grâce à leur courage, nous tenons à les assurer une fois de plus, que notre Révolution qui n'est ni fanatique, ni xénophobe, ni communiste — comme d'aucuns s'évertuent à le faire croire — saura leur réserver la place qui leur revient de droit dans l'Algérie de demain car, si cette Révolution est indiscutablement nôtre, elle est aussi la leur.

Au demeurant, une histoire récente a démontré que la famille française, dont ils font artificiellement partie depuis 1870, ne les accepte pas de gaité de coeur; l'Algérie était alors pour eux un havre de paix et de quiétude, et la sympathie que leur témoignèrent leurs compatriotes musulmans n'était ni feinte ni forcée : aujourd'hui ils doivent en être persuadés. A l'heure où le monde semble être partagé en deux camps : le camp des oppresseurs et celui des opprimés, nous ne voulons

pas croire que les Juifs d'Algérie admettent de vivre en déracinés dans une société qui n'est pas leur, alors que leur véritable patrie les réclame.

Nous voulons espérer que ce télégramme - qui constitue un tournant décisif dans l'évolution de l'opinion israélite - incitera tous les Juifs d'Algérie à se joindre à leurs coreligionnaires qui ont eu le courage de prendre une telle position, la seule qui soit logique, réaliste, naturelle et humaine. Dans une Algérie libre et souveraine, le Juif ne se sentira pas étranger, mais il importe que, dès à présent, il participe par Inaction ou la parole à la libération d'une patrie que nous sommes en train de payer de notre sang, et à laquelle nous donnerons un autre visage, celui de la dignité et de la fraternité retrouvées.

(Extrait de «Résistance Algérienne»,
Edition B, n° 18, 10 Janvier 1957)

UN GROUPE DE CONSTANTINOIS

Situation des Juifs d'Algérie à la lumière des événements de 1934 et de 1956

Une des manoeuvres les plus pernicieuses du colonialisme en Algérie fut et reste la division entre Juifs et Musulmans. Nous voudrions éclairer sur ce point ceux qui sont plongés dans le drame algérien, ainsi que les socialistes au pouvoir en France dont les discours affirment une position anticolonialiste.

Les Juifs sont en Algérie depuis plus de deux mille ans ; ils font donc partie intégrante du peuple algérien. La civilisation arabe se propageant, ils l'adoptèrent et firent de la langue arabe leur langue maternelle, à la différence de la grande majorité des Juifs d'Europe qui ont conservé jusqu'à ces derniers temps une culture et un vocabulaire originaux. Et si de nombreuses familles juives, fuyant l'Inquisition espagnole sont venues se réfugier en Algérie, il faut croire que les Juifs n'y étaient pas malheureux.

Cette intégration des Juifs dans le passé algérien, les colonisateurs tentent de la faire tomber dans l'oubli. Ils leur accordent des avantages qu'ils n'accordent pas aux Musulmans, créant ainsi un foyer durable de jalousie. Les Israélites bénéficient de droits civiques égaux à ceux des Français, profitent de la culture française, ce qui leur permet une évolution plus rapide dans le cadre des institutions françaises. Un courant d'incompréhension s'établit entre eux et les Musulmans. Ce fossé est exploité : il s'agit de détourner contre les Juifs une rancœur populaire issue de la misère.

1934, pogroms de Constantine : dans la ville et les campagnes environnantes circulent des appels, répandus par des provocateurs, incitant au pillage des biens juifs

et expliquant que les autorités le permettent. Celles-ci d'ailleurs laissent se produire vers Constantine un afflux inusité de fellahs par trains entiers et par camions. Là des orateurs excitent d'immenses rassemblements de foule. La tension monte.

Les Juifs sont affolés, mais les pouvoirs publics ne prennent aucune précaution sérieuse. On laisse faire une distribution gratuite du journal «l'Eclair» de la Ligue d'Action Franciste, où l'on peut lire : «Tout le mal vient des Juifs ... C'est le Juif qu'il faut abattre...»

Le lendemain matin, de faux bruits fusent d'assassinats d'Arabes et, à dix heures pillages et tueries commencent. De nombreux Juifs n'échappent à la mort qu'en trouvant refuge dans des familles amies musulmanes et européennes. «L'arme au pied, les troupes constatent et ne procèdent à aucune arrestation» d'ailleurs les cartouches ne sont distribuées qu'à quinze heures.

Par la suite, une répression s'abat sur les Musulmans de la région, pas forcément coupables, et des mesures de coercition sont prises dans toute l'Algérie contre tout mouvement arabe. Ainsi les autorités se donnent un rôle de «Justicier nécessaire» et en même temps enrayent momentanément les progrès du mouvement national qui est à ses débuts. Le colonialisme est ainsi le gros bénéficiaire du pogrom. Les ultras en ont été les instigateurs.

1940: Toute la presse de la colonisation vilipende les Juifs et fait l'éloge du nazisme. Les vichyssois multiplient leurs encouragements auprès des Musulmans à des actions anti-juives : manifestations, boycottages, pogroms, leur promettant une impunité parfaite. Mais les musulmans ont compris et, rejetant avec mépris toutes les propositions, c'est leur entière sympathie qu'ils manifestent aux Juifs. Ceci, les Israélites d'Algérie le savent bien et en gardent une profonde reconnaissance.

Nous voici aux événements actuels. Un tract du Front de Libération Nationale, déplorant le drame de 1934, met en garde les Algériens contre toutes les manoeuvres colonialistes de division et toute déviation raciste du mouvement. Pourtant en Avril-Mai 1956, un cycle infernal, opposant violemment Juifs et Musulmans est déclenché à Constantine. Au cours de vastes rafles sanglantes organisées contre la population musulmane, des policiers et des supplétifs israélites font du zèle. Une série d'attentats est alors déclenchée dans le quartier juif. De nombreux musulmans assurent qu'il s'agit là de provocations colonialistes tentant d'exploiter la tension, mais celle-ci croît de jour en jour, si bien que le 12 Mai, une grenade, lancée par on ne sait qui dans un café Israélite, faisant quelques blessés, entraîne une incursion meurtrière de certains Juifs dans la ville arabe. Les auteurs ne sont pas désarmés. Le lendemain, deuxième incursion.

Les ultras exultent, heureux de trouver des hommes de main à bon marché : après s'être montrés des antisémites notoires, ils adressent aux Juifs félicitations et flatteries. Mais le cycle se poursuit : deux bombes faisant chacune une trentaine de victimes sont jetées, le samedi, dans des lieux d'affluence du quartier Israélite.

Il ne faut pas que se renouvellent de pareilles tragédies. Musulmans et Juifs, fils d'une même terre, n'ont pas à tomber dans le piège de la provocation. En revanche, ils se doivent de faire front contre elle. Ne pas se laisser duper par ceux qui, il n'y a pas si longtemps, envisageaient avec désinvolture l'anéantissement total des Juifs comme une étape salutaire de l'évolution de l'humanité. Se souvenir qu'ils n'ont pas désarmé; ils ont à peine voilé leur haine et leur mépris. Mais leur racisme trouve à l'heure actuelle un autre exutoire : c'est contre les Arabes qu'ils prennent maintenant des mesures de répression exterminatrice. Voici comment beaucoup conçoivent le terme de «pacification». Pour nous, nous préférons à cette horrible situation un vrai règlement pacifique, dont aussi bien le congrès, socialiste de Lille que la Conférence de Brioni ont montré la possibilité» En ceci nous nous unissons au désir profond de la France libérale et populaire.

L'une des façons pour cette paix est que nous tous, Musulmans et Israélites, en collaboration avec les Européens libéraux, écartions toutes les provocations ayant pour but de nous dresser les uns contre les autres.

Pour- cela il nous faut les rendre vaines en renforçant entre nous un climat de confiance et d'amitié. Si nous, y parvenons, s'ouvriront pour nous toutes les perspectives nouvelles d'une vie débarrassée du fardeau étouffant du racisme. C'est dans ce but que nous envoyons cette lettre.

Nous nous excusons d'avoir dû rappeler des sombres événements; nous avons jugé nécessaire de faire d'abord le plus de lumière possible sur bien des malentendus qui empêchent quantité de bonnes volontés d'agir. Mais ce n'est qu'un travail préalable. Nous espérons que notre appel sera lu, propagé, et qu'il suscitera de nombreuses initiatives semblables chez ceux qui, en Algérie, refusent de voir triompher la haine.

Un groupe d'Israélites de Constantine.

Lettre parue dans l'hebdomadaire marocain «Al Istiqlal» du 17 -Août 1956 et dans «El Moudjahid», numéro spécial, Octobre 1956.

NOTRE ATTACHEMENT A LA NATION ALGERIENNE

Pendant l'Antiquité, des navires hébreux se fixent en différents points de la côte algérienne. D'autres Juifs, fuyant les répressions romaines de Judée les rejoignent. Les uns et les autres se joignent aux gens du pays en répandant leur religion, si bien que la résistance des tribus aux conquérants arabes se souvient d'une reine juive de l'Aurès : la Kahina. Par la suite, les Juifs comme les autres habitants sont arabisés. Les uns deviennent musulmans, les autres gardent leur religion, que l'Islam respecte en raison de la valeur que le Coran lui reconnaît. Sujets fidèles des souverains arabes d'abord, turcs ensuite, ils fournissent ministres, écrivains, poètes... Et la résistance acharnée de Constantine aux conquérants français voit les Juifs se distinguer.

Mais les colonisateurs nous «octroient» la citoyenneté française afin de nous séparer du peuple algérien, sans pour cela désirer se mêler à nous, L'instruction obligatoire se fait en langue française. On nous inculque, à l'école, que la seule histoire qui nous regarde et qui ait une valeur est celle de la France. On nous habitue ainsi à voir avec mépris l'héritage hébraïque transmis par nos parents et leur culture arabe. On laisse dans la nuit notre passé algérien. Malgré l'artifice de la situation dans laquelle nous sommes placés et les complexes psychologiques qui en résultent, nous finissons par accepter notre position car c'est la seule possibilité de modernisation qui nous est laissée.

Pendant le colonialisme, pour perpétuer son exploitation, et son oppression a besoin de dresser les uns contre les autres les éléments de la population du pays. Sous Vichy, c'est nous qu'il attaque, essayant en vain d'entraîner les Musulmans à des pogroms. Ne pouvant assurer son règne par la division, c'est vers les masses musulmanes qu'après la guerre il dirige son tir. Nous sommes évidemment sollicités à des actions anti-arabes. Les journaux brusquement nous parlent abondamment d'Israël, pleins de tendresse. Ceux qui d'entre nous se laissent entraîner sont d'infimes exceptions et se mettent en marge de notre communauté qui souffrit tant du racisme.

Aujourd'hui il est temps que nous revenions à la communauté algérienne. L'attachement à une citoyenneté française artificielle est un leurre lorsque s'élabore à grands pas la jeune et puissante nation algérienne moderne. Nous n'avons ni intérêts ni droit moral de renier nos origines et notre passé. Nous descendons, exactement comme les Musulmans, des premiers habitants du pays et de Sémites venus d'Orient. Les proscrits d'Espagne qui vinrent se mêler à nous, fuyant l'Inquisition, furent compagnons de malheur des Musulmans.

Pouvons-nous renier nos noms qui sont en général des noms arabes ? Devons-nous refuser de comprendre nos parents qui sont attachés à des coutumes, des traditions, une musique algériennes ? Alors que les tombes de nos ancêtres sont en Algérie depuis des millénaires,

préférerions-nous devenir ailleurs des étrangers ? Car ceux que nous rencontrons quand nous allons dans d'autres pays, en France par exemple ou en Israël, ne se trompent pas : ils voient en nous des Algériens (1).

Ceux qui nous appellent à la Nation Algérienne ne nous demandent pas de rejeter la culture française que nous avons acquise, car elle est et sera utile au pays.

Marocains et Tunisiens indépendants refusent-ils les rapports étroits et féconds avec la France ? Il nous est demandé seulement de ne pas renier nos origines c'est-à-dire le fond de nous-mêmes, car on a besoin de notre participation pour construire l'Algérie moderne. Ne nous montre-t-on pas le véritable chemin du progrès, celui qui se fait à partir du contact retrouvé avec son passé ?

Des Juifs ont rejoint les rangs des Algériens luttant pour l'indépendance nationale. Nous savons que, quelles que soient les idées politiques qu'ils soutiennent, c'est la haine du racisme qui les a déterminées.

Certains ont payé de leur vie, d'autres ont supporté avec courage les sévices policiers les plus immondes et aujourd'hui se referment sur eux les prisons et les camps de concentration. Nous savons aussi que dans la lutte commune, Musulmans et Juifs se sont découverts frères de race, et qu'ils éprouvent un attachement profond et définitif pour une patrie Algérienne.

En proclamant notre attachement à la Nation Algérienne, nous ferons disparaître le prétexte dont les colonialistes se servent en faisant croire au peuple français que la révolte ici n'est que le fait d'un fanatisme médiéval, pour prolonger leur domination. Ainsi nous abrègerons la tuerie qui ensanglante l'Algérie et où meurent tant d'innocents.

Cependant si les idées de beaucoup d'entre nous ne sont pas claires quant à notre vocation nationale, nous désirons tous profondément le retour de la Paix en Algérie. Nous savons que le seul moyen est l'ouverture de négociations entre le gouvernement français et ceux qui se battent, en particulier avec le Front de Libération Nationale qui a la confiance des masses. Aussi espérons-nous voir le Grand Rabbin d'Algérie s'exprimer, comme l'a fait le Grand Muphti, ce souhait de telles négociations.

Un Groupe de Juifs Algériens.

(Article paru dans «Al Istiqlal» du 2 Févr. 1957 et dans «Résistance Algérienne» Edition B n° 21-22 du 11 au 28 Fév. 1957)

(1) N.D.L.R.- L'affaire BENHARROCHE qui opposa en Septembre dernier les Nord-Africains aux autres Juifs immigrés en Israël en est une pénible illustration

UN COMITE D'ALGERIENS ISRAELITES POUR LA NEGOCIATION

«Algériens d'origine Israélite, nous avons pris connaissance dans la presse française de l'appel du Front de Libération Nationale (F.L.N. aux Israélites d'Algérie. Touchés par cet appel qui déclare notamment :

«... le peuple algérien considère qu'il est aujourd'hui de son devoir de s'adresser directement à la communauté Israélite pour lui demander d'affirmer d'une façon solennelle son appartenance à la nation algérienne. Ce choix clairement affirmé dissipera tous les malentendus et extirpera les germes de haine entretenus par le colonialisme français.»

«Nous approuvons son contenu et les perspectives politiques qu'il ouvre. Nous condamnons avec force la politique de reconquête coloniale dite de «pacification».

(Paru dans «Résistance Algérienne»

Edition B - N° 21-22 du 28 Février 1957)

JE NE REPONDRAI PAS

Monsieur le Président de la République Française,

Le sursis qui m'avait été accordé par l'autorité militaire pour terminer mes études venant à expiration, je dois être appelé incessamment pour accomplir le service militaire. J'ai le devoir de vous informer que je ne répondrai pas aux convocations qui pourraient m'être adressées et de vous expliquer en détail les raisons de mon attitude :

Je suis né à Tiaret en Algérie, le 11 Juin 1931 et j'y ai vécu plus de vingt ans de ma vie. Très tôt j'ai eu l'occasion de vérifier personnellement la fausseté de l'affirmation des gouvernements français selon laquelle l'Algérie serait une province française.

C'est pourquoi je vins en France pour la première fois et c'est en liant connaissance avec des démocrates français que j'ai commencé à prendre conscience qu'il y avait des causes profondes aux maux dont souffrait ma Patrie.

J'acquis la conviction, qui ne s'est nullement démentie par la suite, qu'il était possible de construire une Algérie libre, heureuse, à condition d'abattre l'odieux régime colonial qui lui avait été imposé voilà plus de cent vingt ans. Il m'apparut que mon devoir était d'oeuvrer à hâter la venue de cet heureux événement. Il n'en fallut pas plus au Ministre de l'Air en exercice pour m'exclure sous un prétexte futile, dû à mon inexpérience, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Aéronautique où j'avais été admis après trois années de préparation à un concours difficile.

Je suis retourné dans mon pays où j'ai exercé pendant un an le métier de maître auxiliaire d'enseignement au Collège de Tiaret. Aujourd'hui quelques-uns parmi les meilleurs de mes élèves musulmans sont militaires dans l'Armée de Libération Nationale, L'année suivante, j'ai

suivi les cours de la Faculté des Sciences d'Alger : c'est là, à la Maison des Etudiants Musulmans, que j'ai lié quelques-unes de ces amitiés qui comptaient dans la vie d'un honnête homme; de mes amis, les uns sont déjà glorieusement tombés pour leur Patrie, les autres sont dans la lutte.

C'était pour moi la première fois que Je me trouvais mêlé aussi intimement aux masses profondes de mon peuple sur la seule base où la rencontre était possible, sur la base de l'anti-colonialisme. En deux ans, je fis dans cette voie des progrès extraordinaires : cette carapace d'incompréhension qu'on avait accumulée entre deux communautés soeurs fondait comme neige au soleil de l'action réciproque ; je redécouvrais les multiples affinités qu'un siècle d'une politique d'assimilation forcée n'avait pu faire disparaître, je découvrais, et cela, croyez-le bien, sera porté au terrible dossier d'accusation, du colonialisme français, que j'avais une Patrie, que je n'en avais jamais eu qu'une et que j'avais été incapable de la voir pendant plus de vingt ans.

En Septembre 1954, en application d'une loi d'amnistie (qui d'ailleurs avait été votée principalement en vue de réhabiliter certains collaborateurs) je fus réadmis à l'Ecole Nationale Supérieure de l'Aéronautique. Dans les conditions qui étaient celles de l'Algérie à cette époque, il était de mon devoir de revenir en France pour y étudier afin de préparer à ma Patrie un de ces cadres techniques dont elle aura un si urgent besoin dans un proche avenir. Comme des millions d'Algériens, j'ai accueilli les nouvelles du 1er Novembre 54 avec un indicible sentiment de joie et de fierté : il me semblait que j'attendais ce jour depuis la défaite d'Abdelkader. En vérité, il ne s'y mêlait qu'une seule appréhension : celle de voir ces hommes valeureux se faire massacrer jusqu'au dernier (comme cela est déjà arrivé tant de fois) avant d'avoir pu grouper derrière eux l'ensemble du peuple algérien.

Je n'ai jamais dissimulé ces sentiments dans la mesure où j'estimais que leur manifestation contribuait à approcher l'heure où cesserait cette tuerie «imbécile et sans issue» pour la France.

C'est ce qui me valut, sans doute, les dernières mesures des services de la Sécurité - Air : annulation de mon contrat de travail à la S.N.E.C.M.A. et radiation de la liste des promus au grade de sous-lieutenant de réserve sanctionnant les cours d'instruction militaire obligatoire où j'avais obtenu des notes suffisantes.

Si je vous ai exposé en détail toutes les raisons personnelles de mes actes, Monsieur le Président de la République, c'est qu'il se trouve en France des gens pour dénier aux Algériens non musulmans tout sentiment de patriotisme : ils trouvent plus commode de les affubler du nom de traîtres alors que, comme il ressort clairement de ce que je vous ai exposé, la véritable trahison serait pour moi d'agir d'une autre

façon. C'est aussi parce que, Algérien de culture française, j'ai toute raison de m'inquiéter de la détérioration croissante des rapports franco-maghrébins. Je désire passionnément une collaboration amicale et fructueuse dans tous les domaines entre la France et l'Algérie, mais ni moi, ni aucun patriote algérien n'acceptera jamais plus que cette association soit celle du cavalier et du cheval. C'est pourquoi, avant qu'il ne soit trop tard, dans l'intérêt du peuple français, aussi bien que dans celui du peuple algérien, dans l'intérêt même des Français qui vivent de leur travail en Algérie, il faut reconnaître l'Indépendance de l'Algérie et négocier avec le Front de Libération Nationale.

Joseph SIXOU
Ingénieur de l'Aéronautique.
Lettre parue le 2 Déc. 1957 dans «l'ACTION»,
hebdomadaire tunisien.

APPEL DE LA FEDERATION DE FRANCE DU F. L. N.

Algériens Israélites !

La politique colonialiste, raciste de tous temps, antisémite à l'occasion, contrainte de «justifier» aux yeux du monde l'injustifiable guerre qu'elle mène contre le peuple algérien, ose prétendre aujourd'hui qu'en nous refusant nos droits les plus sacrés elle défend les vôtres. Oubliant qu'elle vous a souvent persécutés, négligeant le fait que des milliers de Juifs (ceux par exemple qui croupissent dans les «Drabs») sont exploités et humiliés, elle feint de lier votre sort à celui de la minorité européenne qui ne peut concevoir ses rapports avec les Algériens que comme des rapports de maîtres à esclaves. Ainsi espère-t-elle vous associer à une cause qui n'est pas la vôtre et vous faire participer à la sauvegarde de privilèges qui n'ont rien à voir avec les droits légitimes revendiqués par notre révolution pour TOUS LES ALGERIENS, sans aucune discrimination.

Nombreux furent parmi vous ceux qui se joignirent à la lutte du peuple algérien : déserteurs de l'armée colonialiste, commerçants grévistes, médecins soignant les maquisards, avocats défendant les patriotes...

Ceux d'entre vous qui se sont faits les serviteurs zélés du régime colonialiste et de son armée, se sont irrévocablement exclus de la communauté nationale : leurs méfaits et leurs crimes les classent sans aucune équivoque parmi les traîtres. Ce n'est pas à eux que nous nous adressons.

Ce n'est pas non plus à ceux qui ont cru bon de joindre leur voix au chœur de tous les complices de la grande entreprise de division et de mystification du peuple

algérien. C'est le cas par exemple, avec l'instauration il y a quelques mois d'un «GRAND RABBIN de France et de l'Algérie» : il s'agit là d'une réforme d'inspiration intégrationniste, dont la nécessité ne s'imposait guère sur le plan religieux et qui fait apparaître un contraste significatif si l'on prend en considération l'attitude courageuse et réaliste de l'archevêque d'Alger.

Et nous ne nous adressons pas non plus à tous ceux qui, sans en avoir reçu mandat, se croient habilités à parler au nom de la communauté juive d'Algérie. C'est le cas par exemple d'un certain Alexandre Reiter, secrétaire de l'Organisation sioniste de France» dont les divagations (1) témoignent d'une telle confusion mentale et d'une si exceptionnelle ignorance de l'histoire que nous ne saurions même pas comment entreprendre de les réfuter : les diverses mises au point et protestations formulées les jours suivants par d'autres organisations Israélites en ont d'ailleurs fait justice, en précisant le genre de crédit qu'il convenait d'accorder à cette profession de foi gaulliste d'un groupuscule en mal d'existence (2).

Nous nous adressons à tous ceux qui, bien que n'ayant pas renié leurs origines, n'ont pas encore surmonté leurs troubles de conscience. Nous nous adressons à tous nos compatriotes israélites - et ils sont nombreux - qui se veulent algériens mais qui se tiennent toujours en marge de la lutte de leur peuple, et nous leur disons :

Vous êtes partie intégrante du peuple algérien : il ne s'agit pas pour vous de choisir entre la France et l'Algérie mais de devenir des citoyens effectifs de votre véritable pays. Ou bien vous voulez exercer pleinement dans ce pays, dont l'avenir sera ce que librement et démocratiquement tous ses enfants ENSEMBLE le feront, des droits que personne jamais ne saurait remettre en question ; ou bien vous acceptez de vivre sous le règne du mépris et de vous contenter d'une citoyenneté octroyée par vos oppresseurs dans un contexte qui est la négation même des droits les plus élémentaires de la personne humaine.

Tels sont les termes du choix.

La prétendue option économique, le pari sur un avenir prétendument prospère, n'est pas davantage en cause : l'idéal pour lequel tant de patriotes algériens sont déjà tombés est sans commune mesure avec telles ou telles facilités matérielles, que nous devrions à quelque transformation du régime colonialiste.

C'est à un acte de foi que nous vous convions, un véritable acte de foi, par delà tous les calculs : foi en votre peuple, foi en votre pays, foi en vous-mêmes.

Algériens Israélites !

Des centaines de milliers de vos compatriotes sont morts et plus d'un million souffrent dans les prisons et les camps de concentration colonialistes, pour faire recouvrer à l'Algérie sa liberté, et à tous les Algériens sans distinction leur dignité.

Au moment où notre combat entre dans une phase décisive, nous attendons que vous affirmiez, en tant qu'Algériens, votre adhésion à l'idéal d'Indépendance et, partant, que vous preniez, pour dissiper une équivoque qui risque de compromettre nos rapports futurs,

une part PLUS GRANDE et plus ACTIVE à la lutte de VOTRE PEUPLE, afin que demain vive, EGALE POUR TOUS, la République Algérienne Démocratique et Sociale.

Front de Libération nationale
Fédération de France
Paris, le 25 Novembre 1959

(1) Le Monde, «Libres Opinions», du 9 Octobre 1959.
(2) Le Monde, déclaration du cercle Bernard Lazare, des 11-12/10/59.

Document 21-1 (voir annexes)

A l'adresse du PEUPLE FRANÇAIS

N° 6 Décembre 1959

FL N. Documents

**ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DE FRANCE
DU
FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE**

LE LOBBY ALGÉRIEN

Sous le masque de la

«GRANDEUR FRANÇAISE»

Français !

Il ne dépend, que de votre Gouvernement que les négociations s'engagent et que les armes se taisent.

Mais certains s'emploient - ouvertement ou dans les coulisses - à rendre tout dialogue impossible certains s'opposent à toute solution pacifique, démocratique et juste du problème algérien.

Ce sont tous ceux qui ont intérêt à ce que la guerre d'Algérie dure, parce qu'ils en profitent.

Ces farouches défenseurs de «l'Algérie française», ces «super-patriotes» ces «incorruptibles», il vous faut les mieux connaître, afin que vous sachiez une fois de plus, que dans la guerre d'Algérie, il n'est pas plus question de la grandeur et du prestige de la France, que du sort de la minorité européenne. Il est question, dans cette entreprise de reconquête coloniale, du droit à ses propres biens, à la vie, à la dignité et à la liberté d'un peuple ; le peuple algérien. Il est question, dans ce génocide baptisé pacification, des privilèges d'une minorité de seigneurs et de féodaux qui, pour perpétuer leur règne en Algérie, cherchent directement ou par personnes interposées, à consolider leur pouvoir en France.

Hommes et Femmes de France !

Les ennemis du peuple algérien sont vos ennemis.

Ils sacrifient votre bien-être et votre honneur à leurs appétits. Sous le couvert de la souveraineté, de la présence ou de la légitimité françaises, ils édifient des fortunes à vos dépens.

Vous vous devez de manifester vigoureusement votre opposition à la poursuite d'une guerre dont vous faites les frais et qui menace vos propres libertés - alors qu'elle profite à ceux-là même qui aujourd'hui vous exploitent, en attendant de pouvoir demain vous soumettre à une totale dictature.

Votre action en faveur de la PAIX peut être décisive.

Il vous appartient de faire taire les bellicistes et de maîtriser la meute des jusqu'aboutistes.

Cette faune colonialiste qui s'agite, qui menace et qui vous dupe, en voici quelques spécimens ; tels que, malgré leur déguisement, leurs agissements les démasquant.

SOUSTELLE

Ancien membre, du Comité des intellectuels anti-fascistes avant la dernière guerre. Ancien chef du B.C.R.A., à Londres ;

Nommé Gouverneur Général par le Gouvernement Mendès-France. Les ultras qui le feront défiler sur un char, à son départ, le présentaient à son arrivée comme juif nommé Bensousan, pour dresser contre lui la minorité européenne, dont ils connaissaient - pour les

avoir suscités et continuellement entretenus - les réflexes racistes et anti-sémites.

Soustelle, n'était pourtant pas encore animateur du Comité France- Israël.

Mais il arrivait en Algérie, précédé d'une réputation d'intellectuel de gauche de libéral, de résistant, de gaulliste, tous titres qui, pour les colons vichyssois et autre vicomte pétainiste, étaient autant de tares. Cependant les ultras ne tarderont pas à, prendre sa mesure : Soustelle était un affairiste. C'était donc leur homme. Ils en feront leur créature.

Voici quelques unes des «opérations de pacification» réalisées par le Gouverneur Soustelle.

Première opération : Afin de révolutionner l'agriculture algérienne, par la Réforme du khémassat et de hâter la Promotion Paysanne des Musulmans. Soustelle décida que les Sociétés Indigènes de Prévoyance (S.I.P.) seraient équipées de tracteurs de marque «Continental» au lieu de tracteurs de marque «Ferguson» dans le but «national» d'aider une firme française.

Mais au «Gouvernement général de l'Algérie» ou à l'époque, le «Gouverneur mendèsiste» Soustelle n'était pas «persona grata», on s'aperçut bien vite que le but national de Soustelle cachait en réalité une sordide affaire d'intérêts privés. On laissa faire l'opération - malgré les irrégularités administratives commises - pour constituer les dossiers de chantage et mieux «tenir en laisse» par la suite le «progressiste fédéraliste Soustelle».

Car la marque des tracteurs «Continental» était une affaire lyonnaise, dirigée par le député Charret, co-listier de M. Soustelle.

L'utilisation de ces tracteurs fut en quelques mois un désastre. Le chiffre des opérations traitées s'est élevé à 600 millions - Gros scandale. Pour sauver la face, le Directeur de l'Agriculture, Vialas, fut sacrifié. Pas pour longtemps d'ailleurs. Il fût, par la suite embauché par la firme «Tracteurs Continental», car il était, avec Soustelle et Charret, dans le coup de l'opération - réalisée sur le dos des contribuables.

Deuxième opération : Afin de «mater la rébellion» le «Général Soustelle» décida de multiplier les gendarmeries. Il fallait en créer de toute urgence un millier, «pour sauver la vie des malheureuses populations du bled».

Mais les hommes des «ultras d'Algérie», qui régnaient en maîtres au Gouvernement Général et qui l'occupent toujours, veillaient pour constituer les dossiers de chantage. Ils s'aperçurent bien vite, que cette opération était une nouvelle affaire sordide, d'intérêts privés.

Le F.L.N. note cependant entre autres que Soustelle a gracieusement remis à la Résistance Algérienne un important armement lors de la constitution des fameuses Harkas de Kabylie, opération «oiseau bleu». Et ces armes étaient transportées dans la camionnette de l'Echo d'Alger !...

DE SERIGNY

Scribe obscur lié à la «Transat», il est devenu par son mariage avec la fille Duroux (une des grosses fortunes d'Algérie) un homme puissant.

Jean Duroux regrette amèrement, dit-on, de lui avoir confié par contrat la direction de l'Echo d'Alger. Ce journal est devenu le porte-parole de tous les ultras de «Dunkerque à Tamanrasset».

Mais la «politique» est une chose, les affaires en sont une autre. Aussi, le Vicomte de Sérigny, défenseur acharné la «présence française en Algérie» a-t-il liquidé l'ensemble de ses biens dans ce pays : la «villa Duroux» a été vendue à la Préfecture d'Alger, les actions dans les «cargos algériens» à un groupe de financiers, les actions des «Moulins de l'Harrach» à un groupe de minotiers. Par des transferts frauduleux de devises - via la Suisse et Tanger - la famille Duroux - de Sérigny a mis ses capitaux à l'abri en Uruguay et au Canada. Le Vicomte en a cependant investi une partie en France : il a acheté un appartement - 30 avenue Georges Mandel -, une propriété dans la Seine et Marne et un autre appartement à Evian.

Le seul bien de la famille Duroux - de Sérigny en Algérie est l'Echo d'Alger, pour lequel un accord a été conclu avec l'armée qui le subventionne et le contrôle par l'intermédiaire du capitaine parachutiste Marion, nommé sous-directeur de l'Echo d'Alger. En compensation, l'Echo d'Alger est largement diffusé dans les casernes, soit plusieurs milliers d'exemplaires vendus par jour.

Pour intoxiquer l'opinion française, de Sérigny dispose d'une caisse noire de 400 millions alimentée par la grosse colonisation d'Algérie. Il a installé à Paris un véritable réseau journalistique. Ses principaux employés à l'Echo d'Alger sont en même temps correspondants de la majeure partie des journaux français : l'Aurore, le Figaro, le Parisien, Paris-Presse, Aux Ecoutes, Carrefour, l'Information, le Journal du Parlement, etc...

La «Caisse de l'Algérie» lui permet aussi de corrompre les honnies politiques. Quelques centaines de millions judicieusement distribués ont permis à de Sérigny de torpiller la loi-cadre chère à Bourguès-Maunoury. Et ce n'est là qu'un exemple.

Après avoir lancé les «opérations» Général Weygand et Maréchal Juin, de Sérigny s'emploie maintenant - avec les moyens que l'on dévie - à provoquer la dislocation

de l'U.N.R. Ainsi par exemple Delbecque, député du Nord et Dumont, sénateur de Bougie, étaient logés, durant le coup du 13 Mai, à la villa de Madame Nouvion à El Biar, et pris en charge par de Sérigny, C'est le vicomte qui a payé leurs garde-robes et tous leurs frais de séjour. De plus Delbecque a reçu 18 millions pour s'installer à Paris. Et lors du dernier débat sur l'Algérie, de Sérigny a intimé à Delbecque et Dumont l'ordre de quitter l'U.N.R., faute de quoi il les dénoncerait dans sa presse. On connaît la suite. La profession de «Défenseur de l'Algérie Française» est une véritable mine d'or. L'on comprend, dès lors ceux qui l'exercent, s'opposent à la négociation.

Après la «guerre sainte marocaine», le consortium, Bidault-Soustelle-Morice-Duchet monta l'affaire U.S.R.A.F. alimentée par les fonds provenant des souscriptions faites par les colons algériens.

Le représentant colon algérien, agent de liaison entre cette U.S.R.A.F. et les brain-trust ultras, Vignau, est, dit-on, tout disposé à ouvrir le dossier de cette association.

SCHIAFFINO

Milliardaire, d'origine napolitaine, Président de la région économique d'Alger, un des plus gros armateur de France, gérant de la Société Algérienne de Navigation Charles Schiaffino et C°.

En temps, de paix, le monopole du Pavillon lui permet de réaliser d'immenses bénéfices. Et depuis le début de la guerre d'Algérie, sa fortune ne cesse d'augmenter, grâce aux transports, réservés à ses bateaux, des troupes, du matériel et des marchandises. Il souhaite, évidemment, que cela dure.

Dans le domaine politique, il est célèbre pour avoir préconisé à une certaine époque, l'envoi des travailleurs algériens à Madagascar, en Afrique noire, et en Guyane.

Le colonel Grozaffon, «un dur de la bataille d'Alger», n'a pu résister aux arguments de Schiaffino. Il l'a fait «élire» sénateur. Le journaliste à tout faire, Jacques Leprévot, qui n'a pas encore digéré sa mésaventure électorale, répète à qui veut l'entendre : «le Napolitain nous a tous possédés, y compris Massu.

MORICE

On ne présente pas l'Ex-Ministre André Morice, il est mondialement connu depuis qu'il a construit - dans des conditions identiques - le Mur de l'Atlantique et les lignes Morice.

Les ultras qui connaissent les antécédents de l'homme, ont fait l'effort «nécessaire» pour en faire un défenseur de «l'Algérie 'française».

Mais comme leur confiance en cet homme est plus que limitée, il est tellement vénal - n'est-ce pas M. Borgeaud, M, Sicard, etc....ils établirent deux dossiers :

- l'un concernant la construction des lignes Morice et l'achat de barbelés, - certains proches du ministre André Morice se sont bien servis,

- l'autre concerne les «honoraires» versés au Ministre.

L'homme qui a négocié l'«opération Morice» est bien connu de certains chefs de la police. Il est le même que celui qui alimente l'U.S.R.A.F., les feuilles confidentielles, etc... Il s'agit, pourquoi le cacher, de Vignau.

LAGAILLARDE

Avocaillon aventurier – criminel de guerre.

Il a profité de son grade de lieutenant, parachutiste pour assassiner de nombreux notables musulmans : M. Chaouch libraire rue d'Isly, le cheikh Larbi Tebessi de l'Association des Oulémas, etc... Dans la région d'Oued EL Alleug-Koléa, de nombreux algériens ont été enlevés, torturés et égorgés par Lagaillarde et son équipe. La propriété du capitaine Saïdi a été mise à sac par le lieutenant Lagaillarde. M. Sefta, magistrat, a été arrêté et torturé par le lieutenant Lagaillarde qui, de plus, lui a volé sa voiture avec laquelle il écrasa un enfant.

La conduite du lieutenant Lagaillarde a été tellement odieuse dans la région de Blida-Ouled el Alleug-Koléa que les autorités militaires, pourtant habituées aux horreurs de la «pacification» ont refusé de lui renouveler son contrat d'engagement.

Redevenu civil, Lagaillarde, en compagnie de Le Pen et Djebbour, procédait au racket des algériens, sur les routes du Sahel algérois.

Le Ministre résident Lacoste - qui n'ignorait rien des crimes de Lagaillarde - en fit le président de l'association des Etudiants, avec l'espoir qu'il le servirait.

Après le 13 Mai, de Sérigny et Massu le firent député de la Casbah.

Le Gouvernement de Gaulle – Debré a tout le dossier du criminel Lagaillarde. Il s'en sert pour le tenir en laisse - et c'est un fait qu'on n'entend pas beaucoup parler du député Lagaillarde - mais le gouvernement n'ose pas ouvrir un procès de crainte que cela ne rejaillisse sur lui-même.

LACOSTE

L'homme du dernier quart d'heure.

«Il a trahi le socialisme, il a trahi les ultras, il a trahi les Musulmans, il a trahi l'armée, et comme il n'avait plus rien à trahir, il a abandonné le navire en plein naufrage.» Ainsi le définissait un socialiste.

Quant à ses amis ultras, ils affirment qu'il est parti avec les fonds secrets - évalués à 500 millions. Certaines feuilles confidentielles signalent, à l'intention sans doute de M, Debré, qu'un numéro existe dans une banque suisse.

Le dénommé Pécou, économe de son métier, homme à tout faire du Ministre Résident, qui l'a fait directeur de la Sécurité en Algérie, roule depuis qu'il est en chômage, en luxueuse voiture décapotable. Il connaît - pour s'être servi parmi les premiers – l'utilisation des «Fonds de Souveraineté». La disparition de ces fonds secrets a été signalée aux ultras par M. Maisonneuve, Directeur des Cabinets Civil et Militaire du Ministre Résident.

Un dossier sur les affaires spéciales de l'équipe Lacoste - en particulier sûr les «disparitions» de nombreux Algériens – a été constitué par M. Regard, qui le garde précieusement : c'est le meilleur bouclier, quand on est secrétaire du Gouvernement Général.

Pierre VIGNAU

Caissier de «l'Algérie française» – connu pour son racisme et sa grossièreté.

Il alimente toutes les organisations ultras d'Algérie et de France, y compris la «Main Rouge» dont il est un des dirigeants clandestins.

Son frère Camille Vignau - colon à Benchicao et maire de ce centre - a plus de cinquante crimes sur la conscience. Le fils de Vignau - du temps qu'il était militaire à Médéa - a procédé de ses propres mains à plusieurs exécutions sommaires. Redevenu civil, il est actuellement réfugié en France dans la région du Sud-Ouest.

Pierre Vignau est au courant de l'exécution, par le général Roy, préfet civil et militaire de Médéa, du Docteur Boudierba et du Muphti Hadj Bendali.

YRISSOU

Elu député indépendant du Tarn, grâce à M. Antoine Pinay qu'il trahit par des indiscrétions commises au moment de la dévaluation, L'Algérie pour cet ancien Inspecteur de l'Economie Nationale française, est le plus beau des fromages. Président des Houillères du Sud Oranais, il la pluie et le beau temps à Kenadza et à

Colomb-Béchar. Il fait partie des Conseils d'Administration de la Repal (pétroles) et de l'Ouenza (minerais et phosphates), etc...

A peine élu député, il faillit être ministre. Mais la très fructueuse «opération dévaluation» réalisée grâce aux renseignements fournis par lui à certains grands électeurs du Tarn a anéanti ses rêves ministériels.

OO
O

Après l'Etat -Major, voici les troupes :

LES PROFESSEURS

1/- M. BLOCH-MASCART est chargé «de plaider la causa de l'»Algérie française» dans les hautes sphères du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes et dans les cabinets ministériels.

2/- M. LAURIOL, théoricien du fédéralisme personnel, devenu intégriste, tire les ficelles au Palais Bourbon et inspire ses collègues en leur préparant les discours.

3/- M. MARCAIS, l'arabisant, est chargé de duper ses collègues par ses «connaissances» de l'âme musulmane.

LES JOURNALISTES

1/- Serge BROMBERGER opère au Figaro. Il plastronne au «Saint-Georges» à Alger aux frais du Lobby. Mademoiselle Marie Elbe, mise à sa disposition par l'Echo d'Alger, avec la bénédiction des Services Psychologiques, est chargée d'entretenir son ardeur pour l'Algérie française.

2/- DOUZON qui a servi Borgeaud grenouille au Sénat et au Palais Bourbon. Il rédige les discours dès «élus» analphabètes, comme le bachaga Boualem, Brahim Sahnouni, etc...

3/- René SEVRE alimenté par de Sérigny, sévit au «Journal du Parlement».

4/- Jean BRUNE radote tant à l'Echo d'Alger qu'à la Dépêche quotidienne, en collaboration avec l'ancien journaliste SCHEERB de la Dépêche Algérienne ; condamné à mort pour fait de collaboration avec les Allemands.

5/- STIBIO divague à Carrefour et à la Voix du Nord.

6/- André NOEL, perpétuel ivrogne, dont la plume est vendue au plus offrant, est chargé des insultes dans sa feuille confidentielle.

LES INFORMATEURS

Les hommes de Soustelle : SENS, et MAMERT, ceux des ultras : ROCCA, fils du Procureur Général d'Alger, célèbre par son discours exigeant du Général de Gaulle l'exécution des condamnés à mort, et SOLAL, neveu du gros minotier algérois, ont été casés au cabinet du Premier Ministre Debré afin de surveiller la politique algérienne du Gouvernement.

LES POLICIERS

1/- PAPON, véritable acrobate, homme à tout faire de René Mayer, puis de Lacoste, sert à la fois Soustelle, Guy Mollet, Bidault, Michelet, etc... Inspirateur de la fameuse loi-cadre dépeçant l'Algérie en petits morceaux, rêve de remplacer Delouvrier. Il donne des gages par des communiqués ronflants et pose au technicien du démantèlement du F.L.N.

2/- Le Colonel GODDARD, source algéroise des fausses nouvelles, inspirateur du livre «Les 13 complots du 13 mai» prétend avoir pacifié la Casbah.

LES MILITAIRES

Général FAURE - Comploter - tout le monde se souvient de l'affaire du micro de la Préfecture d'Alger - candidat poujadiste battu aux élections législatives à Lyon - sévit en Kabylie. C'est lui qui a décidé d'envoyer à la Chambre des Députée les nommés Azem Ouali, Colonna, Khorsi, Saadi, Ioualalen, et au Sénat les nommés Benacer, Marcellin, Belkadi et Abdelatif.

Général ROY - Sévit à Médéa. Il a ordonné, en plus des crimes anonymes, l'exécution sommaire du Docteur Boudierba et du Muphti Bendali afin de mater la population musulmane qui se refuse de se plier à ses dictats. C'est sur son ordre que furent désigné députés : Vignau, Messaoudi, Gahem, Benelkadi.

Général MASSU - Il n'est pas nécessaire de le présenter. Il est tristement célèbre. Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur ce cas. C'est sur son ordre que furent désigné députés : Lagaillarde, Vinciguerra, Kaoula et Djebbour.

Général GANDOUET - Célèbre à Sétif pour sa sauvagerie et aussi par ses «rapports» avec Madame Kebtani qu'il fit désigner députée.

Général MIRAMBEAU - Il sévit à Tiaret. C'est lui qui a fait désigner députés : Salado, Keddani et Saïdi.

Général BRAUEILLOU - Les crimes de ce général sont tels que les députés préfabriqués ont demandé son départ.

Colonel TRINQUIER - Criminel de guerre. Spécialiste de la torture.

Troupes de Réserve

Le Maréchal JUIN, les généraux WEYGAND, CHASSIN, etc... sur lesquels nous pensons prochainement entretenir nos lecteurs.

AUX LECTEURS

NOUS pensons vous avoir montré pourquoi les Jusqu'aboutistes ont intérêt à ce que la guerre d'Algérie dure.

Nous continuerons de les dénoncer, en même temps que d'autres qui les servent - afin que les Français sachent qu'il n'y aura pas, pour la France, de véritable grandeur ni de prospérité aussi longtemps que la guerre d'Algérie se poursuivra.

**La Paix en Algérie
est immédiatement possible**

Document 22 (voir annexes)

FRONT DE LIBERATION NATIONALE

FEDERATION DE FRANCE

La répression et les provocations policières contre l'émigration algérienne, depuis le cessez-le-feu

La signature des accords de cessez-le-feu à EVIAN aurait dû mettre un terme au cauchemar qu'endure le peuple algérien depuis près de huit ans. Quelques jours ont suffi pour que certaines conclusions s'imposent avec la clarté de l'évidence : pendant que les Algériens fidèles aux accords conclus se tenaient fermes et disciplinés, fidèles aux directives de leur Gouvernement, à Alger des hordes déchaînées et racistes d'Européens s'adonnent au massacre de la population et en France, les meurtres, les attentats, les provocations de la police et de ses sous-produits harkis et messalistes se font encore au grand jour, comme à l'époque où la répression battait son plein.

En France le bilan de ces «activités» policières et contre-révolutionnaires de tous ordres se monte depuis la signature du cessez-le-feu à plus de quarante Algériens tués, près de soixante blessés, sans compter les nombreuses arrestations et «disparitions».

Un policier, avant que lui et ses congénères n'assomment et ne laissent pour morts deux Algériens

dans un bois, a résumé le problème en ces termes : «Cessez-le-feu ou non, pour nous tu restes un bicot» !

La répression continue.

De toute évidence, la police n'a pas perdu son habitude, acquise depuis sept ans, de «casser» de l'Algérien comme du bois mort.

La jonction entre messalistes-harkis et réseaux fascistes policiers s'affirme de plus en plus, surtout depuis EVIAN. La cible étant bien entendu l'Algérien.

Des bandes armées de harkis-messalistes font des descentes régulières dans les hôtels et les cafés à fréquentation algérienne. Sillonnant les agglomérations en voiture, ils mitraillent à vue nos compatriotes sous l'oeil bienveillant et complice de la police et de la gendarmerie.

Des harkis débarquent dans un hôtel algérien, le mettent à sac et laissent deux morts sur le carreau. La police, forcée d'intervenir, interpelle certains d'entre eux et les emmène au poste. Ils sont relâchés deux heures plus tard ; ils ont l'assurance qu'ils peuvent continuer leurs exploits ; ceci se passait à MAUBEUGE

Et ce n'est pas un cas isolé.

La police renseigne, téléguidé, appuie et arme tous les ennemis de la Révolution et du peuple algérien.

La presse, dans un accord parfait et à des fins de propagande, parle de «heurts entre tendances nationalistes rivales» et poursuit son travail

d'intoxication ; or les harkis-messalistes, n'ont que l'importance et la force que leur octroie la police française. Leur liaison avec l'O.A.S. est évidente ; ils servent à cette organisation fasciste de force d'appoint et de service de renseignements.

Toutes ces menées criminelles sont l'instrument d'une politique qui est la suivante :

- Les Algériens respectent le cessez-le-feu : il faut dès lors par des séries d'attentats et de provocations les pousser à une réaction violente, qui réduirait à néant les accords conclus à EVIAN et donnerait un nouveau départ à la guerre. C'est exactement le même calcul politique que l'O.A.S. fait à Alger ; détruire les accords d'Evian à tout prix.

Et les Algériens continuent à subir ce cycle infernal de violences et de provocations.

Les Français ont cru peut-être qu'il leur suffisait de mettre un bulletin «oui» dans une urne pour en finir avec la guerre : les accords d'EVIAN qui ont été avant tout la victoire du peuple algérien risquent d'être compromis ; si le fascisme atteint son but qui est de les réduire à néant, c'est la guerre qui reprend, et la démocratie en France, déjà largement amoindrie, en fera les frais.

Les faits qui vont suivre témoignent de la gravité des exactions dont sont victimes les Algériens en France. Le bilan ne cesse de s'élever, et les plus graves atteintes à la dignité, à la sécurité et à l'intégrité de la personne sont perpétrées chaque jour à Paris comme en Province, avec la complicité des autorités françaises et parfois sous l'oeil indifférent de la population française.

Il est manifeste à la lumière de ces faits que les accords d'EVIAN sont ignorés par ceux-là mêmes qui sont chargés de les appliquer ; les responsables officiels de l'ordre en France.

Les Algériens servent de cible aux harkis, messalistes, contre-révolutionnaires de tout poil encouragés, encadrés et armés par les éléments de la police. L'état de la répression policière ne s'est pas desserré ; on peut même dire qu'en certains endroits il s'est resserré.

Quelques exemples vont illustrer cette double offensive dirigée contre les travailleurs Algériens en France :

- ceux concernant les arrestations et les sévices policiers ;
- ceux concernant la collusion entre les éléments fascistes de la police et les contre-révolutionnaires, harkis, messalistes.

I. PROVOCATIONS ET REPRESSION POLICIERE

- Le jeudi 11 mai 1962 à 19 heures la police se présente au 19, rue de Solferino à Aubervilliers (Seine) et procède à l'arrestation de quatre Algériens :

- MELAAB Hocine, né le 4-6-1920 à AKBOU (BOUGIE) demeurant au 19, rue de Solferino à AUBERVILLIERS (Seine)

- KERBOUCHI Salem né le 19-7-1930 à AKBOU (BOUGIE) demeurant au 27 rue Solferino - AUBERVILLIERS (Seine)

- ZOUHANI Saïd, né le 26-1-1932 à SETIF - 14, rue de Solferino - AUBERVILLIERS (Seine)

- KHELIFA Amokrane - présumé né en 1928 à TIKOBAIN (TIZI-OUZOU) 48, rue de l'Union - AUBERVILLIERS (Seine)

Deux d'entre eux ont été odieusement brutalisés et sont actuellement hospitalisés.

- BERKOUK Ahmed, demeurant à la Gare 8, Ottmarsheim a été arrêté par trois gendarmes le 8 avril 1962 à 16 h.30. Il est actuellement détenu à Mulhouse.

-KABOUCHE Abdelkader, né le 23 avril 1942 à BOSQUET (MOSTAGANEM) demeurant 2, rue Jean Richard Bloc - Cité Joliot-Curie - ARGENTEUIL (S. et O.)

Le 8 mai 1962, KABOUCHE Abdelkader se trouvait à EPINAY s/Seine, il était 23 h. et il rentrait chez lui à Argenteuil. Arrivé à hauteur du carrefour dit Cygne d'Enghien, il est interpellé par la police. Les policiers le fouillent et lui soustraient une somme de 470 NF. trouvés sur lui. Il n'est relâché qu'à 3 heures du matin. Pour l'emmener au Commissariat, la police l'oblige sous la menace de coups à adopter une position allongée dans le fourgon pour ne pas être aperçu de l'extérieur. Le caractère arbitraire d'une telle arrestation est manifeste. Mais la police n'est pas à un arbitraire près. On peut en juger.

- Le 10 Avril 1962 vers 13 heures, les quartiers de Nanterre habités par les Algériens sont cernés par la police. Toutes les baraques du bidonville systématiquement fouillées, et ceci sans mandat de perquisition. Des gardiens de la paix armés de mitraillettes isolent le bidonville du reste de la cité et des inspecteurs armés de pistolets, de marteaux, d'arrache-clous mettent à sac les baraques. Ces actes de vandalismes ont duré plus d'une heure.

- A Tourcoing, le dimanche 22 avril 1962, la police se présente au 15, rue Franklin Roosevelt, et procède à une fouille des lieux ; le café, la cuisine et la cave. Cette perquisition est suivie de l'arrestation de 4 compatriotes.

Des passants se rassemblent pour protester contre de tels excès et contraignent la police à les relâcher.

- Toujours, à Tourcoing, le vendredi 6 avril 1962, la police se présente au 40, rue du Moulin et procède à une perquisition illégale et à l'arrestation, sans mandat d'amener, de BOUSBA Mohamed.

- BOUSBA Mohamed est actuellement détenu à la Maison d'arrêt de LAVOS.

- Le même jour le nommé AYLLOUS Messaoud demeurant 15, rue Vinoque Chakène à TOURCOING, se rend sur convocation au Commissariat où il est arrêté.

- AYLLOUS Messaoud est détenu à la Maison d'Arrêt de LAVOS.

On peut multiplier les exemples d'exactions policières : une perquisition est effectuée dans une boucherie tenue par un compatriote au 39, rue Pascal à LOURCHES ; la boucherie est littéralement saccagée.

- Une descente de police est effectuée au Camp d'Erré : Cinq Algériens sont arrêtés. Ils sont détenus à la prison de Valenciennes.

- Le samedi 21 avril vers 15 heures, un Algérien qui se trouvait à hauteur de place Fosses-aux-Chênes à Roubaix est attaqué par des harkis. Ils le fouillent, lui dérobent ses pièces d'identité et son argent, le brutalisent et le laissent pour mort sur le trottoir. Il est hospitalisé dans un état désespéré.

- Le dimanche 22 avril dans la matinée une trentaine de harkis font irruption dans un quartier de Roubaix habité par des Algériens. Ils descendent de voiture provoquent les passants, les insultent et repartent en toute quiétude. Le même jour vers 19 heures, se présentent 4 harkis armés dans un café fréquenté par des Algériens, situé au 101, rue des Mouraux. Ils insultent les consommateurs, les menacent de leurs armes et blessent grièvement un compatriote. En sortant ils lancent des projectiles qui brisent les vitres d'un café voisin. Le propriétaire, alerte la police : celle-ci se borne à constater les dégâts.

Vers 16 heures 30, 9 harkis se rendent au 67 rue Darbo, là aussi ils provoquent les consommateurs et les menacent de leurs armes. La police, au lieu de mettre un terme à leurs provocations, procède à l'arrestation du cafetier et d'un consommateur. Ces derniers ne sont relâchés qu'à 21 heures sous la pression de la colonie algérienne de la ville, manifestant pour leur libération.

Roubaix, toujours, le dimanche 22 avril 1962 à 19 heures, un Algérien libéré le jour même de prison, essuie des coups de feu tirés par des harkis. D'autre part, très souvent les travailleurs algériens de la région de Roubaix sont en butte aux provocations des harkis armés, à la sortie des usines.

Le 10 mai à Marseille, une vaste opération de police est organisée contre les Algériens, succédant à la

perquisition, la veille, des Centres d'accueil aux compatriotes libérés de prisons.

II - COLLUSION POLICE - HARKIS - MESSALISTES

Le jeudi 26 avril 1962 à Louvroil (Nord), un groupe de traîtres messalistes armés de gourdins, couteaux, manches de pioche tentent par la force de distribuer leurs tracts à des Algériens. Une échauffourée s'ensuit entre Algériens et harkis-messalistes : la police intervient, interpelle quelques harkis et les remet en liberté une heure après.

A Maubeuge, le 1er mai 1962, il y eut une forte concentration de harkis messalistes venant d'Aulnoye, de Belgique, de St Quentin, de Fevrières et de tous les lieux environnants ; ils prennent à partie dans la rue des travailleurs algériens et mitraillent un café. Bilan : un mort et quatre blessés.

- la police prend sur le fait douze tueurs les armes à la main : elle les relâche deux heures après, avec leurs armes.

Le 5 mai 1962 à Lallaing, non loin de Douai, Ali BOUGHERRA, 28 ans, habitant 252, Cité du Moucheron est grièvement blessé par balles par un tueur messaliste.

A Montigny en Ostrevant, le 29 avril 1962 des harkis-messalistes veulent contraindre par la force des travailleurs algériens à s'inscrire à leur «syndicat» et provoquent des bagarres. La police intervient, n'inquiète pas les provocateurs et arrête cinq militants du Front de Libération Nationale ; il s'agit de :

- MAHALA Belaïd, né le 13-12-1943 à TIMIZART (Grande Kabylie)

- CHEDDAD Sekhraoui né en 1929 à BENHARC (Médéa)

- OUKOUKES Ahcène né le 16-7-1936 à TIKOBAINÉ (Grande Kabylie)

- ZEGGAD Belkacem né en 1934 à OULED BOUABDALLAH (Médéa)

- CHALAL Ammar, né le 19-3-1932 à BENI-HABIBI (Constantine)

La tactique des harkis-messalistes, en jonction avec la police, est simple : quelques harkis-messalistes pénètrent dans une agglomération, sèment le désordre et la violence parmi les travailleurs algériens : la police intervient alors, soi-disant pour ramener l'ordre, et arrête des militants du Front de Libération Nationale. Ces cinq militants sont écroués à la Maison d'Arrêt de Douai. Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

A Vienne (Isère) le 24 mai 1962 cinq Algériens ont été arrêtés par la police, il s'agit de :

- LAZREG Mohamed 35 ans, père de trois enfants,
- Djeflal Abdelkader, 47 ans, père de cinq enfants,
- BERCHI Abderrahmane, père de cinq enfants,
- ZULMI Amar - Célibataire.

Le cinquième dont l'identité n'a pas été révélée serait domicilié à PEAGE DU ROUSSILLON.

Le 1er mai à Sous-le-Bois - MAUBEUGE, à l'occasion de la fête du Travail, des harkis-messalistes veulent distribuer des tracts contre-révolutionnaires sous la menace de leurs armes ; ils tirent sur six compatriotes revenant du marché, qui refusent leurs tracts : un mort et trois blessés.

- Ali HAMOUN, 36 ans, marchand forain, touché à l'abdomen est achevé à bout portant par un harki.
- HOUMEL Rabah, 20 ans, manoeuvre à HAUTMONT, grièvement blessé est transporté à l'hôpital dans un état désespéré.
- LOUKHAD Saïd, touché à l'épaule.
- SAHALI Arezki, touché à l'épaule, tous deux de Maubeuge, sont hospitalisés.

Les harkis après ce crime s'enfuient dans deux voitures stationnées à proximité : la police arrive en retard, comme de bien entendu, juste à temps pour... ramasser les douilles et arrêter quelques-uns de nos militants.

Toujours la même tactique : envoyer des provocateurs harkis-messalistes contre nos compatriotes et intervenir pour arrêter ceux qui ont survécu.

- le 6 avril, 162, Bd. de la Villette (Paris 19è), cinq harkis pénètrent dans un café et réclament 10.000 frs. au cafetier. Il refuse ; une échauffourée s'ensuit : les harkis tirent : un mort et trois blessés. Les consommateurs arrivent à ceinturer les assaillants. La police prévenue survient peu après et se trouve bien obligée d'embarquer les harkis prisonniers.

- le jeudi 12 avril à 22h.30, rue de la Goutte d'Or à Paris, deux Algériens sont raflés par une fourgonnette de la police :

C'était :

- MERDJANE Abdelkader - 64 Boulevard de la Chapelle (18è)
- OUARET Smaïl - 9, rue de la Charbonnière (18è)

Tout se passe avec force insultes et bousculades. L'un des policiers parle de les jeter dans la Seine.

La voiture s'arrête près d'un terrain vague à SAINT-OUEN. Ils sont tabassés et laissés pour morts.

MERDJANE est admis à l'hôpital Lariboisière, le 13 avril 1962 avec plusieurs blessures au crâne.

Les deux victimes ont porté plainte contre X.

Cela se passait le 12 avril-1962, alors que le cessez-le-feu était signé. La police n'est pas près de perdre ses vieilles habitudes et le cycle des répressions continue.

Lundi 23 avril 1962 à 23 h 30, rue de Meaux à Paris, un harki blesse par balles un Marocain et un Algérien, en tirant dans le tas.

Au poste de Gambetta, Paris (20è) des témoins reconnaissent dans le fichier de la police la photo de l'agresseur. Un officier de police laisse tout simplement entendre que cet homme avait 6 morts et 8 blessés sur la conscience.

L'affaire paraît-il poursuit son cours.
Citons encore quelques faits :

- SAIBI Mohand Areb, domicilié 7, rue Caillé à Paris, abattu de sang-froid parce qu'il voulait porter secours au patron d'un café aux prises avec des harkis.

- KEMILI Moussa, né en 1913 à SETIF, domicilié à NOGENT-sur-OISE, 94, rue Jean-Jaurès, abattu à Valenciennes par les messalistes. Il laisse 4 enfants et une femme en Algérie.

- NEFTOUT Mohand Idir, né le 17-3-1899 à BENI GHOBRI (Azazga) domicilié 23 rue Petit PARIS 19ème abattu dans la cour de son immeuble par des harkis messalistes.

- BOULKROUN Amar né en 1937 à SIDI Marouane (Constantine) marié et père de 2 enfants en bas âge, abattu dans le dos par les occupants d'une traction avant noire. Un an auparavant, il avait quitté les messalistes pour rejoindre les rangs du Front de Libération Nationale,

Le 9 avril 1962 à SAINT QUENTIN, des messalistes mitraillent le café sis 69 rue Michelet ; Ahcène DJOUAB, 30 ans, militant F.L.N. s'écroule mortellement touché. Le lendemain, pendant le déroulement de l'enterrement, les messalistes armés de couteaux et de gourdins tentent d'empêcher la procession de passer. Les militants assurant le service d'ordre funèbre, les mettent en fuite.

A Vivier-au-Court (Ardennes) BRIHMAT Mohamed né en 1922 à MAKOUDA (Tizi-Ouzou) est assassiné alors qu'il revenait de son travail, par des tueurs messalistes il laisse 4 orphelins et une femme enceinte de sept mois.

A Roubaix, le militant GONTAS Mohammed né en 1924 à GASFRI (Grande Kabylie) est lâchement abattu par les harkis.

CONCLUSION

La liste de ces méfaits n'est nullement exhaustive, la lecture de la presse ajoute chaque jour quelques horreurs de plus à ce triste bilan.

Conscients du calcul politique de l'ennemi, les militants conservent le sang-froid en évitant de riposter à ces meurtres et à ces provocations, sauf dans les cas absolus de légitime défense.

Le peuple algérien a pris ses responsabilités face aux accords conclus et les respecte à la lettre : preuve s'il en fallait encore¹ une, de sa force, de sa discipline et de sa maturité politique, il entend préserver de toutes ses forces, avec sang-froid, ces accords qui sont le fruit et la victoire de huit années d'une lutte acharnée.

Au peuple français d'assumer les siennes et d'imposer le respect de ces accords signés en son nom et ratifiés par lui.

Seulement le Front de Libération Nationale n'admettra pas que ses militants soient conduits comme du bétail à l'abattoir par une horde déchaînée de fascistes en mal de pouvoir.

Il lance ici un avertissement solennel : le respect du cessez-le-feu ne saurait signifier l'assassinat prémédité

des Algériens, et ces atteintes intolérables à leur dignité d'homme.

Les Algériens défendront ces accords et exigeront leur application avec la dernière énergie. Il est temps que le peuple français se libère de son apathie et impose à ses responsables le strict respect des accords passés en son nom avec le G.P.R.A.

De toutes façons pour l'Algérie, l'indépendance est certaine et la libération proche : on n'enraye pas la marche d'un peuple résolu à arracher sa liberté et à imposer le respect de sa dignité

L'Algérie Française est un mythe : l'O.A.S. elle-même n'y croit pas : elle n'en fait que son cheval de bataille. Alliée aux messalistes, aidée de réseaux policiers complices, ce qu'elle souhaite c'est la prise de pouvoir en France.

A la lumière des événements d'Algérie et de France on déduit qu'inéluctablement l'Algérie sera libre et souveraine, mais qu'à l'heure actuelle c'est l'avenir de la démocratie en France qui se joue.

Paris, le 30/5/1962

La Fédération de France du F.L.N.

Document 23 (voir annexes)

L'ACTION POLICIERE CONTRE L'EMIGRATION ALGERIENNE DEPUIS LE CESSEZ-LE-FEU ET LE SABOTAGE DU REFERENDUM

Depuis le 19 Mars, date du cessez-le-feu, la répression policière menée en France contre l'émigration algérienne n'a cessé de se développer :

- les perquisitions illégales, les matraquages, les dévastations, les rafles, les enlèvements se multiplient.

- Plus de 500 Algériens se trouvent à nouveau détenus dans les prisons françaises pour les motifs les plus futiles, et parfois sans aucun motif. D'autres sont internés administrativement ou envoyés arbitrairement en Algérie.

- Dans le Nord le nombre des Algériens abattus par des commandos de harkis et de messalistes agissant avec la complicité de la police, avoisine la centaine.

- Enfin, depuis quelques jours, une série de provocations policières déclanchées selon un plan systématique, vise à saboter les opérations du référendum d'autodétermination prévu pour le 1^{er} juillet.

Pour alerter l'opinion française sur la gravité de cette situation, une conférence de presse a été tenue le 13 Mai à Paris, au Palais de la Mutualité, avec la participation de M. Messaoudi Zitouni, directeur de l'agence Algérie-Presses-Service et porte-parole officiel du Ministère de l'Information du G.P.R.A., de M. Rahal, membre de la Commission Centrale de Contrôle du référendum auprès de l'Exécutif provisoire, de Mes Benabdallah, Oussedik et Bendime ad.

Le document que nous présentons ici n'a pas d'autre but que de compléter les exposés faits par ces personnalités en fournissant une série de faits incontestables choisis dans l'énorme dossier de la répression policière, Nous lui avons adjoint le texte de la déclaration faite officiellement par M. Zitouni au nom du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

I – INTERNEMENTS ARBITRAIRES

Malgré les accords d'Evian la police française continue, sans motif, à interner des Algériens. Citons notamment les cas de :

ABBAS Ahmed, arrêté le 4 Juin vers 22 heures à son domicile 103 rue Henri Barbusse à CLICHY.

AMMICHE Mohand, arrêté le 4 Juin vers 22 heures 30 à son domicile 42 rue Damrémy PARIS 13°

SADOUN Mohamed, arrêté le 4 Juin au soir à son domicile 14 Passage Raguant PARIS 12°

DEZAR Abdelkader, arrêté vers 22 heures dans un café 21 rue de la Harpe PARIS 5°

FOUADJI Ahmed ainsi que deux de ses camarades. Sept policiers se sont également présentés à deux reprises au domicile de

SADAOUI, recherchant en même temps AZKARA Mohamed et IMINE Mohamed à Colombes. La police s'est rendue à Nanterre pour arrêter BERRICHI.

BENNSAILA Lahcene arrêté le 6 Juin au 166 Bd de la Villette à Paris, ex-condamné à mort dans l'affaire dite des militaires du camp de Frileuse.

BOUCHOUCHA Boudjema arrêté le 6 Juin dans le 5° arrondissement, même affaire que le précédent. Sont également recherchés DAIBOUN SAHEL Messaoud et BENCHIKH Abderrazak.

L'internement est prouvé par le fait que tous les Algériens arrêtés ont été internés au Dépôt sans qu'il y ait de mesures judiciaires en cours.

II- PERQUISITIONS ET DEVASTATIONS

Jusqu'au dimanche et lundi de la Pentecôte, perquisitions sans mandat et arrestations arbitraires se sont multipliées à Paris et dans le reste de la France.

Le Jeudi 11 Mai 1962 à 19 heures, la police se présente au 19 rue de Solférino à Aubervilliers et procède à quatre arrestations d'Algériens :

MELAAB Hocine âgé de 42 ans

KERBOUCHI Salem âgé de 32 ans

ZOUANI Saïd âgé de 50 ans

KHELIFA Amokrane âgé de 28 ans.

Deux d'entre eux ont été odieusement brutalisés et sont actuellement hospitalisés.

BERKOUK Ahmed demeurant à la gare 8 Ottmarsheim a été arrêté par trois gendarmes le 6 avril 1962 à 16h30. Actuellement détenu à Mulhouse.

KABOUCHE Abdelkader demeurant 2 rue Jean Richard-Cité Joliot Curie à ARGENTEUIL, a été également arrêté.

Le 10 avril 1962 vers 15 heures, les quartiers de Nanterre habités par les Algériens, sont cernés par la police. Toutes les baraques du bidonville sont systématiquement fouillées, et cela sans mandat de perquisition. Des gardiens de la paix armés de mitraillettes isolent le bidonville du reste de la cité ; des inspecteurs armés de pistolets, de marteaux, d'arrache-clous mettent à sac les baraques. Ces actes de vandalisme ont duré plus d'une heure.

A Tourcoing, le dimanche 22 avril 1962, la police se présente au 15 rue Franklin Roosevelt, et procède à une fouille des lieux. Cette perquisition est suivie de quatre arrestations d'Algériens. Des passants se rassemblent pour protester contre de tels excès et contraignent la police à les relâcher.

BOUSBA Mohamed a été arrêté le 6 avril à son domicile 40 rue du boulin à Tourcoing, ainsi que le nommé AYLLOUS.

On peut multiplier les exemples d'exactions policières : par exemple, une perquisition est effectuée dans une boucherie tenue par un algérien au 39 rue Pascal à Lourches ; la boucherie, est littéralement saccagée. Une descente de police est effectuée au camp d'Erre : cinq Algériens sont arrêtés. Ils sont actuellement détenus à la prison de Valenciennes.

Le samedi 21 avril vers 15 heures un Algérien, à Roubaix est attaqué par des harkis. Ils le fouillent, lui dérobent ses pièces d'identité et son argent, le brutalisent et le laissent pour mort sur le trottoir. Il est hospitalisé dans un état désespéré.

Le dimanche 22 avril, dans la matinée, une trentaine de harkis font irruption dans un quartier de Roubaix habité par des Algériens. Provoquant les passants, ils les insultent et repartent en toute quiétude. Le même jour vers 19 heures, se présentent 4 harkis armés dans un café fréquenté par des algériens, situé au 101 rue des Mouraux. Ils insultent les consommateurs, les menacent de leurs armes et blessent grièvement un compatriote. En sortant ils lancent des projectiles qui brisent les vitres d'un café voisin. Le propriétaire alerte la police, celle-ci se borne à constater les dégâts.

Vers 16h.30, 9 harkis se rendent au 67 rue Darbo. Là aussi ils provoquent les consommateurs et les menacent de leurs armes. La police, au lieu de mettre un terme à

leurs provocations, procède à l'arrestation du cafetier et d'un consommateur. Ces derniers ne sont relâchés qu'à 21 heures sous la pression de la colonie algérienne de la ville manifestant pour leur libération.

A Roubaix, toujours le dimanche 22 avril à 19 heures un Algérien libéré le jour même de prison, essuie des coups de feu tirés par des harkis. D'autre part, très, souvent, les travailleurs algériens de la région de Roubaix sont en butte aux provocations des harkis armés à la sortie des usines.

Le 10 mai à Marseille, une vaste opération de police est organisée contre les Algériens, succédant à la perquisition, la veille du Centre d'accueil aux compatriotes libérés de prison.

III- COLLUSION - POLICE - HARKIS - MESSALISTES

Il suffit de citer quelques affaires qui se sont déroulées dans le Nord pour être convaincu :

Le jeudi 26 avril à Louvroil (Nord) un groupe de messalistes armés de gourdins, couteaux, manches de pioche tentent par la force de distribuer leurs tracts à des Algériens. Une échauffourée s'ensuit entre Algériens et harkis messalistes ; la police intervient, interpelle quelques harkis et les remet en liberté une heure après.

A MAUBEUGE, le 1er mai 1962 il y eut une forte concentration de harkis messalistes venant d'Aulnoye, de Belgique, de St Quentin, de Fèvrier et de tous les lieux environnant ; ils prennent à partie dans la rue des travailleurs algériens et mitraillent un Café. Bilan, un mort, quatre blessés. La police prend sur le fait douze tueurs les armes à la main: elle les relâche deux heures après, avec leurs armes.

A Montigny en Ostrevent le 29 avril 1962 des harkis messalistes veulent contraindre par la force des travailleurs algériens à s'inscrire à leur «syndicat» et provoquent des bagarres. La police intervient, n'inquiète pas les provocateurs mais arrête cinq militants du Front de Libération Nationale : il s'agit de :

MAHALA Belaid né le 13. 12. 1945 à TIMIZART
CHEDDAD Sekhraoui né en 1929 à BENHARC
OUKOUKES Ahcene né le 16.7. 1936 à TIKOBAIN
ZEGGAD Belkacem né en 1934 à OULED
BOUABDALLAH
CHALAL Ammar né le 19.3.1932 à BENI HABIBI

Le 6 avril 1962, 162 Bd. de LA VILLETTE (Paris 19°) cinq harkis pénètrent dans un café et réclament 10.000Frs au cafetier. Il refuse. Une échauffourée s'ensuit : les harkis tirent : un mort et trois blessés. Les consommateurs arrivent à ceinturer les assaillants. La police prévenue survient peu après et se trouve bien obligée d'embarquer les harkis prisonniers.

Le jeudi 12 avril à 22h30 rue de la Goutte d'Or à Paris, deux Algériens sont raflés par une fourgonnette de la police, c'était :

MERDJANE Abdelkader 64 Bd de la Chapelle 18°
OUARIT Smaïl 9 rue de la Charbonnière 18°

La voiture s'arrête près d'un terrain vague à Saint-Ouen. Ils sont blessés et laissés pour morts. MERDJANE est admis à l'hôpital Lariboisière le 13 avril avec plusieurs blessures au crâne, Les deux victimes ont porté plainte contre X.

Citons, pour la seule ville de Paris, l'agression du Café hôtel 31 rue de Poissonnière (18°) qui fit un mort et deux blessés. L'identité des agresseurs ne faisait aucun doute. Il s'agissait de harkis connus de la police mais aucune arrestation n'a été opérée.

Enfin, la police a visiblement décidé de ne respecter aucun texte légal. Le 23 mai vers 20h30 deux inspecteurs de police sans mandat de perquisition entrent dans le café-hôtel sis 17 AV. Gabriel Péri à ASNIERES et se mirent à fouiller tout le monde. Les Algériens protestèrent. Le lendemain, 17 cars de police cernèrent l'établissement. Ont été blessés :

KHADRI MOHAND, CHEKKAHOUCHE DJERRAI, -
MERABET AHMED, SEGHIRI (...OAHM, illisible,
ndlr) FEGRICHE NOUI, CHERABI SAID, PARAH
MOHAMED TAHAR.

Furent arrêtés : GHAZAL Madani - FERAHT Salah -
DEGHFAL Aissa - DJEROUNI DJEROUNI - HEMIL
Abdelkader - SILI Ahmed.

IV - ARRESTATIONS ET DEPORTATIONS ARBITRAIRES

Outre les rafles, les perquisitions sans mandat, les agressions contre les cafés et les hôtels, la police française se livre depuis quelques semaines à l'enlèvement systématique de militants algériens et notamment d'anciens détenus.

Le 8 juin, la Fédération de France du F.L.N. signalait par exemple cinq enlèvements, ceux de :

ABBAS Ahmed, le 4 juin vers 22 heures, à son domicile 103 rue Henri Barbusse à Clichy

AMMICGE Mohand, le 4 juin vers 22 heures 30 à son domicile 42 rue Damrémy ; 13°

SADOUN Mohamed, le 4 juin vers 22 heures dans un café 14 Passage Raguant ; 12°

DEZZAR Abdelkader, le 6 juin vers 22 heures dans un café (ou restaurant) 21 rue de la Harpe.

FOUADJI Ahmed, ainsi que deux de ses camarades.

Sept policiers se sont également présentés à deux reprises au domicile de SADAOUI, heureusement absent.

A la suite de cette protestation, le Ministère français de l'Intérieur a fait savoir que la police avait reçu ordre de rechercher, parmi les détenus libérés ceux qui avaient été condamnés pour «rime de sang», afin de les expédiés en Algérie. Il convient de noter que de telles mesures sont absolument contraires aux accords d'Evian. Ceux-ci déclarent en effet expressément :

1°: «Nul ne peut être inquiété, recherché, poursuivi, condamné ni faire l'objet de décision pénale de sanction disciplinaire ou de discrimination quelconque en raison d'actes commis en relation avec les événements politiques survenus en Algérie avant le jour de la proclamation du cessez le feu»

2°: «Sauf décision de justice, tout Algérien muni d'une carte d'identité est libre de circuler entre l'Algérie et la France»

Ces mesures ne sont pas moins contraires au Décret d'Amnistie du 22 mars 1962 dont l'art. 6 entraîne application de l'art. 23 de la loi du 31 juillet 1959, qui énonce : «Il est interdit à tout magistrat ou fonctionnaire de l'ordre administratif et ce à peine de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à la révocation ou la destitution, de rappeler ou laisser subsister sous quelque forme que se soit dans un dossier judiciaire ou de police

ou dans tout document quelconque les condamnations les peines disciplinaires et déchéances effacées par l'amnistie»

L'expulsion d'Algériens condamnés pour attentats contre «les forces de l'ordre» est donc illégale et contraire à ces textes.

V- LE SABOTAGE DU REFERENDUM

Nous ne reviendrons pas longuement sur les incidents des 10, 11, 12 juin, dans le 18° arrondissement de Paris, à Nanterre et à Noisy-le-Sec.

On sait que le 10 juin, à 16h., 4 rue de la Charbonnière (18°), alors que les Algériens se préparaient à accomplir les formalités leur permettant de prendre part au référendum, la police parisienne s'est livrée à une véritable provocation : s'emparant des bulletins déposés par les électeurs algériens et mettant en arrestation 17 des leurs. La colonie algérienne ayant manifesté dans le calme pour obtenir la restitution des listes et la libération des prisonniers, la police, sans aucun motif, a chargé la foule avec brutalité, n'hésitant pas à foncer en car sur les Algériens.

Le lundi, vers 15h45, nouvelle agression 31 rue Fessart (19°) où un Algérien, Smail Lahlah est grièvement blessé, sans motif, de deux balles dans le ventre. Incidente identique à Nanterre, à Noisy-le-bec, à Briey, à Rennes etc.... où la police disperse et matraque les Algériens réunis dans les cafés pour préparer le référendum.

Voici une liste des blessés les plus gravement atteints le 10 juin dans le 18° arrondissement :

NOMS ET PRENOMS

BERESKI Reguig
NEMEUR Said
OUALAL Mohamed
AOUAG Hocine
BESSA Mohamed Said
AMIMER Mohamed
ADDALA Ahmed Ben Mohamed
OUSSEDRAT Abdelkrim
MEGUEBEL Abdelkader
SADEK AHMED
KHIARE Mohamed
BOUGHAZI Menouère
AMARA Ramdane

HAMMAN Said
FADEL Khelifa
TAHIR Slimane
ALGUEMI Bachir
AFRAOUCINE Akli
CHERIP Ali

BELHADJ Fatma

ADRESSE

104 bd. de la Chapelle
19 r. Emile Duployé
21 r. Goutte d'Or
8 rue de Chartres
6 rue de Laghouat
6 rue de Chartres
rue de l'Eglise
St. Lieu d'Esserent (Oise)
94 bd. de la Chapelle
221 r. de Sartrouville Nanterre
4 r. de la charbonnière
16 r. de Lyon
14 av. Charles Floquot Blanc-
Mesnil (S&O)
22r. de Chartres
85 r. Marcadet

22 r. Cave
32 r. Polonceau
116 bd. de la Chapelle
32 r. Polonceau
27 r. l'Ainne, Nanterre
93 bd. de la Chapelle

BLESSURE

Fracture crâne
« « «
et bras droit
Fracture tête et coups corps
Fracture crâne, bras, et jambe
gauche
Fracture crâne.
Colonne vertébrale
Fracture crâne
Bras droit et jambe gauche.
Bras droit et gauche

Fracture crâne, sourcils et nez. Epaule. Jambe gauche. Fracture crâne.	Blessure tête. « « « côte « « « tête. Divers corps.	Divers corps. Admis hôpital St. Louis. Colonne vertébrale
---	--	---

Et voici la liste des Algériens hospitalisés à Bobigny après avoir été l'objet des violences policières du 11 juin à Noisy-le-Sec :

BENCOUCHA Larbi, ARAB Mohamed Ameziane, AMIRAT Ali, HAMADOU Ramdane, BORDJIBENE Sadek, MEDOUR Mouloud, BELLEMOUHOUB

Abdelkader, ACHOUH Saadi, KACICHAOUCHI Hocine, BOULAHIA Mohamed Ameziane, RABHI Belkacem, RAHMANI Arab, MAZOUZI Ahmed, AREZKI Smail, ABDULLAH Ben Said.

DECLARATION DE MESSAOUDI ZITOUNI

Directeur d'Algérie-Presse-Service Porte-parole du Ministère de l'Information du G.P.R.A.

Après les exposés de Mes OUSSEDIK et BENABDALLAH et de M. RAHAL membre de la Commission de Contrôle du Référendum en Algérie sur la situation faite aux Algériens depuis le cessez le feu, ma présence à leurs côtés souligne combien le G.P.R.A. considère cette situation comme grave et pouvant compromettre l'avenir de la coopération entre la France et l'Algérie.

En effet, après ce que vous avez entendu, il est démontré que la colonie algérienne est agressée jour après jour.

A) DANS LA PERSONNE DE SES ELEMENTS :

Rafles multiples, coups et brutalités, sévices au cours d'interrogatoires.

Des dizaines de morts et des centaines de blessés, tous victimes de la violence policière et de la collusion de cette même police avec messalistes et harkis.

B) DANS LA LIBERTE DE CEUX-CI :

Depuis le 19 Mars plus de 500 Algériens arrêtés sont actuellement dans les prisons.

Des centaines d'Algériens sont internés dans les commissariats et les casernes de C.R.S. Des centaines d'Algériens ont été expulsés «manu militari» vers leurs «douars d'origine»

C) DANS LEURS ACTIVITES PROFESSIONNELLES :

Des établissements commerciaux fermés par arrêté préfectoral avant le 19 Mars n'ont pas été autorisés à rouvrir depuis le cessez feu.

Des établissements commerciaux ont été fermés par arrêté préfectoral depuis le 19 Mars. Tracasseries nombreuses et quotidiennes des autorités préfectorales pour empêcher les Algériens d'exercer normalement leurs professions commerciales.

Par ailleurs, encouragée par le silence des Pouvoirs publics, la police française a décidé d'empêcher par tous les moyens les Algériens résidant en France de participer au scrutin d'autodétermination. Elle n'a pas hésité pour cela, à 18 jours de la proclamation de l'indépendance, à assumer la responsabilité d'incidents graves.

Ces incidents ont déjà provoqué une protestation officielle de la Commission du Référendum siégeant au Rocher Noir.

Pour sa part, la Fédération de France du F.L.N. a dénoncé les agissements de la police et des autorités, L'Exécutif Provisoire Algérien s'apprête à s'élever contre, de tels procédés.

Le G.P.R.A., conscient de ses responsabilités vis à vis de ses nationaux vivant en France, alerte l'opinion publique française et internationale sur les conséquences de ce déchaînement raciste dont sont, une fois de plus, victimes des centaines de milliers de travailleurs algériens.

La situation devenant tous les jours plus instable pour la colonie algérienne vivant en France, le problème de sa présence en France se pose aujourd'hui.

Le G.P.R.A. et le peuple algérien n'accepteront pas que la répression policière continue de s'abattre impunément sur les Algériens résidant dans ce pays. Conformément aux accords d'Evian, le Gouvernement français se doit d'agir pour permettre et faciliter la participation au vote du 2 juillet de tous les Algériens et Algériennes.

Les accords d'Evian devaient déboucher sur autre chose que l'accélération de la répression. Aussi, si le Gouvernement français ne prend pas d'urgence des mesures permettant à la colonie algérienne de vivre dans d'autres conditions que celles de l'inquiétude et de la terreur, le G.P.R.A. se verrait dans l'obligation de procéder à un éventuel dégageant de ses nationaux vivant en France. Le G.P.R.A. attire l'attention sur les conséquences d'un tel dégageant pour l'Algérie, pour la France et pour la Coopération entre les deux pays.

Document 24 (voir annexes)

Liberté

Organe clandestin du PARTI COMMUNISTE ALGERIEN
Mars 1958 - n° 23

30 Mars Journée de l'Algérie

Lire le Détail de nos informations en page 4

NOUVELLE ETAPE DANS LA GUERRE D'INDEPENDANCE

Sous la conduite de jeunes chefs, L'A.L.N., dirigée par le F.L.N., se couvre de gloire. Elle continue les traditions de JUGURTHA et d'ABDELKADER. Elle a adapté à notre pays et enrichi les enseignements de la guerre anti-impérialiste définis par MAO-TSE-TOUNG

Depuis le début de l'année, de nombreuses embuscades ont coûté à l'armée française, en particulier aux parachutistes, plusieurs centaines de tués et blessés. La D.C.A. algérienne a atteint 120 avions ennemis en Mars, Des villes et des postes fortifiés sont attaqués au mortier. La «Ligne Morice» est enfoncée en plusieurs endroits. Des trains sautent sur des mines télécommandées. Le «front du pétrole» immobilise de nouvelles forces ennemies sans améliorer le chiffre ridiculement bas (300 tonnes par jour) du débit. Pour briser les tentatives d'encercllement, les unités de l'A.L.N. sont suffisamment fortes pour se concentrer et attaquer l'ennemi en son point faible, en lui causant de lourdes pertes. Les colonialistes parlent à présent d'un front Nord-Constantinois. En vérité, le front passe par chaque village et chaque quartier de nos villes. L'A.L.N. est partout. Elle choisit le lieu et le moment propices pour frapper. L'inquiétude du commandement français se traduit par de nouvelles demandes de renforts, car le système du «quadrillage» a éclaté 10.000 hommes sont prélevés dans l'armée de l'air pour combler les vides faits par l'A.L.N. La terre algérienne brûle sous les pieds du corps expéditionnaire.

Mobilité, élévation du niveau technique des cadres, renforcement des effectifs, consolidation de l'infrastructure : tout cela apparaît à travers la série d'opérations offensives que mène l'A.L.N. Tout cela témoigne de l'augmentation de son potentiel militaire. Elle a atteint en qualité une nouvelle étape. C'est la plus forte armée d'Afrique du Nord.

L'ennemi, obligé de reconnaître ces progrès, n'en voit que les aspects techniques. Si la guerre d'Algérie n'était qu'une simple question «technique», l'insurrection de Novembre lancée avec des fusils de

chasse et des boites de conserves bourrées d'explosifs aurait été écrasée. A ce sujet le renforcement mené de l'armée d'occupation (750 avions, 100 hélicoptères, 10.000 sorties avec 20.000 heures de vol pour le seul mois, de Février) ne fait d'ailleurs que souligner les progrès considérables de l'A.L.N. Mais le fond du problème est ailleurs : la nation algérienne est à l'A.L.N. ce que l'eau est au poisson. Le numéro de Février d'«El Moudjahid» comment les fellahs font corps, avec elle. Elle leur apprend à se protéger contre les avions, les aide à travailler la nuit et leur fournit des vivres dans les «zones de la faim». L'A.L.N. combat pour une cause juste dans l'unité politique solide des combattants : l'indépendance du pays, la terre aux paysans, le bien-être du peuple. Son moral est élevé. Elle bannit les actes susceptibles de nuire à son honneur. Elle, traite selon les lois de la guerre les prisonniers français. Confiante dans l'issue politique de la lutte armée, elle n'en recherche pas moins une solution pacifique pour mettre fin à, l'effusion de sang et aux souffrances de la guerre. A plusieurs reprises, le F.L.N. a fait des propositions dans ce sens, chaque fois repoussées par la France.

Par contre, le corps expéditionnaire français est sur une terre étrangère. Il est entouré de la méfiance et de la haine générales, surtout dans les villages où, sous la menace, les officiers des S.A.S. recrutent quelques collaborateurs pour leurs «délégations spéciales». Il est l'instrument d'oppression et d'exploitation de la bourgeoisie colonialiste française. Comme toute armée de rapine coloniale, il est sans idéal et emploie des méthodes barbares pour briser notre résistance. Le commandement français refuse les ouvertures du F.L.N. au sujet des prisonniers, confirmant son manque d'humanité et le peu de cas qu'il fait de la vie de ses propres soldats. Aveuglés par leur puissance technique et leur complexe, de supériorité «raciale», les impérialistes français oubliant que 4 années de guerre d'extermination n'ont pas empêché l'A.L.N. d'être plus puissante que jamais. Ils oublient que leur armée est sortie vaincue et humiliée chaque fois qu'elle a livré des combats contre les mouvements de libération, du Viet-Nam au Maroc en passant par Suez. Le moral de cette armée s'en ressent, en même temps que grandit le malaise en son sein. Des «harkis» passent à l'A.L.N. avec arme set bagages.

Les soldats originaires d'Afrique Noire sont peu sûrs. Le mécontentement gagne les soldats du contingent. On diminue leur solde et on parle de prolonger leur temps de service. Des scandales éclatent à propos du tableau d'avancement des officiers et des trafics qui ont présidé à la construction de la «Ligné Morice».

Dans ces conditions, il est assez facile de comprendre que les tentatives du corps expéditionnaire français pour «redresser» la situation militaire se heurtent à des facteurs politiques et moraux défavorables, tandis que ces mêmes facteurs, favorables à l'A.L.N. concourent à son renforcement. Le P.C.A. engagé dans le combat libérateur, soutient de toutes ses forces notre jeune et vaillante armée nationale, dont les sacrifices et les succès constituent la condition première de la victoire.

Gloire éternelle aux Héros de l'A.L.N., morts pour que VIVE L'ALGERIE LIBRE ET INDEPENDANTE.

LE CHEMIN DE L'UNITE MAGHRIBINE

Les bombes qui ont détruit SAKIET ont renforcé la volonté des patriotes nord-africains de libérer leurs pays totalement, sans marchandage.

Les Tunisiens ont engagé la bataille de l'évacuation, immobilisant les troupes françaises sur leur sol. Le peuple marocain a réclamé l'évacuation des troupes françaises et espagnoles.

Marocains et Tunisiens savent que le «chemin de la liberté pour tout le Maghreb passe par l'indépendance de l'Algérie». La guerre faite à notre peuple fait peser sur eux la menace d'une reconquête militaire et entrave leurs efforts de relèvement économique. C'est pourquoi les Tunisiens insistaient pour mettre la question algérienne au premier plan des discussions avec la France.

C'est pourquoi le Roi du Maroc vient d'appeler son peuple à faire du 27è Jour du Ramadhan la «Journée de l'Algérie»

L'obstacle à la libération et à l'unité des trois peuples c'est la guerre qui fait rage en Algérie, c'est l'occupation de nos territoires par les impérialistes. Mais ces derniers, qu'ils soient français, espagnols ou américains, s'opposent à nos aspirations, non seulement par l'oppression franche ou là présence de leurs troupes, mais encore par leurs manoeuvres.

Devant l'isolement international de la France après SAKIET, F. GAILLARD s'est efforcé de jeter la confusion avec son projet que nous avons dénoncé, de Pacte Méditerranéen et de communauté franco-maghribine. Chez nous, on n'achète pas les nattes avant d'avoir construit la mosquée : lorsque les trois pays seront tous indépendants, ils songeront à définir leur relations avec les autres pays. De plus, le Maghreb uni n'acceptera jamais son inclusion dans aucun pacte militaire, à plus forte raison dans, un pacte dirigé en réalité contre nos frères de la REPUBLIQUE ARABE UNIE et leurs allies soviétiques. Enfin, de quel droit les colonialistes français veulent-ils distribuer à leurs alliés occidentaux, pour payer leur complicité, nos richesses sahariennes ?

Plus dangereuses sont les manoeuvres déployées à l'occasion des «bons offices» anglo-américains entre la France et la Tunisie. Certains, patriotes d'Afrique du Nord pensent que les impérialistes américains et anglais font pression, sur les gouvernants français. Or, si cela était vrai, il y longtemps que la guerre serait arrêtée, car la France ne peut continuer la guerre sans l'aide américaine. Malgré cela, le président BOURGUIBA croit utile de continuer à proclamer son attachement à l'Occident. Comment pouvons-nous être les alliés ou les amis de ceux qui ont financé, armé et couvert les assassins de plus 500.000 de nos compatriotes ? Dans les questions d'Afrique du Nord, les Etats-Unis ne sont pas neutres. Ils ont toujours soutenu la France par leurs votes à l'O.N.U., en lui fournissant des armes, de l'argent et enfin, récemment, par l'offre de bons offices, ils lui ont évité la condamnation par le Conseil de Sécurité. Contre les mouvement de libération nationale ils ont pris le parti de la France, leur allié atlantique. Mais si la France échoue dans la guerre, les U.S.A. essaieront, sous des formes nouvelles, de prendre sa place. Mais pour cela, ils doivent d'abord la laisser s'épuiser longtemps comme ils l'ont fait en Indochine.

Mais le peuple algérien n'a pas consenti tant de sacrifices pour s'arracher au joug des colonialistes français pour ensuite ouvrir les portes de son pays à des impérialistes plus puissants. Il n'offrira pas notre paye comme base atomique, vouant ainsi notre nation à une destruction certaine. Il sait que c'est un faux et dangereux calcul que de croire qu'on peut diviser, et affaiblir les impérialistes par de bonnes paroles, ou en leur ouvrant, les portes du pays.

L'expérience de la REPUBLIQUE ARABE UNIE montre qu'on fait reculer les impérialistes en se dressant fermement contre eux, avec l'appui des masses populaires et en n'hésitant pas à accepter le soutien des pays désireux sincèrement de nous aider : à Suez les Américains ont été obligés de conseiller aux Français et aux Anglais de reculer parce que l'Union Soviétique et les pays de BANDOENG étaient décidés à se porter au secours de l'Egypte. Les U.S.A. ont fourni quelques armes à la Tunisie uniquement parce que l'Egypte et les pays socialistes étaient prêts à lui en fournir autant qu'elle en voulait. Dans ces conditions, on comprend que la seule façon pour la Tunisie (et pour l'Afrique du Nord) de faire face aux menaces françaises, c'est de s'appuyer réellement sur ses véritables alliés de BANDOENG et l'U.R.S.S. et non pas de se tourner exclusivement vers l'Occident.

La situation nous est favorable. L'A.L.N. remporte de nouveaux succès. Nos trois peuples sont prêts à affronter des luttes décisives. Réunis à la fin d'Avril à Tanger, les représentants de l'Istiqlal, du Destour et du F.L.N. discuteront de la libération et de l'unité du Maghreb. La proclamation de la REPUBLIQUE ARABE UNIE a soulevé l'enthousiasme des Algériens qui voient se renforcer un pays frère, un allié précieux.

Enfin nos peuples sont plus attachés que jamais aux principes de la Conférence du Caire et au neutralisme positif, dont l'efficacité s'est manifestée encore dans la démonstration extraordinaire de solidarité, à l'occasion : de la JOURNEE DE L'ALGERIE du 30 MARS. Renforçons notre union nationale, ne laissons pas les manoeuvres de division se tramer à l'intérieur de chaque pays d'Afrique du Nord et entre nos trois pays. Soyons vigilants, redoublons d'énergie dans la lutte : bientôt la liberté et l'indépendance véritables régneront d'un bout à l'autre du Maghreb.

NOTRE PEUPLE SALUE LE GESTE PACIFIQUE DE L'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. vient de décider de suspendre unilatéralement les explosions expérimentales des bombes A et H. En refusant de la suivre, les impérialistes démasquent aux yeux des peuples leurs plans de guerre et de conquêtes.

L'accord de notre peuple avec cette décision est d'autant plus grand que les impérialistes français préparent, un nouveau crime contre lui en voulant faire du SAHARA un terrain d'expériences pour l'explosion de leurs bombes atomiques. Comme le soulignait la protestation de notre Parti à cette occasion, «notre peuple qui combat héroïquement pour son indépendance nationale... dénie à quiconque le droit d'utiliser à quelque fin que ce soit une parcelle de son territoire.»

Répondant ainsi à la volonte unanime des peuples, faisant suite aux importantes résolutions de la Conférence Afro-Asiatique du sur la cessation des essais atomiques, la décision du Soviet Suprême de l'U.R.S.S, a eu de profondes repercussions dans tous les pays. Elle apporte la preuve éclatante de la force tranquille de l'U.R.S.S. et de sa volonté ardente de sauvegarder la paix mondiale.

MESSAGE ENVOYE PAR LE P.C.A. AU PRESIDENT NASSER (En voici quelques extraits)

«Le P.C.A. salue les résultats la consultation populaire en Egypte et en Syrie et la naissance la REPUBLIQUE ARABE UNIE sous la présidence de son leader élu DJAMEL ABD EL NASSER. Notre Parti présente aux deux peuples frères ses félicitations chaleureuses à l'occasion de nouvelle victoire dans leur héroïque lutte contre les impérialistes et leurs auxiliaires».

«Nous espérons que cette République constituera le premier pas vers la réalisation de l'aspiration des peuples arabes à l'unité et à la prospérité et qu'elle prouvera par ses réalisations devant tous les peuples afro-asiatiques ce qu'il est possible d'obtenir grâce à l'application des principes de BANDOENG».

L'ALGERIE N'EST PAS SEULE

La Journée du 30 Mars

Voici les premiers renseignements qui nous sont parvenus de la «Journée de Solidarité», lancée par la Conférence Afro-Asiatique du Caire :

Pays Arabes :

A DAMAS, les manifestations de ont ouvert une Semaine de Solidarité. Au Caire et dans d'autres villes, des défilés ont eu lieu. Cinq minutes de silence ont été observées dans la République Arabe Unie. Des réunions de masses ont organisées à Beyrouth, à Tripoli, etc.... Le Président Nasser a versé son traitement mensuel en signe de solidarité.

Pays Socialistes : A MOSCOU, un meeting a groupé des milliers d'étudiants parmi lesquels les étudiants algériens de l'Université Lénine. Un de nos compatriotes y a pris la parole.

Des meetings d'usines ont eu lieu. Des réunions ont été organisées également dans d'autres villes soviétiques, notamment celles des républiques Musulmanes d'Asie Centrale.

En CHINE POPULAIRE, dans la République Démocratique du VIET-NAM, et dans d'autres pays socialistes, des réunions ont été tenues et des collectes faites au profit de l'Algérie.

Dans l'Inde : Différentes manifestations ont eu lieu.

En Afrique du Sud la ligue Sud Africaine a tenu un meeting.

Témoignages de Solidarité

- La campagne mondiale menée avec une puissance extraordinaire a arraché à l'échafaud DJAMILA BOUHIRED. D'autres patriotes échappent aussi à la mort : Jacqueline GUERROUDJ, Djemila BOUAZZA, Abdelkader GUERROUDJ, Hamid GUERRAB, HACHEMI, etc...

Mais des centaines d'autres patriotes sont Menacés d'exécution. La campagne continue pour les sauver empêcher que soient exécutés les combattants de l'A.L.N. faits prisonniers par l'armée française.

- Dans le journal clandestin «*Le soldat français*» (Février) ces mots d'ordre :

«Il n'est pas de tâche plus urgente et plus noble que de travailler au refus massif de l'armée de poursuivre la guerre en Algérie.... Opposez-vous collectivement aux départs en Algérie... Refusez de participer aux opérations militaires.»

De nombreux soldats français fidèles à la constitution de leur pays et à l'internationalisme prolétarien, LIETCHI, LETOQUART, MARIN, LAURENSOT, DESPREZ,

CLAVEL, GIANELLI, RENDA, LEGER, etc... ont appliqué ces mots d'ordre. Ils sont en prison. Ils font honneur à leur peuple.

- A PARIS, une assemblée contre la guerre d'Algérie s'est tenue le 30 Mars avec 2000 personnes. Elle s'est prononcée pour le droit de l'Algérie à l'Indépendance.

- Un bateau soviétique a déchargé à Tunis des colis de solidarité d'une valeur de 105 millions de francs offerts par la Croix Rouge et le Croissant Rouge soviétiques à nos frères et soeurs réfugiés en Tunisie.

LES LUTTES DU PROLETARIAT FRANÇAIS

Le 1er Avril, de grandes grèves ont paralysé trafic, usines, chantiers et bureaux pendant 24 heures en France : cheminots, gaziers, électriciens, receveurs et chauffeurs d'autobus, mineurs, métallos, etc... ont ainsi exprimé dans l'unité leur colère devant la politique économique et sociale du gouvernement français, conséquence de la guerre d'Algérie. Ces luttes mettent en difficultés les plans financiers de guerre de la France. Elles constituent donc une aide importante à notre lutte.

AFRIQUE NOIRE

Notre Parti a adressé à des centaines de patriotes d'Afrique Noire une lettre leur demandant de

manifester leur solidarité envers l'Algérie, d'exiger le retrait de leurs frères soldats dans les corps expéditionnaire et de demander à certains de leurs élus dont HOUFHOUEY-BOIGNY, de cesser de cautionner la politique colonialiste du gouvernement français en Algérie.

- Dans un meeting électoral le Camarade KROUCHTCHEV, élu Président du Conseil de l'U.R.S.S., a exprimé la sympathie du peuple soviétique pour la cause algérienne.

«LA QUESTION»

De sa cellule, Henri ALLEG a écrit un livre bouleversant : «la Question», dont le style sobre est terriblement évocateur.

Son mérite le plus grand a été d'avoir su, au travers même du récit de son supplice, s'effacer derrière le cas de ses innombrables frères et dénoncer la généralisation des atrocités en Algérie.

Le retentissement du livre d'ALLEG (en France ; il est traduit en Suède, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, aux U.S.A., en U.R.S.S., etc...) fera avancer dans le monde entier la cause de l'Algérie martyr.

65.000 exemplaires ont été vendus en France avant sa saisie.

Faites Circuler
«LIBERTE»

6 / Articles de presse sur le 1^{er} Novembre 1954

A – Presse algérienne

1 / El Watan 07/11/2004

De l'Organisation Spéciale (OS) au front de libération nationale

Une vision révolutionnaire du mouvement national

En même temps qu'il déclenchait la lutte de libération nationale le 1er Novembre 1954, le FLN bouscula complètement les données du nationalisme algérien. Les partis politiques furent chacun mis devant leurs responsabilités et sommés d'engager leurs militants dans la lutte.

Qu'est-ce qui a fait que le FLN ait pu agir de la sorte avec le succès que l'on sait ? La détermination de ses militants bien sûr, mais aussi et surtout sa vision révolutionnaire du mouvement national. Mais, pour en arriver là, il fallait bien le temps de la maturation, commencé sans aucun doute dès 1947 avec la création au sein du PPA-MTLD de l'Organisation spéciale (l'OS). Même si tous les acteurs et les rares historiens qui se sont penchés sur le phénomène ne l'admettent que du bout des lèvres, la présomption est grande que l'ancêtre du FLN est l'OS. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que le processus qui a abouti à la création du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA), puis le FLN en 1954 et au déclenchement de la lutte de libération nationale a bel et bien été entamé en 1947 avec la création de l'OS. Mais le chemin est long et parsemé d'obstacles, la lutte de libération

nationale Ainsi, lorsque, au mois de février 1947, quelques militants du MTLD au premier rang desquels figure Mohamed Belouizdad qui se trouve honoré aujourd'hui par une grande artère de la capitale qui porte son nom, décident de créer l'Organisation spéciale (OS), rares étaient ceux qui auraient parié que cet événement constituait le prélude à un bouleversement complet du mouvement national algérien. C'est vrai que le contexte qui prévaut à l'hiver de 1947 n'est guère favorable aux esprits téméraires.

Le pays est encore sous le choc des événements sanglants de 1945 qu'aucune perspective ne se dessine d'une façon ou d'une autre. La police française veille au grain en même temps que le lobby colonial, partisan, farouche du statu quo, s'oppose à toute forme d'évolution, si minime soit-elle. Le statut de 1947, qui ne contient pourtant aucune réponse sérieuse aux revendications nationalistes, est cloué au pilori par les extrémistes français d'Algérie, sûrs d'eux et dominateurs. Ceci en raison de cela, le mouvement national avait comme sombré dans une sorte de léthargie dont on ne voyait aucune porte de sortie.

Le Mouvement pour le Triomphe des libertés démocratiques (MTLD) fait place au PPA, interdit dès 1939 sans que les militants regroupés au sein des Amis du manifeste algérien (AMA) aient eu vraiment le temps d'agir puisque la tourmente de 1945 eut pour conséquence l'interdiction de leur mouvement. Mais le MTLD était handicapé. Il souffrait du complexe du chef qui permit à Messali d'exercer un pouvoir omnipotent sur les structures, sur les hommes, sur les idées... C'est vrai qu'à l'époque, Messali disposait de l'expérience acquise depuis l'Etoile nord-africaine et qu'il exerçait un certain charisme, pour ne pas dire un charisme certain, sur son entourage et sur les foules. Mais cela avait fini par anesthésier tout le parti, incapable du moindre élan, de la moindre idée et encore moins d'action en dehors de ce que pouvait penser ou décider le chef.

L'impasse de 1947

Cette situation a fini par frustrer beaucoup de militants et priver le MTLD, qui était le seul parti à revendiquer clairement l'indépendance nationale, de ressort, ce qui eut pour effet de lui boucher toute perspective d'évolution. Bien plus grave, à l'instar de l'UDMA et de l'Association des oulémas, le MTLD s'est laissé entraîner dans le jeu des élections organisées et contrôlées par le pouvoir colonial. Cette attitude constituait aux yeux de certains militants une impasse, voire même une déviation, pour le mouvement national, d'autant que se faisaient déjà sentir de façon diffuse les prémices d'un malaise au sein des organes dirigeants du parti. C'est sur cette

toile de fond et sans doute pour sortir de l'impasse et redonner le goût de l'action et de la conviction aux militants que fut créée l'OS. Certes, cette organisation faisait partie intégrante du MTLD dont elle dépendait, mais elle avait dès le début vocation à s'en distinguer aussi bien en raison des exigences de la clandestinité et des méthodes d'action. Plus fondamentalement, il s'avéra très vite que l'OS était opposée à l'immobilisme du mouvement national.

Les membres, rigoureusement sélectionnés et formés aux méthodes militaires, ont fini peu à peu par prendre conscience de leur force au sein même de l'appareil du parti. C'est sans doute pour cette raison que l'OS, premiers signes de l'autonomie, va choisir de se tenir soigneusement à l'écart des dissensions qui opposent, désormais au grand jour, les deux clans antagonistes au sein du MTLD. Lassé par le pouvoir omnipotent de Messali, le comité central a entrepris de contester de plus en plus véhémentement les méthodes du chef, ce qui n'est pas, où s'en doute, du goût de celui-ci. Le conflit, larvé, s'exaspère au fil des ans, entraînant le malaise, parfois même le découragement chez les militants. L'énergie, qui devait servir la cause nationale, était ainsi gaspillée au profit de luttes internes qui ont fini par ternir assez sérieusement l'image du parti.

La clandestinité totale

Mais l'OS, qui a pris du poids et de l'assurance, ne tombe pas dans le jeu politicien des uns et des autres, considérant les enjeux à un autre réseau qui est celui de l'action armée contre le colonialisme. Après les graves événements de 1950 où la police découvrit de nombreux réseaux de l'OS et procéda à d'importantes arrestations de militants tout en contraignant d'autres à la clandestinité la plus totale, de nombreux responsables se réfugient dans les maquis. Ainsi, Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Rabah Bitat, Ben M'hidi, Boudiaf et quelques autres, notamment Zighoud Youcef et Mostefa Benaouda, échappés de la prison de Annaba, resteront de nombreux mois dans les maquis des Aurès. En 1952, les dirigeants de l'OS, qui n'a plus de responsable attitré comme Aït Ahmed en 1948/1949 et Ben Bella en 1950, se réunissent à Alger. Ils sont dix parmi lesquels des noms qui vont désormais de plus en plus s'imposer : Ben Boulaïd, Ben M'hidi, Bitat, Boudiaf et Didouche Mourad. La réunion est déjà en soi une manifestation d'autonomie par rapport aux organes dirigeants du MTLD.

L'OS rappelle que seule la lutte armée est en mesure de constituer une alternative à l'impasse dans laquelle était plongé le mouvement national. Bien que faisant partie intégrante des structures du MTLD, l'OS va affirmer peu à peu son autonomie C'est au cours de cette année 1958

que l'autonomie totale de l'OS par rapport au MTLD a été en quelque sorte institutionnalisée, privant par là-même ce parti de ses éléments les plus dynamiques et les plus déterminés. Le MTLD ne présente plus dès lors que l'image d'un bateau à la dérive sans prise réelle sur le cours des événements jusqu'à ce que la scission entre les centralistes et les messalistes, intervenue au cours de l'été 1954, ne vienne encore affaiblir.

L'OS, en revanche, monte en puissance. Grâce à une organisation stricte et une maîtrise parfaite des règles de la clandestinité, elle déjoue bien des pièges et réussit souvent à tromper la vigilance de la police française. Désormais, l'OS veut donner corps aux idées qui l'ont animée dès sa création en 1947, à savoir la lutte armée. Dans ce but, le groupe dit des Cinq décide de créer le Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA), un sigle qui est déjà en soi tout un programme. C'est chose faite en mars 1954 au cours d'une réunion secrète à Clos Salembier (Alger). Outre les cinq, le CRUA comprend 17 autres membres de l'OS (voir liste dans notre encadré). A l'issue d'un vote, les cinq sont confirmés dans leur fonction de dirigeants et Boudiaf est choisi parmi eux comme coordinateur.

À quelle date ?

Le CRUA était en mesure dès lors d'engager le processus qui devait mener au déclenchement de la lutte armée. Krim Belkacem rejoint le mouvement qui lui confie un rôle dirigeant faisant ainsi passer le groupe des cinq à six. Chacun de ceux-ci se voit confier la responsabilité d'une zone. Le découpage en retient cinq. Rabah Bitat (l'Algérois), Didouche Mourad (Nord constantinois), Krim Belkacem (la Kabylie), Mohamed Boudiaf est chargé pour sa part de rendre publiques à l'étranger les actions et la proclamation du 1er Novembre 1954. Les témoignages manquent pour dire où et quand a été choisie la date du 1er Novembre. Est-ce en mars 1954 à Clos Salembier au moment de la constitution du Groupe des 22, ce qui paraît peu plausible car la date est trop éloignée. Ou alors le 20 juillet au moment de la dissolution du CRUA,

ou encore le 23 octobre 1954, ce qui serait, au contraire de la première hypothèse, un peu court. Quoi qu'il en soit, les dés sont jetés le mois de mars 1954. Le Groupe des 22 a opté définitivement pour la lutte armée. Lorsque les six se réunissent le 23 octobre à la Pointe Pescade, à Alger, au domicile de Mourad Bouchekoura, on est à une semaine du jour J. Le FLN était né. C'est désormais ce sigle qui va s'imposer de façon foudroyante à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Le temps des tergiversations et des atermoiements prenait fin. Celui de la lutte de libération nationale commençait. Pour l'Algérie, sous la conduite du FLN, c'était l'aube de la liberté qui se levait.

H. S.

2 / Le Soir d'Algérie 23/10/2004

AUX ORIGINES DU 1er NOVEMBRE 1954

Témoignage de M. Mohamed Mechat, membre des "21" *

Ce déchirement du parti a généré un sentiment de révolte, de frustration et de désespoir ; un sentiment de crise de confiance totale en ses dirigeants. C'est dans cette situation de confusion et de crise de confiance que fut décidé, en concertation avec le Comité central, d'abord, la création du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action), une bonne initiative, qui a malheureusement échoué à cause de l'entêtement de Messali. Puis devant cet échec, Mohamed Boudiaf, dernier responsable de l'OS avant sa dissolution par le parti en 1951, avait réuni les éléments épars de l'OS pour constituer le fameux groupe des "21" dit les "22" par erreur suite à une citation inexacte d'Yves Courrière dans son livre Les fils de la Toussaint, dans lequel il cite Hadj Benala qui n'avait pas assisté à cette réunion et qui n'avait même pas été pressenti pour.

* Ancien membre du mouvement national, membre du groupe "21"

Liste par ordre alphabétique des «22» du CRUA (juin 1954)

- Mokhtar BADJI
- Othmane BELOUZDAD
- Ramdane BEN ABDELMALEK
- Ben Mostefa BEN AOUA
- Mustapha BEN BOULAD
- Mohammed-Larbi BEN M'HIDI
- Lakhdar BEN TOBBAL
- Rabah BITAT

- Zoubir BOUADJADJ
- Slimane BOUALI
- Ahmed BOUCHAIB
- Mohammed BOUDIAF
- Abdelhafid BOUSSOUF
- Lyès DERRICHE
- Mourad DIDOUCHE
- Abdesselam HABBACHI

- Abdelkader LAMOUDI
- Mohammed MECHATI
- Slimane MELLAH

- Mohammed MERZOUGUI
- Boudjemaâ SOUIDANI
- Youcef ZIGHOUD

3 / Liberté 1^{er}/11/2004

Groupe des six

Aïssa Kechida se souvient...
Par Nabila Saïdoun

A soixante-dix-sept ans, Aïssa Kechida accepte avec une grande générosité de nous faire partager des souvenirs de la guerre de Libération qu'il semble garder jalousement comme un trésor inépuisable.

Originaire de Batna, il milite, à la fin de l'année 1949, dans les rangs du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et active dans les structures de l'Organisation spéciale (OS) sous les ordres de son chef de zone Mahmoud Boudiaf.

C'est donc Boudiaf et Ben Boulaïd, selon Kechida, qui ont arrêté la liste des 22 dont la réunion s'est tenue le 25 juin chez Lyès Derriche à Clos-Salembier, nous dit-il non sans apporter une mise au point : "Je détiens une lettre écrite de la main de Boudiaf attestant que Derriche faisait bien partie des 22 non seulement parce que la réunion a eu lieu chez lui, mais surtout parce qu'il était militant de l'OS et qu'il a pris part au vote."

De cette assemblée sortira un petit noyau à leur tête Boudiaf. Le groupe des cinq était né. Trois jours après, le groupe se réunit dans le local de Kechida à La Casbah pour faire le point et étudier les conclusions de l'assemblée des 22. «Voulant fêter l'événement, j'étais chargé avec Boukchoura de préparer la cérémonie. Nous nous sommes rendus chez un gargotier de la rue Marengo, le militant Moh Touil, qui nous prépara sept repas que nous avons partagés autour de ma table de coupe dans la bonne humeur. Les cinq se sont rendus ensuite chez un photographe pour immortaliser l'évènement», raconte Si Aïssa nous livrant sans doute les derniers moments de sérénité passés en la compagnie des six architectes de la Révolution, comme il l'a dit lui-même dans son ouvrage publié en 2001 par les éditions Chihab.

Krim Belkacem rejoint le groupe et ensemble ils décidèrent, le 23 octobre, de la date du déclenchement de la Révolution. «Je me trouvais en compagnie de mon ami Boukchoura dans sa demeure au 42, rue Comte-Guillot à Pointe

Pescade où s'est tenue l'ultime réunion des six», dit Kechida d'un air grave.

4 / Liberté Edition du 24/10/2004

Dossier 1^{er} Novembre
Mohamed Mechat à Liberté
"Ce pays est devenu invivable !"
Par Hassan Moali

Justement en parlant d'idéal, quel était celui qui animait le groupe des 22 dont vous avez fait partie avant de déclencher la révolution ?

Tout d'abord je tiens à corriger une erreur historique, à savoir que nous n'étions pas 22 mais bien 21. Si L'hadj Ben Alla est certes un grand militant, mais il n'a pas assisté à la fameuse réunion à Salembier. Pour revenir à votre question, cet idéal-là remonte à notre jeunesse quand nous avions vingt ans. Il suffit de noter que notre hymne patriotique était : "Fidai El-Djazaïr rouhi oua mali" (je me sacrifie pour l'Algérie par ma vie et mes biens) pour mesurer le degré de notre engagement pour la cause nationale. Or, malheureusement, nous avons abouti à l'inverse puisque, maintenant, la devise des gens qui sont au pouvoir est de se servir au lieu de servir.

5 / El Watan 07/11/2004

Aux origines du 1er Novembre 1954

L'histoire du 1er Novembre 1954 n'est pas un événement fortuit. C'est avant tout l'histoire du mouvement de libération nationale : ENA, PPA, MTLD et OS. Cet événement est né dans une situation de grands troubles au sein de ce mouvement.

Troubles dus à une succession de crises et à une mésentente totale entre ses dirigeants. A la suite de quoi, Messali El Hadj, dans une circulaire invitant la base à se soulever contre les membres du comité central, a fait imploser le parti qui s'est scindé en plusieurs tendances (messalistes, centralistes et neutralistes), déclenchant ainsi des bagarres entre les militants et des coups de force pour récupérer les sièges et l'argent du parti dans toutes les localités aussi bien en France qu'en Algérie.

Ce déchirement du parti a généré un sentiment de révolte, de frustration et de désespoir, un sentiment de crise de confiance totale entre ses dirigeants.

C'est dans cette situation de confusion et de crise de confiance que fut décidée, en concertation avec le comité central d'abord, la création du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) ; une bonne initiative qui a malheureusement échoué à cause de l'entêtement de Messali. Puis devant cet échec, Mohamed Boudiaf, dernier responsable de l'OS avant sa dissolution par le parti en 1951, avait réuni les éléments épars de l'OS pour constituer le fameux groupe des 21 dit des «22» par erreur suite à une citation inexacte d'Yves Courrière dans son livre Les Fils de la Toussaint et dans lequel il cite Hadj Benhalla, qui n'avait pas assisté à cette réunion et qui n'y avait même pas été pressenti. Il est encore en vie, heureusement pour lui et pour nous. On peut le consulter pour un témoignage. Au cours de cette réunion, Boudiaf avait informé le groupe que toutes les démarches entreprises auprès des uns et des autres pour refaire l'unité avaient malheureusement échoué. Devant cette situation tragique pour nous, anciens militants de l'OS, la question qui s'était posée à l'époque est : que devons-nous faire ? Le peuple, en général, et les militants du mouvement, en particulier, en avaient assez de subir les répressions au quotidien. Ils réclamaient des armes pour en découdre avec le pouvoir colonial abject. La situation politique internationale nous était favorable. Au Maghreb, nos frères marocains et tunisiens étaient passés à l'action. Et nous, devrions-nous encore restés les bras croisés ? A cette dernière question, la réponse fut claire et nette. Elle fut unanime et enthousiaste pour le déclenchement de la lutte armée. A la suite de quoi, il avait été décidé d'élire une direction pour laquelle on avait été invité à choisir deux personnes parmi les membres du bureau qui, eux, choisiraient à leur tour, par cooptation, les autres membres composant la direction. Le résultat final de ce choix avait donné comme élus Ben Boulaid et Boudiaf avec pour mission d'entreprendre les préparatifs en vue du déclenchement de la lutte armée. Cela dit, les problèmes essentiels avaient été sciemment occultés au cours de la réunion par méfiance envers ceux qui avaient posé de sérieuses questions bien avant et surtout après cette réunion, par exemple au sujet de la représentation effective des responsables concernés à l'échelle nationale pour chaque région du pays, qui permettra le choix d'une direction sans conteste.

Il y avait le problème du délai nécessaire pour une bonne préparation ; il y avait aussi celui du

choix d'une personnalité pour la représentation sur le plan politique...

A toutes ces questions essentielles entre autres, la réponse était nient ; un peu du genre : «Marche et tais-toi ! Je suis ton chef. Je pense pour toi ! «Un vrai diktat ! Messali avait fait des émules sur ce plan, malheureusement. Voilà pourquoi le groupe de Constantine n'avait pas été averti du déclenchement par punition d'avoir osé poser des questions qui dérangent. Ses éléments furent tous arrêtés le lendemain et condamnés. Ils rejoindront le maquis après leur libération où ils furent liquidés en les faisant passer soit pour des messalistes ou des centralistes ou tout simplement, comme il avait été dit pour Abane Ramdane, morts au champ d'honneur lors d'un accrochage avec l'ennemi. Nous voici en novembre 2004. Cinquante ans se sont écoulés depuis le déclenchement de la Lutte armée contre le pouvoir colonial pour la restauration de la souveraineté nationale acquise en 1962. Plusieurs années de lutte et de sacrifices énormes et incalculables ont été consenties pour reconquérir la dignité, la justice et la liberté. Aujourd'hui, après quarante années d'indépendance, avec une gestion désastreuse par l'équipe du coup d'Etat de l'armée des frontières contre le GPRA, se pose la question cruciale : où en sommes-nous et où allons-nous ? On peut dire sans hésitation que nous sommes dans une situation catastrophique dans tous les domaines ; il y a même de l'irréparable sur le plan humain. Voilà qui nous éclaire bien sur un avenir incertain pour ne pas dire triste et sans espoir. Les historiens sérieux et honnêtes et les générations futures jugeront sévèrement les responsables de cette dernière époque.

M. M.

(*) Ancien membre du Mouvement national

Membre du groupe des 21. Nos lecteurs auront relevé l'absence de certains acteurs de premier plan qui ont marqué le cours de la guerre de Libération nationale. Sollicités, ces acteurs ont préféré ne pas intervenir dans le double numéro spécial. C'est leur choix et nous le respectons.

6 / El Watan 07/11/2004

Mohamed Boudiaf L'homme de Novembre

Historienne, militante anticolonialiste et pour l'indépendance de l'Algérie, Annie Rey Goldzeiguer brosse le portrait, «un portrait à

plusieurs facettes» de Mohamed Boudiaf, auquel elle était liée par une profonde amitié, avant même de le connaître physiquement, alors qu'il était en prison. A son sens, s'il est un homme qui incarne le 1er Novembre 1954, c'est bien Mohamed Boudiaf.

Mohamed Boudiaf était un grand seigneur. Il avait un port d'aristocrate, une intelligence très fine. Il lisait énormément. Mohamed était un homme intègre, vertueux. Un homme très structuré, un organisateur né. Mohamed Boudiaf était animé d'une volonté de démocratie réelle. Il avait beaucoup souffert du manque de démocratie du PPA, des cooptations. Il pensait que c'était au contraire, en laissant s'épanouir la démocratie, que le peuple algérien avancerait.

Il voulait que l'Algérie intègre la modernité

Notre groupe, qui s'est formé fin 1955, était constitué d'anciens communistes qui avaient peu à peu pris des distances avec le parti. On était des porteurs de valises. Nous avions des contacts très étroits avec certains des nationalistes algériens emprisonnés. C'est dans ces conditions que nous avons eu un dialogue avec Mohamed Boudiaf. Mohamed Boudiaf, c'est d'abord l'interlocuteur que je ne connaissais pas, et avec qui j'ai dialogué à travers les murs de la prison. On s'est connus sans se connaître. On se connaissait d'autant que Gérard Spietzer, qui faisait partie du groupe, a été arrêté et placé en détention avec Boudiaf. Pendant la période précédant le 1er Novembre 1954, Mohamed Boudiaf a joué un rôle essentiel et a continuellement œuvré à l'unité du mouvement nationaliste. Gilbert Meynier (historien) affirme que Mohamed Boudiaf a été centraliste, ce n'est pas vrai. Boudiaf ne pouvait pas être centraliste, il était pour l'unité. Il a créé le CRUA qui a échoué, puis les 22. C'est à partir de là qu'a été décidé le recours à la lutte armée, avec l'idée qu'il fallait la lancer et que le peuple suivrait. Il y a tout l'apport de Mohamed Boudiaf, en particulier dans l'OS, au sein de laquelle il a joué un rôle très important. Il s'était même entraîné à devenir un militaire clandestin. Les membres de l'OS éprouvaient pour Boudiaf un attachement filial. Il ne les a pas abandonnés, il les a soutenus. Les activistes ont lancé le 1er Novembre 1954 en sachant qu'il n'y aurait pas d'alternative, qu'il n'y aurait pas de négociations de troisième force. C'est Mohamed qui est chargé de la logistique. Il avait déjà prévu les voies d'acheminement des armes et des munitions. Le 1er Novembre 1954, j'étais catastrophée. Je me suis dit, ils vont dans le mur. Cela va recommencer, comme au 8 mai 1945. Lancer l'insurrection dans l'état de décomposition du PPA, c'était, à mon sens, de la folie. A Niort, il y avait Messali, à Alger, le comité central. Deux

congrès se sont tenus, l'un au Hamma, l'autre à Hornu. Ce n'était pas une explosion, comme le 8 mai 1945, le 1er Novembre 1954, c'était plus limité. Les Français, au début, n'y ont pas cru. C'est ce qui a peut-être permis la lente ruralisation du mouvement de Libération. A partir du moment où les masses ont été jetées en 1955 dans la lutte, celle-ci prenait une autre tournure. Zighout avait fait du bon travail, militairement parlant, lui qui n'avait rien de militaire. Libérés de prison, Boudiaf et ses camarades sont rentrés en Algérie. Moi, je ne pouvais pas partir à ce moment-là. Je suis arrivée à Alger le 12 ou 13 juillet 1962. La ville était encore en fête. On avait le sentiment que le peuple algérien s'était levé pour dire qu'il était capable de tout. Notre groupe retrouve Boudiaf. Nous avons parlé toute une nuit. On sentait de fortes tensions. Très vite, on s'est rendu compte que la scission était irrémédiable, que deux options différentes s'affrontaient : l'une consistait en une démocratie bien organisée, et l'autre, c'était l'armée. Lorsque les troupes d'Oujda sont entrées à Alger, nous avons pris (le groupe de Paris) un taxi à destination de l'aéroport. Nous n'étions pas des pieds rouges. Nous venions en Algérie parce que nos amis étaient là, parce que c'était notre combat. Nous pensions pouvoir aider à la renaissance de l'université d'Alger. J'étais prête. Je pensais qu'il allait y avoir un moment difficile, et qu'il fallait que, nous, Français, nous assurions la transition. A ce moment-là, nous étions très liés avec Taleb Ibrahimy et Layachi Yaker.

Une formidable capacité d'organisation

Nous avons suivi, effondrés, l'installation de Ben Bella. Il y a eu une conjonction étonnante des services français - on le trouve dans les archives le nom de Ben Bella - et les services égyptiens pour «promouvoir» Ben Bella. Je mène une recherche sur l'action menée sur le long terme par les services de renseignements français, action que les nationalistes algériens n'ont pas pris suffisamment en compte. Nous apprenons, à Paris, l'arrestation de Mohamed Boudiaf. Un historique emprisonné par l'armée ! C'était quand même incroyable ! Mohamed nous avait envoyé ses notes. Je les ai encore. Le groupe s'est réuni pour décider de ce que l'on allait en faire. Nous avons mis en forme les notes, et cela a donné OÙ va l'Algérie ?. Le livre était prêt. On allait le publier. C'était en 1963. Un jour, on sonne à la porte, j'ouvre : je me trouve devant Mohamed. Je le revois encore avec son trench-coat. Il me dit : «Je n'ai rien, même pas un bagage.» Il est resté plusieurs mois chez moi. Pendant presque un an, il tente de faire une percée politique avec le PRS dans l'immigration, d'une part, par la distribution de tracts, des

conférences, d'autre part, par un travail vers les anciens de la Fédération de France, mais aussi en province, à travers des tournées. Je me souviens de la première conférence qu'il avait faite. C'était dans une salle du 5e arrondissement de Paris. Il avait parlé du projet qu'il avait pour l'Algérie, un projet de pays démocratique où l'armée rentrerait dans ses casernes. Un homme s'est levé, lui a posé toute une série de questions qui m'ont étonnée par la précision et par le relent des positions de Krim Belkacem. C'était un Français. C'était Yves Courrière, qui écrira *Les Enfants de la Toussaint*, *Le Temps des léopards*. Grand seigneur, Boudiaf l'était, et il donnait sa confiance absolue. Il ne croyait pas en la mauvaise foi des gens. Non, ce n'était pas de la naïveté. C'était de la grandeur d'âme. Il était tellement sûr d'avoir un projet cohérent pour l'Algérie que ceux qui venaient à lui devaient être conquis. Il a été très vite pris en mains par des gens qui n'étaient pas crédibles. A côté de ceux-là, j'ai vu des gens merveilleux, Boubnider, par exemple, qui a vécu à la maison, lui aussi. J'ai vu arriver des gens de valeur, comme Si Moussa. Mais Boudiaf s'est laissé enfermer par un petit groupe qui a fait barrage. L'analyse faite par Mohamed Boudiaf du 1er Novembre 1954 (Où va l'Algérie ? ndlr) est une des meilleures contributions - sinon la meilleure - qui ait été apportée à celui-ci. Il savait de quoi il parlait. Quand Mohamed Boudiaf a été rappelé en Algérie en janvier 1992, j'ai eu la réaction de tous les Algériens : c'est la dernière chance. Lui seul, par sa volonté, par son intelligence, par sa capacité d'organisation qui était formidable, pouvait sortir l'Algérie de la crise dans laquelle elle était plongée. C'est alors que mon mari et moi lui avons téléphoné. Roger, mon mari, lui dit : «Je suis prêt à venir. Si tu es en danger, il faut te protéger.» Quand j'ai entendu l'intervention de Mohamed sur la corruption, je me suis dit : «Il se met en danger.» Il y avait trop d'intérêts en jeu. Il fallait combattre la corruption, mais pas le dire. La mort de Mohamed a été pour nous, à la maison, un coup très dur. Mon mari a eu, à ce moment, une grande dépression, parce qu'il s'est cru fautif de ne pas y être allé. Il a commencé à perdre la mémoire.

Aux origines de la guerre d'Algérie

Annie Rey-Goldzeiguer est l'auteur de *Aux origines de la guerre d'Algérie 1940-1945 - De Mers-El-Kebir aux massacres du Nord-Constantinois*, éditions La Découverte et Casbah. Jeune étudiante à Alger, Annie Rey-Goldzeiguer a vécu les massacres de mai 1945 à Sétif et Guelma. Annie Rey-Goldzeiguer est également l'auteur, avec Jean Meyer et Jean Torrad d'*Une histoire de la France coloniale* (Pocket, coll. Agora, 1996). Dans l'entretien qui suit, elle

raconte : «Je suis revenue d'Alger en juin 1945 où j'étais étudiante depuis deux ans. Le 8 mai 1945, j'étais à Alger. Quand je suis partie, j'ai fait un serment : je ne reviendrai à Alger qu'après l'indépendance de l'Algérie. J'ai été très marquée par les événements de 1945, parce que, quoi qu'on en dise, à Alger, nous voyions un certain nombre de choses. J'ai vu les avions qui piquaient sur le Djurdjura et les bombes qui tombaient. J'ai entendu aussi les bateaux de guerre. Je suis revenue en France en 1945 très anticolonialiste. Je croyais à la révolution, peut-être pas générale, mais au moins en France. J'étais décidée à me battre pour que cet idéal que nous portions réussisse. C'était, d'abord, une libération du joug colonial, une libération de l'individu, et pour moi, l'individu c'était la femme. Je croyais qu'il faudrait une révolution pour transformer les choses, et qu'on pourrait faire une révolution à la Gandhi. La France, ce n'est pas l'Inde. On s'en est rendu compte très vite.»

Bouzeghrane Nadjia

7 / El Watan 07/04/2007

Guerre de libération nationale Quel résultat ?

Une réponse à des jeunes et des moins jeunes qui m'interpellent souvent à ce sujet.

Etait-ce une révolution ou une guerre de libération ? C'est à la fois l'une et l'autre certainement. Une révolution, cela suppose le renversement total d'un pouvoir par un autre pouvoir lui succédant aux affaires de l'Etat d'un pays.

Etait-ce une révolution ou une guerre de libération ? C'est à la fois l'une et l'autre certainement. Une révolution, cela suppose le renversement total d'un pouvoir par un autre pouvoir lui succédant aux affaires de l'Etat d'un pays. Ici c'est bien le cas. Nous avons renversé le pouvoir colonial par l'instauration d'un pouvoir national qui, malheureusement, s'est avéré aussi déplorable qu'indigne de confiance. Une guerre de libération : nous avons libéré l'Algérie pour mettre fin à l'état d'esclavage avilissant du colonialisme pour le bénéfice d'un Etat national d'hommes libres, de citoyens responsables de leur sort et de celui de leur pays.

Sommes-nous réellement libres ainsi ? Assurément non ! Nous sommes en train de vivre depuis l'indépendance dans un système despotique, sans foi ni loi qui a accaparé le pouvoir par la force et qui gère le pays comme un fonds de commerce personnel sans se soucier du

sort de tout un peuple qui se trouve pris en otage, et dont les libertés fondamentales sont bafouées jusqu' à ce jour.

Grande confusion

Qu'a-t-on fait pour mériter ce triste sort ? Quelle est l'origine du mal ? Interrogeons notre conscience sans concession et donnons notre témoignage en toute honnêteté et humilité. Il appartiendra aux historiens sérieux de tirer au clair ce qu'ils croiront être la vérité. Il est évident que rien ne vient de rien. Toute action, toute décision a un début et une fin. Toute fin (résultat) n'est que la conséquence logique de son début en bien ou en mal.

Une question fondamentale se pose donc pour nous. Avions-nous bien débuté notre action en novembre 1954 ? Si oui, le congrès de la Soummam n'aurait pas eu sa raison d'être. En effet, pour bien faire, celui-ci aurait pu se tenir à Alger avant la fin de l'année 1954 si la raison l'avait emporté chez les chefs autoproclamés qui avaient décidé du déclenchement précipité de la lutte armée, au cours de leur réunion du Clos Salembier, sans tenir compte des conseils et des avertissements de leurs homologues responsables au même titre qu'eux. Leur fameuse réunion n'avait été qu'une mise en scène instrumentalisée à dessein pour des objectifs personnels inavoués. Elle avait eu lieu à une époque de troubles, d'inquiétudes et de désespoir du mouvement national, le PPA/MTLD générant une grande confusion et une crise de confiance totale des militants en leurs dirigeants dans une période critique pour le pays. Des divergences anciennes, au sein du parti, d'ordre personnel plus que politique, opposant Messali à ses pairs (membres du bureau politique et du Comité central), s'étaient envenimées à la suite des décisions prises par le dernier congrès de 1953 à Alger, congrès qui avait procédé à de grandes réformes sur le plan politique et décidé des changements nécessaires à la direction afin de mener à bien les tâches futures qui s'imposaient.

Messali, mécontent, remettra en cause les résultats de ce congrès et demandera les pleins pouvoirs. Devant le refus de la nouvelle direction qui tenta de lui faire entendre raison, il décida de lancer un appel à la base en adressant aux militants une circulaire publique les incitant à la révolte contre leurs dirigeants qu'il accusa de trahison. Ces derniers, quant à eux, l'accusèrent d'être un dictateur mégalomane et incompetent. Cette situation créa un grand déchirement, une crise de confiance totale et un profond désarroi au sein de la base où les militants, divisés en messalistes et centralistes, en vinrent aux mains ; bagarres et agressions armées firent couler le

sang de ceux-là mêmes qui hier étaient frères. Il s'ensuivit des batailles rangées à travers tout le pays ainsi que dans l'organisation en France où résidait Messali (en résidence surveillée à Niort). Devant l'aggravation de la situation, Lahouel Hocine, membre du comité central et ancien secrétaire général du parti, appela Boudiaf qu'il fit venir de France pour reprendre en main l'organisation paramilitaire, l'Organisation spéciale (OS), dissoute en 1951. Il décida avec lui de la création du CRUA, dans le but de maîtriser la nouvelle situation et prendre les décisions qui s'imposaient pour le passage à l'action armée organisée dans l'unité retrouvée (mars 1954). Boudiaf, pour se donner le beau rôle, décida à ce moment-là de jouer en solo à l'insu de Lahouel Hocine, son chef hiérarchique, et bien d'autres responsables de l'OS concernés en premier lieu et abusivement écartés.

Il constitua son équipe (Benboulaïd, Ben M'hidi, Didouche Mourad et Bitat) et convoqua à Alger pour un réunion 16 personnes de son choix (en grande partie issues d'un échelon subalterne) dont la composition était anormale et de plus régionale : 12 personnes du département de Constantine dont 6 de l'organisation de Constantine-ville, 3 du département d'Alger (Alger-ville) et une personne du département d'Oran ; cela sans même leur dire de quoi il s'agissait, ce qui fit que tous vinrent avec l'idée d'une concertation et d'une clarification relative au différend qui déchirait l'organisation du parti et opposait les deux clans. Ceci au lieu et place d'une réunion des responsables légitimes de l'OS, connus à l'échelle nationale, à égalité pour les 3 départements de l'époque ; réunion qui aurait eu pour objet d'abord de faire le bilan critique de l'échec de l'OS, des raisons de son démantèlement par la police coloniale en 1950 et de définir la responsabilité de chacun à ce sujet, en vue d'une meilleure efficacité pour l'avenir. Il aurait donc fallu tout faire pour reconquérir la confiance perdue des militants, ne pas user de mensonges et de manipulations afin d'être en adéquation avec l'idée du CRUA qui prônait une position de neutralité envers les deux clans, les incitant à l'union et au passage à l'action armée. Tel ne fut malheureusement pas le cas de ceux qui se sont autoproclamés chefs pour décider quasi seuls et à leur manière de l'insurrection.

Diktat

C'était déjà le premier coup d'Etat du militaire contre l'autorité du politique. Dans la salle prévue pour la réunion, nous nous retrouvions face à un petit groupe déjà installé en «bureau» comme pour diriger les travaux ; ils sont au nombre de 5 : Boudiaf, Ben Boulaïd, Ben M'hidi, Bitat et Didouche. Boudiaf, maître du jeu, prit la parole, passa en revue la situation du parti,

connue de tous, sa division, le refus d'union de Messali, et sur le plan maghrébin, l'Algérie à la traîne alors que Tunisiens et Marocains étaient passés à l'action. Il dira qu'il est temps d'agir sans plus tarder et posa d'emblée la question piège cruciale : qui est pour ou contre le déclenchement de la lutte armée ? Une façon subtile d'éviter tout débat. La réponse fut unanime et enthousiaste. Il en avait déduit qu'il fallait donc élire une direction en choisissant 2 membres uniquement parmi les 5 du groupe composant le bureau qui, à leur tour, choisiraient par cooptation les autres membres, sous-entendu parmi l'assistance, pour garder l'anonymat dans la clandestinité.

Ce qui n'a pas été le cas, comme on le verra plus tard, le choix était fait, ce sont les mêmes membres du bureau. Puis, par un simulacre d'élection, le choix des 2 noms qui sortirent (inscrits par chacun de nous sur des petits bouts de papier qui nous furent remis) était, semble-t-il, ceux de Boudiaf et Ben Boulaïd. Aussitôt, la séance fut levée après qu'il nous ait été dit de ne pas assister au congrès de Messali en Belgique ni à celui du comité central à Alger et que les instructions nous seraient données par la suite. Personne ne posa de question spéciale. En dehors des meneurs du jeu qui avaient besoin de se donner une légitimité, aucun participant n'en sut davantage sur la manœuvre, les autres représentants n'ayant été appelés que pour servir de caution abusée. Cette situation avait choqué au plus profond d'eux-mêmes les éléments de Constantine lorsqu'ils prirent conscience de la tromperie et des manœuvres auxquelles ils avaient assisté sans s'en rendre compte sur place. Ils feront appel à leur chef Abderrahmane Gherras (qui sciemment n'avait pas été averti de cette fameuse réunion) pour réfléchir mûrement ensemble sur ce grave état de fait malheureux qui risquait d'ajouter de la confusion à la confusion.

Ils décidèrent alors de la tenue d'une petite réunion de conciliation à Constantine afin de lever les équivoques et les soupçons qui risquaient de nuire à l'idéal recherché. Réunion à laquelle avaient assisté quelques responsables du département : Gherras Abderrahmane, Habbachi Abdeslam, Benabdelmalek Ramdane, Mellah Slimane dit Rachid, Bouali Saïd dit Lamotta, Badji Mokhtar, Haddad Youcef, chez lequel s'est tenue la réunion, Bentobal Lakhdar, Mechat Mohamed, (Zighout Youcef aurait été empêché) et Didouche Mourad représentant Boudiaf. Cette réunion avait pour but de convaincre celui-ci de l'absolue nécessité d'une nouvelle rencontre à Alger avec la participation des responsables concernés à l'échelon supérieur, à égalité pour les 3 départements en vue de discuter ensemble des problèmes de l'organisation, de l'opportunité de

la date de déclenchement de l'insurrection et du choix d'une personnalité d'envergure politique pour nous représenter à l'étranger. Nous avions proposé le nom du docteur Lamine Debaghine, l'initiateur principal, avec Belouizdad Mohamed, de la création de l'OS au congrès du PPA en 1947. Didouche Mourad ne voulut rien savoir.

Ce serait comme ils l'avaient prévu eux (Boudiaf et son équipe), un point c'est tout. «Elli m'cha, m'cha, elli ma m'chach, irouh lel habs» pour toute réponse et sans explication : un diktat ! Raison pour laquelle ces derniers avaient décidé de punir le groupe de Constantine pour sa contestation en ne l'avertissant pas du jour du déclenchement. En effet, les éléments de Constantine, anciens membres de l'OS connus et fichés par la police coloniale, étaient dans l'ignorance de la date choisie. Conséquence prévisible grave : ils furent tous arrêtés le 1er novembre, torturés et condamnés. Et après avoir purgé leur peine, ils rejoindront le maquis où ils subiront, pour certains d'entre eux, le même sort que Abane Ramdane : on nous dira qu'ils étaient morts au champ d'honneur. Il s'agit là de Bakhouche Abdeslam, Zighet Smain, Zadi Chérif, Bouali Saïd et Mellah Rachid. Voilà dans quel état d'esprit démarra la révolution qui heureusement fut revue et plus ou moins corrigée au congrès de la Soummam. Congrès qui aurait pu être tenu à Alger, en toute sérénité, pour le passage à l'action pesée, réfléchie et bien organisée avant la fin de l'année 1954 par des responsables concernés, connus et librement choisis.

Cela dit, malgré toutes ces insuffisances et anomalies, nous étions tous convaincus que l'action, une fois enclenchée, ne pouvait pas échouer. Le peuple la voulait. Il ne croyait plus à l'action politique, il en avait assez, depuis de nombreuses années, de subir la répression et l'humiliation. Il nous réclamait des armes pour se soulever. C'est ce qui fit dire à Ben M'hidi : «Jetons la révolution dans la rue, elle sera portée par le peuple.» Effectivement, le peuple l'avait reprise à sa façon. Le résultat est quand même là : l'indépendance conquise grâce aux sacrifices énormes de tout un peuple. Ce peuple merveilleux qui finalement, déçu, s'est senti frustré de sa victoire par suite de la trahison de certains de ses dirigeants préoccupés essentiellement par la course au pouvoir.

L'auteur est ancien militant du mouvement national, membre fondateur de la Ligue des droits de l'homme

Mohamed Méchat

8 / El Watan 21/05/2007

Que la vérité soit !

Dans les colonnes d'El Watan du 7 avril 2007, questionné par des jeunes désireux de connaître l'histoire de notre guerre de libération dite par certains des acteurs du grand combat, mon ami Mechaty Mohamed n'a pas pu cacher son amertume et celle de nombreux autres militants pour certaines insuffisances au déclenchement du 1er novembre 1954.

Membre des 21 ou 22 de Salembier, Mechaty était de ceux qui, depuis le plus jeune âge, n'ont pas cessé «d'attendre» le combat pour la libération de la nation.

C'est tout fier qu'il rentra, après Salembier, dans la bonne ville de Constantine, comme pour le grand nombre de militants PPA-MTL. Là, l'accueil que lui firent ses amis n'était pas celui qu'il attendait : la majorité n'a pas apprécié qu'on veuille les jeter dans le combat sans leur accord préalable.

Constantine ne fut pas présente le 1er novembre et, au désespoir, Mechaty alla ailleurs répondre à l'appel du devoir : à Constantine, Messalistes et centralistes n'avaient pas encore mis fin à l'indigne division des meilleurs fils de l'Algérie. Dans la vallée de la Soummam, hélas, la situation était plus grave et les questions posées par les jeunes étaient différentes. Krim Belkacem, chef de la zone III, exigea de Boudiaf et Benboulaïd que la vallée de Béjaïa et ses montagnes soient rattachées à sa zone.

Il ne connaissait pas notre région qui, politiquement, dépendait de Constantine et Sétif. Pourtant, tout était prêt pour le combat : Abane Ramdane, avant son arrestation, en avait la direction avec Mahmoud Guenifi à partir de Sétif. Il avait mis sur pied une organisation politique parfaite et son groupe OS (Organisation spéciale) que nous appelions «groupe d'Adekar». Tout était donc prêt pour l'ultime combat.

Krim et Ouamrane mobilisèrent le 1er novembre, les militants dont ils avaient la responsabilité au Djurdjura Nord. Ouamrane alla en renfort dans la Mitidja pour pallier l'absence des militants centralistes. Mais aucun des deux ne pensa à la Soummam où les militants étaient très énervés. Des déplacements de jeunes, de tribu en tribu, à la recherche de renseignements sur le combat qui se déroulait ailleurs.

Deux militants étaient particulièrement visés : à Seddouk, Naït Kaâbache Med Akli et à Tazmalt, Larbi Oulebsir. Oulebsir avait quitté la région et Si Med Akli, comme tous les militants avec lesquels il constituait le groupe que nous

appelions «groupe de Semaoun», n'avait aucun renseignement pour satisfaire l'attente des habitants qui lui rendaient visite. Hamou Kaci, qui sera fait commandant par le congrès d'Ifri, les officiers Mourah Mokrane et Si Moh Akli furent chargés de contacter le FLN. Ils touchèrent très vite le chahid Amour N'Cheikh, responsable d'Azazga. Ils le reçurent dans la région pour lui donner l'occasion de discuter avec les uns et les autres.

Le combat débuta et partout des jeunes cherchaient à s'engager : les villages de toutes les tribus reçurent dignement les groupes de djounoud chargés de les «visiter». Très vite, la vallée de la Soummam mérita que les Français l'appellent «Vallée pourrie». Nous oubliâmes notre absence le 1er novembre.

Alilat Larbi

B – Presse française

1 / Un an après le déclenchement de l'insurrection nationale, «Le Monde» présente une enquête sur la situation économique et sociale de l'Algérie.

Il y a maintenant quatre mois que l'insurrection a éclaté en Algérie : pour la première fois depuis la conquête, en dépit de quelques excès, elle n'a pas fait l'objet d'une répression massive et aveugle : constatons simplement ce fait, sans vainement chercher à établir les causes ou à en évaluer les répercussions. Constatons également que cette attitude a été imposée de Paris, et que la majorité des Européens de ce pays la déplorent, évoquent avec nostalgie les massacres d'antan, citent volontiers en exemple la conduite des Nord-Américains envers les Indiens, justifient leur position par la méconnaissance absolue de la valeur de la tolérance chez les Arabes et, somme toute, ne reconnaissent pas le génocide comme un crime et son recul comme un progrès de l'humanité.

Les niveaux de vie

La misère est un phénomène stable, et le Français frais débarqué est toujours étonné de mesurer à quel point son compatriote installé dans le pays s'est si bien accoutumé à ce spectacle de mendiants, de bidonvilles, de gourbis, d'hommes marchant sans fin, pieds nus dans la poussière au bord des routes, que littéralement il ne les voit plus.

L'économie algérienne est très différente de l'économie de la France, mais ses caractéristiques se retrouvent sensiblement dans près de la moitié du globe : deux systèmes économiques coexistent sur le même territoire, presque sans contacts entre eux.

Les Européens ont apporté des activités fondées sur l'exploitation des progrès techniques, la division du travail et les échanges monétaires : ils sont en Algérie un million, et huit cent mille musulmans environ se sont agrégés au système. Ensemble ils ne forment qu'un cinquième de la population, mais ils suffisent à assurer le fonctionnement de toute la partie moderne du pays, la seule visible à nos yeux : commerce, industrie, transports, professions libérales, agriculture d'exportation (vigne, agrumes, maraîchage...), administration.

Il n'y a pas de raison de penser que leur pouvoir d'achat moyen soit bien différent de celui du Français de métropole.

En général les éléments d'origine européenne occupent les emplois supérieurs. Leur niveau de vie est nettement plus élevé que la moyenne, malgré quelques brillantes exceptions musulmanes.

Les autres, soit plus de sept millions, continuent à vivre en circuit presque fermé : la majeure partie de ce qu'ils produisent est consommée à l'intérieur du cadre familial, lequel est plus large que le nôtre. Tissus, sucre, thé, en quantités d'ailleurs croissantes, sont leurs seuls achats courants.

D'après des évaluations dignes de foi, leur minimum vital équivaut à 25 000 F par personne et par an. (1) Le salaire minimum agricole est fixé depuis avril 1955 de 340 à 427 F par jour, suivant les zones. Il faut tenir compte à cet égard du fait que ceux qui travaillent trois cents jours par an sont des privilégiés et que les tarifs officiels ne sont pas toujours respectés, le contrôle étant peu organisé ; en revanche, il est rare que les ouvriers agricoles ne bénéficient pas d'avantages en nature.

Il n'y a pas, d'ailleurs, de travail pour tous. Un million d'hommes algériens sont sans emploi : huit cent mille demeurés dans le bled, cent mille en ville, s'entassant dans les bidonvilles ou la Casbah d'Alger, cent mille en métropole, qui n'ont pu se faire embaucher, bien souvent parce qu'ils sont partis sans un minimum de capacités. Le chômage tend plutôt à s'aggraver, d'une manière générale, à cause de l'accroissement de la population, et brutalement cette année dans les

régions de colonisation parce que les colons ont réduit au minimum tous les travaux d'entretien ou d'améliorations qui ne sont pas strictement indispensables à la récolte en cours.

Démographie

Le taux de natalité a peu augmenté, celui de la mortalité a beaucoup diminué : cette double évolution, due au progrès de la médecine plus qu'à ceux de l'hygiène, est sans doute l'œuvre la plus marquante des Français en Algérie. Le résultat en est une progression annuelle de la population qui, inférieure à 2 % jusqu'en 1950, s'élève actuellement à 2,6 %, soit deux cent cinquante mille jeunes enfants : augmentation sensiblement égale, en nombres absolus, à celle de la population métropolitaine, près de cinq fois plus nombreuse. Cette «exubérance démographique», dont le rythme actuel est tout récent, est en passe de devenir la tarte à la crème des commentaires officiels : son influence sur l'économie du pays, et particulièrement sur le niveau de vie de ses habitants, ne doit pas être considérée comme exclusive ni même prépondérante elle constitue un facteur certes important, mais ne saurait suffire à expliquer le fait que le niveau de vie français est supérieur de l'ordre de 1000 % à celui des musulmans. Il est possible d'affirmer que le problème posé ne serait pas fondamentalement différent si la population avait continué à se développer à un taux normal, de 1 % chaque année par exemple.

Aussi une action en faveur d'une restriction artificielle des naissances, à supposer même qu'elle puisse comporter une certaine efficacité, ne serait-elle pas un facteur décisif d'amélioration du niveau de vie dans les années à venir.

Car c'est la stagnation millénaire des techniques dans un cadre naturel relativement pauvre, qui est pour la plus grande part à l'origine du retard économique constaté.

Les finances

Avant de parler en Algérie d'investissements, de modernisation, de développement économique, il paraît d'abord nécessaire de «lever l'hypothèque» financière.

Celle-ci n'a pas toujours été un vain mot : l'administrateur d'une commune mixte de Kabylie nous confiait que sur le territoire dont il a la charge les réalisations des pistes et d'écoles avaient été menées à un rythme normal jusqu'au début du siècle. Alors l'Algérie a été dotée d'un budget autonome voté par les délégations financières, émanation en fait des contribuables

locaux. Les deniers de l'Algérie ont été gérés avec l'état d'esprit d'une assemblée censitaire, le maintien des impôts à un niveau très bas étant la première et presque unique préoccupation. Aussi les dépenses d'équipement furent-elles comprimées en deçà du minimum raisonnable, et seuls quelques ouvrages de nature à favoriser la grande agriculture ont-ils été menés à bien pendant cette période.

Après la Libération, l'intervention de la métropole dans l'équipement de l'Algérie est redevenue prépondérante : mais un retard d'un demi-siècle est maintenant à combler.

Qu'en est-il actuellement de ces questions de finances ?

Jusqu'en 1948, le budget de l'Algérie se voyait alors décerner le titre de «plus beau budget du monde». Il n'y avait pas de fierté à en tirer.

Car si les recettes n'étaient pas élevées, les dépenses étaient encore plus faibles, et cela parce que les services publics étaient tout à fait embryonnaires : réseau routier à très larges mailles, équipement scolaire inférieur à 10% des besoins, etc. Telle est la lamentable explication de cette situation qui ne pouvait être considérée comme favorable que d'un point de vue étroitement financier.

L'effort accompli depuis quelques années, sous l'impulsion de la métropole, malgré les réserves de la population locale d'origine européenne (trop d'écoles, trop d'hôpitaux !), a provoqué un gonflement rapide des dépenses et a mis fin à cette euphorie budgétaire. En effet, le développement de l'économie et les recettes fiscales qui en découlent n'ont pas suivi au même rythme. Aussi la France a-t-elle dû participer de plus en plus au budget de l'Algérie.

Les impôts sont en Algérie sensiblement les mêmes qu'en France, mais leur taux est inférieur en moyenne de plus du tiers. Les élus et les organisations économiques justifient cette différence par l'infériorité du développement du pays : il y a là une équivoque.

Pourquoi, à revenu déclaré égal et charges de famille égales, un Français d'Algérie ne paie-t-il à la surtaxe progressive que les deux tiers environ de ce que paie un Français de métropole ? Est-ce par application du principe suivant lequel l'alcool doit être mis à la portée de toutes les bourses, même de celle des musulmans à qui le Coran fait interdiction d'en boire, que le pastis et la trop fameuse anisette sont moins taxés en Algérie ? Une hausse du tabac, et en particulier des qualités

qui ne sont fumées que par les Européens, aurait-elle vraiment des conséquences fâcheuses ?

Un autre déséquilibre est souvent déploré, celui du commerce extérieur : en 1954, les achats à l'étranger n'ont été couverts par les ventes qu'à concurrence des deux tiers environ. Il y a donc déficit, mais ce terme habituel de déficit correspond à une réalité plus comptable qu'économique car il signifie en fait un apport net de l'étranger, très souhaitable lorsqu'il s'agit d'un pays ayant peu de ressources intérieures, surtout si parmi les importations se trouve une part importante de biens d'équipement.

D'autre part, les opérations commerciales ne sont si souvent citées isolément que parce qu'elles sont les mieux connues, grâce aux statistiques douanières ; mais tous les services échangés avec l'étranger, recettes et dépenses de tourisme -ces dernières particulièrement importantes du fait du grand nombre d'Européens passant leurs vacances en France, -salaires envoyés par les travailleurs à leurs familles demeurées en Algérie, et tant d'autres, ne sont pas d'une nature différente, et c'est le total seul qui importe.

Plus exactement, ce total importerait si la France était pour l'Algérie un pays étranger ; mais l'Algérie fait partie de la zone franc, ce qui signifie, entre autres, qu'elle n'est pas obligée d'équilibrer ses opérations avec la métropole ou l'un quelconque des territoires de la même zone monétaire.

Dans ces conditions le rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur ou même, plus généralement, des comptes extérieurs n'est pas à rechercher particulièrement.

Industrie

Les ouvriers algériens ne sont pas plus nombreux en Algérie qu'en France : deux cent mille de chaque côté de la Méditerranée. En Algérie les trois quarts sont employés dans des entreprises de travaux publics et de bâtiment les autres, soit cinquante mille environ, sont partagés entre les mines et les industries légères de transformation.

Les usines créées depuis la guerre, soit pendant les dix dernières années, et agrées au plan d'industrialisation, fournissent 15 000 à 20 000 emplois.

La création de chacun de ces emplois a nécessité un investissement, en bâtiment et outillage, de l'ordre de 2 millions. Or il existe près d'un million d'hommes sans emploi.

Le rapprochement de ces quelques chiffres démontre que ce n'est véritablement pas sur l'industrie qu'il faut baser l'action économique à entreprendre.

Les débouchés sont limités : l'Algérie est un pays de neuf millions d'habitants mais de deux millions de clients à peine.

Encore, ces deux millions de clients sont-ils dispersés sur plus de 1 000 kilomètres, de Tlemcen à Bône. Or ces villes sont à distance égale de Marseille -et les transports maritimes sont moins coûteux que les transports terrestres.

La marchandise venue de France ne supporte aucun droit de douane à l'entrée en Algérie : il y a unité douanière entre les deux pays.

Sur un autre plan, le jour où jaillira du pétrole il n'y aura pas beaucoup plus d'emplois offerts aux travailleurs algériens que pendant la période d'intenses recherches qui se poursuit depuis quelques années. Quant aux royalties dont pourra bénéficier le budget, les quelques milliards qui sont un pactole pour un îlot du golfe Persique ne représenteraient que relativement peu de chose pour l'Algérie, l'allure des finances publiques n'en serait pas durablement changée.

Sur le plan algérien qui nous occupe ici il ne paraît pas, notamment, que dans un avenir prévisible une part appréciable des populations d'Afrique du Nord tirera ses revenus directement et même indirectement du fonctionnement des installations industrielles projetées au Sahara.

Cette constatation ne rabaisse en rien l'intérêt des études poursuivies dans ces régions mais il n'est pas paradoxal de penser que leur aboutissement apportera plus à la métropole et à l'ensemble de la zone franc, donc indirectement à l'Algérie, qu'à ce dernier territoire directement.

L'agriculture

A l'inverse de ce qui se passe en France, l'exode rural ne découle pas d'un facteur positif-le besoin de main-d'œuvre urbaine, -mais il consiste en un phénomène purement négatif-la désertion d'un sol qui ne nourrit plus. C'est pourquoi l'entreprise généreuse de résorption des bidonvilles est une tâche sans fin et assez stérile, car tout ce qui sera réalisé dans les villes sera connu dans le bled et contribuera à renforcer encore la séduction de banlieues sans espoir et à accélérer la création de nouveaux bidonvilles.

Il faut prendre garde de ne pas céder aux clichés : au colon richissime les bonnes terres enlevées aux indigènes ; à l'Arabe le sol pauvre qu'il doit

péniblement gratter. Il y a là, bien sûr, une part de vérité, mais une description correcte nécessite l'introduction de nombre de nuances.

Est-il nécessaire d'abord de rappeler que les Européens ayant des intérêts dans l'agriculture sont bien, politiquement et économiquement, dominants, mais ne forment qu'une petite minorité ? La plupart des habitants de l'Algérie d'origine européenne sont commerçants, employés, fonctionnaires, ouvriers, ou exercent des professions libérales. Sur un plan spécifiquement agricole, précisons que beaucoup des bonnes terres actuelles n'étaient que marécages lorsque des Français en ont pris possession que les gros propriétaires comptent parmi eux un nombre appréciable de musulmans que, dans leur majorité, les colons sont loin d'être misérables, mais travaillent personnellement leur domaine que chaque année, depuis dix ans, les musulmans ont racheté de la terre appartenant aux Européens enfin que dans certains secteurs privilégiés des fellahs ont reçu l'aide nécessaire pour améliorer leur mode de culture ou d'élevage.

Face à ces multiples catégories d'agriculteurs, il faut distinguer deux agricultures : l'une utilise des procédés modernes, est orientée vers l'exportation et n'apporte de ressources à la masse de la population que par les salaires qu'elle distribue l'autre, traditionnelle dans ses méthodes, a pour but essentiel de satisfaire à la consommation familiale la main-d'œuvre qu'elle utilise est rémunérée en nature.

L'agriculture moderne a bénéficié depuis la guerre de travaux d'irrigation coûteux, qui se sont révélés inutiles puisqu'ils sont inutilisés : le volume de l'eau vendue et les superficies irriguées n'augmentent pas, alors que les périmètres irrigables s'accroissent chaque année.

La plupart des progrès techniques se traduisent par une mécanisation plus poussée, et par conséquent une diminution de la main-d'œuvre employée.

A l'exception des agrumes, pour lesquels les plantations faites il y a quelques années arrivent progressivement à leur période productive, les récoltes ne s'accroissent pas, et aucun nouvel essor ne paraît à prévoir.

Ses produits sont en majorité destinés à l'exportation. Vers l'étranger ? L'opération serait alors bénéficiaire pour la zone franc.

C'est malheureusement l'exception : le débouché essentiel est la France continentale.

Les considérations politiques aidant, des projets de réforme agraire redeviennent en conséquence d'actualité : exproprier les gros colons, distribuer leurs terres aux pauvres fellahs, voilà, n'est-il pas vrai, un beau programme ? Est-il réalisable dans un avenir proche ?

Tout le monde s'accorde à penser que sans un effort considérable d'éducation générale et technique des fellahs bénéficiaires de l'opération celle-ci se traduirait par une régression économique. Or cet effort d'éducation est tout juste esquissé en faveur des fellahs déjà propriétaires de leur terre. Aussi ne paraît-il pas indiqué, sauf pour des raisons politiques ou sentimentales, de donner des responsabilités d'exploitation à de nouveaux fellahs, alors que tant d'entre eux ne possèdent pas les connaissances techniques requises.

La réforme agraire ? On en reparlera plus sérieusement lorsque la modernisation de l'agriculture traditionnelle sera plus avancée.

Cette modernisation de l'agriculture traditionnelle requiert une conjonction d'actions très diverses : défense et restauration des sols contre l'érosion, voies carrossables, instruction primaire, hygiène, éducation technique. Des efforts ont été faits depuis 1945 dans tous ces domaines, et il ne s'agit plus de créer, mais de coordonner, d'améliorer et d'étendre.

Il est donc indispensable de créer un service de modernisation rurale qui soit véritablement le maître de l'affaire.

Les secteurs d'amélioration rurale sont certes loin d'avoir l'extension désirable. Pas plus que la défense des sols contre l'érosion. Mais l'exemple le plus frappant d'une entreprise qui a le seul tort de n'être plus actuellement à l'échelle des besoins est sans doute celui de la scolarisation.

Après plus d'un siècle de présence française où en sommes-nous ? Au 1er janvier 1955 l'enseignement primaire comptait 480 000 élèves, dont 20 000 dans les écoles privées. Or, à côté de 180 000 enfants européens de cinq à quatorze ans, tous scolarisés, 2 400 000 petits musulmans du même âge vivaient en Algérie : 300 000 d'entre eux, soit 1 sur 8, avaient trouvé place à l'école. Au recensement de 1948 un musulman sur dix avait déclaré savoir parler le français. Dans ces conditions on ne peut évidemment faire état d'influence ou de pénétration de la culture française en profondeur.

Un réel effort est actuellement entrepris. Où conduit-il ? Tout visiteur se voit montrer des écoles neuves : on lui apprend qu'en moyenne

chaque jour deux écoles nouvelles sont inaugurées. Le plan de scolarisation de vingt ans dressé en 1944 comportait 660 classes nouvelles pour 1955, soit un peu plus de 25 000 places or la natalité des Européens est stable alors qu'il naît chaque année environ 5 000 musulmans de plus que l'année précédente. A ce rythme, l'ensemble de la population serait scolarisé dans cent vingt ans, mais son accélération progressive, prévue dès 1944 et rigoureusement observée pendant les dix premières années, devait réduire ce délai à cinquante ans environ.

Pour la scolarisation comme pour le secteur d'amélioration rurale ou le lancement d'industries en Algérie, l'argent ne suffit pas, ni son emploi judicieux, ni même l'impulsion d'hommes compétents et généreux : instituteurs, moniteurs agricoles ou ingénieurs. Le facteur essentiel sans lequel tout ira à l'échec c'est la participation active des populations intéressées. Soyons francs : ce désir on le trouve de moins en moins tant chez les musulmans que chez les Européens.

Comment s'attaquer à la grande œuvre de rénovation de ce pays et de ses habitants si « le cœur n'y est pas » ?

Philippe Minay
Le Monde du 24-30 novembre 1955

2 / Toussaint rouge en Algérie.

(Titre repris de la «une» du Monde daté du 4 novembre 1954)

Il fait exceptionnellement doux à Alger en cette soirée du 31 octobre 1954. Au flanc des collines qui encadrent la rade, les lumières de la ville dessinent leurs arabesques. Les Algérois dorment, comme tout le pays. Demain, 1er novembre, les églises et les cimetières Dans l'Oranie, deux fermes sont attaquées, et la gendarmerie de Cassaigne est mitraillée. Un colon, François Laurent, qui venait chercher du secours, est tué d'une balle dans la tête. Des transformateurs sont endommagés, des poteaux sciés, des fils téléphoniques coupés. Le préfet Lambert, homme énergique, contre-attaque immédiatement. L'état de siège est décrété. Ordre

est donné aux soldats et policiers de tirer à vue sur toute personne n'obéissant pas aux sommations. Au matin, le bilan s'élève à huit Algériens tués, dont six porteurs d'armes. Parmi eux, l'un des responsables de la région.

En Kabylie, il n'y a qu'une seule victime, un supplétif musulman. Mais les dégâts matériels sont immenses. Un peu partout, des dépôts de liège et de tabac sont incendiés. Là aussi, casernes et gendarmeries essuient des coups de feu.

Mais c'est dans les Aurès, ces monts abrupts et désolés qui étirent leurs chaînes au sud de Constantine, que la situation est la plus grave. Mostefa Ben Boulaïd, qui règne sur la zone en maître absolu, dispose de moyens relativement importants. Ses hommes sont nombreux et entraînés. Il reçoit, de plus, le soutien des «bandits d'honneur», qui, depuis des années, hantent les versants de ces montagnes inhospitalières, fuyant la justice française.

A Khenchela, dans l'après-midi du dimanche, l'équipe de football a livré, avec son mordant habituel, son match dominical. A la sortie des vestiaires, les joueurs se sont rendus à Fontaine-Chaude, d'anciens thermes romains. Ils ont revêtu des tenues militaires, cachées, avec des armes, sous des pierres. Et, dans la nuit, ils participent aux opérations menées contre le bourg. Le transformateur saute. Le commissariat de police est envahi, et trois gardiens de la paix sont dépouillés de leurs armes. Réveillé par les explosions et les coups de feu, le lieutenant Darnaud, commandant la place, sort pour se rendre compte de ce qui se passe. Il est tué, ainsi qu'un des spahis de garde devant la caserne.

A Batna, deux jeunes du contingent, Pierre Audat et Eugène Cohet, sont mortellement blessés alors qu'ils montaient la garde devant la caserne du 9^e régiment des chasseurs d'Afrique.

Le commissariat de police de Biskra est attaqué. La gendarmerie de T'Kout, dernier village sur la route menant aux gorges de Tighanimine, est assiégée. Dix gendarmes, quatre femmes et cinq enfants vivent des heures angoissantes avant d'être délivrés. En plein cœur du massif, la petite ville d'Arris, cernée par des bandes rebelles, est coupée du monde.

Tel est le bilan que dressent les responsables, et au premier chef le gouverneur général, Roger Léonard, aux premières heures de la matinée, au moment où, toujours dans les Aurès, se noue un nouveau drame. Il est 7 heures du matin lorsque, à 18 kilomètres d'Arris, sur la route venant de Biskra, des hommes de Ben Boulaïd placés en

embuscade arrêtent un car. A l'intérieur du véhicule se trouvent, mêlés aux paysans, un notable musulman, Hadj Sadok, caïd de M'Chounèche, un village voisin, et deux instituteurs, Guy Monnerot et sa femme, récemment arrivés de métropole et qui ont été nommés dans un douar perdu, à Tiffelfel. Soudain, une rafale de pistolet-mitrailleur : le caïd est tué, le jeune instituteur succombera à ses blessures, sa femme sera secourue au bout de plusieurs heures.

Ce qui frappe immédiatement tous les esprits dans cette rébellion, c'est sa coordination et son extension à tout le territoire. Le jour même, la radio du Caire annonce les attentats, en donne la liste précise. La plupart des responsables, à Alger et même à Paris, sont convaincus que le coup a été fomenté par l'Egypte. Ils garderont cette conviction durant presque toute la durée de la guerre.

Depuis quelques jours, les autorités s'attendaient en fait à des troubles. Dès le 17 octobre, le commandement avait mobilisé les quelques unités disponibles contre les bandes de «fellaghas» qui venaient de se manifester aux confins algéro-tunisiens, à l'est de Souk-Ahras. Le 27 octobre, le gouverneur général avait remis au général Chérière le commandement interarmées en Algérie pour le maintien de l'ordre. Dans une lettre à Jacques Chevalier, maire d'Alger et secrétaire d'Etat à la guerre, il avait confié ses inquiétudes, et demandé des renforts. La 25^e division aéroportée avait été mise en état d'alerte, et pouvait intervenir rapidement.

Pour le gouvernement de Mendès France, investi le 18 juin 1954, l'Algérie ne constitue pas une priorité. Dien-Bien-Phu est tombé le 8 mai, et il faut sortir du guêpier indochinois. En Tunisie, les fellaghas tiennent certaines zones, et le terrorisme sévit dans les villes. Au Maroc, la déposition de Mohammed V l'année précédente par le gouvernement Laniel n'a pas produit -loin de là- les résultats escomptés. Dans ces conditions, on comprend que l'Algérie ne vienne qu'au second plan des préoccupations officielles. Mais elle n'est pas totalement oubliée. C'est ainsi que le ministre de l'intérieur, M. François Mitterrand, y a effectué, du 16 au 23 octobre, une longue visite. Il a affirmé des intentions généreuses, annonçant un certain nombre de mesures sociales et administratives destinées à faire progresser les musulmans dans la voie de l'égalité avec les Européens.

Il est indéniable que l'investiture de Mendès France a suscité des espoirs au sein de la communauté arabe. «La politique du

gouvernement alors au pouvoir a-t-elle facilité ou gêné votre action ?», a-t-on demandé par la suite à M. Mohamed Boudiaf, l'un des «chefs historiques» de la rébellion. «Incontestablement, elle nous a gênés, a-t-il répondu. Beaucoup de militants nous ont fait valoir qu'une solution pacifique était désormais possible. Pour notre part, cela nous semblait une profonde illusion. Mais ce sentiment n'en existait pas moins.» Pour les hommes qui ont décidé de prendre les armes, cet obstacle n'était pas, cependant, l'un des plus importants. Ils en avaient eu bien d'autres à surmonter avant de pouvoir passer à l'action et réaliser cette «Toussaint rouge».

C'est au mois de mars 1954 que quelques militants chevronnés, anciens membres d'une organisation clandestine mise en place en 1946 et démantelée par la police en 1950, ont décidé de se regrouper. L'OS (Organisation secrète), où ils s'étaient connus, avait été créée sous le couvert d'un parti politique, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), fondé par Messali Hadj, prophète du nationalisme. Elle avait compté jusqu'à quatre mille cinq cents membres. Mais elle n'était jamais vraiment passée à l'action, et son dernier président, Ahmed Ben Bella, s'était réfugié au Caire.

Au début de 1954, seul le MTLD subsiste. Mais il est divisé en deux clans, les messalistes et les centralistes, qui s'affrontent sans merci. Les centralistes, ainsi nommés parce que majoritaires au comité central du parti, dénoncent le culte de la personnalité qui entoure Messali, le vieux chef.

C'est pour tenter de venir à bout de ces querelles, pour ressouder le parti et le lancer dans l'action, que quelques anciens de l'OS ont créé le CRUA, Comité révolutionnaire d'unité et d'action. Ces anciens sont, au départ, au nombre de cinq. Il s'agit de Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat et Mourad Didouche.

Très vite, ils rallient à leur projet la représentation du MTLD au Caire, composé d'Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et Mohamed Khider. Puis Krim Belkacem, qui tient le maquis en Kabylie depuis 1947, les rejoint à

son tour. Ce sont ces neuf hommes qui vont prendre l'initiative de l'insurrection. Ils échouent, en effet, dans leur tentative de réconcilier les deux clans qui s'opposent au sein du MTLD. En juillet, les messalistes tiennent un congrès à Hornu, en Belgique. En août, les centralistes organisent le leur à Alger. La scission est consommée.

Le 10 octobre, les six membres du CRUA présents à Alger décident la lutte. Ils sabordent leur comité, qui a échoué dans sa tentative de réunification du mouvement nationaliste, et créent deux organismes, l'un politique, le Front de libération nationale (FLN), l'autre militaire, l'Armée de libération nationale (ALN). La date de l'insurrection est fixée au lundi 1er novembre. Mohamed Boudiaf et Mourad Didouche sont chargés de rédiger une proclamation définissant les buts et les moyens du nouveau mouvement.

Deux mois plus tôt, les «six» s'étaient répartis les zones, ou wilayas, qu'ils venaient de créer. Mohamed Boudiaf, chargé de la coordination et de la liaison avec Le Caire, avait été élu président.

Il partira pour la capitale égyptienne le 25 octobre, en emportant la liste des objectifs dont l'attaque a été décidée. De tout cela, les autorités françaises ne savent rien. Le CRUA a réussi à travailler durant des mois dans la clandestinité la plus complète. Au matin du 1er novembre, la police et l'armée en sont réduites à frapper au hasard. Paradoxalement, ce sont les militants du MTLD, messalistes et surtout centralistes, qui ont refusé de se lancer dans l'action, qui vont faire les premiers frais de la répression.

Daniel Junqua
Le Monde du 2 novembre 1974